

## Liberté pour la famille Oufkir

UNE femme et ses six enfants dont le seul tort était d'avoir eu pour père un général félon redécouvert, ou Maroc, les joies de la liberté. Hassan II, à l'occasion du trentième anniversaire de son accession au trône chérifien, a accordé à la famille Oufkir, pleu- rée en résidence surveillée depuis dix-huit ans, un pardon sans objet puisque celle-ci n'était sous le coup d'aucune décision de justice.

Le souverain marocain, dans sa majesté, n'a pas à dévoiler à « son » peuple, ni à quiconque, les motifs de décisions qu'il prend quand bon lui semble. Nul ne saura donc pourquoi Hassan II a émis l'ordre d'une rancune féroce la famille de son ancien ministre de la défense, major, général des forces armées royales, mêlé à l'assassinat de l'opposant Mehdi Ben Barka, et dont le « suicide » suivit, en août 1972, l'« incroyable trahison ».

La vaine de ce général cruel et ambitieux détiendrait-elle des secrets d'Etat? A moins qu'il ne s'agisse de rien d'autre que de cruauté ou d'indifférence royale. Reste à savoir si Fatima Oufkir et les siens retrouveront, un jour, le droit à la parole, s'ils pourront vivre, sans « enges gardiens », dans le pays de leur choix, ou Maroc ou ailleurs.

Derrière un appareillage démocratique qui ne trompe pas grand monde, Hassan II, homme à poigne, ne s'embarrasse pas toujours du respect des droits de l'homme. Plusieurs centaines de prisonniers politiques croupissent dans des lieux de détention, connus ou inconnus. Les sanglantes émeutes de Fés, à la fin décembre, et la récente désertion de soldats donnent à penser que les cachots du royaume sont peuplés, aujourd'hui, plus qu'à l'ordinaire.

**MALGRÉ** tout, quoi qu'on en dise à Rabat, ces grâces royales ne sont pas sans rapport avec la crise du Golfe, à la faveur de laquelle le pouvoir de Hassan II avait été montré du doigt par une population acquise aux thèses laïques et choquée par l'envoi d'un contingent marocain aux côtés des forces de la coalition. Le souverain chérifien n'aura pas réussi, malgré toutes sortes de contorsions oratoires, à convaincre « ses » sujets qu'il avait choisi le « bon » camp.

Hassan II pourra-t-il retarder, indéfiniment, l'échéance d'une indispensable démocratisation dont il avait senti la nécessité en prenant langue, au printemps dernier, avec l'opposition? Jusqu'alors, il avait invoqué la question du Sahara occidental pour justifier une sorte d'union sacrée autour de sa personne. Puis la crise du Golfe lui avait utilement servi à renvoyer à des jours meilleurs le remodelage de son régime.

La libération de la famille Oufkir - et peut-être celle d'autres prisonniers - tendrait à prouver que Hassan II commence à comprendre que l'absolutisme a fait son temps.

Lire nos informations et l'article de JACQUES DE BARRIN page 10

M0147 - 0302 0 - 6.00 F



## Tandis que militaires alliés et irakiens s'apprêtent à se rencontrer L'abandon du pouvoir par M. Saddam Hussein fait l'objet de tractations secrètes

Selon des informations recueillies jeudi 28 février à Alger, M. Saddam Hussein envisagerait de quitter prochainement le pouvoir ou serait contraint à la faire. Il songerait même à s'exiler à l'étranger, probablement en Algérie, avec l'accord des coalisés. Les dirigeants algériens chercheraient à obtenir de la coalition

anti-irakienne l'assurance que M. Saddam Hussein, une fois en exil, ne ferait l'objet d'aucune poursuite. Toutefois, les proches du président irakien le presseraient de ne pas abandonner le pouvoir. A Bagdad, la radio nationale a appelé jeudi M. Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve », tandis que l'opposition irakienne exilée à Damas

commence à s'activer. A Washington, M. Roland Dumas a été reçu jeudi par le président Bush et le secrétaire d'Etat, M. James Baker. La France et les Etats-Unis conviennent qu'il ne faut pas lever l'embargo militaire contre l'Irak et qu'un maintien au pouvoir de M. Saddam Hussein est difficilement envisageable.

### La rumeur d'Alger

ALGER

de notre correspondant

Interrogé, jeudi 28 février, à Washington, sur les possibilités pour le président Saddam Hussein de continuer à diriger son pays, M. Roland Dumas affirmait que cette question était de l'unique ressort du peuple irakien. Quelques heures plus tard, répondant sur TF 1 à une question identique, le porte-parole soviétique reprenait, quasiment mot pour mot, les propos du ministre. En réalité, les Américains et leurs alliés ne voudraient pas laisser au seul « peuple irakien » le soin de décider du destin du chef de l'Etat. Avec la complicité active de Moscou, ils se sont penchés sur le problème, qui

serait en passe d'être résolu. Dans les jours à venir, le président irakien, selon de bonnes sources algériennes, pourrait quitter le pouvoir et même s'exiler à l'étranger. Alger est envisagée comme point de chute.

L'affaire remonterait aux premiers contacts entre Américains et Irakiens pour définir un accord de cessez-le-feu. Alors que, par émissaires interposés, d'après négociations opposaient le « Maison Blanche » à M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, à propos des résolutions du Conseil de sécurité, d'autres discussions, non moins délicates, se tenaient pour décider du sort de M. Saddam Hussein.

GEORGES MARION

Lire la suite page 5

### Gagnants et perdants

par Jean-Pierre Longellier

Au-delà des ennemis principaux - l'Amérique de George Bush, l'Irak de Saddam Hussein - au-delà du « premier cercle » de la coalition arabe - les pétromonarchies et l'Egypte - la guerre du Golfe a ses gagnants et ses perdants : d'un côté, l'Irak, Israël et la Syrie; de l'autre, les Palestiniens et la Jordanie.

■ L'Irak. Pour la République islamique, la guerre fut un don d'Allah. L'Irak est le grand vainqueur d'un conflit auquel il a pris soin de ne pas se mêler. Les Irakiens se souviendront longtemps du 15 août 1990, date bénie où ils remportèrent, avec deux ans de retard, la première guerre du Golfe, où Saddam Hussein offrit à Khomeiny sa victoire posthume.

Soucieux de briser l'encercle-

ment dont il était l'objet, le président irakien acceptait, ce jour-là, l'accord frontalier d'Alger de 1975, annonçant le rapatriement de ses troupes du territoire iranien, consentait à un échange rapide des prisonniers. Pareilles concessions équivalaient à une capitulation diplomatique. Rarement neutralité - acquise au prix fort - aura été si profitable. Ayant engrangé les précieux bénéfices offerts par son ennemi d'hier, la République islamique se garda bien de tourner casaque. Le « cadeau » irakien ne fut pas payé de retour. Poursuivant de longue date sous la boulette du président Rafsanjani, son rapprochement avec l'Occident, l'Irak n'entendait pas ruiner cette stratégie pour l'avantage aléatoire d'une alliance de circonstance avec un voisin toujours eussé détesté.

Lire la suite page 4

Lire également

- L'opération « Tempête du désert » garde ses mystères par DANIEL SCHNEIDERMAN
- Radio-Bagdad appelle M. Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve »
- Washington présente un projet de résolution sur le cessez-le-feu au Conseil de sécurité par SERGE MARTI
- La diplomatie soviétique voudrait se rapprocher des « grands pays d'Europe et d'Asie » par SOPHIE SHIHAB
- Congratulations et consensus en Grande-Bretagne par DOMINIQUE DHOMBRES
- Polémiques à Rome autour de la modeste participation de l'Italie à la coalition par PATRICE CLAUDE
- L'Egypte rappelle la nécessité de rechercher une solution au problème palestinien par ALEXANDRE BUCCIANTI
- La déception des Palestiniens des territoires occupés par YVES HELLER
- Israël estime que M. Saddam Hussein représente toujours un danger pour sa sécurité par ALAIN FRACHON
- « L'effet Saddam Hussein » a joué contre l'immobilisme du régime de Pôlôn par FRANCIS DERON
- Les Européens veulent contrebalancer l'influence de CNN par JEAN DE LA GUÉRIÈRE
- Les erreurs d'analyse de M. Le Pen par OLIVIER BIFFAUD

page 3 à 9



### La guerre des chocs

par Érik Izraelwicz

On avait craint un choc pétrolier, il fut psychologique. Certains prédisaient aujourd'hui un contre-choc pétrolier, il pourrait être financier. La guerre du Golfe a déjoué les pronostics de nombreux experts, en économie comme ailleurs. Aussi est-il sans doute prématuré de dessiner dans le détail des effets des hostilités ce que sera le « nouvel ordre mondial ». Une chose pourtant est certaine : ses traits dépendront de l'évolution des prix des deux principaux carburants de l'économie mondiale : le pétrole et l'argent.

Que n'aura-t-on entendu à propos du pétrole? Au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak, certains responsables pétroliers nous annonçaient la pénurie. Plus tard, quelques gourous prestigieux prédisaient pour le jour du décla-

chement des hostilités un baril à 100 dollars. En quelques semaines, le vide laissé par les deux nations engagées le plus directement dans le conflit était comblé grâce à une augmentation de la production de quelques pays comme l'Arabie saoudite... Après avoir très momentanément atteint les 40 dollars, le prix du baril a en définitive tourné en moyenne autour de 20 dollars, pas loin du niveau souhaité par les pays membres de l'OPEP lors de leur réunion du 26 juillet, quelques jours avant le début de la crise.

Élément central de cette guerre, le pétrole va naturellement occuper une place essentielle dans l'après-guerre. Il n'est pas inutile de rappeler que les pays du Golfe représentent à eux seuls près de 70 % des réserves mondiales et leurs exportations près de 43 % des échanges internationaux pétroliers.

Lire la suite page 19

### Presse otage

Nos lecteurs trouveront à ce numéro du Monde une configuration particulière : il comporte en effet, outre l'édition du jour, un cahier regroupant « le Monde sans visa » et « le Monde Livres-Idees », ainsi qu'un cahier spécial de douze pages composé d'une sélection des principaux articles du numéro... de la veille.

Le Monde d'hier, en effet, une grande partie de nos lecteurs en ont été privés par la volonté du syndicat CGT des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), qui a déclenché, dans la nuit de mercredi à jeudi, une grève surprise. Elle s'est prolongée durant toute la journée de jeudi et a gravement entravé la distribution de la presse du matin, des magazines et de la presse du soir.

Cette grève a pris la forme d'un blocage de la distribution à la porte des imprimeries. Une pression physique intolérable que la direction de notre journal a, pour sa part, fait constater par humilité à la sorte de notre centre d'impression d'Ivry.

Le motif de ce mouvement n'est pas un différend social mais un conflit interne au syndicat CGT opposant la direction au syndicat CGT à propos de la gestion par ce dernier d'un comité d'établissement. La direction fait état de « très graves irrégularités » de gestion dans ce comité mis en liquidation par le tribunal de Paris et a décidé de transmettre le dossier à la justice. La CGT juge ces accusations « diffamatoires » et met donc implicitement en cause - une attitude très grave dans une démocratie - l'impartialité du juge.

La presse fait ainsi les frais d'un conflit auquel elle n'est en rien mêlée. L'action menée par le syndicat s'apparente clairement à une forme de prise d'otages dont les victimes sont d'abord les lecteurs. Intervenant le jour même, jour historique, de la fin de l'offensive dans le Golfe, elle constitue une censure de fait, bannissant l'écrit au moment où les citoyens, soumis à la pression de l'audiovisuel, ont plus que jamais besoin d'analyses, de reportages et de documents pour alimenter leur réflexion.

Le syndicat CGT des NMPP s'est rendu coupable d'un véritable abus de pouvoir, trahissant les intérêts, dans une période cruciale pour l'avenir des relations internationales, de la liberté d'information et de celle d'être informé. Que la gestion contestée d'un CE, sur laquelle la justice aura à faire toute la lumière, provoque le blocage de la presse nationale ne relève plus de l'action syndicale et est inadmissible dans un pays de droit.

J. L.

Lire nos informations page 11

#### CAHIER SPÉCIAL

Les principaux articles publiés dans nos éditions du vendredi 1<sup>er</sup> mars pages 1 à XII - section C

#### SANS VISA

pages 29 à 36 - section B

#### LIVRES • IDÉES

pages 37 à 44 - section E

#### AFFAIRES

pages 23 à 25

#### A la Réunion, les polémiques après l'émeute

Après trois journées de violences meurtrières, les responsables politiques cherchent un « chef d'orchestre clandestin ». Lire page 11 le reportage d'ALAIN ROLLAT

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

## Le Monde L'ÉDUCATION

MARS 1991

### ENQUÊTE

## QUI CONTROLE LES PROFS DE VOS ENFANTS ?

Également au sommaire :

- ACTUALITÉ : NOS ENFANTS DÉCOUVRENT LA GUERRE
- ÉVALUATION : LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPARATOIRES
- JEUNESSE : VIVRE L'AMOUR AU TEMPS DU SIDA

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



## DÉBATS

Le conflit du Golfe

## Question d'Orient : l'éternel retour

par Slimane Zeghidour

EN Orient, l'actualité est ordinairement auctro-nique. Le passé le plus enfoui affleure constamment à la surface du présent. Les échos des appels immémoriaux se mêlent sans cesse aux rumeurs de tous les jours. Derrière les cris de guerre, anathèmes et slogans qui retentissent entre le ciel et la mer pollués du gifle Persique, on reconnaît les éléments de l'éternelle question d'Orient.

On en retrouve, avec des dosages et des combinaisons renouvelés, tous les ingrédients. Saddam Hussein et George Bush, l'Europe et le monde arabe, l'Islam et l'Occident jouent, sur le caecus d'une pièce millénaire, une tragédie dont le nœud reste le contrôle du Croissant fertile, fabuleux bazar de mythes et d'argent, le poivre noir hier, l'or noir aujourd'hui : l'action tourne actuellement autour de la question israélo-arabe ; le dénouement dépend, comme toujours, du bon vouloir des puissances du moment, en l'occurrence les Soviétiques et les Américains.

C'est au nom de l'histoire la plus antique que Saddam, le Cogneur en arabe, envahit le Koweït, convaincu qu'en poussant son rouleau compresseur il ne fait que dérouler la carte d'un « même Etat » taillé par la main des légendaires dynasties mésopotamiennes : Hammourabi, fondateur au II<sup>e</sup> millénaire av. J.-C. de l'empire babylonien ; Salmansar III, lequel dut, pour en préserver l'intégrité, affronter vers 853 av. J.-C. une coalition armée groupant – déjà ! – Jérusalem, Damas et l'Arabie ; Nabuchodonosor II, restaurateur de Babylone au sixième siècle av. J.-C. ; tous maîtres absolus de l'Orient depuis le détroit d'Ormuz jusqu'aux Dardanelles, du

Nil à l'Euphrate et de l'Arabie heureuse à l'Anatolie, au détriment des Hittites, des Égyptiens, des Perses et des Hébreux.

Gorgée de sang et de larmes, de déboires et de gloire, la médanologique terre d'Irak, patrie des plus grands poètes arabes mais aussi pépinière des plus féroces potentats de l'Orient, revendique un héritage historique d'une ampleur proprement écrasante. Alors que la majorité des États arabes s'évertuent à contenir dans les ténèbres de la *djahlia*, la « barbarie » des siècles anté-islamiques, les civilisations pharaoniques, babyloniennes, assyriennes, cananéennes, achéménides et hitites, dont l'histoire fut réinventée par des archéologues occidentaux. Saddam, lui, convoque ces prestigieux précurseurs. Il restitue à Babylone avec un ardeur telle qu'il en vient à entrevoir dans l'Israël sioniste l'antique royaume de Juda annexé par la monarchie babylonienne en 587 av. J.-C. et, à travers l'Iraq chiite, la Perse achéménide.

## Le passé encombre le présent

D'où ce messianisme pragmatique, bâtisseur et sanguinaire sans état d'âme ; cette assurance obstinée d'être à la tête d'un pays qui a tout donné à une humanité décidément ingrate : la loi, la foi, l'écriture et les Écritures, l'art de vivre ici-bas et la manière de survivre là-haut, d'où également cette immense bonne conscience d'avoir le droit pour soi qu'un carme si dramatiquement l'impavide dictateur de Bagdad.

Plus que la crise kurde, observait prophétiquement il y a trente ans déjà un familier de l'Orient compliqué, l'affaire du Koweït touche géographiquement et senti-

mentalement le cœur du vieux Irak, et peut constituer l'enjeu d'un *deus ex machina*. Et de souligner : « Si l'Irak insiste pour obtenir les fabuleux revenus pétroliers du Koweït, c'est qu'il espère devenir ainsi le maître de la finance et de la géopolitique du Moyen-Orient (1) ». Comme au bon vieux temps d'Hammourabi, de Nabuchodonosor, du calife abbasside des *Mille et Une Nuits* de Bagdad, Haroun El Rachid.

Parallèle perspective historique n'est pas l'apparence de Saddam. Feu le baba d'Iraq posa au descendant de Cyrus et patronna une spectaculaire réhabilitation de Persépolis. Les fondateurs, laïcs, de l'État d'Irak, David Ben Gourion, alias Grin, au premier chef, n'en trouvaient pas moins leurs patrons « goya » pour adopter des noms de héros bibliques ; tout comme Yasser Arafat, qui s'est donné pour surnom celui d'un des compagnons de lutte de Mahomet, Abou Ammar.

En Orient, le passé encombre le présent. L'histoire radote, les ancêtres vivent toujours parmi les nouvelles générations. Valait pourquoi les frontières modernes des pays du Proche-Orient, tracées arbitrairement non en fonction des accidents du relief ou des incidences de l'histoire locale mais des intérêts concomitants de la France et de l'Angleterre, devaient fatalement éraquer. Contestables, elles demeurent tant que leur tracé en oblige aux impératifs stratégiques des puissances étrangères plutôt qu'aux intérêts des indigènes. Ces États apparaissent comme autant de lits de Procuste, enserrant dans le carcan de leurs limites territoriales des nations prolifères, mutilant des peuples à la cohésion millénaire, jetant sur les routes de l'exil des

emménagements autochtones de toute antiquité.

Un tel état de fait consacre les démarcations ethniques, linguistiques et religieuses mais révoque des frontières territoriales, pour « internationales » qu'elles puissent se prétendre.

Intangibles les frontières, inviolable le droit international, sacrée l'intégrité des États ? La helle afflure l'histoire de ce siècle, singulièrement sur le chapitre de l'Orient arabe, démontre rigoureusement que la force prime le droit, que celui-ci ne se confond pas avec la justice ni la légalité internationale avec la morale des peuples. Le droit vise moins l'équité que l'ordre et la stabilité. Il tend d'abord à prévenir le chaos, un à neutraliser l'injustice.

Pour autant, les États de la région qui entrent l'endosse et la force de déverrouiller leurs frontières internationales pour élargir leur espace vital finissent par obtenir gain de cause. Ainsi de la Turquie réduite à la portion congrue par le traité de Sévres (1920), qui s'insurgea avec Atatürk jusqu'à obtenir le traité de Lausanne (1923) avalisant l'attribution de la Thrace et de Smyrne. Pour sa part, Abdelaziz Ibn Séoud s'empara, au mépris du droit international, de la province yéménite de l'Assir (1934). Cela en va et au sud de la Société des Nations. Ce qui n'empêcha pas plus l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France de reconnaître, dès sa formation, le royaume d'Arabie saoudite.

La première guerre israélo-arabe se solda par un intolérable agrandissement du territoire impérial par l'ONU à l'Est juif, lequel occupait dans la faule la partie occidentale de Jérusalem, qui relayait d'une juridiction

internationale, tandis que la Transjordanie, également naissante, accaparait tout aussi illégalement le côté oriental de la Ville sainte et la Cisjordanie. La Syrie récupéra la bourgade de Hama, près de Tibériade, l'Égypte mettait la main sur Gaza. Résultat, l'armistice conclu entre les helligérants arabes – à l'exception notable de l'Irak – et Israël (1949) égalisait le partage de l'État palestinien avorté entre ses voisins sans que les Nations unies trouvaient à y redire.

Pour Winston Churchill et les Russes, la Méditerranée est un lac stratégique, mais pour nous elle reste notre mer ! dit une *maxima* dans un film de Fellini : la conférence de Yalta marque l'intrusion de deux Grands Étrangers à la mer civilisatrice, l'URSS et les États-Unis, qui reconduisent l'ordre géopolitique contrit par la France et l'Angleterre.

## Les fronnements de sourcils de l'ONU

La « guerre froide » met au rancart le projet d'État palestinien, renvoie aux calendes grecques un réaménagement politique en Méditerranée orientale. La Turquie envahit Chypre (1974), la Syrie s'installe au Liban (1976), Israël l'y rejoint (1982), après avoir préalablement érigé Jérusalem en « capitale éternelle » (1980) puis annexé le Golan syrien (1981) et bombardé, la même année, près de Bagdad, le réacteur atomique Tammouz. Face à cette succession de coups de main, devant ces défis à la légalité internationale, l'ONU fronce le sourcil, « déplore », émet des blâmes et résolutions sans lendemain.

Le soleil qui se lève enfin à l'Est réanime au grand jour toutes

les aspirations nationales, les rivalités ethniques, les baines religieuses. Azeris, Arméniens, Serbes, Albanais et autres Tatars fourbissent les armes comme aux pires nuits de la question d'Orient.

L'affaiblissement de l'URSS remet tout l'édifice géopolitique en cause. Moscou hors jeu, qui va contrebalancer l'hégémonie américaine, réprimer les appétits d'Israël ?

Un monde s'écroulait, un ordre faisait long feu dans le crépuscule d'un siècle qui aura vu s'éteindre cinq empires : ottoman, austro-hongrois, français, britannique et soviétique. Le spectre d'un ultime charcutage de la région se profile à l'horizon du troisième millénaire. La France et l'Angleterre entrent dans le vingtième siècle en veillant au chevet de l'« homme malade » de l'Europe, ainsi que le tsar Nicolas I<sup>er</sup> désignait l'Empire ottoman. L'Amérique s'apprête à finir le siècle en marchant sur le cadavre du « nouvel Hitler ». Hier le Grand Turc, aujourd'hui le Cogneur arabe, mais le perdant reste le même : le musulman.

Derrière le sultan-calife de Constantinople et le dictateur de Bagdad, l'Oumma (2) perçoit, à tort ou à raison, non des autoritaires mais les sentinelles avancées de l'Islam. Il s'agit de l'aspiration des musulmans à accéder de nouveau au rang d'acteurs de l'histoire. Tel fut et demeure, côté rue musulmane, le cœur d'une question d'Orient plus à l'ordre du jour que jamais.

(1) Pierre Rossi, *l'Irak des révoltes*. Le Seuil, 1982.

(2) NDLR : la communauté universelle des musulmans.

► Slimane Zeghidour est journaliste et essayiste.

Une lettre de Gaetano Pesce au Vitra Design Museum

## Un artiste italien interrompt sa collaboration avec un musée allemand

L'architecte et designer Gaetano Pesce vient de rendre publique la lettre qu'il a adressée le 9 février au directeur du Vitra Design Museum, M. Alexandre von Vegesack, pour expliquer son refus de vendre quatre chaises destinées aux collections du musée.

Vénitien, vivant à New-York, enseignant à Strasbourg, vigoureux opposant du style international, Gaetano Pesce a été l'un des

enfants terribles de l'architecture dans les années 70, avant de devenir une personnalité du « show-biz » architectural international. Il a construit aux États-Unis, au Brésil, au Japon, et a proposé un projet de « pont de l'Union européenne » pour la ville de Strasbourg. Le Vitra Design Museum est une institution allemande privée, ouverte en janvier 1990 et financée par Vitra, société d'origine suisse qui s'est

imposée dans les domaines du design et de la technologie du siège.

L'attitude de Gaetano Pesce, pour symbolique qu'elle soit, est exceptionnelle dans l'univers de la construction et de l'architecture, univers à mi-chemin de l'art, de la technique et de l'économie, où les règles morales passent pour devoir inévitablement se plier aux lois du marché.

F.E.

Cher Monsieur,

Je tiens à vous remercier pour votre télécopie du 4 février 1991 concernant l'achat de quatre chaises Prat pour la collection du musée, achat pour lequel nous n'aviez déjà fait parvenir 50 % du paiement. Je vous remercie aussi de m'avoir demandé de vous proposer l'achat d'œuvres complètes. Je profite de l'occasion pour vous redire mon immense respect et ma grande considération pour votre institution et votre sponsor, mon ami Rolf Fehlbaum.

Cela dit, laissez-moi, je vous prie, exprimer mon opinion pour ce qui concerne les événements de la crise du Golfe qui affecte tant notre vie en ce moment, et plus particulièrement la surprise et le choc que j'ai subis en apprenant que les armes chimiques et bactériologiques avec lesquelles le président de l'Irak menace de frapper Israël, l'Arabie saoudite et la Turquie ont été fabriquées par des compagnies et industriels allemands. Ces industriels ont aussi fourni à l'Irak le savoir scientifique lui permettant de produire de façon incontrôlée ces horribles instruments de mort.

Comme à beaucoup d'autres, il me semble difficile de ne pas associer ces faits à ceux de la deuxième guerre mondiale, alors que le régime allemand concevait la destruction du peuple juif – un crime dant l'humanité entière porte encore la honte.

Jusqu'à ce jour, et après vingt et un ans de guerre, ces armes n'ont heureusement pas encore été utilisées. Il faut espérer qu'elles ne le soient jamais, puisque la menace subsiste. Pourtant je me demande si le gouvernement allemand a pris des mesures contre ces industriels. Je me demande également si le mouvement pacifiste allemand, avant

de faire des manifestations abstraites et conformistes, a jamais exprimé sa désapprobation devant les portes de ces compagnies, en demandant leur fermeture. Certainement cela eût été une bonne opportunité pour les écologistes allemands de se manifester !

Laissez-moi aussi vous dire que les manifestations de colère irrationnelles du mouvement pacifiste allemand me rappellent tristement les manifestations « furieuses » et irrationnelles du mouvement militariste allemand dans les années 40. Quand viendra le jour où ces groupes, citoyens de votre pays, prendront enfin leurs distances avec la nostalgie et le romantisme pour atteindre à une conscience moderne de la responsabilité démocratique ?

## Ignorance de l'irrationalité

En fait, je pense que la situation actuelle au Moyen-Orient est le résultat de problèmes qui n'ont pas encore trouvé de solution. Mais je suis également persuadé que le plus grave de ces problèmes est l'ignorance profonde de l'irrationalité qui caractérise la plupart des populations arabes. De plus, les leaders politiques locaux, plutôt que de faire progresser leurs pays, travaillent à les laisser dans des conditions médiévales, ce qui, bien évidemment, est à leur avantage.

C'est bien le cas de Saddam Hussein. Pendant dix ans, il a dépensé des millions de dollars pour la guerre « civile » contre l'Irak (je dirais que de nos jours toute guerre est une guerre « civile ») au lieu de dépenser cet argent pour moderniser son pays, éduquer son peuple et le délivrer de son ignorance.

Aujourd'hui, avec la guerre dans le Golfe, le scénario est le même,

et, une fois encore, le maître de Bagdad emploie des moyens extraordinaires pour un dessin rationnel et passifiste qui cultera au monde entier une dépense énorme d'énergie. Mais cela lui est égal. Son but est la prise de pouvoir sur les pays arabes ; donc l'ignorance, la pauvreté et le fanatisme de ces populations sont indispensables à la réalisation de son projet.

Au milieu de ce tableau, il m'apparaît que certains industriels allemands ont, de fait, aidé Saddam Hussein à retarder le développement culturel du Moyen-Orient. C'est pour toutes ces raisons qu'il me semble que je ne peux pas satisfaire votre demande actuellement.

N'aurait-il pas été plus satisfaisant de voir les industriels et les politiciens allemands, aussi bien que ceux du monde entier, choisir de transférer le coût énorme de cette guerre en investissements dans ces mêmes pays qui sont aujourd'hui confrontés à la destruction ? Jusqu'à aujourd'hui, les armes chimiques et bactériologiques provenant de cette créativité allemande mal utilisée n'ont encore pas servi. J'espère sincèrement que cela n'arrivera jamais. C'est seulement lorsque cet espoir sera réalisé, ma conscience alors en paix, que je pourrai reprendre ma collaboration avec les institutions culturelles allemandes. Je me rends bien compte que ma décision n'est pas très adaptée et relativement simpliste lorsque je la compare à l'effort bien plus grand accompli par d'autres pour empêcher toute action barbare. Mais chacun de nous agit selon ses propres capacités.

Laissez-moi, je vous prie, vous assurer que je ne suis porteur d'aucune animosité envers vous ou

envers l'institution que vous représentez. Comme je vous l'ai cependant déjà dit, je pense qu'il vaut mieux attendre pour être certain que ces objectifs que nous craignons ne soient jamais atteints. Alors, je serai très heureux de reprendre notre collaboration avec les mêmes avantages mutuels qui ont toujours existé entre nous (...)

GAETANO PESCE (New-York, le 9 février 1991)

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
Bruno Frappet  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Marcel Luthert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Guille  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Farnaud  
Philippe Harman  
Jacques-François Simon  
Daniel Varner  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1988)  
Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Lemaire (1993-1995)  
André Fontaine (1996-1997)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 18  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-30-10  
Télécopieur : 40-65-30-10

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 18  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé  
de « Monde »  
12, rue Condorcet  
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc MONDIPUB 286 136 F  
Téléc : 45-55-91-82

du journal Le Monde et Régie Presse SA

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE  
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سكس من لاجل

# LE CONFLIT DU GOLFE

Premières rencontres entre alliés après leur victoire

## Washington présente au Conseil de sécurité un projet de résolution sur le cessez-le-feu

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Au cours de leurs consultations du jeudi 28 février, les quinze membres du Conseil de sécurité se sont contentés de passer en revue les nombreux points « techniques » qui, selon eux, doivent être réglés avant de conclure un cessez-le-feu avec Bagdad, notamment la question de l'embargo économique et militaire. « Sur ce chapitre, la coalition est très méfiante », assure un diplomate occidental. Parmi les autres points examinés figurent l'application par l'Irak de toutes les

résolutions du Conseil et le maintien de la présence des troupes alliées dont l'ambassadeur du Koweït a rappelé qu'elle était « légitime » tant que ne seraient pas écartées les menaces sur son pays.

« A présent que les gens ne se tuent plus, nous pouvons prendre le temps de réfléchir. Il faut savoir quelles réponses Bagdad apporte aux nombreuses questions soulevées et quelle est la situation sur le terrain avant de mettre le point final au cessez-le-feu », expliquait un ambassadeur occidental à l'issue de la réunion. Dans cet esprit, le président du Conseil qui cède la place à partir du 1<sup>er</sup> mars à son collègue autrichien, a pris la

décision de procéder à des consultations bilatérales avec chacun des quinze pays-membres avant de convoquer une nouvelle réunion. L'approbation d'une résolution de cessez-le-feu ne semble donc pas imminente. Pour l'instant, l'arrêt des combats reste suspendu à l'acceptation par Bagdad des conditions fixées par la coalition.

Fait exceptionnel, le département d'Etat, par la voix de son porte-parole, a lui-même présenté jeudi un projet de résolution américain. Celui-ci comprend notamment le maintien de l'embargo sur les ventes d'armes à l'Irak si le président Saddam Hussein reste au pou-

voir, l'acceptation et la mise en œuvre de toutes les résolutions du Conseil, la libération de tous les détenus koweïtiens ou de pays tiers, la reconnaissance de principe par l'Irak de sa responsabilité pour les dommages causés pendant la guerre, la restitution par ce pays des capitaux, des avions et des avions saisis au Koweït et la levée des sanctions prises contre le Koweït pour protéger ses avoirs après l'invasion irakienne. Ce texte demande aussi au secrétaire général d'envisager la fourniture d'une aide humanitaire à la population irakienne.

SERGE MARTI

## La visite de M. Roland Dumas à la Maison Blanche

L'« après-guerre » en Irak et au Koweït, mais aussi un nouvel équilibre à trouver dans toute la région, ainsi qu'une solution au problème israélo-palestinien : autant de dossiers au menu des entretiens qu'a eus le ministre français des affaires étrangères M. Roland Dumas à la Maison Blanche, jeudi 28 février. Beaucoup de questions qui semblent-t-il sont restées sans réponse.

WASHINGTON

de notre correspondant

Considérée, à la veille du conflit avec l'Irak par l'administration, et avec une ironie cinglante par la presse américaine, la France a, au lendemain de la victoire, droit aux compliments les plus vibrants, comme si la guerre avait effacé tout malentendu. Reçu jeudi 28 février à la Maison Blanche, M. Roland Dumas a entendu le président Bush exprimer « son appréciation pour la coopération extraordinaire, historique », entre les deux pays. « Vos conseils, votre jugement, le courage de vos forces combattantes sont d'une grande valeur pour nous », a ajouté M. Bush, qui un peu plus tôt avait reçu la visite de l'ambassadeur du Koweït, venu pour sa part remercier « le grand libérateur » de son pays.

Mais c'est avec le secrétaire d'Etat James Baker que le ministre français des affaires étrangères est entré dans le vif du sujet : l'attitude à adopter à l'égard de l'Irak, la mise en place d'un système de sécurité dans la région, la solution du problème palesti-

nien... Autant de questions « délicates », nu encore largement sans réponse, comme l'a admis M. Dumas.

Faut-il, par exemple, maintenir dans toute leur sévérité les sanctions économiques contre l'Irak ? Américains et Français semblent parfaitement d'accord sur deux points. L'embargo sur les ventes d'armes doit être maintenu. Et il faut utiliser les sanctions économiques dans l'espoir de déstabiliser Saddam Hussein : « Nous ne pouvons pas, après ce qui s'est passé, souhaiter le maintien de Saddam Hussein en place », selon le joli understatement de M. Dumas. Mais que faire concrètement, pour, toujours selon M. Dumas, « éviter de donner de l'oxygène » à l'actuel régime de Bagdad, sans pour autant « donner l'impression de punir le peuple irakien » ? Faudra-t-il continuer à interdire à l'Irak de vendre son pétrole, quitte à l'empêcher de se reconstruire, ou bien s'en approprier une partie ?

Rester aussi longtemps que nécessaire

Un sénateur américain a déjà proposé que les membres de la coalition prélèvent « un fort pourcentage » de la production irakienne pour assurer le paiement des réparations (les revenus pétroliers estimés de l'Irak sont d'environ 17 milliards de dollars par an, la somme de ses dettes passées, des éventuels dommages de guerre et des frais de reconstruction pourraient être vingt fois plus élevés). Le ministre français des affaires étrangères est lui, resté assez vague, indiquant que les

décisions devraient être prises « au coup par coup ».

Même incertitude à propos des futurs arrangements de sécurité. Un point au moins semble clair : les Français souhaitent évacuer au plus vite leurs troupes du territoire irakien - M. Dumas a parlé de « quelques jours ». Les Américains semblent un peu moins pressés, ou du moins ils paraissent poser certaines conditions : « Nous sommes évidemment en mesure de rester aussi longtemps que nécessaire », a déclaré jeudi le secrétaire à la défense Dick Cheney, mais « dès que nous aurons résolu quelques-uns de nos problèmes avec les Irakiens, nous partirons ».

M. Cheney a aussi indiqué que les Etats-Unis souhaitaient éviter « de maintenir à long terme une importante présence terrestre dans la région », mais il a parlé d'éventuelles « manœuvres communes » avec les pays du Golfe alliés des Etats-Unis, et d'un possible « positionnement d'équipements » (militaires). M. Dumas, à l'issue de son entretien avec le secrétaire d'Etat James Baker, a souligné qu'Américains aussi bien que Français souhaitent une « approche régionale » du problème ; qu'il fallait envisager un contrôle des armements, une « question complexe » : en fait, il a surtout donné l'impression que les alliés n'en étaient qu'à un stade exploratoire.

MM. Dumas et Baker ont aussi parlé du Liban, et même, selon le ministre des affaires étrangères, « élaboré une approche qui permettrait d'envisager une solution ». Il s'agit de tenter « d'accélérer le processus de Taëf », qui prévoit le

renforcement de l'autorité du gouvernement libanais et le départ des forces étrangères.

Régler au plus vite le problème palestinien

Et bien entendu les deux ministres, qui devraient se revoir prochainement, ont convenu de la nécessité de « régler au plus vite le problème palestinien », même si la France et les Etats-Unis diffèrent toujours sensiblement sur la méthode. A vrai dire, le ministre français n'a même pas mentionné la convocation d'une conférence internationale - ce qu'il avait fait plus tôt dans la journée à New-York - sachant bien que les Etats-Unis y sont opposés. C'est donc M. Baker qui a confirmé que Washington ne voyait pas pour l'instant « l'opportunité » d'une telle conférence, d'autant plus improbable qu'Israël n'en veut pas.

Que faire, dans ce cas ? Les Américains ne paraissent pas avoir d'idées très nouvelles : M. Baker souhaite essentiellement, selon son interlocuteur français, « reprendre les bases d'un dialogue (israélo-palestinien) qui a échoué de peu » (c'était la formule Shemir, que M. Baker avait essayé de faire aboutir jusqu'à ce qu'il devienne évident que le premier ministre israélien lui-même ne souhaitait pas le succès de cette tentative). M. Dumas a « souhaité bonne chance » aux Américains dans leurs efforts, manière élégante de dire qu'il n'en attendait pas grand-chose.

JAN KRAUZE

## Le test des « casques bleus »

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

M. Roland Dumas a souhaité jeudi 28 février à New-York que l'ONU « joue pleinement son rôle sur les problèmes humanitaires, le maintien de la paix et le règlement des conflits visant à aboutir à la sécurité dans la région du Golfe. L'attitude définitive qu'adopteront la France et, surtout, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, quant à la présence ou non de « casques bleus », aura valeur de test sur la place réellement accordée à l'Organisation dans le processus de paix, notamment pour da nombreux pays arabes, inquiets de la présence de troupes étrangères.

L'idée du déploiement de forces de l'ONU, mentionnée dans le plan de paix soviétique soumis à l'Irak avant que Bagdad ne se plie finalement à la totalité des résolutions du Conseil de sécurité, ne figure pas en revanche dans le projet de résolution relatif au cessez-le-feu que Washington envisage de présenter au Conseil de sécurité. Pourtant, bien avant la fin des hostilités, le secrétaire général des Nations unies, avait fait savoir à de multiples reprises qu'il était prêt, après la cessation des combats, à déployer sur place un contingent d'observateurs militaires, voire de forces de maintien

de la paix, avec réserve que la Conseil de sécurité donna son aval. Pour l'instant, celui-ci ne semble pas pressé et le projet américain préfère attribuer d'autres impératifs à M. Javier Perez de Cuellar, par exemple l'acheminement d'une aide humanitaire à l'Irak. Une façon de décourager la volonté d'« ingérence » de l'ONU sur le terrain.

Dès le lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak, M. Marrak Goulding, secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques spéciales, avait été chargé d'étudier diverses hypothèses de présence des forces onusiennes dans le perspective de l'après-guerre. Le scénario s'était précisé, il y a quelques jours, après la proposition soviétique à l'Irak, à tel point qu'un recensement avait été opéré le 22 février auprès des divers contingents de l'ONU stationnés dans le monde en vue de les alléger pour opérer un très rapide redéploiement sur le Golfe.

« Certains pays, telle l'URSS, souhaitent vivement la présence onusienne », d'autres, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, « sont plus réservés », tandis que la France, une fois de plus, a une position très ambiguë », indique un responsable de l'Organisation. S. M.

Importante manifestation pro-irakienne en Jordanie. - Plus de 10 000 Jordaniens et Palestiniens ont manifesté, jeudi 28 février, dans les rues d'Amman, en acclamant la « victoire » de l'Irak et de son président. Les manifestants, qui réclamaient la fermeture de l'ambassade américaine, ont défilé pendant plus de trois heures jusqu'à la mosquée Al Hussein en brandissant de grands drapeaux jordaniens, palestiniens et irakiens. Les pays arabes qui se sont

raïsés aux côtés de la coalition ont été largement injuriés par la foule, qui scandait : « Frappe Taï-Aviv, Saddam, nous sommes tous avec toi ! » et « Allah ou akbar ! ». Plusieurs centaines de policiers casqués et armés de boucliers et de matraques avaient pris position le long des grands axes et aux principaux carrefours, barrant l'accès du quartier des ambassades, sur les hauteurs d'Amman. Le cortège s'est dispersé sans incident en fin d'après-midi. - (AP, AFP.)



## Personnes. Rencontres. Nouveaux marchés: Leipzig 91

Les différents Salons qui ont lieu au printemps 1991 permettront à Leipzig de rapprocher non seulement les marchés de l'Est et de l'Ouest mais surtout de créer des liens entre les personnes. Une rencontre européenne dont l'objectif est de créer de meilleurs contacts pour l'avenir. C'est ainsi qu'un partenaire commercial peut, à cette occasion, devenir un bon ami et qu'une telle

rencontre est un Salon peut être la réalisation d'une rencontre si longtemps attendue. Les 2800 exposants présents aux différents Salons de printemps offrent des possibilités presque illimitées pour nouer de nouveaux contacts. Et pour les 10 autres Salons qui auront lieu cette année, le mal de passe est-on se voit à Leipzig !



## FOIRES DE LEIPZIG PRINTEMPS 1991

SALON DE LA TECHNIQUE  
du samedi 16  
au vendredi 22 mars

Parc des expositions

Les salons professionnels : Machines - outils et outillage - Usines à exploitation commerciale et métallurgie - Electrochimie et électronique - Brevets industriels / sous - traitance. Domaines représentés : Ingénierie de la circulation, logistique - Technologie de biens agricoles et alimentaires, technologie de l'emballage - Machines de chantier, machines pour les variétés et la climatisation - Sciences et technologies - Services marchands - Expositions collectives et services d'informations centrées de l'étranger.

SALON DE LA CONSOMMATION  
du samedi 16  
au mercredi 20 mars

Halls d'exposition dans le centre de la ville

Marché professionnel pour les appareils ménagers et les électrodomestiques, verreries, porcelaines, céramiques. Marché professionnel pour le papier, matériel de bureau, papeterie, caducats. Domaines représentés : Montres et bijoux - Tissus d'ameublement et pour la maison - Produits de beauté, produits d'entretien chimiques, produits pharmaceutiques - Jouets - Instruments de musique - Denrées alimentaires et produits de luxe. Salon professionnel « La Belle Vie » : Matériel pour coiffeurs et produits de beauté.

Leipziger Messe GmbH,  
Markt 11 - 115, Postfach 720, D - 7010 Leipzig.  
Tél : 7 18 10, Fax : 7 18 73, Telex : 512 294

MESSEN DER ZUKUNFT



## LE CONFLIT DU GOLFE

La recherche d'un nouveau système de sécurité au Proche-Orient

## La diplomatie soviétique voudrait se rapprocher des « grands pays d'Europe et d'Asie »

« Ce n'est pas encore le paix. C'est par ce petit titre que la Pravda annonce, vendredi 1<sup>er</sup> mars, en bas de page, le fin des combats, en affirmant qu'on ne gagne pas la paix comme la guerre et que sur ce plan, la situation est loin du triomphe affiché à Washington. Il revient ainsi à la « communauté internationale » - sous-entendu à l'URSS - de jouer maintenant son rôle, mais c'est dit avec toute la discrétion qu'imposent les problèmes intérieurs et de l'aide étrangère escomptée.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

On aurait pu s'attendre que l'URSS soit le premier pays à rappeler que les forces de la coalition doivent rentrer chez elles une fois accomplie leur mission suivant les résolutions du Conseil de sécurité. L'Égypte l'a déjà fait, la Turquie même l'a suggéré, mais pas l'Union soviétique. Si ce n'est en termes voilés, laissant l'impression que Moscou cherche le pardon des États-Unis pour avoir tenté de les priver de leur grande victoire militaire.

Mais sur d'autres points, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, a posé les jalons, lors d'une conférence de presse, jeudi 28 février, de ce que veut être la diplomatie soviétique de l'après-guerre, si elle en trouve les moyens : marquer sa différence avec les États-Unis, même si le but reste de « trouver un consensus au sein du Conseil de sécurité ». Sans doute est-ce aussi pour les Soviétiques un moyen d'inciter Washington à ne pas trop les

négliger. « L'URSS est convaincue qu'il ne peut y avoir de système de sécurité fiable au Moyen-Orient si l'Irak n'y joue pas le rôle qui est le sien », a-t-il déclaré. Et malgré les accusations de « cruauté » portées mercredi dans la Pravda contre M. Saddam Hussein par M. Primakov, conseiller du président soviétique, Moscou serait prête à coopérer avec le président irakien si ce dernier devait rester au pouvoir. « Nous acceptons les choix du peuple irakien et, pour autant que je le sache, la situation là-bas n'a pas changé », a précisé M. Bessmertnykh. Comme tout le monde, le ministre soviétique affirme haut et fort que ce sont en priorité les peuples de la région qui doivent définir leur futur système de sécurité, mais il ajoute que l'URSS cherche à ce sujet « une approche commune avec les grands pays d'Europe et d'Asie ». C'est-à-dire pas d'Amérique. « Bien sûr, a-t-il ajouté, nous continuons nos contacts avec les États-Unis » et il s'est félicité que l'URSS soit incluse dans la prochaine tournée au Proche-Orient du secrétaire d'État, M. James Baker.

Les atouts face à Washington

Mais sur la question des livraisons d'armes, par exemple, M. Bessmertnykh a refusé de dire que l'URSS s'abstienne en Irak. Ce problème ne peut être envisagé que « sur la base d'une limitation collective », qui ne doit pas toucher seulement l'Irak « mais aussi les autres pays de la région ». De même, l'URSS continue à estimer que le problème israélo-arabe, « source principale de l'instabilité du monde », est une question de confiance et de la poursuite actuelle de la course aux armements dans la région, doit être traité de toute urgence. Ce sont bien ses positions sur lesquelles Mos-

cou aura plus de mal à trouver des « approches communes » avec les États-Unis qu'avec la France ou l'Inde. Avant d'exposer ces tâches stratégiques, le chef de la diplomatie soviétique, le chef de la diplomatie soviétique, a voulu faire comprendre qu'il restait, quoi qu'on dise sur la mise hors course de son pays, un participant incontournable pour tout règlement incontestable pour tout règlement avec l'Irak. Il a eu des « consultations urgentes » avec M. Baker quelques heures avant que le président Bush n'annonce sa décision de suspendre les livraisons d'armes à l'Irak. « Il a ensuite immédiatement parlé à M. Gorbatchev qui a donné ses instructions précises sur la façon d'agir avec Bagdad », le Conseil de sécurité et Washington. Une précision qui n'est pas inutile en ces temps où beaucoup se demandent qui décide de quoi en URSS. Il en est ressorti, a précisé M. Bessmertnykh, que « la tâche première est d'empêcher la reprise de toutes hostilités dans le Golfe ».

L'URSS a donc « prêté son assistance pour permettre une rencontre entre militaires » représentant l'Irak et la coalition, a-t-il dit. L'acceptation de Bagdad a été transmise par Moscou, apprend-on plus tard de la bouche de M. Roland Dumas, l'URSS, qui garde officiellement treize personnes dans son ambassade à Bagdad et n'a pas dû perdre ses autres liens avec sa longue assistance à ce pays, ne manque ainsi pas d'atouts face à Washington. Et M. Bessmertnykh s'est entenu avec son homologue américain, a-t-il dit, pour tenir une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité avant sa réunion plénière, « pour mettre au point les prévisions politiques et juridiques à une cessation complète de la guerre ».

Enfin, M. Bessmertnykh s'est félicité de la libération du Koweït et du retour de son gouvernement légitime.

Dans son bulletin du soir, la télévision a cité une agence de presse occidentale pour affirmer qu'il y aurait eu « au moins 150 000 tués en Irak, dont beaucoup de civils ». « Quelques idées brûlées aux États-Unis ont bien demandé que les troupes alliées aillent jusqu'à Bagdad et tuent Saddam Hussein, mais le réalisme a fini par triompher », a ajouté le commentateur, en estimant que « l'initiative de paix soviétique a sans doute joué un rôle positif ». C'était déjà mieux que la déclaration faite dans la matinée au Soviet suprême par son président, M. Anatoli Loukianov, qualifiant l'arrêt des combats de « grande victoire de l'initiative du président Gorbatchev ». Ce que M. Bessmertnykh dut ensuite corriger en soulignant que la victoire était celle, commune, des membres de la coalition.

Défaite par Irak interposé

Les Soviétiques ont tous à l'esprit qu'on peut aussi parler d'une défaite de l'URSS par Irak interposé, dans la mesure où son armement est à 80 % soviétique. Dans les semaines, mercredi 27 février, le premier vice-commandant du centre d'études stratégiques de l'état-major, le général Nikolai Koutsenko, a tenté d'expliquer qu'il n'en est rien, pour les raisons suivantes : la France et l'Italie ont fourni les armes les plus récentes et les plus spécialisées, alors que l'équipement soviétique de l'Irak date des années 60 et 70 ; les Irakiens ont adopté des habitudes propres durant leur conflit de huit ans de guerre avec l'Iran ; enfin, « il n'y avait pas de spécialistes soviétiques à leurs côtés durant cette guerre ».

Cela n'a pas empêché le maréchal Dmitri Iazov, ministre de la défense, de reconnaître devant les députés la triste leçon qu'il a tirée de la guerre

du Golfe : le système de défense antiaérienne en URSS « a des points faibles et est en cours de réexamen ». Même si, pour rassurer l'assemblée, il a affirmé que tous les avions détruits de la coalition l'ont été par le système de canons anti-aériens soviétique. Selon lui, ce sont 93 avions alliés qui ont été abattus, alors que selon les chiffres de la coalition, il y a eu 42 avions perdus (dont 32 abattus au combat). Des diplomates occidentaux à Moscou soulignent que la surprise devant l'effacement militaire de l'Irak est un des sentiments les plus souvent exprimés par leurs interlocuteurs soviétiques. Les représentants du complexe militaro-industriel qui ont investi la direction du gouvernement devraient logiquement maintenir les structures existantes, privilégiant la production militaire, tout en parlant de dégraissage et de « montée » des techniciens modernistes. Pour le mouvement pro-Etats-Unis au sein de l'armée, Chitchik (le Bouclicier), la guerre du Golfe est en tout cas le meilleur argument en faveur d'une professionnalisation rapide de celle-ci. C'est le contraire des conclusions auxquelles avait abouti cet hiver le président Gorbatchev, les généraux ayant avancé que ce serait trop coûteux.

SOPHIE SHINAB

Une aide humanitaire de la CEE à Bagdad. — La CEE a accordé jeudi 500 000 euros (350 millions de francs environ) pour l'achat et la mise en œuvre d'une station mobile d'approvisionnement d'eau à Bagdad, où l'absence d'eau potable fait enfler le risque d'épidémies, a annoncé, jeudi 28 février, un porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles. — (AFP.)

« d'un nouveau type », parce qu'il semblait insupportable et avait le cren de défilé l'Amérique, parce qu'il faisait peur à Israël et plaçait leur cause haut et fort.

Tant pis pour le Koweït et peu importe si la « cause » n'était pour Saddam Hussein que l'absence de sa volonté de puissance : seuls comptent aux yeux des Palestiniens la douloureuse frustration née de l'impulsion à récupérer la terre perdue à l'ennemi, la colère devant l'intransigence de la droite israélienne, le reproche de complaisance envers Jérusalem adressé en permanence à Washington, les critiques, enfin, lancées à l'Occident, suspecté de réagir diversement à l'injustice, au gré de ses intérêts et de ses amitiés.

En ces lendemains de guerre, les Palestiniens offrent un bilan funeste. Ceux qui résident au Koweït redoutent d'être chassés de l'émirat. Ceux qui vivent dans les territoires occupés sortent éreintés par quarante jours de couvre-feu et privés depuis des mois de l'aide que leur apportent les États pétroliers du Golfe. Les gesticulations diplomatiques de Yasser Arafat, qui s'était autoproclamé médiateur dans la crise, n'ont eu aucun effet. Numéro deux du Fatah, Abou Iyad a été assassiné sur un ordre, peut-être venu de Bagdad. Chez les plus jeunes, l'OLP a perdu beaucoup de terrain au profit des islamistes de Hamas.

Yasser Arafat et ses amis ont dissipé le capital politique amassé pendant trois années d'intifada en compromettant leur stratégie diplomatique fondée sur l'acceptation de l'existence d'Israël et le dialogue — aujourd'hui rompu — avec l'administration américaine. Et applaudissent à chaque tir de Soud contre l'Etat juif, le Palestinien de la rue nu des camps a fait frémir tous ceux qui, en Israël, avaient misé sur la reconnaissance mutuelle entre les deux peuples.

Une épaisse méfiance a soudain ressurgi, nourrie par la « réprobation d'Israël » qu'exprimaient les admirateurs de Saddam Hussein. Oubliées, chez beaucoup, la promesse et la volonté de vivre ensemble. Le débat politique a, en quelques semaines, spectaculairement régressé. Les Palestiniens ont été les victimes consécutives d'un « faux prophète ». Mais le principal mérite de l'OLP est d'exister sans rival. « Il n'y a pas d'autre représentation authentique des populations palestiniennes », observait jeudi à Washington M. Roland Dumas.

La Jordanie. Avec la crise du Golfe, la Jordanie a connu sa plus dure épreuve depuis les affrontements du « septembre noir », en 1970. A l'exemple de l'OLP, le roi Hussein s'est rangé du côté de Bagdad. Il ne l'a pas fait dans l'enthousiasme, mais

75 % des Américains sont favorables à un renversement de Saddam Hussein...

Une majorité d'Américains se sont déclarés en faveur d'un renversement du président Saddam Hussein et de son jugement pour crimes de guerre, selon un sondage publié jeudi 28 février, à New-York. Quelque 75 % des adultes américains interrogés la veille au soir par la chaîne de télévision ABC, dans un sondage effectué par téléphone, ont déclaré que Saddam Hussein devrait être chassé du pouvoir. — (AFP.)

...et un sur deux souhaite que le général Colin Powell soit le futur vice-président

Un Américain sur deux souhaite que le chef d'état-major interarmes américain, le général Colin Powell, soit le prochain vice-président de George Bush, si celui-ci est réélu en novembre 1992, selon un sondage publié jeudi 28 février, par la chaîne de télévision NBC.

Selon cette enquête, effectuée en collaboration avec le Wall Street Journal, 50 % des Américains sont favorables à l'écoulement d'un Noir au poste de « numéro deux » du pays, ce qui serait un cas de figure sans précédent aux États-Unis. Seules 23 % des personnes interrogées préféreraient garder le titulaire actuel du poste, M. Don Quayle. — (AFP.)

## Les gagnants et les perdants

Suite de la première page

Voilà pourquoi l'Iran ne cesse de proclamer son attachement à l'intégrité territoriale de son voisin, et dénonce le risque d'un « ancrage » de la présence militaire américaine, jugée menaçante pour sa sécurité. Rien ne justifie plus la présence de troupes étrangères dans la région », a déclaré jeudi 28 février le Conseil suprême de la révolution islamique.

Voilà aussi pourquoi la République islamique améliore patiemment ses relations avec les États du Golfe et se met en posture de jouer un rôle central dans l'élaboration des accords de sécurité qui fonderont le nouvel ordre régional. Même s'il lui faut encore régler le différend qui l'oppose à l'Arabie saoudite à propos du nombre de pèlerins islamiques autorisés à se rendre à La Mecque, rien ne se peut empêcher les ambitions régionales de l'Iran, resurgies à la faveur de la guerre.

■ Israël.

L'Etat juif accueille la fin de la guerre avec une vive satisfaction teintée d'une sourde inquiétude. Satisfait de voir pulvérisée une grande partie de la dangerosité de l'armée irakienne, inquiétée de l'idée des pressions que l'Amérique ne manquera pas d'exercer tôt ou tard sur Jérusalem. Au-delà de l'épreuve traversée sous la menace des missiles Scud, ce conflit fut pour Israël une aubaine.

Un mot résume l'attitude de l'Etat juif pendant ces quarante-deux jours de guerre : la retenue. Pour la première fois de son histoire, et reniant ses dogmes les plus chers, Israël accepta d'encaisser des coups sans répondre. Se rangeant aux conseils de modération que lui dispensait Washington, Jérusalem ignora la provocation irakienne, qui visait, en précipitant la guerre, à enfoncer un coin chez les alliés arabes de l'Amérique et à modifier la nature du conflit.

L'Etat juif évita le piège en servant les dents. Le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a fait savoir à point nommé jeudi que son armée avait préparé une opération visant à neutraliser les rampes de lancement de l'Irak, mais qu'elle y avait renoncé, la guerre finie.

Les États-Unis lui sauront-ils gré demain de ce service rendu ? Dans l'immédiat, la confiance est restaurée entre Israël et une administration américaine qui lui battait froid. Tout au long de la crise, George Bush refusa de reconnaître

le fameux « lien » entre le conflit du Golfe et le problème israélo-palestinien que Saddam Hussein avait tenté d'imposer dès le 12 août 1990.

L'Etat juif a bon espoir d'obtenir le surplus d'aide — 13 milliards de dollars — demandé à George Bush. Sa méfiance envers toute procédure de paix « imposée » — notamment dans le cadre d'une conférence internationale — restera légitime, a-t-il beau jeu de rappeler, aussi longtemps que l'Etat de guerre fondera ses relations avec un monde arabe qui lui voue, le plus souvent, une haine implacable.

A plus long terme, Israël ne nourrit pas d'illusion excessive, conscient que les États-Unis, qui ont contracté une dette envers leurs alliés arabes, s'attelleront à nouveau, le moment venu, au règlement du problème palestinien. Orfèvre de l'immobilisme, le premier ministre Itzhak Shamir s'apprête à résister aux pressions de l'Amérique. « Bénéficiaire » des positions, il multiplie les propos intrajurés, dirige la majorité vers l'extrême droite et jette en prison sans procès plusieurs dirigeants palestiniens « d'intérieur » ouverts au dialogue avec Israël. Tout cela ne facilitera pas la tâche de l'administration Bush.

■ La Syrie.

A la faveur de la crise du Golfe, le président syrien Hafez El Assad a confirmé sa réputation de stratège hors pair, au cynisme infini. Bien plus lucide et plus prudent que son vieux rival Saddam Hussein, M. Assad fit d'emblée le « bon choix », en se rangeant dans le camp de l'Amérique. A l'inverse de son ennemi juré irakien, le président syrien savait à quel point il tenait sur l'après-guerre froide. Ne pouvant plus tabler sur une aide militaire massive de l'URSS, il avait fait son deuil de sa vieille espérance, la parité stratégique avec Israël. D'où son besoin de rechercher les faveurs des États-Unis et de l'Égypte, leur plus influent allié arabe.

Son « bon choix » valut à Hafez El Assad l'estime de Washington, tout en lui conservant celle de Moscou. Il lui permit surtout de mener tranquillement quelques basses œuvres au Liban, alors que les regards se portaient vers le Golfe. Sachant qu'il jouirait de l'impunité, le président syrien balaya en quelques heures, le 12 octobre 1990, la résistance de son dernier adversaire libanais, le général chrétien Michel Aoun.



Ainsi resserra-t-il son emprise sur son voisin asservi. L'assassinat, dix jours plus tard à Beyrouth, de Dany Chabaneux et de sa famille ressemblait fort à un avertissement lancé à tous ceux qui oseraient être tentés de contester la « Pax syrienne » libanaise.

Devenu un partenaire respectable après sa rencontre avec George Bush en novembre 1990, il sortit de l'isolement où l'avaient conduit ses ambitions libanaises, reçut des pays du Golfe 1 milliard de dollars en réparation des dommages dus à la crise et obtint de la CEE la levée discrète des sanctions prises après un attentat à Londres, attribué à un groupe palestinien ayant pignon sur rue à Damas.

Hafez El Assad n'a sans doute rien abandonné de ses objectifs à long terme : coordonner Israël à évacuer tous les territoires occupés, la Cisjordanie, Gaza, le sud du Liban et avant tout le plateau du Golan. Mais il pensait mieux les servir en s'alliant avec l'Amérique, en attendant, plus tard, de plaider habilement sa cause auprès d'elle. A la différence de Saddam Hussein, le président syrien connaît les règles du jeu régional, le respect et se garde de provoquer Israël. Et il compte bien, le jour venu, tenir son rôle et son rang dans un éventuel règlement de paix au Proche-Orient.

Il a su, pendant la guerre, courir le risque — il est vrai calculé, comme dans toute dictature —

d'être mal compris de son peuple, qui, dans les rues de Damas, manifestait sa discrète sympathie pour Saddam Hussein. Si forte soit sa haine pour le dictateur de Bagdad, M. Assad n'avait peut-être pas intérêt à voir trop affaiblir l'armée irakienne, seule à même de prétendre rivaliser avec celle d'Israël, l'autre ennemi de Damas.

■ Les Palestiniens.

Pour avoir chassé, dès l'invasion du Koweït, de « combattre dans la même tranchée » que Saddam Hussein, l'Organisation de libération de la Palestine a commis une erreur d'appréciation stratégique. Pour s'être rangés d'emblée parmi les ennemis de l'Amérique, la centrale de Yasser Arafat se retrouve aujourd'hui — et tous les Palestiniens avec elle — dans le camp du vaincu. Jusqu'au bout, l'OLP aura pour son malheur, lié son sort au dictateur de Bagdad en oubliant une rude leçon de son histoire — chaque fois qu'ils se mêlent des querelles interarabes, les Palestiniens en pâtissent — et en sacrifiant à vil prix la sacro-sainte autonomie de décision palestinienne, pourtant si chèrement acquise.

Avant même que Saddam Hussein, tentant de faire oublier son forfait commis au Koweït, ne se livre, dans son discours du 12 août à l'émirat, au Golfe-Palestine qui visait à nobilitier les énergies arabes contre l'ennemi « sioniste » commun, les foules palestiniennes en avaient fait un héros arabe

## Radio-Bagdad à « sur

Bagdad, la capitale de l'Irak, a été plongée dans la nuit par une attaque aérienne américaine. Les avions ont largué des bombes incendiaires et des missiles, provoquant de nombreux incendies et des dégâts matériels importants. Des milliers de personnes ont été évacuées de la zone touchée.

La ville de Bagdad a été touchée par une attaque aérienne américaine. Les avions ont largué des bombes incendiaires et des missiles, provoquant de nombreux incendies et des dégâts matériels importants. Des milliers de personnes ont été évacuées de la zone touchée.

## La rumeur d'Alger

Suite de la première page. Dans la capitale algérienne, la rumeur a couru que le président M. Boumedienne avait été victime d'un attentat. Cette rumeur a été démentie par le gouvernement algérien.

Préface des distances. Dans la capitale algérienne, la rumeur a couru que le président M. Boumedienne avait été victime d'un attentat. Cette rumeur a été démentie par le gouvernement algérien.

TALOTAC	
LE N° 817 455 Gagne 400 000 F	
TOUTES LES BILLES SONT NUMÉRIQUES	
17 455	400 000 F
7 455	100 000 F
455	10 000 F
55	1 000 F
5	100 F
5	10 F
DATE D'ÉMISSION : 28 FÉVRIER 1991	
8 <sup>e</sup> TRANCHE	
TIRAGE DU 28 FÉVRIER 1991	

صحة من لاجل



# LE CONFLIT DU GOLFE

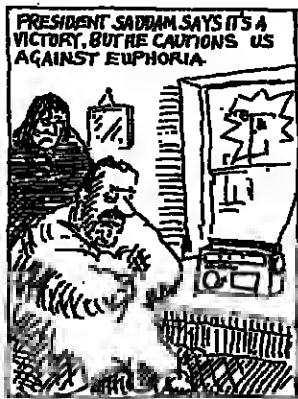
La situation en Irak

## Radio-Bagdad appelle M. Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve »

Bagdad semblait décidée à sortir de la torpeur où la guerre l'avait plongée, après l'annonce, jeudi 28 février à 11 heures (9 heures à Paris) du cessez-le-feu. Comme l'a constaté sur place l'envoyé spécial de l'AFP, les rues de la capitale se sont animées dès les premières heures de la matinée, et la circulation, paralysée depuis plusieurs semaines à la fois par le manque d'essence et par la peur des bombardements alliés, s'est faite plus dense. Des boutiques ont indiqué qu'ils ouvraient leurs échoppes pour la première fois depuis le 17 janvier.

Pendant ce temps, Radio-Bagdad diffusait des chants patriotiques appelant notamment le président Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve ». « O Saddam, ne te laisse pas influencer par les événements, toi qui as défendu et construit l'Irak, et toi dont le nom sera à jamais sur le drapeau, un drapeau qui ne cessera jamais de flotter », répétait sans relâche un chanteur populaire.

Quant aux commentateurs, ils restaient tout aussi triomphalistes que la veille. « L'armée a accompli une mission héroïque qui sera inscrite dans l'histoire », a lancé l'un d'entre



PRESIDENT SADDAM SAUVA L'IRAK D'UNE VICTOIRE, BUTES CAPTIONS US AGAINST EUPHORIA.

« Le président Saddam dit que c'est une victoire, mais il nous met en garde contre l'euphorie » (The Guardian du 1<sup>er</sup> mars).

eux. « Les gardes républicains ont brisé la colonne vertébrale de leurs agresseurs et les ont rejetés au-delà des frontières. Ou encore : « C'est une victoire pour notre peuple et pour le président Saddam Hussein. » Un peu plus tard, la radio a félicité l'Irak pour avoir « démolit l'aura des Etats-Unis - l'empire du mal, de la

terreur et de l'agression. L'Irak n'a fait un trou dans le mythe de la supériorité américaine et mis les Etats-Unis le nez dans la poussière ».

Pour le quotidien Al Thawra du Parti Baas paru jeudi, « la victoire ne réside pas dans le nombre de chars ou d'avions que nous avons utilisés ou que les ennemis ont utilisés. Ce n'est que de l'acier qui peut être détruit. La victoire réside dans le visage qu'on acquiert dans les livres d'histoire ».

Al-Qadisiyah, l'organe de l'armée irakienne, affirme pour sa part : « L'Irak lutera pour mettre en échec le complot américain et occidental, mené par le criminel de guerre George Bush et par ses vils alliés comme François Mitterrand et John Major (...). Il poursuivra sa résistance pour exterminer les comploteurs qui visent à affaiblir l'armée irakienne et à épouser le pays pour mettre fin à son rôle national » au sein du monde arabe.

Enfin Al Jouhriyah, l'organe du gouvernement, écrit qu'il est du devoir de tous les Irakiens de rester vigilants et d'être toujours prêts à récupérer leurs droits légitimes usurpés par la coalition des agresseurs. Cependant l'opposition irakienne en

exil s'active à la faveur des événements. L'ayatollah Taki El Moudarresi, opposant chiite au gouvernement de Bagdad, a déclaré à Damas que Saddam Hussein devrait être renversé pour avoir apporté au pays « honte et destruction » lors d'une guerre qui, selon lui, tué ou blessé 250 000 Irakiens. « L'Irak ne peut pas être stable sans le renversement de ce tyran », a-t-il dit.

### Une réunion de l'opposition à Beyrouth ?

On croit savoir, par ailleurs, de source informée, que tous les mouvements d'opposition irakiens se réuniront au Liban les 10 et 11 mars pour discuter de l'avenir de l'Irak après la guerre du Golfe.

Damas avait marqué un point le 27 décembre dernier en parvenant à convaincre dix-sept mouvements représentant la plupart des tendances de cette opposition - communistes, intégristes, baasistes, nationalistes kurdes et autres - d'enterrer leurs divergences pour créer un Comité d'action commune (CAC). (AFP, Reuters, AP.)

La libération de Koweït-Ville

## L'ambassadeur de France précède l'émir Jaber

KOWEÏT

de notre envoyé spécial

Deux jours après la libération de la ville, l'enthousiasme n'était pas retombé vendredi matin 1<sup>er</sup> mars. Si les résistants koweïtiens à l'armée de Rambo ont cessé de tirer à la Kalachnikov, en signe de bienvenue aux étrangers - « il faut faire attention, ce n'est pas le moindre danger de la ville », plaisante un militaire français arrivé la veille -, des voitures continuent de sillonner la ville en tous sens, actionnant leur klaxon et faisant le « V » de la victoire.

Bien que la tour de contrôle ait été détruite, l'aéroport international accueille les vols militaires. Les Américains ayant remplacé les contrôleurs du ciel par une radio de fortune, l'armée américaine ne semble visible qu'aux abords de l'aéroport où certains GI récupèrent des fatigues de la campagne dans de nombreuses carcasses de voitures qui encombrant la zone.

Le météo, vendredi, était satisfaisante, à la différence de jeudi, où des nuages plaquaient au ciel les fumées noires des puits de pétrole en feu faisant régner en plein jour une obscurité totale.

Tous les puits continuaient, d'ailleurs, de brûler vendredi matin. Sur le tarmac de l'aéroport, deux carcasses d'avions civils éventrés. Il n'en reste que le nez et la queue, tout le reste est réduit en cendres.

Un drapeau flamboyant neuf a remplacé les trois couleurs détreffées de l'occupation sur le toit de l'ambassade de France. Les alliés avaient symboliquement prévu d'hisser les couleurs au même instant, jeudi matin. Mais si l'ambassadeur de France, M. Jean Bressot, était bien au rendez-vous, ramené dans un Transal militaire français, ses collègues britanniques et américains restent introuvables.

M. Bressot a retrouvé les bâtiments de la chancellerie en bon état, ceux-ci ayant simplement subi un « pillage léger ». « On a fouillé dans les tiroirs, mais on a laissé tout le mobilier, les tapis, les tableaux, dont les portraits du chef de l'Etat ».

Quant à la résidence, dont la violation avait entraîné l'envoi des premières troupes françaises en Arabie saoudite, elle est absolument intacte, précise l'ambassadeur, qui a même trouvé « un peu d'eau pour faire une toilette de chat, ce matin ».

Depuis le début de l'attaque terrestre, l'eau et l'électricité ont été coupées dans la ville de Koweït, vraisemblablement du fait des sabotages irakiens, assurent les Koweïtiens, mais apparemment les habitants s'adaptent à la bougie et

ont constitué d'importants stocks d'eau minérale. L'absence d'eau n'est réellement gênante qu'à l'hôpital Mubarak, où toute stérilisation est impossible et où les chirurgiens ne peuvent se laver les mains. Pour le reste on ne semble pas manquer de médicaments et les médecins, avec la fin des hostilités, espèrent revoir bientôt leurs infirmières.

Les tout premiers témoignages recueillis ne semblent pas confirmer l'existence d'exactions importantes : personne ne confirme notamment que des bébés aient été arrachés de leur couveuse, un des bruits qui avaient circulé au début de l'occupation irakienne.

S'agissant des Français, il semble qu'ils aient surtout souffert des tracasseries administratives, notamment de l'obligation de se faire établir un permis de séjour, faute duquel ils étaient cloîtrés à domicile. « Comme cela, on a appris à faire notre pain et notre lait caillé », plaisantait vendredi matin, les premiers qui se présentaient devant les grilles de l'ambassade.

Il semble bien, en revanche, que les Irakiens dans leur fuite aient enlevé un nombre important de Koweïtiens, « depuis hier, douze personnes sont venues me voir en me demandant si nous avons une liste de Koweïtiens enlevés », explique un militaire français. « Deux de mes amis ont été enlevés », confirme M. Michel Chalhoub, représentant au Proche-Orient de plusieurs sociétés de commerce de luxe françaises, « un des neuf Français - dont trois Chalhoub, précise-t-il - qui sont restés au Koweït tout au long de l'occupation ».

Les premiers diplomates et militaires arrivés dans la capitale, tout en s'activant fiévreusement à la remise en état de l'ambassade, attendent de pied ferme le retour des autorités koweïtiennes, mais il semble bien que le gouvernement koweïtien, pour l'instant, ait choisi de prendre son temps, dans son hôtel de Taif, en Arabie saoudite, avant de reprendre possession de son émirat. Personne ne semble faire respecter la loi martiale décrétée par le gouvernement en exil : « Ce n'est pas nécessaire, assure un Koweïtien, ici, tout le monde est sage ».

En attendant le retour des autorités, les militaires français, qui avaient atteint vendredi soir l'objectif de deux cent cinquante, procédaient en fin de matinée à la « dépollution », comme ils disent - c'est-à-dire au déminage - de l'hôpital militaire, où devait s'installer le gouvernement, tous les palais officiels ayant été plus ou moins bombardés par les Irakiens.

DANIEL SCHNEIDERMAN

## La rumeur d'Alger

Suite de la première page

Dans la soirée du 27 février, soit quelques heures avant que les coalisés annoncent qu'ils consentaient à un cessez-le-feu, M. Saddam Hussein, amer d'avoir, selon son expression, été « lâché » par les Soviétiques, s'était enquis de savoir si l'Algérie accepterait, le cas échéant, de lui accorder l'asile politique. Faria avait été prévenu de la démarche irakienne.

Quelques heures plus tard, Alger donnait son accord, sous réserve ; notamment que les successeurs du président irakien - vraisemblablement des membres de son ancienne équipe - acquiescent à cette solution et que les coalisés garantissent que le proscrit ne ferait pas l'objet, comme la menace en a été brandie, de poursuites pour crimes de guerre.

### Prendre ses distances

Dans le contexte actuel, le gouvernement algérien se serait sans doute bien passé d'accueillir sur son sol M. Saddam Hussein. L'Algérie, pourtant, n'a guère le choix : pour une majorité de la population, inconditionnelle du chef de l'Etat irakien, son refus passerait pour une trahison. Cette solidarité politique de l'Algérie - qui a déjà permis à M. Saddam Hussein, comme en Iran, d'y mettre à l'abri une partie de sa flotte aérienne - explique qu'il envisage, aujourd'hui, de s'y réfugier.

Avantage supplémentaire, Alger est à bonne distance d'Israël dont le président irakien redoute toujours un mauvais coup. C'est cet impératif de sécurité qui semble l'avoir incité à abandonner l'idée, un instant caressée, de se réfugier au Yémen, sinon au Soudan.

Avant de donner leur accord, les responsables algériens ont tenu à s'entourer de quelques garanties, notamment à propos du statut juridique de l'exilé. Alger n'apprécierait guère de se retrouver au centre d'une bataille judiciaire dont l'enjeu serait l'extradition de son hôte sur plaintes éventuelles de citoyens koweïtiens victimes des exactions de l'armée irakienne, ou encore d'anciens otages retenus sur des sites stratégiques, l'été dernier.

Alger, on assure que les coalisés ont donné leur garantie qu'une fois M. Saddam Hussein parti ils

ne lui chercheraient plus d'ennemis.

On peut légitimement penser que les discussions sur le cessez-le-feu n'ont pas été indépendantes du marchandage sur le sort de M. Saddam Hussein. Ce n'est un secret pour personne que les Américains refusent de discuter avec ce dernier dont ils récusent désormais la légitimité. Les Soviétiques ne sont pas loin d'utiliser le même langage. M. Evgeni Primakov, émissaire de M. Gorbatchev, ayant fait savoir en substance à ses interlocuteurs de Bagdad qu'il « voulait mieux sauver l'Irak plutôt que Saddam ».

Confrontés au problème de l'avenir de leur pays - selon certains experts il faudra plus de dix ans pour le remettre à flot - des hauts responsables irakiens auraient finalement été sensibles à l'argument que rien ne sera possible si, au préalable, leur président n'est pas écarté du pouvoir. Ayant aussi reçu des assurances que, à l'exception d'une zone tampon provisoire établie entre le Koweït et l'Irak, l'intégrité du pays serait préservée, plusieurs d'entre eux s'activeraient pour tenter de mettre en place un gouvernement de transition qui pourrait prendre ses fonctions au terme des quarante-huit heures de répit laissées par les Américains pour, officiellement, mettre en place les conditions d'un cessez-le-feu durable.

### Un militaire ou un civil ?

Les milieux dirigeants d'Alger répètent à ce propos de multiples rumeurs. Selon les uns, M. Tarek Aziz serait le mieux placé pour diriger le nouveau gouvernement. Selon d'autres, des militaires favorables à l'instauration d'un pouvoir fort capable de s'opposer à d'éventuels troubles feraient mieux l'affaire.

Reste que si M. Saddam Hussein s'est bien préoccupé d'un éventuel refuge en Algérie, personne n'est certain qu'il soit définitivement disposé à lâcher le pouvoir. Le président irakien est en effet au centre de pressions contradictoires. Sa femme et ses enfants sont déjà réfugiés à Nourakhot, en Mésopotamie, mais le clan au sens large, ses cousins et ses fidèles, les cadres du parti Baas, sont toujours en Irak.

Ce sont eux qui, conscients que leur vie est directement liée au maintien en place de leur chef, le pressent de ne pas abandonner la partie et de s'appuyer sur les éléments de la garde républicaine réputée fidèle qui se trouvent encore à Bagdad. Si le président irakien faisait ce choix, ses adversaires n'auraient alors d'autre solution que de tenter de l'éliminer physiquement.

GEORGES MARION

## M. Rocard : l'avenir politique appartient au peuple irakien

M. Michel Rocard a été entendu, jeudi 28 février, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, quelques heures après la suspension des hostilités dans le Golfe.

Le premier ministre a d'abord souligné la qualité des relations, depuis le 2 août, entre l'exécutif et le législatif. « C'est un élément du bilan dont nous pouvons communément tirer quelques bénéfices pour la bonne marche de la République », a-t-il dit à la centaine de députés présents.

Le premier ministre, tout en exprimant sa « grande satisfaction », s'est gardé de tout excès de triomphalisme. Il a rappelé, en attendant un véritable cessez-le-feu, que l'Irak dispose encore d'armements sophistiqués (avions, hélicoptères) et les restes de sa garde républicaine. Il a également insisté sur le fait que, la guerre ayant été déclenchée sous l'égide de l'ONU, c'est toujours au sein de l'ONU que la paix dans la région doit être construite. La France fera entendre sa spécificité parce qu'elle a sa propre conception de la façon dont les difficultés de cette région peuvent être abordées, a-t-il dit en substance.

Le premier ministre a également été interrogé sur le sort du président irakien et sur le fait qu'il représente un obstacle pour la conclusion de la paix. M. Rocard a répondu que les Irakiens doivent gérer eux-mêmes leurs problèmes, politiques et qu'il leur revient de tirer les conclusions des récents événements et de la situation de détresse dans laquelle ils sont plongés.

M. Rocard a exprimé le souhait que la logique commerciale ne s'impose plus dans le domaine des ventes d'armes. « Il est certain qu'une des préoccupations de la France dans les jours qui viennent, sera d'étrier que la logique du simple commerce régisse une nouvelle fois le commerce des armes », précise M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères.

Au terme de la réunion, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a rendu hommage à l'opposition, qui, selon lui, a adopté « une attitude très responsable et très loyale quant aux informations confidentielles qu'elle a eues. A un moment où l'ensemble de la classe politique était critiqué, je crois que nous avons tous contribué à redorer le blason de la politique ».

Tirant les leçons de la couverture audiovisuelle de la crise

## Les Européens veulent contrebalancer l'influence de CNN

A côté des forces alliées, l'autre grand vainqueur de la guerre du Golfe s'appelle Cable News Network. La chaîne américaine de Ted Turner a imposé le sigle CNN sur tous les écrans du monde, fasciné les télé-spectateurs, les rédactions et les responsables politiques au couvrant en continu la crise et les opérations militaires.

Cette suprématie audiovisuelle d'une télévision américaine imposant son point de vue sur un conflit international a suscité de nom-

breuses réactions en Europe, où on veut désormais contrebalancer l'influence de CNN. En Grande-Bretagne, M. Murdoch a déjà sa propre chaîne d'information, Skynews, qui diffuse sur l'Europe, tandis que la BBC écartera la mise en place de son « world service ».

En France, TF 1 et Canal Plus préparent d'après quelques semaines un projet commun en langue française.

BRUXELLES

de notre correspondant

L'Union européenne de radiodiffusion (UER), qui regroupe trente-sept chaînes nationales de télévision dans une zone s'étendant de la Finlande au Maroc, et de l'Irlande à la Turquie, a présenté, mercredi 27 février, à M. Jacques Delors et à plusieurs commissaires européens, un projet d'émissions en continu baptisé « Euronews », avec l'espoir d'obtenir une aide financière de la Commission de Bruxelles. « Les événements du Golfe ont joué un rôle d'accélération dans notre projet, de plus en plus nécessaire après qu'on ait tant vu les trois lettres CNN sur les écrans mondiaux », a dit M. Hervé Bourges, président de A2 et de FR3, un des patrons de télévision européens associés à cette démarche.

L'idée est simple : il s'agit de faire aussi bien que la chaîne câblée américaine en utilisant la

production européenne et en la diffusant en cinq langues : allemand, anglais, espagnol, italien et français. Les Douze ne sont qu'une composante de l'UER, mais, s'agissant d'un projet visant à satisfaire les télé-spectateurs d'Europe occidentale tout en s'adressant aussi à ceux d'Europe de l'Est et du bassin méditerranéen, il est normal d'en appeler aux institutions de Bruxelles, malgré quelques déboires antérieurs dans le domaine de l'audiovisuel.

« C'est un projet politique, consistant à donner une vision européenne de l'actualité », a souligné M. Massimo Fichera, un des Italiens responsables de la RAI, dans l'espoir évident de convaincre la Commission. A-t-il été entendu ? La réponse viendra plus tard, lors de « rencontres techniques » et après la présentation du projet au Parlement européen. Mercredi, la Commission a été attentive, mais a aussi exprimé quelques souhaits d'ordre technique et culturel.

« Nous ne pouvons rien faire sans l'aval des commissaires européens, même si le projet peut démarrer sans eux », a constaté M. Bourges. Dans l'immédiat, les chaînes les plus intéressées ont déjà avancé ensemble 2,5 millions d'euros.

La France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique (par sa chaîne francophone, mais non par la néerlandophone), font le plus gros effort, avec l'appoint de pays tels que la Grèce ou la Yougoslavie, mais la Grande-Bretagne, associée aux négociations du projet, ne donne pas d'argent pour le moment, la BBC ayant ses propres intentions sur la scène audiovisuelle européenne. Qu'on l'admette officiellement ou non, le projet « Euronews », malgré son nom de baptême, apparaît comme un contrepoint des principales langues européennes à l'hégémonie de l'anglais-américain.

Selon les organisateurs, dès 1992, Euronews pourrait atteindre

En Allemagne, la grappe Bertelsmann s'intéresse au public germanophone et l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti rêve d'une chaîne spécialisée européenne construite à partir de l'ancienne Superchannel.

Mais une douzaine de télévisions publiques européennes ont mis en chantier depuis deux ans un projet multilingue qui pourrait recevoir le soutien de la Communauté européenne.

par réseau câblé et par antennes pour satellite quelque 23 millions de foyers « de classes moyennes et supérieures intéressées par l'information et les activités internationales ». Pour un public « formé de l'addition d'audiences fragmentées et intermittentes, Euronews sera une chaîne d'images avec commentaires hors champ, qui fera un large usage du sous-titrage ».

Après un rodage de neuf heures par jour en 1992, la nouvelle chaîne, dont le siège reste à fixer, émettrait en continu dès 1993, pour un coût de fonctionnement de 24 millions d'euros. Pendant les six premières années, le financement serait assuré à 54 % par les membres de l'UER, à 24 % par des fonds publics européens et à 22 % par des recettes propres, par tirage et publicité.

A terme, les recettes propres devraient équilibrer le budget d'une entreprise dont l'idée est née du succès de l'Eurovision.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

TALOTAC			
LISEZ LES BILLES DE TIRAGE			
LE N° 817 455 GAGNE 400 000 F			
TOUTES LES BILLES DE TIRAGE SONT VALABLES			
17 455	40 000 F		
7 455	4 000 F		
455	400 F		
55	40 F		
5	10 F		
DÉLAI LIMITE DE PRÉSENTATION DES BILLES : 31 MARS 1991			
8 <sup>e</sup> TRANCHE			
TIRAGE DU 28 FÉVRIER 1991			



# LE CONFLIT DU GOLFE

## Congratulations et consensus en Grande-Bretagne

### Pas de tribunal

## Polémique à Rome autour de la participation — modeste — de l'Italie à la coalition

## Chine : l'« effet Saddam Hussein » a joué contre l'immobilisme du régime

## La frustration des militaires

**Koweït, le Tibet,  
Hongkong, Taïwan.**

[illegible]

**LE LIVRE DU JOUR**  
**MARABOUT**

**P. H. Joyeux**  
avec 12 gravures en couleurs

**Israël estime  
représente toujour**

## La déception d'av

**L'erreur d'avoir « tout misé »  
sur le chef de l'Etat irakien**

Saddam Hussein, qui avait été absent de tous les sommets palestiniens pendant trois ans d'infamie, était alors apparu comme une ultime « bouée de sauvetage ».

**SPÉCIAL**  
**JACQUES**  
**CHIFFRE**  
avec **Jean-Lu**



## LE CONFLIT DU GOLFE

après la suspension des combats

### Israël estime que M. Saddam Hussein représente toujours un danger pour sa sécurité

« La mère de toutes les batailles » se termine plutôt bien pour Israël. A l'annonce de la suspension des combats dans le Golfe jeudi 28 février à l'aube, les rares commentaires officiels que l'on pouvait entendre à Jérusalem faisaient état d'une incontestable satisfaction : l'appareil militaire de l'Irak a été à peu près totalement démantelé. « C'était un des objectifs prioritaires d'Israël », a expliqué à la radio M. Avi Pazner, un des conseillers du premier ministre, M. Itzhak Shamir.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Israël est satisfait », a déclaré M. Avi Pazner, parce que la guerre est terminée et parce qu'elle s'achève sur la destruction d'une grande partie de l'armée irakienne. L'autre objectif de l'Etat hébreu est de voir le président Saddam Hussein chassé du

pouvoir. Les Israéliens sont convaincus que le dirigeant irakien représentera un danger pour la région tant qu'il sera aux commandes — serait-ce d'un pays ravagé par la guerre et l'embargo économique. De ce point de vue, Israël espère que le président George Bush maintiendra la « ligne » avancée jusqu'à présent : pas de levée des sanctions économiques et financières contre l'Irak jusqu'à la chute du dictateur de Bagdad.

Dès mercredi soir le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, avait fait part de son soulagement devant les résultats de la campagne du Golfe. Intervenant à la télévision il avait relevé que le danger militaire sur le front oriental d'Israël s'était singulièrement atténué avec « le démantèlement de la très importante machine de guerre irakienne ». La menace sur ce front a été amputée d'une de ses composantes essentielles, et le général Shomron a estimé que la Syrie ne se risquerait pas seule dans une éventuelle attaque contre Israël.

Autre commentateur des derniers développements dans le conflit du

Golfe, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Benjamin Netanyahu, insistait sur une des priorités de l'après-guerre telle qu'on la conçoit à Jérusalem. « Il faut empêcher l'Irak de se réarmer, a-t-il dit. Il ne s'agit pas seulement de demander à l'Irak des garanties formelles sur l'arrêt des tirs de missiles Scud; il s'agit de priver un véritable mécanisme de vérifications et de contrôles destiné à empêcher que l'Irak de Saddam Hussein soit à même de reconstituer son appareil militaire ».

Regain de tension

Les milieux officiels enregistrent en effet une satisfaction l'annonce de la prochaine visite en Israël de M. James Baker à l'occasion de sa tournée au Proche-Orient. Ce sera la première fois depuis son arrivée en fonctions il y a deux ans que M. Baker se rend en Israël. Le geste est d'importance. Les Israéliens se sont toujours sentis « oubliés », sinon tenus à distance par ce Texan qui n'a

jamais manifesté de sentiments particulièrement amicaux à l'égard de l'Etat hébreu.

Entre les deux parties, le contentieux est lourd, depuis que le département d'Etat a estimé que M. Shamir avait torpillé les efforts conduits l'an passé par M. Baker pour amorcer un dialogue israélo-palestinien. La politique de rétrograde manifestée par Israël durant la guerre du Golfe par souci de ménager la coalition de pays arabes réunis autour des Etats-Unis a mis un peu de baume dans les relations entre les deux pays. Mais celles-ci n'ont pas cessé d'être caractérisées par un différend de fond sur la question des territoires occupés et leur statut à venir.

Si le couvre-feu était progressivement levé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, Jérusalem était en proie à un regain de tension : un éminent israélien d'une des écoles religieuses de la vieille ville a été assassiné en début de matinée jeudi par un Palestinien. Comme si la réalité de ce conflit-là reprenait ses droits, alors que les armes se taisaient dans le Golfe.

ALAIN FRACHON

### L'Egypte rappelle la nécessité de rechercher une solution au problème palestinien

Les responsables égyptiens ont évité tout triomphalisme dans leurs réactions à l'annonce du cessez-le-feu. M. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, a déclaré, jeudi 28 février, que « le seul vainqueur au terme de la crise du Golfe était la paix ». M. Ghali a ajouté qu'il fallait immédiatement commencer à rechercher une solution à la question palestinienne.

LE CAIRE

de notre correspondant

Excluant la présence à long terme des forces étrangères, M. Safwat El Sherif, ministre d'Etat à l'information, a indiqué que l'Egypte avait entrepris des démarches en vue de mettre rapidement au point des arrangements de sécurité dans la région, ajoutant que ceux-ci « étaient du ressort des pays arabes concernés » (Egyp, Syrie, Irak, Jordanie, Liban, etc.). Il a, par ailleurs, souligné « la nécessité de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak ». M. El Sherif a enfin indiqué que les ministères concernés préparaient les demandes égyptiennes de dédommagement pour les préjudices subis à cause de la crise du Golfe. Ces préjudices concernent essentiellement la perte des avoirs de dizaines de milliers d'expatriés égyptiens au Koweït ou en Irak.

« Suicide-toi, Saddam »

Le ministre de la défense, le général Youssef Sabri Abou Taleb, de son côté, a indiqué que les forces armées égyptiennes déployées dans le Golfe, avaient « participé avec honneur et courage à la libération du Koweït ». Neuf militaires égyptiens ont été tués et soixante-quatre blessés au cours de l'offensive terrestre, a indiqué un porte-parole officiel.

Contrairement à la retenue des dirigeants, la presse officielle est exubérante. « Reddition du tyran et libération du Koweït », écrit en gros

caractères rouges le quotidien caennais *Al Akhbar*, qui reflète la satisfaction générale des Égyptiens.

Les éditorialistes invectivent le président irakien. « Suicide-toi, espèce d'imbécile et de lâche », lance un journaliste d'*Al Akhbar* en précisant que M. Saddam Hussein doit faire ce geste « par pitié pour Yasser Arafat (le chef de l'OLP), Ali Abdallah Solayh (le président yéménite), le roi Hussein (Jordanie) et Omar El Bechir (le président soudanais) qui n'ont pas la capacité à passer d'un extrême à l'autre ». L'éditorialiste, Moussa Sabri abonde dans le même sens : « Il faut écarter le principal criminel de guerre et son fou Yasser Arafat et tous les membres de la bande responsable de cette tragédie sanglante ». Ibrahim Nassef, rédacteur en chef d'*Al Akhbar* et proche du président Mubarak, écrit pour sa part que la bataille pour la libération du Koweït a dévoilé les deux visages du président irakien : « D'un côté, il s'adresse à son peuple en superman victorieux et de l'autre il accepte la reddition sans condition ».

Retour prévu des touristes

L'homme de la rue a, quant à lui, appris avec calme et satisfaction l'annonce du cessez-le-feu. Au-delà de la fierté de « l'exploit de notre armée », il évoque déjà des lendemains qui chantent. Ceux qui travaillent dans le secteur du tourisme, paralysé par la guerre du Golfe, se frottent les mains. « Plusieurs compagnies aériennes ont repris leurs vols vers Le Caire et les touristes ne vont plus tarder », osons s'écrier le propriétaire d'une agence de tourisme qui était au bord de la faillite. Les seuls qui ne partagent pas cette satisfaction générale appartiennent à l'opposition islamiste et de gauche. Ils s'étaient élevés contre la politique du président Mubarak dans la guerre du Golfe. Aujourd'hui, le président Mubarak apparaît comme le grand gagnant. Une manifestation prévue jeudi par les islamistes et la gauche à l'université du Caire a été annulée.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Dans les territoires occupés

### La déception d'avoir une fois de plus perdu...

L'illusion est tenace. « Non, Saddam Hussein n'est pas fini ». Le président George Bush venait d'annoncer la fin de l'offensive des forces coalisées contre les troupes irakiennes et la défaite de Bagdad; mais certains, à Jérusalem-Est (arabe) ou en Cisjordanie comme à Ramallah, se refusent encore, jeudi 28 février, à envisager la fin du « héros », de l'homme qui a réussi à frapper Israël et à entretenir, six semaines durant, la peur dans ce pays.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Jusqu'à la dernière minute, mercredi soir, nombre de Palestiniens étaient persuadés que la véritable bataille n'avait pas encore commencé. Jeudi matin, l'évidence avait du mal à s'imposer. Pourtant, derrière l'illusion, il y avait une profonde déception, que beaucoup mettaient un point d'honneur à tenter de cacher. Celle d'avoir, une fois de plus, perdu. Non que les habitants de Cisjordanie et de la bande de Gaza pensent que Saddam Hussein allait venir les « libérer », mais, depuis qu'il avait établi, le 12 août, le fameux « lien » entre le conflit du Golfe et la question palestinienne, le président irakien avait, à leurs yeux, un double mérite. Celui, d'abord, d'avoir concrètement épousé la cause des Palestiniens. « L'Egypte, l'Arabie saoudite, la Syrie (tous trois membres de la coalition anti-irakienne) ne se sont jamais offerts à prendre en charge notre combat; Bagdad l'a fait », disait récemment l'une des principales personnalités nationalistes des territoires occupés, M. Fayçal Hussein.

L'erreur d'avoir « tout misé » sur le chef de l'Etat irakien

Saddam Hussein, dont le nom avait été absent de tous les slogans palestiniens pendant trois ans d'intifada, était alors apparu comme une ultime « bouée de sauvetage ».

En outre, le président irakien a, à lui seul, défié la quasi-totalité de la

communauté internationale, ignorant superbement les douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et survivant à plusieurs mois d'un sévère blocus. Enfin, il a « résisté » à plus d'un mois de bombardements intensifs. Mais, surtout, il a été, pour les Palestiniens, le dernier dirigeant arabe à avoir fait ce qu'il avait dit qu'il ferait : frapper Israël. Et, à chaque fois, dix-huit salves de missiles qui ont atteint l'Etat hébreu, ils ont dansé sur les toits; revanche sur des années de répression et d'humiliation.

Certains redoutent, maintenant, d'avoir à payer très cher pour ces manifestations de joie ainsi que pour l'erreur d'avoir « tout misé » sur Saddam Hussein. La plupart des militants de la paix israéliens, ceux qui, notamment, acceptaient d'enfreindre la loi interdisant tout contact avec l'OLP, n'ont-ils pas été parmi les premiers à affirmer que le mouvement national palestinien s'était, par son soutien à l'Irak, discrédité ?

« La position de l'OLP ? Une terrible erreur pour le processus de paix, pour les Palestiniens et pour Israël », nous disait récemment l'une des personnalités les plus actives du camp de la paix israélien, le député Ran Cohen. Les déclarations de ces derniers jours du premier ministre Itzhak Shamir, excluant tout compromis territorial en échange de la paix, ne vont certainement pas rassurer ceux pour qui la défaite de Saddam Hussein a fait perdre du terrain à la cause palestinienne, alors que, dans le même temps, Israël a indéniablement marqué des points.

En revanche, si la presse israélienne fait état de critiques exprimées en privé par des Palestiniens contre la direction de l'OLP, et en particulier contre M. Yasser Arafat, pour M. Hussein, la centrale reste le seul représentant des Palestiniens, et Saddam Hussein a au moins le mérite d'avoir réussi à remettre le problème palestinien à l'ordre du jour des préoccupations de la communauté internationale. En tout état de cause, selon M. Hussein, « peut-être ne sommes-nous pas assez forts pour imposer une solution, mais on pourra prouver qu'il ne peut y avoir de solution sans nous ». Il y a, dorénavant, deux possibilités, remarque un expert israélien

cité par le quotidien *Yedioth Aharnoth* : qu'un nouvel ordre émerge dans la région sous la houlette des Etats-Unis, dans lequel les Palestiniens auront leur place; ou que l'on assiste à une monnaie des tensions si les Palestiniens, de même que l'ensemble du monde musulman radical, analysent les résultats de la guerre en termes de conflit entre, d'une part, le monde arabo-islamique et, de l'autre, le monde chrétien-occidental.

Des milliers d'arrestations

Après la défaite de Saddam Hussein, après quarante-deux jours de guerre, le premier bilan, pour les Palestiniens des territoires occupés, est lourd. Quatre mille personnes ont été arrêtées, dont une partie seulement a été libérée; des centaines de militants ont été condamnés à des peines de prison; huit Palestiniens ont été tués par l'ar-

mée israélienne, dont trois enfants et une femme, mortellement blessée alors qu'elle se trouvait sur son balcon.

Dans le même temps, neuf personnes accusées de « collaboration » avec les Israéliens ont été tuées par d'autres Palestiniens. De plus, vingt-huit journalistes palestiniens ont été arrêtés, tandis que huit bureaux de presse étaient fermés à Jérusalem-Est ainsi qu'en Cisjordanie et à Gaza. Reste, surtout, les ravages économiques causés par plusieurs semaines de couvre-feu, dont les effets désastreux touchent tous les secteurs d'activité, que ce soit industriel, commercial ou agricole.

Dani Fimeldor, à en croire certains milieux nationalistes, un retour dans les territoires occupés, à la situation qui prévalait avant le déclenchement des hostilités dans le Golfe, devrait se traduire par un « retour à une Intifada ordinaire ».

YVES HELLER

### Turquie : « Une chance historique de paix dans la région » déclare le président Turgut Ozal

ISTANBUL

de notre correspondant

Le président turc, M. Turgut Ozal, a exprimé, jeudi 28 février, sa satisfaction à l'annonce de la suspension des hostilités et de la victoire des alliés. La crise « s'est terminée exactement de la façon dont je l'avais prédit à de nombreuses reprises », a-t-il déclaré. « Toutes les menaces doivent être prises pour éviter qu'une telle crise se reproduise. C'est une chance historique de paix dans la région ».

Le chef de l'Etat a prédit un boom économique d'après-guerre dans son pays. Les autorités estiment néanmoins que la Turquie a perdu 5 milliards de dollars en 1990, et qu'elle en perdrait probablement autant cette année, en raison de la crise du Golfe. Les estimations des diplomates se situent dans une fourchette de 5 à

7 milliards de dollars au total. Ankara a déjà reçu 1 milliard de dollars de compensations en 1990, et une assistance supplémentaire de 2,5 milliards a été promise par divers pays pour cette année.

Politiquement, les gains obtenus par la Turquie en raison de son attitude résolument pro-alliés durant la crise restent difficiles à évaluer. Le président Ozal continue d'offrir les services de son pays, mais il n'est pas certain pour l'instant que la Turquie aura un rôle actif à jouer pour le maintien de la sécurité dans la région.

Mais alors qu'elle songe à contribuer à la stabilité hors de ses frontières, la Turquie affronte, une fois de plus, des problèmes sur le « front » intérieur, dans le sud-est du pays. Un incident violent a eu lieu, jeudi 28 février, à Sincik, petite ville kurde située en plein cœur de la zone d'ac-

tivité du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste), où un jeune homme de dix-sept ans a été tué par balle et un soldat a été électrocuté par un câble tombé sur le sol, lors de violents affrontements, qui ont duré plusieurs heures, entre un millier de manifestants et les forces de l'ordre.

Il semble que les troubles aient débuté lorsque des soldats ont tenté d'empêcher des habitants de Sincik d'extraire du charbon d'une mine située près de la ville, en tirant sur les mules qui devaient transporter le combustible. La population locale est descendue dans les rues pour protester, attaquant les troupes avec des pierres et des bâtons, aux cris de « Bij PKK ! » (« Vive le PKK ! »). Le comité du Kurdistan à Paris fait état d'au moins vingt morts mais d'après certains témoignages il y en aurait sept. Cet incident est le plus violent

depuis la vague de manifestations populaires dans la région il y a tout juste un an, qui furent réprimées grâce à l'imposition de lois exceptionnelles introduites par décrets présidentiels.

D'autre part, un lieutenant-colonel de l'armée de l'air américaine, M. Alvin Macke, âgé de quarante-quatre ans, a été blessé par deux hommes armés qui lui ont tiré une balle au visage après l'avoir suivi jusqu'à son appartement, à Izmir. Cet attentat a été revendiqué par le groupe révolutionnaire de gauche Dev-Sol, qui avait déjà reconnu sa responsabilité dans une quinzaine d'actions dirigées contre des intérêts étrangers en Turquie, y compris l'assassinat d'un Américain travaillant à la base d'Incirlik, le 7 février dernier.

NICOLE POPE

SPÉCIAL "PETIT DÉJEUNER" d' INTER

JACQUES

CHIRAC

Lundi 4 mars de 7h30 à 8h45

France inter

avec Jean-Luc Hees • Ralph Pinto • Annette Ardisson

مكتبة الأمل



## LE CONFLIT DU GOLFE

En dépit de quelques incidents sporadiques

## La trêve est respectée sur le front

La trêve a été respectée, jeudi 28 février, même si quelques incidents sporadiques ont été rapportés par les alliés. Ils ont été attribués au fait que des soldats, coupés de leurs officiers, n'avaient pas été mis au courant de l'arrêt des hostilités.

Les alliés se tiennent cependant toujours sur leurs gardes, a déclaré jeudi le général américain Neal, l'un des points de presse quotidien à Ryad. « Nous ne relâchons pas notre vigilance », a-t-il affirmé, ajoutant que les vus de surveillance et de reconnaissance se poursuivent.

Le Pentagone a annoncé, jeudi, que le début du rapatriement des troupes américaines du Golfe pourrait être entamé « assez rapidement ». « Nous espérons que les familles des militaires pourront rentrer chez eux, d'autres prendront beaucoup plus longtemps. Cela n'a pas sept mois pour venir et cela prendra pas mal de temps pour rentrer », a-t-il précisé.

Jeudi, le président Bush a annoncé que Bagdad avait donné son accord pour désigner les chefs militaires qui reconstruiront leurs homologues américains afin de discuter des modalités du cessez-le-feu. La première rencontre devait avoir lieu dans les quarante-huit heures, mais ni le lieu ni la date exacte de ces contacts n'avaient encore été fixés jeudi soir.

Les forces alliées sont donc passées, avec l'écrasement de la machine de guerre irakienne, d'une position défensive à une attitude offensive. Devant eux, les alliés n'ont plus, selon le général Neal, que les effectifs « d'un peu plus d'une division » opérationnelle sur un total de quarante-deux envoyées sur le « théâtre d'opérations du Koweït » lors du déclenchement des hostilités. Dans le reste de l'Irak, Bagdad peut encore compter sur vingt-cinq à vingt-sept divisions, qui n'ont pas été engagées dans les combats. Les témoignages sur l'acharnement des derniers affrontements avec les troupes irakiennes qui tentaient d'échapper à l'état allié donnaient une indication sur l'ampleur du désastre.

## La « chasse au dinde »

Un colonel d'aviation américain a ainsi comparé la destruction des chars irakiens par l'aviation alliée à une « chasse au dinde ». En dépit de leur rapidité de mouvement, les blindés irakiens ne sont pas parvenus à fuir. Selon des pilotes d'hélicoptères antichars américains, aucun n'est parvenu à entrer dans la ville de Bassorah. Le survol du champ de bataille a permis de voir une multitude de carcasses de blindés, de pièces d'artillerie et de transports de troupes encore fumants, gisant au milieu des ruines des fortifications enterrées.

Selon M. Pierre Joxe, « sous réserve de l'inventaire actuellement en cours, il s'agit de plus de la moitié du potentiel militaire (irakien) aurait été détruit ». Le responsable de l'état-major américain pour le renseignement a estimé « personnellement » que l'Irak aurait perdu jusqu'à 4 000 chars, sur un total de 4 280 déployés au Koweït, contre deux chars M-60 américains détruits et deux M-1A1 endommagés.

A propos des pertes en hommes, le général Schwarzkopf s'est

contenté de dire qu'elles étaient « très, très importantes ». D'après l'estimation informatique d'un expert américain cité par le Washington Post, l'Irak aurait eu plus de 60 000 tués et blessés. Chiffre qui est à comparer avec celui de 85 000 à 100 000 tués par l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis.

Selon le dernier bilan, établi jeudi par l'AFP, 58 Américains ont été tués et plus de 300 blessés en combat ; les forces arabes ont eu treize morts et quarante-trois blessés, les Britanniques quatorze morts et dix blessés, les Français deux tués et vingt-sept blessés.

## De 80 000 à 175 000 prisonniers

Quant au nombre des prisonniers et des déserteurs irakiens, il s'élève, selon les Britanniques, à 175 000. De source autorisée française à Paris, on donnait cependant l'estimation moins élevée de 80 000. Ces prisonniers ne seront pas rapatriés de force, a indiqué jeudi à Washington le secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu.

Ce dernier a fait allusion à une éboute prochaine de M. Saddam Hussein : « Que cela soit un coup d'Etat, une succession naturelle ou quoi que ce soit d'autre, nous estimons que c'est aux irakiens de choisir, et nous pensons qu'ils feront, en fin de compte, un bon choix ».

Le rapatriement des prisonniers ne devrait pas concerner ceux des soldats irakiens accusés d'atrocités au Koweït et dont, selon le général Neal, les alliés ont une liste. Ces redditions et désertions en masse confirment le faible niveau du moral des soldats irakiens. Dans certains unités d'élite, selon des officiers américains, les soldats n'avaient pas vu leurs chefs depuis vingt jours. De plus, ils n'avaient même pas reçu l'ordre d'attaquer et devaient simplement attendre les instructions, qui ne sont pas venues.

Selon le général français Le Pichon, dès avant le début de l'offensive terrestre, l'armée irakienne avait connu un important mouvement de désertions : jusqu'à un tiers des effectifs pour certaines unités. Ne pouvant passer en Arabie saoudite en raison des champs de mines, ils avaient refuté vers le

Nord. Dans cette région, proche de la frontière iranienne, se trouvent d'immenses marécages où s'étaient cachés de nombreux déserteurs irakiens pendant la guerre Iran-Irak.

Démoralisés, coupés de leur commandement, usés par les bombardements, beaucoup de militaires irakiens « n'attendaient qu'une occasion pour se rendre », a ajouté le général Le Pichon. Selon des renseignements obtenus par l'armée française, les chiffres blancs (signe de reddition) avaient été observés depuis deux mois dans les unités, et un récent message radio mentionnait l'intention de distribuer des vêtements blancs aux troupes.

Enfin, des soldats américains opérant en Irak ont trouvé des caches d'armes de provenance jordanienne, contenant des lance-roquettes, des grenades, des mortiers et des munitions pour armes automatiques. Les emballages portaient en anglais la marque du commandement militaire général jordanien, et une inscription montrait que la livraison datait du mois de janvier. « C'est complètement faux », a toutefois affirmé à Amman le ministre jordanien de l'information. (AFP, Reuters, AP, UPI)

## Un témoignage de « The Independent »

## Comment les « gardes spéciaux » exécutaient les déserteurs irakiens

L'envoyé spécial du quotidien britannique The Independent a pu s'entretenir avec douze prisonniers irakiens détenus par la résistance koweïtienne dans le sud du pays. Il décrit, selon leur témoignage, les terribles conditions dans lesquelles vivaient les troupes irakiennes antérieures dans le sud de l'émirat : « Aucun des soldats auxquels j'ai parlé n'avait mangé autre chose que du riz et du mauvais pain pendant des semaines. Tous parlaient avec dégoût des kwat al khassa, les gardes spéciaux, chargés de traquer les déserteurs et à propos desquels un pilote de vingt-deux ans fait le récit suivant :

« Ils sont venus nous voir sur

la front près de Wafra. L'un d'eux a dit que si nous prenions la fuite, nous devions savoir ce qui nous arriverait et a invité l'un d'entre nous à sortir pour voir les cadavres de cinquante soldats qui avaient été exécutés. Aucun d'entre nous n'est allé voir. Mais plus tard, vers la fin de la guerre il y a cinq jours, l'un de mes amis s'est enfui. Ils l'ont attrapé et ramené pour nous faire assister à son exécution. Il a attendu la mort en maudissant Saddam Hussein. Puis il l'a fusillé. Il avait vingt-trois ans ».

Selon un autre prisonnier, ces gardes spéciaux sont tous membres du Baas, la parti au pouvoir, et ils changent de nom de manière à ne jamais pouvoir être

identifiés. Ils n'ont aucun sentiment, aucune pitié ».

La désertion était par ailleurs rendue difficile par les mines, semées en grand nombre sur les 40 kilomètres qui séparaient ces unités de la frontière avec l'Arabie saoudite. Toutefois, le lèche da tracta invitait les irakiens à se rendre ou à être bombardés : « Nous gardions tout le temps les tracts sur nous, et nous avions fabriqué quelques draps blancs pour les agiter au passage des hélicoptères s'il venait ». « Je veux revenir dans un Irak débarrassé de Saddam Hussein », conclut ce résident de trente-trois ans.

## M. Joxe ne prévoit pas d'allégement du dispositif français dans l'immédiat

« La France est disposée à participer à toute mesure qui permettrait à la communauté internationale de garantir la paix et la sécurité » dans la région, a déclaré, jeudi 28 février à Paris, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, qui répondait à une question de la presse sur la réponse de la France au cas où le Koweït lui demanderait de laisser des forces sur son territoire pour garantir ses frontières.

A ce jour, la France a accepté d'envoyer à Koweït-Ville le transport de chariots de débarquement Foudre, qui, après avoir séjourné à Yanbu, se trouverait en escale à Djibouti. La Foudre doit mettre à la disposition du Koweït ses capacités de soutien logistique et ses installations sanitaires.

M. Joxe a expliqué qu'il y aura très rapidement « un retrait général du dispositif » terrestre en Irak, parmi lequel, naturellement, la division « Daguet ». Mais il a ajouté que la situation « est différente pour le dispositif naval et la base aérienne de Al Asad, qui se trouve en territoire saoudien ». « Pour le moment, a dit le ministre de la défense, chacun reste à son poste. Simplement, les missions sont aujourd'hui différentes », allusion au fait, par exemple, que des unités devront participer à des opérations de déminage.

A la question de savoir si la France poursuivrait ses livraisons d'armes au Proche-Orient, M. Joxe a répondu : « Tout le monde admettra que les perspectives d'équilibre et de contrôle des arme-

ments seront mieux garanties par des dispositifs de contrôle et non par une course aux armements ».

« Les orientations générales de la France ne sont pas changées, elles sont même confirmées, pour ce qui concerne la nécessité d'une action internationale soutenue » en faveur d'un règlement de paix dans la région. « La France agit en ce sens. Elle n'a pas attendu la crise à chaud pour affirmer le droit des Palestiniens à une patrie ni la nécessité d'assurer sa sécurité à Israël ». « Depuis quelques semaines, a conclu le ministre de la défense, Saddam Hussein se présente comme le meilleur défenseur du peuple palestinien. Mais heureusement que celui-ci a d'autres défenseurs » que le président irakien.

Malgré certaines révélations des états-majors

## L'opération « Tempête du désert » garde ses mystères

RYAD

de notre envoyé spécial

Une comparaison et une seule vient immédiatement à l'esprit : le 6 juin 1944. De même que les Allemands qui avaient truffé de blockhaus les plages du Pas-de-Calais furent pris au dépourvu par le débarquement de Normandie, M. Saddam Hussein aura certainement été stupéfait de subir une attaque terrestre massive sur le territoire irakien, alors que les alliés de 1991 avaient multiplié les diversions, voire les leurreurs, pour lui faire redouter une opération amphibie dont le point fort aurait été un débarquement des marines sur les côtes koweïtiennes.

En tout cas, c'est à cet élément de surprise que les alliés, dans la journée du jeudi 28 février, ont pour l'essentiel attribué la rapidité de leur victoire.

On ne saura sans doute jamais qui fut le concepteur de cette savante et impressionnante tromperie. « Si elle avait échoué, personne ne l'aurait revendiquée », répond simplement le général (Michel) Roques, le « patron » du dispositif « Daguet », quand la question lui est posée. Mais, compte tenu de la victoire, ses pères seront certainement très nombreux.

## La route vers l'ouest

Il faudra quelque temps pour bien mesurer l'effort que doit représenter le transfert élastique, vers l'ouest de la frontière irakienne, à l'abri des regards ennemis, de dizaines de milliers d'hommes, mais aussi, tient à rappeler le général Norman Schwarzkopf, le « patron » de l'opération « Tempête du désert », « de tonnes de munitions et de carburants ».

Cet effort logistique « hollywoodien », dont la file interminable de camions qui se lancèrent sur la route de l'Irak après la percée saoudienne, ne donne encore qu'une idée incomplète, fut effectuée dans le courant de février, « grâce au superbe soutien des Saoudiens », souligne le général Schwarzkopf, sans que l'ennemi apparemment en soupçonnât rien.

Ainsi purent se déployer autour de la petite ville de Rafah, à l'extrême ouest du dispositif, à quelque 300 kilomètres à l'ouest du Koweït, la division « Daguet » et des éléments de la 82<sup>e</sup> division aéroportée américaine, placés sous son commandement opérationnel.

Cette force, chargée d'abord de verrouiller l'ensemble du dispositif, fut ensuite pour mission, le cas échéant, de couper toute retraite à la garde républicaine irakienne.

Ainsi, surtout, purent se disposer au centre les blindés du 7<sup>e</sup> corps mécanisé américain, sur lesquels devait reposer l'essentiel de l'effort et qui, dès le déclenchement de l'offensive terrestre, s'élevèrent dans la profondeur du territoire irakien pour livrer à quelque 80 kilomètres de Bassorah une gigantesque bataille de chars qui devait se prolonger jusqu'à la trêve de jeudi matin.

Même si le général Roques affirme ne pas apprécier l'expression « comme dans du beurre » appliquée à la percée allée, force est de reconnaître que seul ce déplacement vers l'ouest

put permettre en un temps si bref une si impressionnante pénétration.

Ce dispositif adopté, restait à en maintenir le secret. La supériorité aérienne, acquise dès le premier jour, y contribua évidemment pour l'essentiel, rendant impossible toute observation ennemie au-dessus des différents déploiements.

Les chefs militaires alliés craignaient ensuite que leurs mouvements ne fussent signalés aux irakiens par les tribus bédouines locales, pour qui une frontière est une notion bien abstraite. Constatons alors simplement, comme le général Roques, que « si les bédouins ont renseigné les irakiens, ils les ont bien mal renseignés ».

Un dispositif de censure de la presse, méthodique et scientifique pour les Américains, plus empirique pour les Français, compléta le black-out. Tous les noms d'unités et de lieux furent impitoyablement bannis.

En dépit de quelques fuites dans les derniers jours, le système fonctionna somme toute de façon satisfaisante, preuve réconfortante que les démocraties peuvent cœlifier, quand c'est nécessaire, une certaine nation de la liberté de la presse et le maintien du secret militaire.

La part faite de la surprise et de la supériorité technologique des alliés, restent tout de même des mystères que seule une enquête approfondie dans le camp irakien permettra peut-être d'éclaircir. Les alliés eux-mêmes n'atteignent pas un succès si foudroyant.

## Des soldats irakiens peu agressifs

Le général Maurice Schmitt, chef d'état-major français des armées, estimait, par exemple, le 20 janvier dernier, raisonnable de « tabler sur un conflit de deux à trois mois ». « Probablement plusieurs mois », renchérit le président George Bush, le 24 janvier.

Pourquoi une certaine d'aviation irakienne se sont-ils réfugiés en Iran ? Pourquoi M. Saddam Hussein n'a-t-il pas utilisé ses biplaniers, universellement présentés comme redoutables ? Pourquoi surtout n'a-t-il jamais employé les armes chimiques, dont il s'était pas caché qu'il ne se priverait pas de faire usage le cas échéant ?

Pour les Américains, la cause est entendue : « Son artillerie a été mise hors service par les bombardements ». C'est certainement une explication. En tout état de cause, la raison essentielle de l'effondrement irakien paraît être le déplorable moral de cette armée, dû pour une bonne part au pillage aérien.

Des témoignages concordants de prisonniers, que les prochains jours confirmeront sans doute, font état de désertions nombreuses, y compris parmi les officiers. « La moitié de nos prisonniers portaient sur eux les tracts largués par les Américains, leur expliquant comment se rendre, assure le général Roques. La faible résistance que nous avons trouvée en face de nous ne s'explique pas par le volume des forces, mais par le niveau très bas de l'agressivité des combattants ». La guerre du Golfe n'a pas encore, loin de là, livré tous ses secrets.

DANIEL SCHNEIDERMAN

## M. Mitterrand exprime sa « fierté » aux armées françaises

Le président François Mitterrand a adressé, jeudi 28 février, au ministre de la défense, M. Pierre Joxe, un message aux armées qu'il lui a demandé de transmettre. En voici le texte intégral :

« Le 2 août 1990, les forces irakiennes ont envahi le Koweït, ouvrant ainsi une période de crise, puis de conflit, qui s'est achevée ce matin.

« La France se devait d'être présente dans ce combat pour le respect du droit mené sous l'égide des Nations unies.

« Dès le 3 août, la décision fut ainsi prise de renforcer notre présence navale en océan indien pour faire appliquer et contrôler les sanctions et l'embargo maritime décrétés contre l'Irak. Cette période fut, en particulier, marquée par le départ du groupe aéronaval avec, à bord du porte-avions Clemenceau,

le 5<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères de combat.

« Depuis le début du conflit, nos forces navales n'ont cessé de remplir avec la plus grande vigilance cette mission de surveillance, reconnaissant ainsi à ce jour plus de 7 000 navires suspects, alors que plusieurs de nos bâtiments participaient aux opérations aéronavales dans le nord du golfe Arabo-Persique. Je me plais à souligner les qualités d'endurance, de disponibilité et d'aptitude à la conduite des opérations dont a fait preuve en ces circonstances, comme lors d'opérations maritimes antérieures, la marine nationale.

« Le 23 septembre, avec la mise à terre en Arabie saoudite des hélicoptères embarqués sur le Clemenceau, débuta le déploiement des forces terrestres et aériennes du dispositif Daguet, qui sera achevé dans des conditions de rapidité excep-

tionnelles au bout de quelques semaines.

« Le 17 janvier, dès les premières heures des opérations militaires, comme tout au long du conflit, les forces aériennes françaises participèrent aux missions offensives lancées pour réduire le potentiel de l'adversaire et aux actions de protection de l'espace aérien de l'Arabie saoudite.

« Par leur sang-froid, leur courage et leur maîtrise, nos pilotes, associés par tous ceux qui, sur les bases, ont mis en œuvre les matériels, ont donné une brillante image des capacités de l'armée de l'air.

« Dans la nuit du 23 au 24 février, la division Daguet engagea le combat terrestre en commençant une action de contournement et de couverture qui a précédé l'ensemble de la manœuvre des forces coalisées.

« L'ardeur, la détermination, la

mobilité et finalement l'extrême efficacité de nos forces, tant dans leurs unités offensives que dans leurs éléments de soutien, ont permis d'atteindre tous les objectifs assignés, accomplissant ainsi la mission avec un succès unanimement salué par les états-majors des pays de la coalition et le commandant en chef du théâtre des opérations.

« Ce résultat exemplaire est dû également au travail des états-majors et des services, qui, à l'instar du service des essences et du service de santé, ont mis sur pied et entrepris le flux logistique et le dispositif de soutien nécessaires.

« Chef des armées, je vous exprime ma fierté pour le comportement de tous les militaires français engagés depuis le 2 août en métropole comme au Moyen-Orient et vous demande de transmettre à l'ensemble du personnel de la

défense mes plus vives félicitations pour ce remarquable succès de nos armées.

« Je m'incline enfin devant ceux qui sont tombés pour la France au cours de cette campagne. » « Je m'associe, conclut M. Mitterrand, à la douleur de leurs familles et à la douleur de leurs familles et à la douleur de nos blessés mes encouragements et mes vœux de prompt rétablissement. »

## Une visite aux familles des tués

En fin d'après-midi, jeudi 28 février, le chef de l'Etat s'est rendu à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), au domicile des deux gendres, Yves Schmidt et Eric Cordier, du 1<sup>er</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), qui ont trouvé la mort dans les opérations. Aux familles, M. Mitterrand

a déclaré qu'il était venu partager leur « souffrance ».

A FR 3-Bayonne, le président de la République a affirmé : « Malheureusement, nous avons d'abord à réunir les conditions du cessez-le-feu. Ce n'est pas terminé. Ensuite, nous avons à rechercher les bases, dans le cadre des Nations unies, d'une paix juste pour tous. Enfin, nous Français, nous avons, chacun où il se trouve, à donner à la France le moyen de reprendre sa marche en avant. »

Pendant ce temps, M. Joxe s'est rendu dans deux hôpitaux militaires de la région parisienne, où sont soignés vingt-quatre blessés, dont deux dans un état grave. Le ministre de la défense a, pour sa part, adressé un message personnel aux armées. « Votre efficacité témoigne de votre compétence et de votre engagement, mais aussi de la cohérence et de la qualité de nos armées », écrit-il notamment.



du désert  
res

## Les erreurs d'analyse de M. Le Pen

## Les erreurs d'analyse de M. Le Pen

Un dossier spécial Mikado-  
le Monde. — Médias et conversations  
font que les enfants ne peuvent igno-  
re la guerre. Mais peut d'adultes  
prennent le temps de leur en expli-  
quer les enjeux. Le magazine *Mika-*  
*do*, en collaboration avec la rédaction  
de *Monde*, en conçoit à l'intention  
des 9-13 ans un dossier de seize  
pages, sur le thème « Pourquoi la  
guerre? », qui paraît dans le numéro  
de mars. Cette synthèse ne se  
contente pas des derniers événe-  
ments : elle explique l'histoire de la  
région, sa géographie et les aspira-  
tions de ses peuples, trace le portrait  
de personnalités marquantes, le tout  
abondamment illustré et rédigé en  
langes simples.



## ASIE

BANGLADESH : après des élections peu contestées

## La victoire inattendue de la bégum Zia

Pour la première fois depuis l'indépendance du Bangladesh, des élections se sont déroulées sans violence et sans fraudes massives. Elles ont vu le succès du Parti national (BNP) de la bégum Zia. Mais cette victoire est peut-être trop courte pour assurer une réelle stabilité politique.

DACCÀ

de notre envoyé spécial

Alors que les résultats continuèrent à être annoncés par la télévision, jeudi 28 février, la bégum Zia, dont le Parti national (BNP) a remporté une majorité relative aux élections de mercredi, est allée se recueillir sur la tombe de son mari, l'ancien président Zia ur-Rahman, assassiné en 1980. Le geste était doublement symbolique pour celle qui est devenue, de facto, le chef de la nouvelle majorité parlementaire et le premier ministre en puissance, puisque ce meurtre est situé en face du Jatiya Sangsad, le Parlement de Dacca. Alors que la majorité absolue est de 150 sièges, le BNP a remporté 140 sièges, contre 84 pour son principal rival, la Ligue Awami de M<sup>me</sup> Hasina Wajed, 35 pour le Jatiya de l'ex-président Ershad et 18 pour le Jamaat-e-Islami.

La veuve du président Zia s'est refusée à donner la moindre indication sur la composition de la future coalition gouvernementale. Le respect de la Constitution impose un certain processus, à l'issue duquel sera désigné le leader de la majorité parlementaire. Celui-ci pourra alors être appelé à former le prochain gouvernement.

De son côté, Sheikh Hasina s'est refusée à admettre sa défaite, estimant que les résultats avaient été « manipulés » par des « méthodes fascistes ». La présidente de la Ligue Awami a dénoncé la fraude électorale orchestrée, selon elle, par le BNP dans une centaine de circonscriptions. Pourtant, les quelques irrégularités commises n'ont rien à

voir avec la fraude massive des élections organisées en 1988 par le président Ershad.

Les observateurs internationaux qui ont assisté au déroulement du scrutin ont été unanimes à reconnaître qu'il avait été exceptionnellement libre et démocratique. L'un des chefs de la Ligue Awami, le docteur Kamal Hossain, qui a lui-même été battu, nous a également indiqué que le scrutin s'était déroulé normalement et que cela imposait d'accepter le verdict des urnes. Cet échec semble avoir été durement ressenti à l'intérieur de la Ligue. Une autocritique et une réorganisation interne vont avoir lieu et il est pas exclu que l'autorité de la fille de l'ancien président Mujibur Rahman soit contestée.

## Le « facteur indien »

Dans un pays où les transitions du pouvoir ont presque toujours été sanglantes et décriées par l'armée, ces élections peuvent déjà être considérées comme un signe encourageant. Les affrontements électoraux ont provoqué un mort et une trentaine de blessés à Chittagong, des chiffres presque insignifiants pour la deuxième ville du pays, habituée à des bilans dépassant une centaine de victimes. Un imposant dispositif de sécurité avait été mis en place. L'armée, qui avait contraint le président Ershad à se démettre le 6 décembre dernier, a joué le jeu légaliste.

Plusieurs éléments expliquent la différence de score électoral entre les deux principaux partis. Le BNP, contrairement à la Ligue Awami qui avait accepté de participer aux élections organisées par le président Ershad, a l'image d'un parti qui a refusé de se compromettre avec l'ancien régime. C'est cette même aura qui accompagne le souvenir de l'ancien président Zia ur-Rahman.

Sa réputation d'homme juste et intègre reste vivace et, s'il n'a pas amélioré sensiblement le sort de ses concitoyens, il a laissé un mauvais souvenir, contrairement à son prédécesseur, Mujibur Rahman, « le Père » de l'indépendance,

« Mujib » était aussi un autocrate. Dans un pays où la population est rurale à 85 % et illettrée à plus de 70 %, les villageois se souviennent des « rakkhi bahini », ces milices qui obéissaient qu'à « Sheikh Mujib » et qui se sont rendues coupables de nombreux enlèvements et assassinats.

D'autre part, si le président Zia ur-Rahman était un militaire, d'origine et à l'origine de la décision d'instaurer un système de parti unique, le « facteur indien » d'autre part a joué son rôle. La Ligue Awami a toujours eu la réputation d'être proche de l'Inde. Cela tient à la politique étrangère suivie par « Mujib » et au fait que sa fille est restée longtemps en exil en Inde. Dans ce pays, l'indépendance est méfiante à l'égard des « vagues expansionnistes » de New-Delhi, il était facile au BNP de dénoncer le « parti de l'étranger ».

Enfin, outre que le BNP a profité du vote massif de l'électorat féminin, en raison de l'image personnelle de la bégum Zia, le fait qu'il ait été favorable à un simple aménagement de système présidentiel actuel constituait un gage de stabilité politique. La Ligue Awami était partisans d'une réforme constitutionnelle pour instaurer un système parlementaire, qui aurait pris du temps et risqué de prolonger la période d'instabilité. Celle-ci est cependant à craindre si une majorité se dégage pas au Parlement.

En cas d'échec, une crise constitutionnelle (avec les incertitudes quant au rôle de l'armée que celle-ci implique) est à redouter. Il semble exister que la bégum Zia accepte de collaborer avec l'ancien président Ershad, dont le bon score électoral constitue la vraie surprise de ce scrutin. Non seulement M. Ershad est élu dans les cinq circonscriptions de son fief de Rangpur où il était candidat, mais ses partisans pourront largement empêcher de faire campagne, ont enregistré de bons résultats.

LAURENT ZECCHINI

## AMÉRIQUES

SALVADOR : violents combats dans la capitale

## Les négociations entre la guérilla et le gouvernement sont dans l'impasse

Les guérilleros du Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) se sont retirés, mercredi 27 février à l'aube, dans leurs sanctuaires du volcan San Salvador après une nuit de violents combats dans les quartiers riches de la capitale qu'ils avaient déjà occupés durant plusieurs jours lors de la grande offensive de novembre 1989. Les affrontements ont fait un mort et une dizaine de blessés parmi la population civile. Le FMLN a cependant décidé une trêve exceptionnelle de trois jours, les 9, 10 et 11 mars, pour ne pas entraver le déroulement des élections législatives et municipales.

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA

de notre correspondant en Amérique centrale

A l'issue de deux jours de négociations à huis clos dans la capitale costaricienne, les 20 et 21 février, les représentants de la guérilla salvadorienne ont accusé le gouvernement de San Salvador d'avoir « durci sa position » et de chercher à prolonger la guerre. Les deux parties sont convenues de suspendre les rencontres, organisées depuis avril 1990 sous les auspices des Nations unies, jusqu'après les élections législatives du 10 mars.

Dans un communiqué, le Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) estime que les progrès réalisés lors des rencontres précédentes ont été « virtuellement annulés » par la nouvelle attitude du gouvernement de M. Alfredo Cristiani (conservateur), influencé par « l'arrogance de l'armée qui, de nouveau, cherche à établir un climat de terreur dans le pays ». La guérilla en veut pour preuves le massacre d'une quinzaine de paysans le 21 janvier, suivi le 9 février de la destruction des installations du *Diario Latino*, seul quotidien indépendant au Salvador, et la campagne d'intimidation menée

contre les organisations syndicales, religieuses et humanitaires.

Les rebelles affirment avoir, en revanche, donné des signes de bonne volonté en annonçant leur intention de ne pas saboter le scrutin du 10 mars. Ils étaient même disposés, disent-ils, à décréter un cessez-le-feu unilatéral pour les jours précédant l'élection, à condition toutefois que l'armée n'en profite pas pour poursuivre l'offensive en cours, depuis le début du mois, contre les zones sous leur « contrôle », en particulier dans les départements du Chalatenango et du Morazan (un contrôle que les autorités ne reconnaissent pas, car elles assurent dominer l'ensemble du territoire).

## La démission du pays

Respectant la consigne de silence sur les entretiens donnés par le représentant des Nations unies, M. Alvaro de Soto, les deux parties ont refusé de donner des détails sur l'état de la négociation. On sait cependant que la guérilla continue d'insister sur la « démission » du pays, ce qui signifie l'épuration des forces armées, la suppression des « corps de sécurité » chargés de la répression, et la fin de « l'impunité » pour les militaires responsables de massacres.

M. de Soto a, lui aussi, concentré ses efforts sur ce thème en présentant, à la fin d'octobre, un « document de travail » sur une restructuration des forces armées. Celle-ci a mal reçu ces propositions audacieuses mais elle en a tenu compte en partie dans les réformes rendues publiques fin janvier par le ministre de la défense, le général René Ponce. Ce dernier a notamment annoncé que les différents corps de police seraient désormais dirigés par des civils. « Quant à la réduction graduelle et ordonnée des forces armées, a-t-il ajouté, elle devra être le résultat de la disparition du FMLN comme organisation militaire ».

Pour la guérilla, ces mesures sont de simples opérations de « propagande » destinées à gagner du temps dans l'espoir de l'affaiblir sur les plans

militaire et diplomatique. Le principal dirigeant du FMLN, le commandant Joaquín Villalobos, a mis en garde les autorités contre « la tentation d'utiliser les élections comme substitut à la négociation pour enlever sa légitimité à la guerre populaire ». « Ce serait, ajoute-t-il, une très grave erreur d'appréciation, car le FMLN n'est pas affaibli ni pressé par le temps ».

Malgré l'échec de la réunion de San-José, le commandant Villalobos, considéré comme le plus dur des cinq dirigeants du FMLN, partage en partie l'optimisme exprimé par la délégation gouvernementale, menée par le ministre de la justice, M. Oscar Santamaría, en reconnaissant que la guerre civile en cours depuis onze ans ne peut plus se terminer par la voie des armes. « Le gouvernement, a-t-il ajouté, attend sans doute le résultat des élections pour préciser sa position sur les différents points de la négociation ».

Les sondages accordent une large avance à l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir) avec environ 37 % des intentions de vote, contre à peine plus de 10 % à la Démocratie chrétienne et moins de 4 % aux trois partis de gauche réunis au sein de la Convergence démocratique (l'ancien Parti communiste, rebaptisé Union démocratique nationaliste, présente des candidats pour la première fois depuis 1976 mais n'appartient pas à la coalition de gauche). La guérilla craint qu'une victoire de l'ARENA se traduise à rendre le gouvernement plus « intransigent » dans la négociation.

C'est pourquoi le FMLN, même si il a décrété une trêve exceptionnelle de trois jours pour la tenue des élections législatives et municipales, les 9, 10 et 11 mars, ne souhaite pas faciliter l'organisation d'élections qu'il considère « dépourvues de toute légitimité ». Il empêchera donc l'installation de bureaux de vote dans les zones conflictuelles.

BERTRAND DE LA GRANGE

## EN BREF

URSS : référendum sur l'indépendance de la Géorgie le 31 mars. — Le Parlement géorgien a décidé, jeudi 28 février, d'organiser le 31 mars un référendum sur la restauration de l'indépendance dans la république, en invoquant l'acte du 26 mai 1918 qui lui avait permis d'être souveraine pendant trois ans avant son incorporation par la force à l'URSS. Le Parlement a également confirmé son refus de voir la Géorgie participer au référendum soviétique du 17 mars sur le maintien de l'Union. Cinq autres républiques soviétiques (Moldavie, Arménie, Lituanie, Lettonie, Estonie) ont déjà rejeté cette consultation. — (AFP).

LIECHTENSTEIN : décès du prince Wenzel. — Le prince Wenzel du Liechtenstein, frère cadet du prince régnant Hans-Adam II, est décédé jeudi 28 février, à Vaduz, à l'âge de vingt-huit ans. Les services de presse de la principauté, qui ont annoncé la nouvelle, ont précisé que les causes de sa mort étaient connues par la famille, mais qu'elles ne seraient pas rendues publiques. Né le 19 novembre 1962, le prince Wenzel avait servi comme lieutenant de la garde royale en Grande-Bretagne durant son service militaire, et travaillait comme médecin-assistant dans un hôpital suisse. — (AFP).

SOMALIE : report de la conférence nationale. — La conférence nationale de réconciliation, prévue jeudi 28 février, à Mogadiscio, a été reportée au 14 mars, à la demande, mercredi, du président provisoire, M. Ali Mahdi Mohamed. Cette conférence devait réunir tous les mouvements armés et organisations politiques du pays. Mais le principal groupe armé du nord, le Mouvement national somalien (MNS), a refusé d'y prendre part (le Monde du 27 février). Autre défection possible : celle du Mouvement patriotique somalien (MPS) du colonel Omar Cheiss.

ETHIOPIE : nouvelle offensive des rebelles du Tigré. — Les maquisards du Front de libération populaire du Tigré (FPLT) ont déclaré, mercredi 27 février, avoir conquis deux nouvelles localités des provinces de Gondar et de Godjam, dans le nord-ouest du pays. Ils se dirigent à présent vers la ville de Gondar. Cette nouvelle offensive des rebelles tigréens n'a fait l'objet d'aucun commentaire officiel à Addis-Abeba. — (Reuters).

## AFRIQUE

MAROC : à l'occasion du trentième anniversaire de son accession au trône

## Hassan II rend sa liberté à la famille du général Oufkir

Hassan II devrait annoncer, dimanche 3 mars, à l'occasion du trentième anniversaire de son accession au trône, l'élargissement de la famille du général Mohamed Oufkir qui vivait, depuis plus de dix-huit ans, en résidence surveillée, et-on appris de source autorisée. La veuve de l'ancien ministre de la défense, ses six enfants et une cousine sont, depuis quelques jours, libres de leurs mouvements au Maroc.

C'est en août 1972, au lendemain du « suicide » du général Oufkir, accusé par le roi d'avoir tenté d'accomplir un crime parfait, c'est-à-dire de se faire assassiner par son personnel en commandant un attentat en plein ciel auquel il avait miraculeusement échappé, que les malheurs du roi ont commencé. Déposé d'un lieu de détention à un autre, sans être sous le coup d'une quelconque

décision de justice, celle-ci trahira en vain d'attirer l'attention sur son sort. Demande de grâce, tentatives de suicide, grèves de la faim se feront pas échouer le palais.

En avril 1987, quatre enfants parvenaient à s'enfuir. Repris à Tanger, ils réussirent à lancer un appel de détresse sur les ondes de RFI : « Nous n'avons commis aucun délit. Nous n'avons pas l'âge, pas de pensée politique », implorait Malika, la fille aînée du général Oufkir. En juillet, M. Georges Kijgman, aujourd'hui ministre délégué à la justice, qui défendait leurs intérêts, obtenait l'accord formel du souverain émirat pour que ses clients puissent émigrer au Canada.

La procédure suivit son cours, mais le départ sera indéfiniment différé par des manœuvres dilatoires. Les autorités locales prendront prétexte d'une demande d'audience royale de la part de la veuve du général Oufkir à laquelle celle-ci s'était pourtant déclarée, par écrit,

prête à renoncer, pour justifier ce retard.

En janvier 1988, toujours aussi énigmatiques, ces mêmes autorités précisèrent qu'il s'agissait là d'une affaire qui concerne un souverain et une famille qui fait partie de ses sujets et se plaignaient d'une « exploitation politique ». La veuve du général Oufkir et les siens vivaient alors en reclus dans une villa de Marrakech.

La libération de la famille Oufkir est « du point de vue des droits de l'homme, une bonne nouvelle », a déclaré, vendredi, M. Pierre Joxe. « Si cette décision est confirmée, le roi du Maroc aura agi sagement », a-t-il ajouté. Constatant « qu'un drame vient de prendre fin », l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM), a estimé, dans un communiqué, qu'un tel dénouement « fait espérer d'autres gestes de la part du gouvernement ».

## Les prisonniers vedettes et les autres

par Jacques de Barrin

HASSAN II n'est pas homme à se laisser forcer le main. La magnanimité du « Commandeur des croyants » ne s'exerce pas sous la pression de la rue, encore moins sous celle de l'étranger. Aussi s'il lui toujours fait dire, par diverses voies autorisées, que le pardon royal viendrait en son temps. Le trentième anniversaire de son accession au trône lui donne l'occasion d'axer sa clémence, en toute quiétude et avec grandeur d'âme.

Tout à sa dévotion, le Conseil consultatif des droits de l'homme, créé par ses soins en avril 1980, lui avait récemment soumis, avec infiniment de respect et sans crainte d'être rebroué, une sorte de cahier de doléances sur des sujets de sa compétence, notamment en matière de conditions de détention. Hassan II n'en attendait

pas moins de lui pour trouver prétexte à excuser un attentat. Il s'était donc empressé d'accéder à ses demandes que d'autres de ses sujets, moins en cour, présentaient en vain depuis belle lurette.

L'élargissement de la famille du général Oufkir, iniquement « condamnée » à payer pour le fétion de ce dernier, prouve, tout de même, que l'acharnement de ses défenseurs, marocains et français, n'est pas vain. Mais, le sort de ses prisonniers vedettes — comme les sont aussi Abraham Sarfati, condamné en 1977 à la réclusion à perpétuité et ses sept compagnons de route gauchistes — ne doit pas faire oublier les trois cents détenus politiques ni moins encore celui des centaines de « disparus », opposants de tout acabit, soldats perdus ou simples

généralistes, qui croupissent dans ce que le souverain marocain appelle son « jardin secret » à l'intérieur duquel il est interdit à quiconque de pénétrer.

Rien d'autre ne s'échappe, par exemple, du bagne de Tazmamart si ce n'est, de temps à autre, des messages de détresse d'émurés vivants qui désespèrent de recouvrer, un jour, la liberté. Saura-t-on jamais quel sort le roi compte réserver aux quelques centaines de soldats qui ont récemment déserté en franchissant la frontière algérienne et qui, pour des raisons de haute politique maghrébines, ont été presque aussitôt reconduits dans leur pays ? Rabat s'est commodément contenté de fermes démentis.

## Mort du dirigeant socialiste Guillermo Ungo

Un négociateur infatigable

Le secrétaire général du Mouvement national révolutionnaire (MNR, social-démocrate), Guillermo Ungo, cinquante ans, est mort jeudi 28 février à Mexico d'une embolie pulmonaire à la suite de l'ablation d'une tumeur au cerveau.

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA

de notre correspondant en Amérique centrale

Jusqu'à la fin, cet avocat tout à la fois sarcastique et chaleureux se sera consacré à sa passion, la politique, même si son état de santé l'a empêché de participer activement à la campagne pour les élections législatives, qui auront lieu le 10 mars. Il était candidat à un siège de député pour la capitale, San-Salvador.

Lors de l'élection présidentielle de 1989, largement remportée par la droite, il avait été le candidat de la Convergence démocratique, qui réunissait encore aujourd'hui les trois principales formations de la gauche salvadorienne. Il avait obtenu moins de 4 % des suffrages alors qu'il espérait dépasser les 10 %. Il avait attribué son échec à la « grave erreur tactique » de la guérilla qui, en boycottant le scrutin, avait surtout nuí à la gauche.

Guillermo Ungo avait alors commencé à prendre ses distances avec le Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN), avec lequel il collaborait activement depuis 1980 au sein du Front démocratique révolutionnaire. Tout en reconnaissant la capacité militaire de la guérilla, il estimait que le moment était venu de mettre l'accent sur la négociation, pour en finir avec une guerre civile qui avait déjà fait près de soixante-dix mille morts en dix ans.

Il e lui-même participé, dès 1984, au dialogue engagé avec le président démocrate-chrétien, Napoleon Duarte, décédé l'an dernier. Avant que celui-ci ne devienne son adversaire politique, ils s'étaient présentés ensemble à l'élection présidentielle de 1972, qu'ils auraient probablement ram-

portée si les militaires n'en avaient décidé autrement.

Les deux hommes s'étaient retrouvés après le coup d'Etat organisé, le 15 octobre 1979, par des jeunes officiers, qui avaient mis en place une junta révolutionnaire de gouvernement.

## Incessante navette diplomatique

Mais, très vite, leurs chemins avaient divergé : Duarte acceptait de collaborer avec les militaires tandis que Ungo quittait la junta au bout de deux mois et devait s'exiler à la suite de l'assassinat des dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) par les Escadrons de la mort liés à l'armée. Du Panama, où il n'installa alors, il entreprit une incessante navette diplomatique entre l'Amérique latine et l'Europe. Il est vice-président de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine — pour obtenir l'aide de la communauté internationale.

Estimant que les conditions ont changé dans son pays à la suite de l'adoption, en août 1987, du plan de paix pour l'Amérique centrale, il décide de rentrer au Salvador pour contribuer au processus de démocratisation avec le dirigeant du Mouvement populaire social-chrétien, Rubén Zamora. Les risques sont grands, et le gilet pare-balles du négociateur, car les Escadrons de la mort continuent de tuer en toute impunité.

Il est convaincu, malgré tout, qu'il n'y a plus de recul possible : « Je constate, nous disait-il avant son hospitalisation, une volonté politique de négocier dans tous les secteurs, y compris de la part des Etats-Unis, et même de l'armée, qui est désormais prête à accepter une épuration et une diminution de ses effectifs ». Il n'aura pas au final le temps de vérifier la justesse de ses choix politiques, qui l'avaient également amené à passer pas à pas du socialisme à la social-démocratie.

B. de L.G.



## POLITIQUE

# A la Réunion, les polémiques après l'émeute

Après trois journées de violences meurtrières  
les responsables politiques cherchent « un chef d'orchestre clandestin »

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION  
de notre envoyé spécial

Une écurante odeur de brûlé enveloppe le quartier du Chaudron. Trois jours après la fin des émeutes, des fumées calcinées des entrepôts de la zone industrielle qui ont été saccagés et incendiés, à coups de cocktails Molotov, s'élèvent. Samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 février, par des centaines de manifestants venus pour la plupart de la cité Michel-Debré voisine. Un ensemble d'ILHM qui symbolisait naguère la réussite de la politique d'assimilation de la Réunion à la « mère patrie » et qui incarne aujourd'hui, jusqu'à la caricature, les contradictions d'une société à deux vitesses.

Des vigiles armées surveillent les abords des magasins éparpillés. Quelques badauds discutent à voix basse devant les ruines du Grand du meuble d'où ont été retirés huit cadavres, sans doute des pillards pris au piège. Les pompiers se battent encore, contre la fourniture des décombres du Fo Yam, cet immense ball de matériel ménager dont le premier étage s'est effondré au cours de l'incendie. Les marmittes d'aluminium ont fondu, ce qui fait dire à un pompier que « la température a dépassé 1 200 degrés ». Il faut attendre que ces décombres refroidissent pour débayer.

On ne sait pas combien de personnes ont péri là. « Pour l'instant, explique l'un des gendarmes qui isolent l'endroit, personne ne vient dire qu'un membre de sa famille a disparu. Les gens ont peur d'être punis ou ils ont honte d'avoir qu'un des leurs faisait partie des pillards. » Au matin du vendredi 1<sup>er</sup> mars, les pompiers avaient déjà repéré les restes de deux corps.

### Les accusations du préfet

Quelques kilomètres plus loin, au centre de Saint-Denis, la vie reprend lentement son cours coloré. Mais toute l'île reste hébétée. Toute l'île, sauf les témoins de la scène politique locale, qui retournent déjà à leurs polémiques aussi contrariées que désemparées.

Le ministre des DOM-TOM a fait sensation en affirmant publiquement, avant son retour à Paris, que ces trois journées d'émeutes avaient été le résultat d'une opération soigneusement montée. En parlant d'« attaque préméditée de plusieurs grandes surfaces », de « casse organisée » sur des « cibles choisies » avec « méthode », alors qu'il avait d'abord assimilé ces violences au « mal de vivre » des banlieues métropolitaines, M. Louis Le Penec a dégringolé une grenade aux retombées imprévisibles.

Le préfet, M. Daniel Constantin, met directement en cause la responsabilité du fondateur de Télé et Radio-Free-DOM, M. Camille Sudre, qui a maintenu, malgré l'interdit officiel, un appel à manifester sur la voie publique, le 23 février, pour protester contre la saisie de cet émetteur pirate fonctionnant depuis cinq ans en toute illégalité (le Monde du 27 février). M. Constantin n'a pas de mots assez

durs pour dénoncer le comportement de ce médecin d'origine métropolitaine à la personnalité très controversée, qui se pose, dit-il, « en Pancho Villa de la liberté d'expression », qui se targue, à juste titre, d'avoir ouvert ses fréquences à l'expression créole, mais qui se sert volontiers de son pouvoir médiatique à des fins politiques personnelles.

Du moins si l'on en croit ceux qui va dans son entre au conseil municipal de Saint-Denis au poste de troisième adjoint sans délégation, à l'issue des élections municipales de mars 1989, la récompense d'une active campagne radio-télévisée en faveur du nouveau maire socialiste du chef-lieu, M. Gilbert Annette, RPR du conseil général, M. Auguste Legros, député du département de l'océan indien.

Mais l'information judiciaire, ouverte à la demande du parquet, n'a pour l'instant donné lieu à aucune inculpation, et il se trouve que ce témoin, remis en liberté jeudi soir, est un ancien candidat aux élections cantonales. En septembre 1988, dans le huitième canton de

mis de surprise en flagrant délit un réseau de cibistes chargés de guider certains « commandos », mêlés aux manifestants spontanés, en les informant sur les évolutions des forces de l'ordre dans le périmètre des émeutes. Un réseau dont M. Sudre, selon le préfet, aurait été le commanditaire et le chef d'orchestre et dont le chef opérationnel, sur le terrain, serait un plombier de Saint-Denis, M. Frédéric Malbrouck, qui a été interpellé et gardé à vue. On aurait trouvé dans sa voiture des « plans » et deux fusils à pompe à canon scié.

Mais l'information judiciaire, ouverte à la demande du parquet, n'a pour l'instant donné lieu à aucune inculpation, et il se trouve que ce témoin, remis en liberté jeudi soir, est un ancien candidat aux élections cantonales. En septembre 1988, dans le huitième canton de



### La réapparition de l'ange blanc

Quant à l'homme par lequel le scandale est arrivé, M. Sudre, qui avait opté pour la clandestinité après avoir interrompu ses émissions, il a fait sa réapparition, jeudi après-midi, pour une conférence de presse. Éternellement vêtu de blanc depuis qu'il a choisi la blanche colonne comme emblème de Radio et Télé-Free-DOM, il a implicitement admis qu'il avait joué à l'apprenti sorcier en appelant de nouveaux auditeurs et ses téléspectateurs à manifester sur la voie publique alors qu'en mars 1990 ses appels avaient déjà dégénéré en violences. « Si on avait su... », a-t-il dit.

Les questions et les réponses étant diffusées en direct sur Radio-Free-DOM, M. Sudre s'est surtout présenté en martyr, se défendant sur « les pouvoirs publics », qu'il a accusés de « mépriser les Réunionnais » et s'indignant des « propos ignobles » du ministre des DOM-TOM, qu'il a jugé « mal informé ».

M. Sudre, en revanche, a ignoré complètement le rôle prêt à M. Frédéric Malbrouck. Il a préféré lancer une mise en garde... au préfet : « J'espère qu'il n'a bien compris qu'il était dangereux de réprimer une population quand elle a décidé de se battre pour sa liberté d'expression... ». Il a promis à ses auditeurs « des témoignages troublants » à l'antenne.

M. Sudre, que l'on surnomme désormais « l'ange blanc », avait à ses côtés son avocat parisien, qui n'est autre que M. Jacques Vergès, le frère de Paul, secrétaire général du Parti communiste réunionnais.

ALAIN ROLLAT

### Une machination ?

Il n'en fallait pas davantage pour que surgisse la thèse d'un machiavélisme complott à manipulations multiples, fomenté par un « chef d'orchestre clandestin ». Le maire de Saint-Denis, M. Annette, muet depuis samedi et qui s'était bien gardé de se désolidariser de M. Sudre, a fait savoir, jeudi après-midi, que « de nombreux éléments » lui donnaient « à penser que les tristes événements de ces derniers jours [n'étaient] pas uniquement l'expression de la colère d'une jeunesse désespérée » et qu'il avait « acquis l'intime conviction que des manipulateurs organisés autour de M. Malbrouck, militant communiste bien connu, ont orchestré des exactions ».

Le premier secrétaire de la fédération socialiste, Jean-Claude Fruiteau, a dénoncé, lui aussi, « une tentative de déstabilisation du maire de Saint-Denis ». Le chef de file de la droite centriste, M. Jean-Paul Virpoulle, député UDC, qui reproche

**ESPRIT**  
mars-avril 1991  
**Lecture et bibliothèques**  
Le numéro : 70,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 480 FF  
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48 04 08 33

Dominique Bourg  
Bertrand Calenge  
Monique Canto-Sperber  
Anne-Marie Chartier  
Olivier Donnat  
Hans Jonas  
Marie Mendras  
Evelyn Pister  
Jean-Claude Pompage  
Martine Poulin  
Amartya Sen

**LE LIVRE DU JOUR MARABOUT**  
Dr Fitchugh  
**Dodson**  
Tout se joue avant 6 ans  
Le best-seller mondial de l'éducation

## COMMUNICATION

Pour un contentieux sur la gestion  
d'un comité d'établissement des NMPP

# La distribution de la presse a été perturbée par une grève de la CGT

Une grève surprise de vingt-quatre heures, lancée par le syndicat CGT aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne, a pratiquement paralysé la distribution des quotidiens et retardé celle des magazines dans la nuit du mercredi 27 février et la journée du 28 février.

La mise en place dans les kiosques des quotidiens nationaux a été jeudi matin gravement perturbée en région parisienne, sur la côte méditerranéenne, en Rhône-Alpes, et même interrompue autour de Poitiers et Roubaix. Seules les régions de Nancy, Nantes et Toulouse ont pu assurer une distribution quasi normale.

Les grévistes des NMPP ont intervenus aussi dans les différentes imprimeries de presse pour bloquer la sortie des quotidiens. Une édition spéciale du Figaro a réussi à atteindre les kiosques de la capitale vers midi, mais des groupes de grévistes bloquaient, en début d'après-midi, la sortie du Monde à l'imprimerie d'Ivry.

### De « très graves irrégularités »

Des éditions spéciales de l'Humanité et de France-Soir ont été mises en vente au cours de l'après-midi dans certains quartiers de Paris. 270 000 exemplaires du Monde seulement ont pu être diffusés après 19 heures : les abonnés et les kiosques de province ont été servis, tandis que 70 000 exemplaires ont été livrés vendredi matin sur Paris. Pour les magazines (l'Express, le Nouvel Observateur, l'Événement du jeudi), la direction des NMPP a réussi dans la journée à mettre en place des distributions de secours. Un de ces centres de distribution en sous-traitance, à Garges-lès-Gonesse dans la banlieue nord de Paris, a été investi, jeudi soir, par les grévistes.

Ce conflit n'est pas lié, comme la grande grève de 1989, aux problèmes de modernisation des NMPP, mais à un contentieux sur la gestion d'un comité d'établissement des NMPP, qui a été créé le 26 février par la direction aux 3 300 salariés des NMPP, qui a déclenché le mouvement. Elle annonçait la transmission à la justice d'un dossier concernant les

« très graves irrégularités » relevées dans la gestion d'un comité d'établissement et de ses filiales (centres de vacances, restaurant, hôtel). Subventionnés à hauteur de 21 millions de francs par an (4 % de la masse salariale), ces organismes, gérés par les élus CGT des NMPP, sont en liquidation judiciaire depuis le 15 février pour un trou de 15 millions de francs.

La direction des NMPP estime que l'enquête de l'administrateur judiciaire a mis en lumière un certain nombre de malversations, allant de l'abus de biens sociaux au faux en écriture. Se réservant la possibilité de porter plainte, les responsables des Messageries demandent aujourd'hui à la justice de tirer l'affaire au clair.

La Fédération nationale du Livre CGT estime que la note de la direction est « diffamatoire » et que les responsables des NMPP cherchent « à affaiblir les capacités de lutte des travailleurs en s'attaquant à leur organisation syndicale, en un moment où un plan de restructuration liquidait près de six cents emplois est présenté par la direction ». Elle annonce la poursuite d'actions pour les prochains jours sans en donner les modalités. Le comité intersyndical du Livre parisien, plus modéré, affirme sa solidarité avec les grévistes, demande que la direction des NMPP « apporte la preuve de ses affirmations » et a arrêté le principe d'une rencontre, le 4 mars, avec les responsables de NMPP et un expert-comptable. FO, pour sa part, dénonce la grève et demande que la lumière soit faite sur la gestion du comité d'établissement.

Le Syndicat de la presse parisienne (SPP) et les éditeurs représentés aux NMPP ont publié un communiqué commun. « Le matin même où le cessez-le-feu est déclaré et le poix en vue, l'écrit est bâillonné, souligne-t-il notamment. La distribution de la presse française, sous toutes ses formes, est paralysée par une grève provoquée par certains éléments des Messageries. Les lecteurs doivent savoir que ce mouvement n'est motivé par aucun désaccord social. Il n'en est que plus illégal. » Après avoir réaffirmé leur attachement aux NMPP, les organisations patronales « condamnent la présence d'éléments venus de la sorte des imprimeries empêcher illégalement la distribution des journaux ».

J.-F. L.

### EN BREF

o M. Maxwell vend ses parts de Central TV. - Comme il l'avait annoncé il y a quelques mois, M. Robert Maxwell a vendu la participation de 20 % qu'il détenait dans le capital de la télévision privée britannique Central TV. Un groupe d'investisseurs institutionnels a racheté les actions pour 246 millions de francs. Cette cession, comme celle des actions de TF 1, doit permettre au magnat de la presse britannique de réduire son endettement et de recentrer son groupe sur la presse écrite et l'édition.

o Albert du Roy devient directeur général de l'Événement du jeudi. - M. Albert du Roy, ancien directeur de la rédaction de l'Expansion, deviendra le 1<sup>er</sup> mars directeur général de l'Événement du jeudi. Le journaliste restera éditorialiste à la Tribune de l'Expansion et à l'Antenne 2 mais abandonnera l'émission quotidienne qu'il anime avec Annette Ardisson sur France-Inter. Jean-François Kahn, directeur de la publication et fondateur de l'Événement du jeudi, avait maintes fois exprimé son intention de se décharger de la gestion du magazine pour se consacrer à sa politique éditoriale.

o La Commission de Bruxelles approuve le plan de recapitalisation de la SFP. - La Commission euro-

péenne a donné son aval, mercredi 27 février, au plan de recapitalisation adopté l'an dernier par le gouvernement français en faveur de la Société française de production. L'Etat avait « effacé » 940 millions de francs de pertes cumulées depuis 1983 (le Monde du 13 juillet 1990) et avancé à l'entreprise 171 millions de francs pour l'aider à couvrir ses besoins financiers. Dans un communiqué, l'excusatif communautaire précise que cette recapitalisation s'est accompagnée d'une « profonde restructuration (...) qui a transformé les perspectives financières de la SFP », en lui permettant d'espérer renouer avec les bénéfices sans mettre en péril ses concurrents privés, compte tenu de l'expansion du marché.

o La Société générale va diminuer sa participation dans Canal J. - La Société générale a annoncé, mercredi 27 février, qu'elle allait diminuer sa participation dans la chaîne Canal J de 5 % à 4,35 %. Déjà actionnaire à 5,10 % de Canal Plus, la banque s'était en effet récemment placée en infraction avec la loi sur l'audiovisuel en portant à 6 % sa participation dans TF 1 (le Monde du 28 février). La loi interdit à une même personne physique ou morale de détenir plus de 5 % du capital dans plus de deux chaînes hertziennes nationales.

**Le Monde**  
DOSSIERS ET DOCUMENTS  
**LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990**  
est paru  
200 pages - 47 F  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui » dirigée par A.M. TURKI  
**LES BIBLIOTHEQUES DU MAROC**  
par Latifa BENJELLOUN-LAROU  
Guide précieux à travers les innombrables richesses - non encore totalement répertoriées, ni cataloguées - des bibliothèques marocaines.  
16 x 24, 432 pages, 8 pl. HT noir et couleurs. 299 FF  
**Maisonneuve & Larose**

**Le Monde ÉDITIONS**  
**GOLFE**  
clefs pour une guerre annoncée  
Alain Gresh, Dominique Vidal  
VENTE EN LIBRAIRIE



## MÉDECINE

Sur décision de MM. Bérégovoy et Evrin

## Les compagnies d'assurances ne pourront plus demander de dépistage du sida au-dessous d'un capital de 1 million de francs

MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Claude Evrin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, devaient annoncer, jeudi 28 février, deux décisions concernant les problèmes posés par l'épidémie de sida aux assureurs et aux usagers. A la suite du rapport demandé sur ce thème à M. Benoît Jolivet, ancien directeur des assurances, les deux ministres, s'accordant à préserver le droit des personnes et à éviter les exclusions, ont décidé, d'une part, d'interdire aux assureurs de faire référence, dans leur questionnaire, à la vie privée et à la sexualité, ils vont imposer aux compagnies d'assurances, d'autre part, de ne plus demander de test de dépistage de la contamination par le virus du sida en dessous d'un capital garanti de 1 million de francs.

Les assureurs français avaient attendu 1989 pour commencer à s'inquiéter publiquement des conséquences de l'épidémie de sida (le Monde du 17 mars 1989). Il y a un an, le Conseil national du sida, que préside M. Françoise Héritier-Agué, professeur au Collège de France, recommandait aux pouvoirs

publics de faire en sorte que les assureurs ne puissent exiger de test de dépistage de contamination par le virus du sida. Ce conseil redoutait « que les assureurs n'aient de plus en plus recours à des questionnaires comportant des références explicites ou détournées au style de vie ou à la sexualité » (le Monde du 21 février 1990).

A la suite de ce rapport, MM. Bérégovoy et Evrin avaient confié à M. Benoît Jolivet, ancien directeur des assurances, la présidence d'un groupe de travail interministériel réunissant aussi les professionnels de l'assurance et le conseil national de l'ordre des médecins. Dans ce cadre, les responsables du Conseil national du sida et de l'association Aides ont été entendus. Il s'agissait tout particulièrement de dégager les orientations permettant, en matière d'assurance, d'éviter l'exclusion des personnes séropositives, mais aussi de « donner un cadre de référence déontologique à l'établissement des questionnaires médicaux ».

Le rapport, classé « confidentiel », du groupe de travail assurances et sida, est daté du 11 janvier dernier (1). Ce document de vingt-sept pages est accompagné de volumineuses et fort instructives annexes. « La difficulté centrale des travaux du groupe a été, sur la plupart des questions, de combiner de manière satisfaisante des principes éthiques et des pratiques de marché », peut-on

## Grilles de sélection

Les auteurs du rapport Jolivet fournissent une série de recommandations. Il convient d'abord, selon eux, d'organiser, sous l'égide de la direction générale de la santé, une information périodique des assureurs et des assurés sur l'évolution épidémiologique concernant le sida, ainsi que sur les progrès thérapeutiques. Un « groupe de suivi » devrait ainsi prochainement être mis en place. Rappelant que, selon la loi Evrin du 31 décembre 1989, il appartient à l'assureur de faire la preuve d'un événement antérieur médical d'un assuré, les auteurs estiment qu'en ce qui concerne les difficultés susceptibles d'apparaître dans ce domaine il revient à la commission consultative de l'assurance d'établir les règles de bonne conduite « en la matière ».

En ce qui concerne les questionnaires proposés aux futurs assurés, le groupe, suivant en cela l'une des recommandations du Conseil national du sida, est tombé d'accord pour « qu'aucune question concernant le caractère intime de la vie privée, et en particulier la vie sexuelle des personnes, ne puisse être posée dans les questionnaires ». Cette mesure, qui n'est pas en vigueur dans de nombreux pays d'Europe, a été retenue par les deux ministres concernés. Annoncée par MM. Bérégovoy et Evrin, elle devrait prochainement prendre la forme d'un décret, et sera accompagnée de sanctions, y compris lorsque les contrats d'assurances seront proposés en France par des compagnies étrangères.

Pour ce qui est du test de dépistage, les auteurs réaffirment qu'il « aucun test sérologique ne pouvait être réalisé sans le consentement éclairé de la personne et sans l'information et les conseils appropriés ». Ils recommandent d'autre part que « dans le cadre des règles habituelles de l'assurance, une appréciation d'ensemble du risque soit effectuée pour une personne atteinte de sida ou d'infection par le VIH, comme pour toute autre pathologie, et qu'elle repose sur un examen médical plus large que le test sérologique trouve sa place, comme de nombreux autres tests biologiques demandés par les

entreprises d'assurances ». Cependant, alors que le rapport ne relient pas la notion de seuil de capitaux qui s'appliquerait en tout test de dépistage de la contamination par le virus du sida, MM. Bérégovoy et Evrin ont décidé qu'un seuil était nécessaire et qu'il serait fixé à 1 million de francs.

On estime que l'établissement d'un tel seuil devrait être de nature à prévenir toute dérive en la matière. Actuellement, l'examen médical avec prélèvement sanguin (preux paramètres) et analyse des urines est demandé par les assureurs dès lors que le capital-déjà dépasse 3 500 000 francs (pour un assuré de moins de trente-cinq ans) ou 2 millions de francs (au-delà de cinquante-cinq ans).

Les « grilles de sélection » des réassureurs prévoient, déjà, la recherche des anticorps spécifiques VIH-1 et du VIH-2, à partir d'un capital-déjà de 1 million de francs ou d'une rente équivalente à 100 000 francs par an.

Enfin, le rapport annonce que, dans un proche avenir, les assureurs français considéreront comme « assurables » les personnes reconnues comme étant séropositives. Ils révoqueront alors le schéma dit des « risques aggravés ». Il s'agit là de risques qui étaient considérés autrefois comme inassurables en raison de la gravité de la maladie et des incertitudes trop fortes sur les possibilités de guérison ou de rémission. Pour les assureurs, l'évolution des connaissances thérapeutiques et épidémiologiques permet aujourd'hui la prise en charge des séropositifs moyennant une tarification adaptée (surprime).

Ainsi, la contamination par le virus du sida — comme c'est le cas depuis quelques années pour le cancer — ne pourra plus à l'avenir être considérée comme un motif d'exclusion du champ de l'assurance. Des divergences d'appréciation demeureront toutefois quant au taux de la surprime, les assureurs souhaitant l'aligner sur le taux du crédit à la consommation, que l'on juge tout à fait excessif dans l'entourage de M. Claude Evrin.

Il n'en reste pas moins vrai, au total, que cette approche appuyée par le ministre des affaires sociales sur un sujet aussi difficile apparaît tout à fait exemplaire, les solutions trouvées, pour limitées qu'elles soient, constituant de véritables avancées, sans précédent sur le marché international de l'assurance.

JEAN-YVES NAU

(1) Le rapport du groupe de travail assurances et sida est signé de M. Benoît Jolivet (président) et de MM. Denis Vilain et Jean Debeaupuis (rapporteurs). Ce groupe était composé d'une quarantaine de membres réunissant des représentants des différents ministères et de la profession de l'assurance.

## Enquête ouverte en Bretagne

## Un premier cas de « vache folle » signalé en France

Un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (BSE), dite « de la maladie vache folle », a été signalé, pour la première fois en France, à Pleubin, dans les Côtes d'Armor, chez une vache laitière, en août, jeudi 28 février, le ministère de l'Agriculture. « Une enquête approfondie est actuellement en cours en vue de déterminer les causes d'apparition de la maladie dans cet élevage », souligne le ministère. Il s'agit notamment de déterminer la géologie de l'animal et son alimentation.

Pour l'heure, des mesures réglementaires ont été prises, comme la mise sous séquestre et l'identification du troupeau. Les animaux de cette exploitation bretonne (une soixantaine) ont été acquis pour la recherche, par le Centre national d'études vétérinaires et alimentaires, à Lyon.

Découverte en 1986 en Grande-Bretagne, la « de la maladie vache folle » a été à l'origine d'une véritable épidémie outre-Manche. L'encéphalopathie spongiforme est l'équivalent bovin de la « tremblante » du mouton. L'agent de contamination des ovins aurait été transporté par des farines animales aux bovins. Cette contamination des farines résulterait d'une modification, à partir de 1981, des conditions de traitement

des sous-produits d'abattoir en Angleterre. Interdites depuis 1989, ces farines de fabrication anglaise ont toutefois été distribuées en France auparavant.

Depuis l'apparition de la BSE au Royaume-Uni et en Irlande, les services vétérinaires français ont mis en place un certain nombre de mesures de prévention, comme l'établissement d'un réseau d'épidémiologie sur l'ensemble des départements. En novembre dernier, un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine avait été détecté en Suisse. Il s'agissait, semble-t-il, du premier cas reconnu en Europe continentale et, en décembre, le ministère français de l'Agriculture avait fixé les dispositions sanitaires et financières relatives à l'apparition sur le territoire national de cette maladie.

« On peut vraisemblablement s'attendre à l'apparition en France d'autres cas, signalant les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture. Mais nous ne serons pas dans la même situation que les Britanniques, car nous n'avons pas fait consommer à nos vaches, dans des proportions importantes, des farines animales importées d'Angleterre et nous n'avons pratiquement pas de cas de tremblante du mouton ».

M. L.

## JUSTICE

Procès retentissant à Vienne (Autriche)

## Les quatre « anges de la mort » de l'hôpital de Lainz

Le procès de quatre aides-soignantes de l'hôpital de Lainz, près de Vienne, accusées d'avoir, entre 1983 et 1989, fait passer de vie à trépas plusieurs dizaines de malades confiés à leurs soins (le Monde des 11 et 29 avril 1989) s'est ouvert, jeudi 28 février, devant le cour d'essais de la capitale autrichienne. Le procès devrait durer entre cinq et six semaines.

## VIENNE

de notre envoyé spécial

Les « anges de la mort », les « sorcières de Lainz » font aujourd'hui bien piètre figure. Quatre filles du peuple, propulsées dans la grande salle néoclassique du tribunal de Vienne, baissent le tête devant leurs juges. De temps en temps, l'une d'elles laisse éclater un sanglot.

La principale accusée, Waltraud Wagner, trente et un ans, entre dans le prétoire, effondrée, soutenue par deux policiers. Elle reste prostrée, tout au long de la première audience, et ne répond que d'une voix effaiblie au questionnaire d'identité du président Peter Straub. A côté d'elle, Hans Leidl, trente ans, mignon comme une petite fille le jour de son premier chagrin d'amour. Au contraire, Marie Gruber, vingt-huit ans, qui joue un peu les Avelines dans cette bande de Danton en blouse blanche. C'est une fille primitive, dit d'elle son avocat, — suit les débats d'un air constamment hébété. La doyenne enfin, Stéphanie Mayer, cinquante et un ans, fera d'abord bravement face aux regards des jurés et du procureur mais, plus tard, touchée par son avocat, elle adoptera la posture de pérorante de ses co-accusées et finira, elle aussi, par éclater en sanglots.

## Un nombre indéterminé d'interventions

Il y a près de deux ans, ces quatre femmes avaient mis toute l'Autriche en émoi. La découverte de leur forfait — un nombre indéterminé d'interventions — visait à mettre fin à la vie de patients du service de médecine du Dr. Franz Fessendorf — avait fait surgir le spectre de ces infirmières tueuses et naitre un euphorisme généralisé sur le système de santé autrichien. Les politiciens s'en étaient mêlés. Le président Waldheim, qui ne manque jamais une occasion de se faire l'écho des affects de ses compatriotes, avait déclaré : « Ce crime dépassa notre imagination ».

La presse populiste autrichienne, qui ne fait jamais l'économie des piques égratignées, avait fait savoir à son public que Waltraud Wagner, infirmière le jour, était, la nuit, une prostituée dépendant au somnifère de Petite Cochonne. Pure invention, naturellement.

Aujourd'hui, le démesure s'est faite place à la sécheresse d'un dossier qui lève le voile sur la vie des hôpitaux et sur la mort qui se présente fréquemment dans ces lieux « parfois comme un hôte étranger avec impatience », dira M. Wilhelm Philipp, l'avocat de Walter Wagner.

Avoir « aidé des patients à mourir », c'est toutes les inculpations, sauf Marie Gruber, le reconnaître. Mais c'était, affirmait-elles, « dû à la pitié ». Parce qu'elles trouvaient « insupportable d'entendre à longueur de journée, des patients, voués à une mort certaine, géner et souffrir sans que les médecins fassent rien pour

calmer leur tourment ». Cette version des faits est naturellement contestée par le procureur, M. Ernst Kloyber, pour qui « ce n'était sûrement pas la pitié qui faisait agir ces femmes mais le désir égoïste et méprisable de se débarrasser de malades difficiles ».

A l'appui de cette thèse, le représentant du ministère public évoque, avec un luxe de détails, l'une des méthodes employées par les accusées pour faire mourir certains de leurs patients. Entre elles, elles appelaient cela le « bain de bouche ». Il s'agissait normalement d'humecter les muqueuses buccales des malades grabataires souffrant d'œdème pulmonaire et respirant uniquement par la bouche. Au lieu de cela, elles bloquaient la langue des malades et injectaient l'eau dans les voies respiratoires. Cela provoquait la mort, en une ou deux heures, par engorgement des poumons.

## Le seul malade témoin

Combien de patients les quatre femmes ont-elles envoyées ad patres entre 1983 et 1989 ? Le procureur lui-même est bien incapable d'en établir la liste de manière exacte. Il affirme pourtant que les quarante-deux cas figurent dans l'acte d'accusation ne sont « que la partie visible de l'iceberg ». M. Kloyber a fait son calcul. Il s'est comparé le nombre de décès intervenus pendant le temps de service des quatre infirmières et celui constaté entre 1987 et 1989 pendant les heures d'activité de Walter Wagner. Le rapport est de un à six.

Cela signifierait que Waltraud Wagner et ses complices auraient, en deux ans — une partie seulement de la période sur laquelle porte l'accusation — été les meurtrières potentielles de plus de deux cents personnes.

La défense veut, de son côté, démontrer que ses clientes n'ont commis qu'un « délit d'athanasie illégale ». Et surtout que l'accusation ne se fonde que sur des aveux extorqués par le police aux quatre femmes sans pouvoir être étayée par des preuves matérielles. L'autopsie des corps des victimes présument, d'une vingtaine ont été autopsiées, n'a, en effet, pu établir que celles-ci étaient mortes d'injections soit de Rohypnol, de Valium ou d'insuline, méthodes habituellement utilisées par elles. L'accusation compte néanmoins beaucoup, pour emporter l'adhésion des jurés, sur le témoignage du seul survivant des égarements présumés de Waltraud Wagner et de ses complices. Franz Kohout, aujourd'hui âgé de soixante-dix-neuf ans, avait été trouvé par un médecin, en avril 1989, dans un profond coma dont on établit plus tard qu'il était consécutif à une injection massive d'insuline. Waltraud Wagner et Stéphanie Mayer étaient de service cette nuit-là. Mais elles nient fermement avoir effectué quelque injection que ce soit sur M. Franz Kohout.

Cette affaire incite enfin le médecin-chef de service, Franz Pesendorfer, à déclencher la machine policière. On lui reproche sans doute au cours du procès ses négligences, son manque de surveillance, l'utilisation par les infirmières de médicaments dangereux, mais surtout le manque d'aveugle qu'il avait toujours manifesté envers Waltraud Wagner, une aide-soignante « zélée et digne de confiance », comme il le notait régulièrement dans ses rapports.

LUC ROSENZWEIG

## JUSTICE

## Simone Weber à vingt ans de réclusion

Au terme d'un procès de dix heures, la cour d'appel de Metz a condamné Simone Weber à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir, en 1970, assassiné son mari, le journaliste Jean-Louis Weber, par une injection massive d'insuline. La cour a également condamné à dix ans de réclusion criminelle son avocat, M. Jean-Louis Weber, pour avoir aidé sa cliente à commettre le crime.

Simone Weber, 35 ans, a été condamnée à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir, en 1970, assassiné son mari, le journaliste Jean-Louis Weber, par une injection massive d'insuline. La cour a également condamné à dix ans de réclusion criminelle son avocat, M. Jean-Louis Weber, pour avoir aidé sa cliente à commettre le crime.

La cour d'appel de Metz a condamné Simone Weber à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir, en 1970, assassiné son mari, le journaliste Jean-Louis Weber, par une injection massive d'insuline.

Dix ans de réclusion pour Christian Weber

Christian Weber, 35 ans, a été condamné à dix ans de réclusion criminelle pour avoir aidé sa cliente à commettre le crime.

La cour d'appel de Metz a condamné Christian Weber à dix ans de réclusion criminelle pour avoir aidé sa cliente à commettre le crime.

La cour d'appel de Metz a condamné Christian Weber à dix ans de réclusion criminelle pour avoir aidé sa cliente à commettre le crime.



50.50 من ريال

## SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle

# Simone Weber condamnée à vingt ans de réclusion criminelle

Au terme d'un délibéré de près de dix heures, la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a infligé, jeudi 28 février, à Simone Weber, soixante ans, une peine de vingt ans de réclusion criminelle en la déclarant coupable du meurtre de Bernard Hettier, commis sans préméditation, le 22 juin 1985. En revanche, la cour a acquitté Simone Weber, accusée de l'empoisonnement de Marcel Fizard, cet homme de soixante-dix ans mort le 14 mai 1985, et qu'elle avait, selon les réponses du jury, faussement épousé le 22 avril 1980. Sa sœur, Madeleine, a été condamnée à deux ans de prison dont six mois avec sursis pour recel de vol et destruction de preuves. Enfin, Chantal Lantz est condamnée à quatre mois de prison avec sursis et 1 000 F d'amende pour faux en écritures privées.

NANCY

de notre envoyé spécial

« Mesdemoiselle et messieurs du public vous n'êtes pas au spectacle, vous assistez à une œuvre de justice », répétait chaque jour le président Nicolas Pacaud, jeudi soir, pendant une partie de la soirée, pleine depuis des heures, ne cherchant même pas à cacher que Simone Weber lui a volé le dernier acte d'une pièce suivie avec une passion souvent malsaine depuis le 17 janvier. Pendant que le président lit le verdict, celle qu'ils sont venus voir condamner n'est pas là dans le box des accusés. Victime de plusieurs malaises, Simone Weber a été transportée à l'hôpital.

Mais la foule aura eu un autre spectacle. Après la clôture des débats, vers 11 heures du matin, Simone Weber s'était transformée. Transportée à l'hôpital, elle subissait un examen, mais son état était jugé satisfaisant. Vers 21 heures, à la fin de la délibération, Simone Weber entre dans une cour d'assises plus silencieuse que jamais. Un bruit de chute. Un mouvement parmi l'assistance. L'audience est suspendue. Dans le public on entend de nombreuses exclamations de déception. À la reprise, une demi-heure plus tard, M. Pacaud demande que l'on fasse entrer Madeleine Weber et Chantal Lantz. L'ordre est mal compris.

Soutenue par des gardiens de la paix, Simone Weber s'avance à petit pas glissée. Il faut la porter dans le box. M. Pacaud est navré. « Ce n'est pas sérieux, Messieurs les policiers... ». Simone Weber est ramenée à l'extérieur et le magistrat commet un expert. Plus tard le spécialiste rend un rapport écrit selon lequel l'accusée présente des troubles cardiaques et que sa comparaison est donc contre-indiquée. Brieèvement, M. Pacaud lit l'arrêt. Au travers des « oui » et des « non » qui figurent après chacune des trente-sept questions posées aux jurés il est possible de reconstituer leur vision du dossier qui est devenue une « vérité judiciaire ». Simone Weber a tué Bernard Hettier, cet homme de cinquante-cinq ans qu'elle barcelait depuis qu'il avait rompu leur liaison. De quelle façon, personne n'en saura sans doute jamais rien et le dossier lui-même est rempli de formules comme « Il y a tout lieu de penser... » ou « On peut légitimement présumer... ». M. Henri-René Garaud avait dénoncé ce procédé en lançant : « Ne condamnez pas sur des hypothèses ! ».

La mort de Bernard Hettier était entourée de circonstances qui constituaient des charges lourdes, même si la cour ne disposait d'aucune preuve. En organisant la surveillance artificielle de Bernard Hettier par des coups de téléphone destinés à rassurer l'entourage ou l'employeur, et en faisant réaliser un faux arrêt de travail au nom du disparu, Simone Weber s'était placée dans une situation délicate. C'est donc en vain que ses avocats, M. Alain Bèth et François Robinet, après avoir dénoncé toutes les lacunes du dossier « ruisselant de doutes », ont soutenu que leur cliente souhaitait seulement rendre service à son ami afin qu'il ne perde pas son emploi.

Des charges, sinon des preuves

La situation était différente dans le dossier concernant l'empoisonnement de Marcel Fizard, car l'accusation disposait d'éléments extrêmement fragiles, reposant principalement sur des ragots et des commérages. Les jurés ont donc prononcé un acquittement. Mais il semble bien que le doute ait présidé à cette décision, qui est d'ailleurs entourée de déclarations de culpabilité sur d'autres accusations. Ainsi le jury, par ses réponses, juge que le mariage avec Marcel Fizard est un faux, tout comme la vente de sa maison de

retraite à Simone Weber. Dans les deux cas le parquet soutenait qu'un « figurant » avait tenu le rôle de M. Fizard et le cour a admis cette thèse, même si les débats n'ont pas vraiment apporté d'éléments déterminants. En revanche, Simone Weber ne contestait pas avoir confectionné un faux testament faisant hériter de Marcel Fizard, tout en affirmant s'être seulement conformée à la volonté du retraité. Mais, comme pour le mariage et la maison, il s'agit d'un crime de faux en écriture publique et authentique, que la loi punit d'une peine de dix à vingt ans de réclusion criminelle.

Arthur Rimbaud et le « monstre fabriqué »

Les deux questions relatives aux circonstances atténuantes ont reçu une réponse affirmative qui a donc permis à Simone Weber d'éviter la réclusion criminelle à perpétuité que l'avocat général avait demandée en lui associant même une période de sûreté de dix-huit ans. Implémentement M. Henri-René Garaud, tout en plaçant l'innocence, avait cependant droitement évoqué la sévérité insoutenable de la réclusion à perpétuité en parlant de « mesure » avant de clamer : « Même si vous le croyez coupable, pourquoi demander contre elle la peine de mort d'aujourd'hui ? Que demandez-vous donc contre les assassins d'enfants ou contre les terroristes ? ».

Dans la plaidoirie qu'elle avait tenu à prononcer elle-même avant ses défenses, Simone Weber s'était aussi inquiétée de ces réquisitions qui l'avaient d'abord fait rire : « La prison à vie... c'est pire que la mort ». Après un soupir, elle s'était reprise aussitôt : « Rassurez-vous, je ne vais pas pleurer sur mon sort ». Mais le ton était déjà plus las que pendant les six semaines d'audience ; elle répétait : « Je n'ai jamais assassiné personne ». Puis, référence à Bernard Hettier, elle avait cité Arthur Rimbaud qui écrivait : « Que d'ombres splendides j'ai rêvées ! ».

Et, jeudi, comme dans un ultime mot, elle dira : « Je ne suis pas le monstre que vous avez bâti ».

MAURICE PEYROT

Devant le tribunal de Santa Monica (Californie)

## Dix ans de réclusion pour Christian Brando

Christian Brando, le fils de l'acteur américain Marlon Brando, a été condamné, jeudi 28 février, par le tribunal de Santa Monica (Californie) à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre, le 17 mai 1990, du compagnon de sa demi-sœur Cheyenne, Dag Drollet. Le fils de Marlon Brando s'est vu infliger une peine de six ans pour homicide volontaire et une de quatre ans pour l'usage d'une arme à feu, considérée comme une circonstance aggravante. Si son comportement en prison donne satisfaction, il pourra faire l'objet d'une mesure de libération anticipée une fois accomplie la moitié de sa peine.

Christian Brando, trente-deux ans, risquait seize ans de prison pour homicide volontaire. Il avait décidé, le 5 janvier, de plaider coupable comme la loi américaine le lui permet : cette décision lui a permis d'échapper à un procès public que le clan Brando voulait éviter (le Monde du 6 octobre 1990).

Le 17 mai 1990, Christian Brando avait tué Dag Drollet, d'une balle en pleine tête, dans la villa de Marlon Brando, à Santa Monica, en Californie. Christian Brando et son père affirmaient que Dag Drollet avait été tué par accident au cours d'une bagarre. La famille Drollet, elle, soutenait que le geste de Christian Brando, accompli en présence de sa demi-sœur Cheyenne, était prémédité.

Cheyenne Brando, qui souffrait et séjournerait actuellement en maison de repos, n'a pas comparu devant le tribunal de Santa Monica, resta inculpée de complicité de meurtre par un juge d'instruction du tribunal de Papete (Polynésie française), M. Max Gatti. (AP).

SCIENCES

## La comète de Halley a des bouffées de chaleur

La célèbre comète de Halley, qui nous faisait, tous les soixante-seize ans, l'honneur de sa visite, repassera-t-elle nous voir et, si oui, dans quel état ? Le 12 février, MM. Olivier Heinaut et Alain Smette, deux astronomes de l'Institut d'astrophysique de Liège qui se livrent à des observations depuis le site chilien de la Silla (1), ont eu la surprise de découvrir que la comète brillait d'un feu trois cents fois plus intense que celui prévu.

Normalement, Halley, qui se trouve à deux semaines à quelques 2 140 millions de kilomètres du Soleil, est fort peu active. Son noyau de neige sale, d'une quinzaine de kilomètres de diamètre, ne brille que très faiblement et la vague leur qui émet n'est visible qu'avec de puissants moyens d'observation. Il fut en effet que la comète soit, comme cela fut le cas en 1985, à proximité immédiate du Soleil pour que les rayons réchauffent son cœur froid et en subliment la surface donnant ainsi lieu à la formation d'un spectaculairement queue de plusieurs millions de kilomètres parfois visible à l'œil nu.

Rien de tel aujourd'hui dans la mesure où Halley est si loin du Soleil que la surface de son noyau est à une température de 8 200 degrés Celsius ! Une température

si basse qu'on ne voit guère comment la matière qui le compose pourrait se vaporiser et donner naissance au formidable halo qui vient d'être observé. Alors ? Comment expliquer ce phénomène qui efface parfois une comète moins connue qui porte le nom de Schwesmann-Wasmann ?

Trois hypothèses ont été avancées prudemment par les deux astronomes de l'ESO : une collision avec un petit corps céleste ; l'émission brutale d'une grande quantité d'énergie emmagasinée dans le noyau lors de son passage près du Soleil ; l'interaction enfin des particules à haute énergie émises par le Soleil qui connaît actuellement une forte activité. Une seule chose est claire : ce comportement singulier de Halley, s'il se confirme, devrait être de nature à relancer la curiosité des spécialistes combattants en quête de théories nouvelles sur la constitution du noyau de ces objets.

J.-F. A.

(1) Ce site où est installé un grand nombre de télescopes est géré par l'Observatoire européen de l'hémisphère sud (ESO).

M. Henri-Edme Wallard nommé directeur de l'ANDRA. - M. Henri-Edme Wallard vient d'être nommé, sur proposition de M. Philippe Rouvoille, administrateur général au Commissariat à l'énergie

atomique (CEA), directeur de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), organisme public industriel sans but lucratif créé en 1979. Il remplace à ce poste M. François Chenevier.

Le Monde

des Cadres

**SORGEM**  
(Cabinet d'Études en Marketing et Communication)  
recherche un  
**DIRECTEUR D'ÉTUDES QUANTITATIVES**  
Pour développer le secteur des études quantitatives de la société en liaison avec les études qualitatives. De formation supérieure, il devra disposer d'une solide expérience de société d'étude ou d'institut de sondage (5 ans minimum).  
Adresser lettre manuscrite et CV à : **Sylvie SAUVAGE**  
SORGEM SA, 11, rue Leroux - 75116 Paris

**amnesty international**  
Pris Nobel de la Paix 1977  
Section Française  
**Recherche le (la) Responsable du Service de Presse**  
• Chargé(e) de superviser et de coordonner le travail de relation du mouvement avec les médias nationaux (presse écrite et audio-visuelle).  
• Bonne connaissance du milieu de la Presse et (ou) expérience significative de la fonction d'Attaché(e) de Presse.  
• Anglais courant indispensable.  
• Poste à pourvoir immédiatement.  
Candidature à adresser, avec lettre manuscrite + CV + photo, à M. le Directeur de la Section Française d'Amnesty International, 4, rue de la Pierre Levée - 75011 Paris  
Aucun renseignement ne sera donné par téléphone

DEMANDES D'EMPLOIS

Archiviste, diplômé, 25 ans, 2 ans exp. agences arch. ch. place stable à Paris. Libre de suite. Tél. 43-43-64-81 (répond).

J.N. 24 ans, dipl. G.M. bac + 2, part. en écrit. l'anglais (vécu un an en Angleterre) cherche place commerciale. Accepter, max. rémun. Tél. 43-04-42-41

J.F. vivant à Los Angeles, excellent, présent, éduc., recherche emploi d'inter. privé en Calif. Tél. 18-12-13-22-25-28

J.H. LÉTYRE ch. travail temps partiel. T. 45-44-85-00, répond. abs.

J.F. 19 a. diplômé, ch. emploi stable comptabilité, secrétariat, disponible de suite. T. 43-98-27-01

RELATIONS PUBLIQUES

J.F. 25 ans, vive et méthodique. Bac + 3 (OUI + spécialisation). 3 années d'expérience récente en agences de communication. Recherche poste à responsabilité en entreprises ou agences. Tél. 46-51-79-65

VINS

J.H. 27 ans, franco-bretonne, bilingue, part. Supérieur 7 P. Très bien équipé. Spécialité import/export, tel. pub. Formation commerciale. Grande expérience internationale. Souhaites occuper un poste à responsabilité en entreprise ou agence. Tél. 42-08-73-85

ET, jeudi, comme dans un ultime mot, elle dira : « Je ne suis pas le monstre que vous avez bâti ».

MAURICE PEYROT

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6<sup>e</sup> arrdt  
**DUROC SOLEIL**  
Im. pierre de t. 54 m<sup>2</sup>, asc. Super 7 P. Très bien équipé. 185 m<sup>2</sup> env. + serv. et cave. Vendu par propriétaire. 90 ans d'existence, conserve droit d'habitation en via dom. 8 750 000 F. 8/11 UNIFORMEMENT  
SERGE KATYER 43-28-90-60

8<sup>e</sup> arrdt  
**LUXUEUX RENDÉVOÛS**  
RECEP. 4 CHAMBRES  
+ studio de service. Bouton.

15<sup>e</sup> arrdt  
**FELIX-FAURE**  
Régent stand, 5 p. balc., 2 bns, 3<sup>e</sup> ét. Park. 8 800 000 F. PROGEDIM 45-75-89-07

17<sup>e</sup> arrdt  
**SQUARE MONCEAU**  
M<sup>e</sup> VILLIERS  
Pierre de t. Beau stand. Liv. ch. 58 m<sup>2</sup>, 3 chb., 2 bns, 3<sup>e</sup> ét. 152 m<sup>2</sup> env. 82, bd des Capucines. Sem. dim. 14 h 17 h.

19<sup>e</sup> arrdt  
**METRO BELLEVILLE**  
**A SAISIR**  
CHARRANET 2 P. Tout eq. 5 p. bns, w.c., cuis. équipée. 485 000 F. 42-71-87-24

PARC VILLETTE  
Excep., pierre de t. 40 m<sup>2</sup>, 2 p., ens., cuis., bns, wc, cave. 559 000 F. crédit. 48-04-08-50

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

Rech. 2 à 4 p. PARIS env. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.



## CULTURE

## Le chantier épineux de Tolbiac

De prises de position en opinions critiques, le débat sur la Bibliothèque de France rebondit

L'inventaire général de la Bibliothèque nationale est entamé rue de Richelieu. Le recensement porte sur 110 kilomètres de rayonnages et vise plus de 10 millions d'ouvrages. Pendant ce temps, l'informatisation du catalogue suit son cours : 1 130 000 notices sont prêtes. Elles couvrent l'ensemble des publications entrées à la BN depuis 1970. Il faudra encore quatre ou cinq ans pour venir à bout du catalogue gé-

ral (6 millions de fiches supplémentaires). Le programme de microfilmage des volumes endommagés ou très utilisés est lui aussi avancé. Du côté de Tolbiac, les choses ont l'air de trainer un peu : l'avant-projet sommaire de la Bibliothèque de France a été considérablement modifié. Si les passions se sont calmées depuis que les missions de la très grande bibliothèque ont été précisées par le président de la République, la polém-

ique pourrait redémarrer avec la publication dans *Réseaux* (le bulletin de l'association des amis de la Bibliothèque de France) de textes assez vifs de M. Dominique Jamet. M. Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, qui avait critiqué les premières options de la TGB, est particulièrement visé. Il répond ici au directeur de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France.

E. de R.

POINT DE VUE

## Futuristes et pugilistes

Par Marc Fumaroli

L'EXTRÊME droite a toujours pratiqué la polémique de presse la plus violente, parfois la plus ordurière, mais souvent aussi de grand talent. Celine, que Léon Daudet porta aux nues, est certainement le consommé de cette humeur mélancolique et cynique. Le propre de la polémique arrogante et intimidatrice est de recourir systématiquement à l'attaque personnelle et à l'injure. Qui s'attendrait à en trouver des exemples dans un périodique officiel ou même officiel, intitulé *Réseaux*, et qui est l'organe, sinon de l'Association des amis de la Bibliothèque de France (AABF), du moins du bureau de cette association? Son vice-président est Dominique Jamet, par ailleurs président de l'établissement public de la Bibliothèque de France.

En première page, il signe un «édito» où il appelle ses militants au combat. On y apprend qu'un «faux débat, biaisé, négatif et stérile» a été conduit contre la Bibliothèque de France par des gens qui, «pour des considérations personnelles ou politiques, n'ont cessé de dénigrer les dangers imaginaires, des intentions forgées», et qui «ricanent au seul mot de démocratie». Quelques pages plus loin, les «chercheurs et étrangers» qui ont osé «alerter des intentions annoncées» sont qualifiés de «trois aigris et deux tordus». C'est moi-même, messieurs, sans nulle vanité, comme on dit dans le *Misanthrope*. Mais je suis en bonne compagnie, avec mon collègue de Harvard, Patrice Higonnet, avec Hermann Liebers, conservateur en chef de la Bibliothèque nationale de Belgique, et quelques autres qui ne manquent pas de titres pour s'exprimer au nom de la communauté scientifique française et internationale.

Toujours dans ce même «édito», Dominique Jamet oppose, à ce qu'il

appelle le «faux débat», le «débat constructif» auquel sont associés «de plus en plus nombreux» conservateurs, chercheurs, etc. Suivent les ardeurs du *Crado* auquel les collaborateurs de ce «débat» sont invités à adhérer, et dont le dernier est formulé dans la langue familière aux promoteurs des parcs de loisirs : «L'ensemble de la Bibliothèque constituera une sorte de parcours initiatique, du plus facile au plus élaboré, de la curiosité à la recherche, en passant par la culture, l'information, la documentation et l'étude.»

Plus loin, on trouve le compte rendu, de la même encre, des séances de l'Assemblée nationale et du Sénat consacrées au budget de la culture. Députés et sénateurs s'y reportent : ils n'y trouveront pas le talent à la Juvénal de *Leurs figures*, mais une perle qui n'annonce pas plus de sympathie pour la démocratie parlementaire. Un peu plus loin, et cette fois anonyme, une revue de presse intitulée *Fantasmes à vendre* ironise pesamment sur les articles dévotionnaires publiés dans les journaux et hebdomadaires parisiens cet automne. Tous sont accusés de recopier servilement les articles critiques de MM. Higonnet et Liebers, et de moi-même, ces pelés, ces galeux d'où provient tout le mal.

Injures, invectives, arrangements méprisants, intimidation voilée, sont donc conjugués dans la piratation de la polémique extrémiste, pour isoler et accabler les parlementaires, les professionnels de l'information, ou les chroniqueurs, qui se sont pourtant contentés d'exercer leur liberté de parole et de critique. Cette violence est d'autant plus comique, involontairement, qu'en réalité les critiques que Dominique Jamet accote avec tant de mépris ont été écoulées attentivement et même suivies par les

responsables scientifiques de la Bibliothèque de France. Aux dernières nouvelles, en effet, ils ont admis, contrairement aux «intentions» primitivement annoncées, que la Bibliothèque nationale et la Bibliothèque publique d'information seraient strictement séparées dans l'ensemble projeté à Tolbiac, et que le public de chercheurs et de savants n'aurait pas à se faufiler parmi le public de documentalistes, curieux et touristes attendus à l'étage de surface de la TGB.

Le «parcours initiatique de la curiosité à la recherche», dont il est pompeusement question dans le récent numéro de *Réseaux*, n'est donc plus qu'un fossile de l'utopie d'avant-hier. Même les passerelles vitrées prévues initialement pour les visiteurs, et qui auraient surplombé le «cloître» central, désormais réservé aux seuls lecteurs de la future Bibliothèque nationale (cette expression jusqu'ici taboue fait maintenant son apparition dans *Réseaux*), ont été purement et simplement supprimées dans l'état actuel de la maquette, évolutive, de l'architecture. Le spectre d'une Maison de la culture obsolète s'élève, et il s'élève parce que des voix, en France et à l'étranger, se sont élevées pour le conjurer, quand l'utopie démagogique et futuriste battait encore son plein. Tandis que Dominique Jamet dénigre les critiques dont ses propres collaborateurs ont dû tenir compte, le président de la République, dans une lettre adressée, dès le 15 octobre 1990, à l'établissement public de la TGB n'hésite pas à employer le mot d'«élite» pour désigner les utilisateurs naturels de la future Bibliothèque nationale, et pour inviter à les dissocier sans équivoque des utilisateurs, non moins naturels, de la future BPI. Et de fait, comme par enchantement, parmi les noms

d'oiseaux dont nous sommes, MM. Higonnet et Liebers, et moi-même, honorés dans *Réseaux*, celui d'«élite», encore très en vogue l'an dernier, a cette fois disparu!

Est-ce à dire qu'il faut se ranger dans le nombre de ces «enthousiastes» avec lesquels Dominique Jamet consent au «vrai débat»? Cette livraison de *Réseaux*, à elle seule, préviendrait contre une telle naïveté. Beaucoup de questions insolubles subsistent, et invitent à la vigilance. Personne n'a répondu de façon convaincante au problème posé par les tours de verre, magasins peu propices au stockage de livres, surtout lorsque les tours prévues (coudées et plates pour mieux mener un livre ouvert) exigent la multiplication de magasins minuscules : compartimentage qui oblige à multiplier les magasins et rend leur tâche incommode. Il en va de même pour la distance et la durée du voyage des livres, entre leurs magasins dans les tours et les salles de lecture. Personne par ailleurs n'a répondu, et surtout pas dans *Réseaux*, à la question souvent posée aux «concepteurs» sur ce que sera la vaste Bibliothèque publique d'information superposée à la future Bibliothèque nationale. Personne non plus n'a répondu à ma suggestion de maintenir sur le prestigieux site Richelieu un musée du livre ancien qui affirmerait la vocation de la Bibliothèque et des Collections royales à l'histoire du livre et du manuscrit, aussi bien qu'à l'histoire de l'art.

Le débat public se poursuit donc. Il faut seulement souhaiter, sur un tel sujet, qu'il ne soit pas troublé par des pugilistes.

► MARC FUMAROLI est professeur au Collège de France.

## M. Dominique Jamet dénonce «ceux qui ricanent au seul mot de démocratie»

Dans le dernier numéro de *Réseaux* (numéro 5, janvier 1991), bulletin de l'Association des Amis de la Bibliothèque de France, M. Dominique Jamet, revenant sur les critiques formulées contre la future Bibliothèque de France, estime que, «les principes étant admis, c'est uniquement sur les modalités que porte, ou devrait porter le débat».

Il ajoute : «Or le cloné de la discussion de deux types de débats, dont le premier, largement répandu par la presse, a trop souvent occulté le second. Il y a, en effet, le faux débat, biaisé, négatif et stérile qu'ont mené ceux qui, sous prétexte de considérations personnelles ou politiques, n'ont cessé de dénigrer les dangers imaginaires, des intentions forgées, de tenter de retarder la marche du projet, ricaneant au seul mot de «démocratie» et dénigrent bien mal une hostilité, un mépris et finalement un dépit systématiques.»

«Mais il y a aussi le vrai débat, le débat constructif, auquel sont associés, de plus en plus nombreux, de plus en plus enthousiastes, ceux, chercheurs, bibliothécaires, experts, et autres, qui opposent à cette grande entreprise le secours de leur compétence, de leur avis, de leurs conseils, de leurs suggestions, de leurs mises en garde et de leur bonne volonté. C'est avec leur aide

que prend forme un projet qui fera cohabiter des types de bibliothèques, de pratiques et de publics traditionnellement séparés, un niveau et un espace accessibles à tous, y compris ceux qui n'auraient même pas rêvé d'entrer dans une bibliothèque nationale, un niveau réservant aux seuls chercheurs dans des conditions de confort intellectuel et matériel incomparables un instrument de travail performant.

«L'ensemble de la bibliothèque constituera une sorte de parcours initiatique, du plus facile au plus élaboré, de la curiosité à la recherche, en passant par la culture, l'information, la documentation et l'étude.»

Dans un autre article, le président de l'Etablissement public, commentant les débats parlementaires de l'automne dernier, juge «navrant que des hommes de valeur, des hommes compétents (...) se muent à l'intention du Journal officiel en adversaires obtus et proferent sciemment des discours tissés de contre-vérités où l'aveuglement le dispute à la démagogie».

Il s'en prend notamment à ceux qui affirment que «les chercheurs» et «les étrangers» s'alarment des orientations annoncées, ce qui est, dit-il, «faire beaucoup d'honneur à trois aigris et deux tordus».

## CONNAISSANCE DU MONDE

SALE CHOWFLEY : Dimanche 3 mars 1991 (14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30). Vendredi 9 mars (14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30). Samedi 10 mars (14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30). Dimanche 11 mars (14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30).

Des spectacles du Nord au Sud, de l'Espagne à la Grèce, de l'Italie à la France, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie, de la France à l'Espagne, de l'Italie à la Grèce, de l'Allemagne à la Belgique, de l'Autriche à la Suisse, de la Pologne à la Tchécoslovaquie, de la Hongrie à la Roumanie, de la Bulgarie à la Yougoslavie, de la Serbie à la Croatie, de la Bosnie à la Herzégovine, de la Macédoine à la Bulgarie, de la Grèce à la Turquie,







## AGENDA

VENDREDI 1<sup>er</sup> MARS

## CINÉMAS

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

Années 30 : le théâtre de boulevard à l'écran : l'hôtel du libre échange (1934), de Marc Allegret, 19 h ; Mosaïque : scène des réalisateurs de C.M., 19 h 30.

## PALAIS DE TOKYO

La Bambine (1974, v.o. e.t.f.), d'Alberto Lattuada, 18 h ; l'Adolescente (1979), de Jeanne Moreau, 20 h.

## CENTRE GEORGES-POMPIDOU

## SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Zavattini : L'ignoble (1978, v.o. e.t.f.), de Salvatore Nicosia, 14 h 30 ; Les Femmes accusées (v.f.), de L. Mazzini, F. Maselli, P. Nelli, G. Macchi, G.V. Baldi, G. Querci, M. Ferreri, 17 h 30 ; Miquel d'Orta (1983, v.o. e.t.f.), de C. Zavattini, L. Bizzini, M. Carbone, A. d'Alessandro, Lino del Fra, L. di Gianni, G. Ferrara, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Imagino-Paraph : Rétrospective internationale d'images de synthèse, 14 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

## LES AFFRANCHIS (v.f.) (A., v.o.)

Cinéma, 9 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 16 (45-54-46-85).

## ALICE (A., v.o.) ; Cédric Baubou, 3

(42-71-52-36) ; Action Riva Gauda, 5 (43-28-44-40) ; UGC Danton, 6 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; UGC Champe-Elyées, 9 (45-82-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-84) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-27-84-50) ; Escorial, 13 (47-07-29-04) ; Mitrail, 14 (45-33-62-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## LES ARNAQUEURS (A., v.o.) ; Gaumont

Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Publicis Champe-Elyées, 9 (47-07-29-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).

## LES AVENTURIERS OU TIMBRE

PERDU (Can.), de Latine, 4 (42-78-47-66) ; La Berry Zebra, 11 (43-27-84-50) ; Saint-Lambert, 16 (45-32-31-58).

## SLAUGHTER-NEIGE ET LE CHATEAU

HAUTE (A., v.f.), de Berry Zebra, 11 (43-27-84-50) ; Saint-Lambert, 16 (45-32-31-58).

## LE BRASIER (Fr.) ; Forum Orient

Express, 1 (42-33-42-28) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50).

## LA CASA DE BERNARDO ALBA

(Esp., v.o.) ; Latine, 4 (42-78-47-66) ; Le Cercle des Poètes OISPARUS (A., v.o.) ; Cinéma, 9 (45-82-20-40) ; George V, 9 (45-82-20-40) ; CHARLIE (A., v.f.) ; Le Berry Zebra, 11 (43-27-84-50) ; Saint-Lambert, 16 (45-32-31-58).

## LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-38-15-08).

## CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) ;

Ciné Gaubou, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 16 (45-54-46-85).

## CYRANO DE BERGERAC (Fr.) ; UGC

Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

## FENÊTRE SUR PACIFIQUE (A., v.o.) ;

UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Stintz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-84).

## LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) ;

République Cinéma, 1 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

## GÉNIAL MES PARENTS DIVORCENT (Fr.) ;

George V, 9 (45-82-20-40) ; 14 (45-33-62-43) ; Paté Française, 9 (47-07-29-04) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## GHOST (A., v.o.) ; UGC Triomphe, 8

(45-74-94-84) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-84).

## LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) ;

Studio des Ursulines, 5 (45-28-19-03) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50).

## LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) ; Grand

Pavois, 16 (45-54-46-85).

## GREEN CARD (A., v.o.) ; Gaumont

Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont

Opéra, 9 (45-74-94-84) ; UGC Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'EXPÉRIENCE INTERDITE (v.f.) (A., v.o.) ;

UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; v.f. : Bretagne, 6 (45-22-57-07) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-72-52) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-59-83) ; Paté Hauteville, 8 (45-33-62-43) ; UGC Normandie, 8 (45-82-20-40) ; La Bastille, 11 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-83-00-18) ; v.f. : Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pequeul, 8 (43-37-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobeline, 13 (45-81-84-59) ; Paté Montparnasse, 14 (45-30-12-09) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Paté Clichy, 18 (45-22-46-01).

## L'ÉVEIL (A., v.o.) ; Forum Horizon, 1

(45-08-57-37) ; Paté Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-



# AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻ Chef-d'œuvre ou classique.

### Vendredi 1<sup>er</sup> mars

<b>TF 1</b>	20.55 Variétés : Tous à la Une. 22.55 Débat : la France dans la palix. Animé par Michèle Cotta et Gérard Carreyrou. 23.55 Série : Crimes passionnels. 0.55 Journal, Météo et Bourse. 1.30 Au trot.	La Lettonie entre mémoire et oubli, documentaire de François Prébois. 1. Dieu sauve la Lettonie. 23.45 Magazine : Mille Bravo. 0.40 Musique : Carnet de notes.
<b>A 2</b>	20.50 Divertissement : Profession comique. Ah ! les femmes ! Spécial Jean Lefebvre. 22.10 Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Histoires extraordinaires. Invités : Mike Nicol (le Roi du capitaine), Sylvie Garmaud (l'Entente cordiale), François Gaspéri (un crime en Provence au XV <sup>e</sup> siècle), Alvaro Muris (un bel mort), Georges Walter (Edgar Allan Poe). 23.30 Journal et Météo. 23.55 Spécial Goffe. 0.25 Cinéma : L'opinion publique. ◻◻◻◻ Film américain de Charles Chaplin (1923). 2.30 Magnétophone. Un mois de sport dans le monde (120 min.).	<b>CANAL PLUS</b> 20.30 Téléfilm : Le vol KAL 007 ne répond plus. Magazine : Mag max. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Surprises. 23.00 Cinéma : Cry freedom. ◻ Film américain de Richard Attenborough (1987). Cinéma : Fiancée 2, les tuteurs volants. ◻ <b>LA 5</b> 20.45 Téléfilm : Autoroute pour la mort. Série : L'inspecteur Derrick. 22.20 Série : Bergerac (et à 0.10). 23.25 Série : Bergerac (et à 0.10). 0.00 Journal de minuit. <b>M 6</b> 20.35 Téléfilm : Sale affaire. 22.20 Série : Equalizer. 23.15 Magazine : La 6 <sup>e</sup> dimension. 23.45 Capital. 23.55 Six minutes d'informations. <b>LA SEPT</b> 21.00 Téléfilm : En pleine lumière. 21.55 Série : Quand passent

### Samedi 2 mars

<b>TF 1</b>	13.15 Magazine : Reportages. Sans famille, de Dominique Thourès et Jean-Michel Chappas. 13.50 La Une est à vous (et à 14.30, 16.30). 13.55 Feuilleton : Salut les honnêtes ! 14.50 Téléfilm : Stingray. 17.25 Divertissement : Mondo dingo. 17.55 Magazine : Trente millions d'amis. 18.25 Jeu : Une famille en or. 18.50 Série : Marc et Sophie. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Triage du loto. 20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto. 20.55 Variétés : Surprise sur prise. 22.35 Magazine : Ushuaïa. 23.30 Magazine : Formule sport. 0.25 Au trot. 0.30 Journal, Météo et Trafic infos.	0.30 Magazine : L'heure du golf. <b>CANAL PLUS</b> 13.30 Téléfilm : Peter Gunn. 15.20 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI. 16.35 Jeu : V.O. 17.05 Les superstars du catch. En clair jusqu'à 20.30 18.00 Décade pas Bunny. 19.05 Dessin animé : Les Simpson. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : La chasse au meurtrier. 22.00 Les Nuls... l'émission. 22.55 Flash d'informations. 22.55 Les superstars du catch. 0.00 Cinéma : La chasse au plaisir. Film américain, classé X, de Lawrence T. Cole. Avec Jinger Lynn. 1.10 Cinéma : Retour de la rivière Kwai. ◻ Film britannique d'Andrew McLaglen (1959). 2.50 Cinéma : bal du gouverneur. ◻ Film français de Marie-France Pisier (1989). 4.25 Cinéma : Compartiment tuteurs. ◻ Film français de Costa-Gavras (1984). <b>LA 5</b> 13.35 Série : L'homme de l'Atlantide. 14.35 Série : Simon et Simon. 15.45 Série : Gelactica. 16.30 Série : Superd. 1. 17.15 Série : Riptide. 18.00 Magazine : Intégral (et à 0.10). 16.30 Série : Happy days. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.40 Drôles d'histoires. 20.45 Téléfilm : Un choix difficile pour le sergent Wilson. Un sergent, son médor, ses hommes... et sa femme. 22.25 Téléfilm : Leçon de justice. Adolescents, déjà, il rêvait d'être un vrai cow-boy. 0.00 Journal de minuit. 0.50 Le coup monté (rediff.). <b>M 6</b> 13.25 Série : Madame est servie (rediff.). 13.55 Série : L'homme invisible. 14.45 Série : Laramie.
-------------	---	---

### Dimanche 3 mars

<b>TF 1</b>	10.05 Club Dorothée. 10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur. 11.22 La minute du trotteur. 11.25 Magazine : Auto-moto. 12.00 Jeu : Tournez... manège. 12.30 Jeu : La juste prix. 12.53 Météo, Trafic infos et Journal. 13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.10 Série : Les tous risques. 16.10 Diversité : Vidéo gag. 16.40 Disney parade. 18.00 Magazine : Loto sportif. 18.50 Magazine : 7 sur 7. 19.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.00 Cinéma : Deux super-flics. ◻ Film italien de F.B. Clucher (1977). Avec Terence Hill, Bud Spencer, Laura Gemser. 22.45 Magazine : Ciné dimanche. 22.50 Cinéma : Bronco Billy. ◻ Film américain de Clint Eastwood (1979). Avec Clint Eastwood, Sondra Locke, Geoffrey Lewis. 0.45 Au trot. 0.50 Journal et Météo. 1.15 Série : Intrigues. 1.40 Musique : Soirée Mozart.	<b>0.10</b> Musique : Carnet de notes. <b>CANAL PLUS</b> 9.55 Cinéma : Cry freedom. ◻ Film américain de Richard Attenborough (1987). En clair jusqu'à 14.00 12.30 Flash d'informations. 12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Valérie Lamerrier. 13.30 Magazine : Rapido. 14.00 Sport : Volley-ball. Demi-finale de la Coupe des coupes, en direct de Palma-de-Majorque. 15.40 Sport : Handball. Finale du Tournoi des capitales, en direct du Palais omnisport, de Bercy, Paris. 17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.). 18.00 Cinéma : Miracle sur la 8 <sup>e</sup> Rue. ◻ Film américain de Matthew Robbins (1987). En clair jusqu'à 20.40 19.40 Flash d'informations. 19.45 Dessins animés : Ça cartoon. 20.30 Dis Jérôme... ? 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. 20.40 Cinéma : Oublier Palerme. ◻◻◻ Film italien de Francesco Rosi (1989). Avec James Belushi, Mimi Rogers, Joss Ackland. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : L'événement : Basket-ball américain. 1.00 Cinéma : Maman. ◻ Film français de Romain Goupil (1989). <b>LA 5</b> 11.00 Série : Bonanza. 11.55 Série : Buck Rogers. 12.45 Journal. 13.20 Série : Wonder woman. 15.05 Série : Arnold et Willy. 16.30 Tiers à Autuill. 15.50 Dessin animé : Denis la malice (et à 18.50). 16.00 Série : Lou Grant. 17.05 Série : Bergerac. 18.10 Série : La loi de Los Angeles. 19.00 ► Série : L'enfer du devoir. Meurtres en série. 20.00 Journal. 20.40 Drôles d'histoires. 20.45 Cinéma : Plain les poches pour pas un rond. ◻ Film français de Daniel Daert (1978). 22.15 Ciné Cinq. 22.30 Cinéma : L'homme des vallées perdues. ◻ Film américain de George Stevens (1953). Avec Alan Ladd, Joan Arthur, Van Heflin. 0.25 Journal de minuit. 0.35 Série : Claudine. <b>M 6</b> 11.00 Magazine : E = M 6. 11.25 Série : Vic Daniels, fille à Los Angeles. 11.50 Magazine : Sport 8 première. Informations : M6 express. 12.00 Informations : M6 express. 12.05 Série : Murphy Brown. 12.30 Série : M6 sorcière bien-aimée. 13.00 Série : Alina et Cathy. 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).	13.55 Série : La famille Ramdam. 14.20 Téléfilm : Le prix de la victoire. 15.35 Série : Laredo. 16.25 Série : L'ami des bêtes. 17.15 Série : Roseanne. 17.40 Série : L'homme de fer. 18.30 Série : Les routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.35 Téléfilm : L'amour sous garantie. 22.15 M6 express. 22.20 Capital. 22.35 Cinéma : Déesse sous les tropiques. ◻ Film français de Francis Leroy (1979). 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Sport 6. 0.15 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Rediffusions. Succès (Les aventuriers) : La 6 <sup>e</sup> dimension ; L'Argentine ; La glorie et la balance ; La Côte d'Ivoire. <b>LA SEPT</b> 10.00 Cours d'anglais. (et à 12.00). 12.30 L'âge d'or du cinéma. 13.00 Ici bat la vie. (La libellule). 13.30 Histoire parallèle. 14.20 Documentaire : Kafir qu'a Israël. De Nirit Aviv et Eyal Erera. 15.30 Cinéma d'animation : Images. 15.50 Danse : Walzer. Chorégraphie de Pina Bausch. 16.50 Documentaire : Miroir des passions françaises. 17.40 Opéra : Les Lombards. De Verdi. 20.00 L'âge d'or du cinéma. 20.30 Cinéma : Noces en Galilée. ◻ Film franco-belgo-palestinien de Michel Khleifi (1987). 22.30 Cinéma : Traffic. ◻ Film français de Jacques Tati (1970). 0.05 Court-métrage : M. Fantomas. <b>FRANCE-CULTURE</b> 20.30 Atelier de création radio-phonique. Les extras de la musique. 22.35 Musique : Le concert. Bismarck Joshi, chant classique de l'Inde du nord. 0.05 Clair de nuit. <b>FRANCE-MUSIQUE</b> 20.30 Concert (donné le 20 février à Londres) : Concerto pour violon, alto, violoncelle et orchestre, de Tippett ; Messe pour solistes et orchestre en mi bémol majeur D 950, de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Colin Davis. 23.05 Poussières d'étoiles. Nuit d'adieu. Œuvres de Moderna, Pironi, Chausson, Dufosse, Breville, Hindemith.
-------------	---	--	--

### Audience TV du 28 février 1991 de Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 8
19 h 22	54,5	Bande ann. 18,9	McGyver 10,9	Journ. rég. 20,2	Nulle part 1,8	K 2000 3,8	Petite maison 2,6
19 h 45	58,2	Roue fortune 22,2	McGyver 13,3	19-20 12,8	Nulle part 2,4	Édition 4,3	Petite maison 3,2
20 h 18	70,1	Journal 31,1	Édition 18,0	La classe 6,8	Nulle part 2,9	Journal 8,1	M-est servie 4,8
20 h 55	70,5	Journal 36,1	Météo 17,0	Cerv. d'acier 7,8	Bel gouverneur 1,3	Pub 3,8	Diva 5,8
22 h 8	55,4	Tango bar 28,8	Cher papa 8,8	Cerv. d'acier 10,8	Flash 0,4	Manlyn... 8,4	Diva 5,3
22 h 44	35,1	Maintenant... 10,2	Cher papa 8,3	Soir 3 5,9	Fraser-Alé 1,7	Manlyn... 6,4	Portes au-delà 3,9

De lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPINGE » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration du « Monde ».





**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et anglais au : 48 00 20 17  
Compagnie des commissaires priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 63 12 65.

## LUNDI 4 MARS

- 3 - 14 H 15 Bijoux, argenterie, - M<sup>re</sup> ROGEON.  
4 - Livres, - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
7 - Tableaux, mobilier, objets d'art, Bijoux, argenterie, ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).  
10 - Estampes anciennes et modernes, - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.  
11 - Livres illustrés, Estampes et tableaux modernes, Côté, - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.  
13 - Atelier, - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.

## MARDI 5 MARS

- 8 - 17 H Textiles d'Orient, - M<sup>re</sup> BOISSIER, M<sup>re</sup> Kervin, expert. (Expo le 5-3 de 11 h à 16 h).

## MERCREDI 6 MARS

- 1 - 14 H 15 Dessins et tableaux modernes, - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Paillet et de Louvenot, M. Picard, expert. (Catalogue : poste 469).  
3 - Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne, - M<sup>re</sup> COUTURIER, DE NICOLAY, cabinet G. de Fommervault.  
4 - Miniatures napoléoniennes, instruments scientifiques, Antiquités de marine, Militaria, - M<sup>re</sup> CHAMBERLAND, GIFFERU, YERAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.  
5 - Tableaux, mobilier, objets d'art, - M<sup>re</sup> LENORMAND, DAYEN.  
9 - 14 H 15 Littérature du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts. Exposition : Librairie GIRAUD-BADIN, 22, rue Guynemer, 75006 Paris. Tél. : 43-48-30-58. Fax : 43-34-05-87. Jusqu'au lundi 4 mars 9 h-13 h et 14 h-18 h. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).  
10 - Gravures anciennes, Art d'Extrême-Orient, - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.  
13 - Tableaux, meubles, objets d'art, - M<sup>re</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

## JEUDI 7 MARS

- 9 - 14 H 15 Suite de la vente du 6 mars, - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

## VENDREDI 8 MARS

- 1 et 7 - 14 H 30 Objets d'art et de très bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, - M<sup>re</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. Dille, expert. (Catalogue : veuillez contacter le poste 469).  
2 - Faïences et porcelaines anciennes, - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.  
4 - Estampes, tableaux du XIX<sup>e</sup> et anciens. Sièges et meubles anciens et de style, - M<sup>re</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.  
6 - Meubles, - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.  
10 - Gravures, tableaux anciens, meubles et objets d'art des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Tapiseries, - M<sup>re</sup> COUTURIER, DE NICOLAY, TAILLEUR.  
11 - Meubles et objets d'art, - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.  
14 - Tableaux, bijoux, mobilier de style et objets de vitrine. PARIS AUCTION, (M<sup>re</sup> CARDINET-KALON).  
15 - Tableaux, mobilier, objets d'art, ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).



**DROUOT VÉHICULES II**  
30, RUE DES FILLETES  
93300 AUBERVILLIERS

## VENTE AUX ENCHÈRES

SAMEDI 2 MARS, à 10 h

## VOITURES EXCEPTIONNELLES 9091

FERRARI Spider 348 - 328, CARRARO, 500 et 300 SL-ZL, 25 MERCEDES DIESEL 190 - 200 - 250 - 300, 4-5-6 cyl. D Turbo Ford - Opel - Volvo.  
M<sup>re</sup> ARTUS, commissaire-priseur, 47-70-87-29 et 36.15 IVP

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
ARTUS & Ass., 15, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-87-29.  
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-87-29.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOISSIER, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.  
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-66-41-16.  
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte (75009), 42-61-50-91.  
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 42-60-99-44.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-66-96-93.  
PARIS-AUCTION : de CAGNY, CARDINET-KALON, DEUBERGUE, HOE-BANK-COUTURIER, 21, rue Le Pelletier (75009), 42-63-92-92.  
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

## VENTE A TOKYO - HOTEL OKURA

## VENTE ORGANISÉE AU JAPON PAR EST-OUEST

MARDI 5 MARS - 19 H (Tokyo)

BEL ENSEMBLE DE VERRERIES

LITHOGRAPHIES PAR ICART

M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs.

Cabinet d'expertise CAMARD. Tél. : 42-46-35-74.

**LOTTO 1985**

MERCREDI 27 FÉVRIER 1991

4	23	35	36	49	7
6	20	24	25	26	27
5	28	29	30	31	32
4	33	34	35	36	37
3	38	39	40	41	42
2	43	44	45	46	47
1	48	49	50	51	52

**20835**

9	10	17	25	31	48	5
6	20	24	25	26	27	28
5	28	29	30	31	32	33
4	33	34	35	36	37	38
3	38	39	40	41	42	43
2	43	44	45	46	47	48
1	48	49	50	51	52	53

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Pompes Funèbres**  
Marbrerie

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## AGENDA

## CARNET DU Monde

## Décès

- Versailles, Mesquer.

A ceux qui ont connu et aimé

**Georges BARBÉ,**  
né Barbé-Ruchel, officier de la Légion d'honneur.

Son fils Benoît Barbé,  
Son épouse,  
Et ses enfants.

En souvenir de son décès dans la foi  
en Dieu, le 24 février 1991, dans sa  
quatre-vingt-dixième année.

55, boulevard de la République,  
78000 Versailles.

- Claude et Patrick O'BYRNE,  
ses parents,  
Elisabeth, Raphaël et Iris,  
ses sœurs et son frère,  
Toute sa famille  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Sébastien,**

le 24 février 1991.

M<sup>re</sup> O'Byrne,  
M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Grandbesonçon,  
ses grands-parents.

Chantal et Henry O'Byrne,  
leurs enfants et leurs petits-enfants,  
Elizabeth et Gabriel O'Byrne,  
leurs enfants et leurs petits-enfants,  
Marie-Pilar et Jacques Bisseuil,  
leur fille et leur petit-fils,  
Christ O'Byrne  
et ses enfants,  
Marie-Laure et Gérard O'Byrne  
et leurs enfants,  
Anne et Michel O'Byrne  
et leurs enfants,  
Jeanne O'Byrne,  
ses enfants et Patrick Hutchinson,  
Gertrude O'Byrne,  
sa fille,  
Bertrand Mongin  
et ses fils,  
Annick et Philippe Williams,  
leurs enfants et leurs petits-enfants,  
Catherine et Daniel Griffin  
et leurs enfants,  
Catherine et Jean Grandbesonçon  
et leurs enfants,  
Yves Grandbesonçon  
et ses enfants,  
Odile,  
son enfant et Vincent Duc,  
ses oncles et tantes, cousins et cousines.

Son enterrement a eu lieu au cimetière  
de Saint-Géry, le vendredi 1<sup>er</sup> mars  
1991, à 14 heures.

Une messe sera dite à son intention à  
Paris, le jeudi 7 mars, à 8 heures, en la  
chapelle des Franciscains, 7, rue Marie-  
Rose, 14<sup>e</sup>, métro Alsace.

Château de Saint-Géry,  
81800 Rabastens.

11, rue de Belleville,  
75019 Paris.

- M<sup>re</sup> Marcelle  
de Valentin de Boissière,  
M<sup>re</sup> Jacques Desange,  
MM. Cyril et Benjamin Desange,  
M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jérôme Brierre,  
M<sup>re</sup> Christophe Brierre,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Jacques DESSANGE,**

leur fille, épouse, mère, sœur, belle-  
sœur et tante.

survenu, le 15 février 1991, à Saint-Domi-  
nique (République de Saint-Domingue).

La cérémonie religieuse a été célé-  
brée et suivie de l'inhumation à  
Soussmes (Loir-et-Cher), dans l'inti-  
mité familiale, le 25 février.

- Eugène Dutoquet,  
son époux,  
Ses enfants, Luc, Lise,  
Et son petit-fils, Christophe,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Eugène DUTOUQUET,**  
née Ernestine Boquegnan.

Les funérailles civiles ont eu lieu le  
mercredi 20 février 1991, dans la plus  
stricte intimité.

3, rue Jules-Ferry,  
93490 Somain.

- M<sup>re</sup> Raymond Givry,  
M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Claude Givry,  
M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-Pierre d'Auzac de  
Lamarinié,  
M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Jean-Marc Coupat  
et leurs enfants,  
M<sup>re</sup> Laure Givry,  
M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Frédéric d'Auzac de  
Lamarinié  
et leurs enfants,  
M<sup>re</sup> Bernard Givry,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Raymond GIVRY,**  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
chevalier du Mérite social.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi  
28 février 1991, en l'église Saint-Justin,  
dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
50 F la ligne H.T.

- Régine et Henry Callmand,  
Sophie, Jacques, Julien et Perrine  
Savary.

Défunte, Jacques, Vincent et Laure  
Dupont.

Virginie, Bernard, Bertrand et  
Comille Boquet.

ses enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants.

Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Michel GODDET,**  
ancien élève de l'École polytechnique,  
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 26 février 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le samedi 2 mars, à 10 heures, en la  
cathédrale de Grasse (Alpes-Mariti-  
mes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue des Gâtés-Caps,  
92110 Saint-Cloud.

- D<sup>re</sup> d'Gunzbourg,  
sa mère,  
Antoinette de Gunzbourg,  
sa sœur,  
Juliette, Emilie et Anémone,  
ses filles,  
Jacques, Hélène et Alix,  
ses frères et sœurs,  
Et toute sa famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Patrice de GUNZBOURG,**

mort d'un cancer le 28 février 1991.

Selon sa volonté, son enterrement a  
eu lieu dans la plus stricte intimité ce  
jour.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- L'École supérieure d'informati-  
que, électronique, automatique  
(ESIEA).

Et son conseil d'administration  
ont la très grande tristesse de faire part  
de la disparition brutale de leur prési-  
dent.

**M. Amary**

**HÈME de LACOTTE.**

Les obsèques ont eu lieu à Salvi-  
net (Loire), le mercredi 27 février 1991.

9, rue Vézale,  
75003 Paris.

- M<sup>re</sup> Jean Herberts,  
Ses enfants,  
Charmaine, Anne-Catherine, Jeanne  
Et leurs familles.

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean HERBERTS,**

survenu le 22 février 1991, dans sa  
quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu le  
27 février, dans l'intimité familiale.

- Le président  
Et les membres du conseil d'admini-  
stration de l'École spéciale d'architec-  
ture.

La direction,  
Le personnel,  
Les professeurs,  
Les étudiants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Michel JAUSSEERAND,**  
ancien directeur  
de l'École spéciale d'architecture,  
professeur honoraire  
créateur de l'atelier tiers-monde.

La cérémonie religieuse a eu lieu le  
1<sup>er</sup> mars, à 10 h 30, en la chapelle du  
cimetière du Père-Lachaise.

- Sa famille  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>re</sup> Alice OTT,**

survenue le 9 février 1991, à l'âge de  
soixante-dix-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu à Paris le  
13 février, en l'église Notre-Dame-de-  
la-Gauche.

Alice Ott était l'une des dernières  
survivantes de familles françaises ins-  
tallées en Russie avant la révolution de  
1917. Après la déportation et la mort  
de son père en 1938-1939, sa mère et  
elle, tout en travaillant dans les ser-  
vices de l'ambassade de France, ont  
soutenu activement la paroisse Saint-  
Louis-des-Français, à Moscou.

Arrêtées et condamnées à la fin de  
1947, elles passèrent dix ans en déten-  
tion, réhabilitées après la mort de Sta-  
line, elles purent, en 1950, rejoindre  
leur famille en France.

Alice Ott repose désormais auprès de  
sa mère, au cimetière du Kremlin-  
Bicêtre.

- Octave Gellier,  
président d'honneur,  
Yves Chausse,  
président,  
Pierre Lehoulloux,  
directeur général,  
Les membres du conseil d'admini-  
stration.

Les collaborateurs de la CEGOS,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur président-fondateur.

**Jean MILHAUD,**  
ancien élève de l'École polytechnique,  
commandeur de la Légion d'honneur  
et de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 27 février 1991, dans sa  
quatre-vingt-douzième année.

CEGOS :  
204, rond-point du Pont-de-Sèvres,  
92116 Boulogne-Billancourt Cedex.

- M. et M<sup>re</sup> James Milhaud,  
M. et M<sup>re</sup> Serge Milhaud  
et leurs enfants,  
Le docteur et M<sup>re</sup> Gilles Conchon  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>re</sup> Antoine Milhaud,  
M<sup>re</sup> Gérard Milhaud,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>re</sup> Geneviève Sanna,  
M<sup>re</sup> Manouba Dobbiche,  
Les administrateurs  
Et les collaborateurs de la CEGOS et  
de l'ITAP,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Jean MILHAUD,**  
ingénieur diplômé  
de l'École polytechnique,  
président-fondateur  
de l'Institut des techniques  
d'administration publique (ITAP),  
membre de l'Académie de Nîmes,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
commandeur de l'Ordre du Mérite,

survenu le 27 février 1991, en son  
domicile, 37, boulevard d'Autouil,  
Boulogne (Hauts-de-Seine).

Ses obsèques auront lieu au columba-  
rium du cimetière du Père-Lachaise, le  
mardi 5 mars, à 8 h 45 (entrée des voi-  
tures par la place Gambetta).

Il vous prient d'y associer le souve-  
nir de

**Louïl SANUA,**  
son épouse,  
fondatrice de l'École de haut ensei-  
gnement commercial de jeunes filles,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
décédée, à Boulogne-sur-Seine, le  
8 octobre 1967.

17, rue Marie-Bonaparte,  
92210 Saint-Cloud.

12, chemin du Taxozor,  
1807 Blonay (Suisse).

Né en 1898 à Montpellier, Jean Mil-  
haud était le fils de Gaston Milhaud,  
mathématicien-philosophe.

Désigné comme chargé de mission  
par le Bureau international du travail  
pour étudier les méthodes d'organisa-  
tion des entreprises aux États-Unis, il  
proposa la création d'un organisme  
français susceptible de stimuler les  
méthodes d'organisation du travail  
bureau. C'est ainsi que fut créée la  
CEGOS en 1926.

En 1929, il est chargé par le gouver-  
nement français d'améliorer le fonc-  
tionnement de l'administration du pro-  
tecteurat français au Maroc. Il crée  
l'Institut des techniques d'administra-  
tion publique (ITAP), en 1947.

Jean Milhaud laisse une œuvre litté-  
raire importante, souvent autobiogra-  
phique, toujours empreinte d'une  
grande humanité et de beaucoup d'hu-  
mour.

Il laisse également une œuvre artisti-  
que agée de « Jan Mito » (sculptures, pas-  
sels), commencée en 1976.

En 1990, il avait créé l'Association  
libre européenne des violons d'Ingres.  
Jean Milhaud avait épousé Louïl  
Sanua, fondatrice d'HECEP.

- M. et M<sup>re</sup> Patrick Costamine,  
M<sup>re</sup> Jean Monjeu,  
M. et M<sup>re</sup> Bernard Costa,  
Alexis et Julien Costamine,  
Léonide et Dorothée Costa,  
ses filles, gendres et petits-enfants,  
Les familles Raymond et Comes,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Pierre RAYNAUD,**  
membre de l'Institut,  
professeur émérite  
de l'Université Paris-IV,  
professeur honoraire  
de la faculté de droit  
et de sciences économiques  
de Toulouse,  
président honoraire  
de l'Association française  
pour la sauvegarde de l'enfance  
et de l'adolescence,  
président honoraire  
de l'Association française  
de droit judiciaire,  
directeur  
de la Revue trimestrielle de droit civil,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
commandeur des Palmes académiques,

endormi dans la paix du Seigneur, le  
28 février 1991, dans sa quatre-vingt-  
septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
en l'église Saint-Jean-Baptiste de  
Sceaux (Hauts-de-Seine), le lundi 4  
mars, à 10 h 30.

Il sera inhumé, auprès de son épouse,  
dans le cimetière de famille, à Saint-Es-  
tève (Pyrenées-Orientales), où les fleurs  
pourront être déposées.

14, rue de Penthièvre,  
92330 Sceaux.

[Né le 28 juillet 1910 à Ceyres, dans le Tarn,  
après des études de droit (droit privé et criminel),  
M. Pierre Raymond avait enseigné à la faculté  
de Toulouse, de 1955 à 1975, à l'université  
de droit et de sciences économiques Paris-IV, dont  
il était professeur émérite. On lui doit notamment  
un cours de droit civil français. L'Académie des  
sciences morales et politiques l'avait élu en  
1985.]

6, rue de Penthièvre,  
92330 Sceaux.

Le 22 octobre 1986, son père,  
**Jacques GAUTIER,**

la rejoignait.

Leur souvenir nous accompagne.

- Il y a un an, la mort emporta.

**Jean-Louis GUYOT,**  
avocat général délégué  
à la Cour de cassation.

Sa famille, ses amis, ont pour lui une  
pensée éternelle.

- Il y a neuf ans, le 1<sup>er</sup> mars,  
**Nathalie STARKMAN,**  
élève du lycée Camille-Sée,  
nous quittait.

Une pensée est demandée à tous  
ceux qui l'ont connue et aimée.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 40-65-28-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 92 F

Abonnés et actionnaires ..... 80 F

Communications diverses ..... 95 F

Thèses étudiants ..... 50 F

La France  
soulagée

Le 28 février 1991



## Les conséquences du conflit du Golfe

# La fin des hostilités pourrait conduire à une reprise forte

### La France soulagée

Le ralentissement de la croissance économique en France pose de graves problèmes politiques au gouvernement en général, à M. Rocard en particulier. Depuis l'automne 1990, les impôts, qu'il s'agisse de la TVA ou plus encore de l'impôt sur les sociétés, rentrent moins bien dans les caisses de l'Etat. L'ampleur du phénomène est telle qu'une vingtaine de milliards de francs risquent de faire défaut en fin d'année par rapport aux prévisions inscrites dans le budget de 1991.

La raison de ce tarissement est claire : la consommation des ménages stagne, ce qui reflète les rentrées de TVA ; les résultats des entreprises sont moins bons que ces dernières années, les bénéfices souvent limités. Beaucoup de firmes parmi les plus grandes affichent même des pertes. L'impôt sur les bénéfices, qui avait tant rapporté depuis 1987, risque de s'effondrer.

Parallèlement aux difficultés nées des impôts, les dépenses publiques dérapent. L'encours du budget de 1991 est à peine scellé, et, déjà, des milliards s'ajoutent aux charges prévues pour cette année. Ce sont les dépenses entraînant par l'Europe qui se gonflent et risquent de dépasser de 4 à 5 milliards de francs une addition pourtant déjà impressionnante qui représente 71 milliards pour 1991. Ce sont les charges du FMI (revenu minimum d'insertion), l'indemnisation des contrats d'exportation impayés que l'Etat assure, le coût de la guerre du Golfe... On en passe.

Le gouvernement se trouve dans l'inconfortable position d'avoir à prendre des mesures qui lui coûteront très cher politiquement. Ou bien d'importantes économies seront faites sur les dépenses dépassant largement les 12 milliards annoncés, et tous les ministres vont se révolter contre M. Rocard, comme ils avaient commencé à le faire en juillet dernier lorsque des efforts de réduction, pourtant minimes, leur avaient été demandés. Révolte qui pourrait avoir des conséquences d'autant plus graves que de véritables économies impuissent être réalisées pendant un temps, les cotisations sociales de certaines catégories de la fonction publique, aux enseignants notamment.

Ou bien M. Rocard contourne l'obstacle, augmente quelques prélèvements fiscaux (les taxes sur l'essence et la redevance télévision) et laisse un peu remonter le déficit. L'habileté politique serait là, en attendant la reprise économique que devrait entraîner la fin de la guerre du Golfe. Mais la marge est étroite, l'ampleur de la relance incertaine et les jugements portés sur le franc par les milieux financiers internationaux souvent sans appel.

AL. V.

PÉTROLE =		
Prix de baril de pétrole brut (en dollars)		
	24.50	Variation par rapport à la veille
● WTI (West Texas Intermediate), à New York	19,15	+ 0,29
● Brent à Londres	18,40	- 0,25

Les cours du pétrole à Londres se situent en légère baisse le vendredi 1<sup>er</sup> mars au matin, mais les professionnels estiment que les prix pourraient bientôt se stabiliser autour de 20-21 dollars par baril, en raison de la baisse probable de la production saoudienne et des incertitudes quant à la reprise de l'extraction au Koweït et en Irak.

La fin des combats dans le Golfe pourrait déboucher sur une nouvelle période de prospérité dans le monde. La croissance économique va s'accroître, et à terme d'un an, le chômage pourrait recommencer à baisser. Plusieurs grands pays, dont la France, souhaitent engager une action pour que soit mieux stabilisé le marché pétrolier et qu'une banque pour le Proche-Orient aide à la reconstruction de la région.

Les craintes nées de la crise du Golfe avaient à ce point pesé sur les comportements des entreprises et des ménages que la paix, si elle revient durablement, devrait faire oublier bien des peurs, devrait modifier bien des paysages assombris par une menace que chacun ressentait à la fois imprécise et terrible.

Un peu partout dans le monde, les dépenses de consommation pourraient se multiplier en même temps que se réduiraient une épargne accumulée depuis des mois. Les chefs d'entreprise, quant à eux, pourraient reprendre des projets d'investissement suspendus. D'une façon générale, et c'est probablement le plus important, la façon de voir les choses va changer, les anticipations se retourneront.

Les pays pétroliers qui ont accumulé des réserves financières pendant les six mois de hausse des

cours sans être — comme l'Arabie saoudite — saignés par le coût de la guerre disposent d'un pouvoir d'achat important, qui va être au grand profit de leur économie. En 1990, les revenus de l'OPEP s'élevaient à 155 milliards de dollars (environ 775 milliards de francs), soit une quarantaine de milliards de dollars (200 milliards de francs) de plus qu'en 1989. Concentrés sur le second semestre de l'année dernière, ce supplément de recettes n'a pas encore donné lieu à des importations supplémentaires. Une forte demande potentielle existe donc de ce côté.

Le problème est de savoir si la reprise sera forte comme elle l'avait été en 1986-1987, débouchant sur plusieurs années d'euphorie qui avaient vu un peu partout dans le monde les niveaux de vie augmenter, le chômage résister, les investissements se multiplier. Le fait le plus important de cette période béni fut l'extraordinaire effort d'équipement accompli par les pays industrialisés, qui modernisèrent ou renouvelèrent alors de fond en comble leurs appareils de production.

Il est peu probable qu'un phénomène de pareille ampleur se reproduise et donc que la croissance économique retrouve en 1992-1993 des rythmes élevés de l'ordre de 4 % l'an. Pour au moins deux raisons. La première est le haut niveau de l'offre : la production peut répondre dans la plupart des pays à la demande, même si celle-ci était brusquement gonflée par l'optimisme né de la fin de guerre. La

seconde est la santé financière des entreprises qui n'est plus aussi bonne — à quelques exceptions près — qu'il y a quelques années.

Fin 1985, les prix du pétrole s'élevaient à 12 dollars le baril. Pendant toute l'année 1986, les entreprises s'enrichirent en payant beaucoup moins cher leurs approvisionnements, tandis que les ménages voyaient leur pouvoir d'achat se gonfler non pas parce que leurs salaires augmentaient plus vite, mais parce que les prix d'approvisionnement baissaient. Ce que l'on a appelé le contre-choc pétrolier de 1986 fut incontestablement à l'origine de la prospérité qui suivit.

### Une banque pour le Maghreb ?

Si un pareil phénomène se produisait à nouveau, c'est-à-dire si le prix du baril de pétrole retombait à 12, 13, 14 dollars sous l'effet de la surproduction, nul doute que le monde connaîtrait une très forte explosion d'activité, qui écarterait les récessions américaine et britannique, et soulagerait les difficultés françaises, italiennes ou espagnoles. Cela est possible. Mais une telle réédition suppose que les Américains, qui voient venir en novembre 1992 l'élection présidentielle, pourront imposer leurs vues à l'Arabie saoudite, économiquement maîtresse du jeu.

La question est pourtant de savoir si Ryad n'aura pas la volonté de réduire peu à peu sa production

pour soutenir les prix aux alentours de 20 dollars le baril, ne serait-ce que pour ne pas indisposer l'Irak. Là est la vraie question, dont dépend l'ampleur de la reprise dans le monde.

D'ores et déjà, le conflit devrait accélérer la concrétisation d'idées seulement évoquées par le passé. En premier lieu, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui se réunira le 6 mars à Paris, pourrait discuter plus avant la proposition du ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, visant à stabiliser les prix du pétrole. Sinon, l'après-guerre, en raison des inconnues subsistant sur le comportement des producteurs, risque d'être à nouveau marqué par de fâcheux mouvements en dents de scie.

Réunir consommateurs, producteurs et compagnies pétrolières dans un même effort de transparence ? Les avis sont loin de converger entre les Américains, qui veulent le seul marché et ne dialoguent qu'avec leurs propres producteurs, l'AIE, qui se défend de traiter avec un cartel comme l'OPEP, ou un pays comme l'Irak qui penche pour la conclusion de contrats d'Etat à Etat de longue durée à prix négocié. Sans volonté politique préalable, les projets de stock régulateur resteront précisés. En attendant, la direction exécutive de l'AIE demandera, la semaine prochaine, la suspension de son plan d'urgence qui visait à assurer l'approvisionnement pétrolier des pays consommateurs par la mobilisation de 2,5 millions de barils par jour.

L'autre idée caressée par les alliés concerne la création d'une banque pour la reconstruction du Proche-Orient. Evoquée début février par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, elle a cependant été tempérée par M. George Bush, celui-ci estimant que les Etats-Unis n'allaient pas payer pour l'Irak. Une telle institution serait en toute hypothèse abondée par l'essence même des ressources en provenance du Golfe. Bénéficiaire-elle à Bagdad ? La question est embarrassante pour les responsables politiques comme pour les hommes d'affaires.

Si la course à la reconstruction du Koweït est lancée, les industriels restent discrets quant à celle de l'Irak, où les dégâts (à Bassorah et dans les raffineries notamment) sont pourtant considérables. Nul n'ose encore s'avancer avant d'être fixé sur le destin personnel du président Saddam Hussein. Une prudence qui tranche avec un empressement pas si lointain...

Quant à la France, soutenue par la CEE, elle semble tenir très fermement à l'ouverture d'une banque de développement du Maghreb sur le modèle de la BERD tournée vers les pays de l'Est. Paris est soucieux et pressé de manifester son soutien aux Etats d'Afrique du Nord, malmenés ces temps derniers entre la solidarité arabe et leur intégration de fait à l'économie des Douze. Il pourrait s'agir soit d'une banque *ad hoc*, soit d'une institution rattachée à la Banque européenne d'investissement.

ERIC FOTTORINO et ALAIN VERNHOLLES

## La guerre des chocs

Suite de la première page

Pour l'économie mondiale et sa nouvelle géographie, la question est de savoir quel sera, dans l'avenir, le prix du pétrole.

A court terme, la situation globale du marché incite la plupart des experts pétroliers à anticiper un niveau de prix plutôt bas, entre 12 et 15 dollars le baril. Accumulés notamment dans les tankers, les stocks mondiaux sont à un niveau très élevé, alors que la fin de l'hiver et de la période de forte consommation arrive et que la production a repris à un rythme rapide. L'annonce de la fin des hostilités a pourtant provoqué, jeudi 28 février, sur les marchés, une légère hausse des cours. Les spécialistes évoquent une « prime de risque » provisoire.

A plus long terme, le prix du pétrole s'établira en fonction des intérêts des acteurs du marché. S'il est toujours difficile d'évaluer le résultat de leurs confrontations, la plupart des spécialistes parlent aujourd'hui sur un cours tournant autour de 20 dollars le baril, la fourchette la plus fréquemment évoquée se situant entre 18 et 25 dollars.

Il y a certes le schéma classique opposant producteurs et consommateurs. Soutenus par l'Irak, lui-même producteur important, les pays de l'OPEP, notamment ceux directement engagés dans le conflit, peuvent souhaiter un baril cher. Les intérêts immédiats des pays consommateurs pousseraient au contraire ces derniers à préférer un baril bon marché. Mais la guerre modifie la donne : les Etats-Unis vont avoir aujourd'hui un rôle encore accru dans l'économie du pétrole. Tout le problème est que, à nouveau, les Américains ont des intérêts contradictoires.

### La fin du gel des paiements

Premiers importateurs et consommateurs mondiaux de pétrole, ils peuvent souhaiter, à ce titre, un prix bas. Un niveau inférieur à 15 dollars le baril accélérerait la sortie de la récession. Il affaiblirait l'autre grand producteur, l'Union soviétique. Mais à ce niveau, l'exploitation des gisements aux Etats-Unis mêmes devient difficilement rentable. Et surtout, un tel niveau de prix réduirait les recettes des pays pétroliers comme l'Arabie saoudite et le Koweït.

Or les Etats-Unis attendent aussi de ceux-ci qu'ils leur règlent la facture de la guerre. Ryad et Koweït-Ville ne pourront régler l'addition et financer leur reconstruction — au profit de l'industrie américaine pour l'essentiel — que s'ils en ont les moyens. Beaucoup d'experts pensent qu'un baril autour de 20 dollars satisfait ces exigences contradictoires des Américains, ceux-ci ayant désormais un poids décisif dans la détermination des prix pétroliers.

La guerre n'avait pas provoqué de véritable choc pétrolier. Elle avait en revanche été progressivement suivie des initiatives, celles des industriels puis celles des consommateurs, accentuant ainsi un ralentissement économique déjà réel avant même le début du conflit. La paix ne devrait pas conduire à un contrechoc pétrolier. Y aura-t-il en revanche une réaction psychologique, un retour à l'euphorie ? Les Etats-Unis pourraient sortir de leur psychodrame et redémarrer d'une manière spectaculaire, à condition d'un financement financier. Ce n'est cependant pour l'instant, pour lui comme pour la plupart des experts, qu'une hypothèse dont on devrait rapidement connaître la pertinence, dès avant l'été.

### Un marché de l'argent perturbé

S'il n'est pas pétrolier, le choc pourrait en revanche être financier. Par ses conséquences, la fin du conflit dans le Golfe vient en effet profondément perturber un marché déjà très tendu : celui de l'argent. Le ralentissement de l'économie mondiale avait certes permis d'alléger les tensions sur ce marché, certains experts — comme ceux de la direction de la prévision du ministère de l'économie — soutenant que la reprise un peu partout dans le monde de l'effort d'épargne et le coup de frein à l'investissement avaient permis une résorption des déséquilibres sur ce marché.

Aujourd'hui, la guerre, échevée, de la libération du Koweït menace de provoquer une grave dégradation sur le marché mondial des capitaux. Elle a en effet créé d'énormes besoins financiers nouveaux : il faut payer le coût de la guerre et assurer le financement de la reconstruction. Evaluer la note globale est impossible. Elle sera gigantesque. Pour reconstruire un pays comme le Koweït, somme toute minuscule et peu peuplé, certains évoquent des montants compris entre 50 et 100 milliards de dollars. Qu'en sera-t-il de l'Irak ? Les Allemands découvrent aujourd'hui l'ampleur des moyens nécessaires pour remettre à flot une économie de 17 millions d'habitants, l'ex-RDA.

« Cette zone [la région du Golfe] pourrait redevenir emprunteuse nette de fonds pour des montants considérables », estime ainsi M. Thierry Apoteker, un économiste indépendant. Na-t-on pas appris, ces derniers jours, l'intention de l'Arabie saoudite d'abandonner le Koweït ensuite, de venir lever des fonds sur le marché international des capitaux ? Ces pays, le Koweït notamment, pourraient certes vendre une partie de leurs actifs. Ils pourraient aussi compter sur leurs revenus pétroliers pour couvrir leurs dépenses. Mais cela pourrait ne pas suffire dans l'immédiat.

Déjà bien encombré, le marché de l'argent risque ainsi d'être à nouveau fortement sollicité. Parmi les demandeurs de capitaux, il y avait déjà les grandes nations du Sud, hyperendettées. Depuis la fin de 1989, les pays d'Europe de l'Est s'étaient mis activement sur les rangs. Autres emprunteurs d'importance : les Etats-Unis, qui espéraient pouvoir continuer à trouver par ce biais les moyens de combler leurs déficits. Une reprise économique rapide outre-Atlantique pourrait encore accroître leur gourmandise. Il y a maintenant, avec les pays du Golfe, un nouveau groupe de demandeurs qui pourraient faire souffrir ces anciens candidats. Les investisseurs préfèrent, à n'en pas douter, prêter à Ryad ou à Koweït-Ville plutôt qu'à Varsovie... ou même à Washington.

Les tensions sur le marché mondial de l'épargne seront d'autant plus fortes que les prêteurs se font, de leur côté, plus rares et plus avarés de leurs deniers. Les deux grands, l'Allemagne et le Japon, ont eux-mêmes des besoins qui s'accroissent : la première pour financer l'absorption de l'ex-RDA, le second notamment pour rétablir la situation financière de ses banques. Bonn et Tokyo ne pourront pas financer éternellement et simultanément les déficits américains, le sauvetage des économies de l'Est et la reconstruction du Golfe.

Le retour du déséquilibre entre l'épargne et l'investissement devrait se traduire par de nouvelles pressions à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme. La guerre, puis la paix (avec le financement des opérations militaires, puis celui de la reconstruction) pourraient ainsi conduire à un renchérissement du coût de l'argent. Dans ce cas, la nouvelle donne serait favorable aux pays producteurs de pétrole (aussi bien l'Irak que l'Arabie saoudite ou l'IURSS). Elle sera en revanche défavorable aux consommateurs (l'Europe et le Japon) et emprunteurs (le Sud et l'Est). Pour les Etats-Unis, le bilan sera plus difficile à établir, le pays étant à la fois producteur et importateur de pétrole, mais aussi emprunteur.

ÉRIK IZRAELWICZ

## M. Jean-Marie Rausch relance la coopération avec l'Egypte

Le ministre français du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, s'est rendu au Caire les 27 et 28 février, afin de discuter de la coopération économique entre les deux pays et de participer à la Foire qui se tient chaque année dans la capitale égyptienne. Dans une atmosphère quelque peu morose cette année.

### LE CAIRE

de notre envoyée spéciale

« Il n'y a pas de sécurité sans prospérité économique ». La phrase lancée par un conseiller du président égyptien Hosni Moubarak résume bien l'état d'esprit de la communauté occidentale à l'égard du Caire. Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier, l'Egypte est devenue d'office internationale. Dans les domaines, crédits nouveaux, remise de créances... Les Américains, les Européens et surtout les pays arabes ont visiblement placé l'Egypte au cœur de leurs priorités (le Monde du 27 février). Une sorte de « prime d'assurance » sur la stabilité du pays versée par les membres de la coalition, selon le mot d'un diplomate.

Des experts occidentaux estiment que les aides extérieures civiles sont passées de 3,5 milliards de dollars en 1989 à 5,5 milliards en 1990 et devraient s'établir cette année au niveau record de 6,5 milliards, dont 3 milliards fournis par les seuls pays arabes. La signature d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), attendu depuis plus de trois ans, paraît aujourd'hui acquise et entraînera la réduction d'au moins un tiers de la dette contractée auprès des Etats membres du club de Paris, en plus de crédits importants de la part de la Banque mondiale.

Pour autant, le climat est loin d'être euphorique au Caire, où l'on déplore l'absence des touristes et la perte des revenus rapatriés par les travailleurs égyptiens dans le Golfe. On redoute également la cure d'essai

nissement prescrite par le FMI qui devrait être porteur de lourdes conséquences sociales.

Contrairement à plusieurs autres Etats, la France n'a pas annoncé de programme spectaculaire d'assistance au cours des derniers mois. Elle s'est contentée de signer en octobre un protocole financier de 1 milliard de francs et d'accorder le 27 février un don de 50 000 tonnes de blé pour une valeur de 35 millions de francs. Car Paris, premier créancier officiel de l'Egypte, table avant tout sur la réduction de la dette. En septembre, le président Mitterrand avait dépensé l'Egypte du versement des échéances de sa dette à l'égard de la France, jusqu'à la signature d'un accord d'allègement et de rééchelonnement avec le club de Paris.

### Servir de sous-traitants

« Les Egyptiens font tout de même sentir que l'allègement de la dette est moins palpable que l'argent frais », remarque l'un des participants aux discussions entre M. Rausch et ses interlocuteurs égyptiens, dont le premier ministre, M. Atef Sedki, et le ministre de l'économie et du commerce extérieur, le docteur Youssri Ali Moustafa.

A défaut de ressources additionnelles de la part de la France, les représentants égyptiens émettent l'idée que leurs entreprises pourraient servir de sous-traitants à des firmes françaises ayant décroché des contrats pour la reconstruction du Koweït.

La France a intérêt à s'intéresser à un tel schéma : la main d'œuvre égyptienne est peu coûteuse et appréciée. Les hommes d'affaires locaux connaissent bien les Koweïtiens. Encore faut-il que la France décroche ces fameux contrats (dans le secteur des travaux publics notamment). Le ministre français du commerce extérieur devrait obtenir une réponse lors de son voyage au Koweït, prévu pour la mi-mars.

FRANÇOISE LAZARE

## Les signes d'un regain du trafic aérien se multiplient

La fin des hostilités a eu un effet immédiat sur le transport aérien. Après avoir annulé 5 500 vols réguliers à destination du Moyen-Orient au mois de janvier, par exemple, les compagnies rétablissent les unes après les autres les liaisons avec les capitales proches de l'ancienne zone des combats. La compagnie grecque Olympic Airways a annoncé, la première, la reprise de ses vols vers Tel-Aviv, le 4 mars, suivie par l'allemand Lufthansa, qui devait opérer dès le 1<sup>er</sup> mars. Austrian Airlines prévoit de rétablir, à partir du 7 mars, ses liaisons avec Tel-Aviv et Damas et étudie la reprise de la desserte de l'Arabie saoudite.

De son côté, Air France qui n'aurait plus de vols vers Amman, Bagdad, Dhahran, Doha, Koweït-Ville, Ryad, Sanaa et Tel-Aviv, les reprendra progressivement en commençant par Tel-Aviv, le dimanche 3 mars, et Ryad, à partir de la semaine prochaine. Les autres destinations seront ouvertes « dès que les conditions nécessaires à une exploitation normale seront réunies ». Les vols dont le programme était adapté au jour le jour vers Abou-Dhabi, Damas, Djeddah, Doubaï, Khartoum, Le Caire et Téhéran continuent d'être assurés de cette manière.

D'autres signes témoignent de ce début de retour à la normale après

une crise qui aurait coûté un milliard de dollars (plus de 5 milliards de francs) aux transporteurs aériens du monde entier, si l'on en croit l'Association du transport aérien international (IATA). Les mesures d'économie destinées à compenser la chute de la demande commencent à être rapportées : Swissair a décidé ainsi de ne pas mettre en œuvre le chômage technique qu'elle avait programmé pour certaines catégories de son personnel. Air France n'impose plus à ses passagers à destination du Moyen-Orient la surprise demandée par les assureurs et qui pouvait attendre un millier de francs par passager se rendant dans un pays à risques.



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

### OBLIGATION

L'Assemblée Générale Ordinaire du 10 janvier 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1989-1990 et la capitalisation du résultat.

Tout au long de l'exercice, la politique de gestion a été caractérisée par :

- une attitude défensive justifiée par le manque de visibilité quant à l'évolution des taux d'intérêt et, dans certains pays, l'absence de prime de risque pour les investissements obligataires longs ;
- la primauté accordée au franc français par rapport aux autres devises.

La valeur liquidative d'OBLIGATION qui était de F 1.109,22 le 28 septembre 1990 s'établit à F 1.153,77 le 31 janvier 1991, soit une progression de 4%.

**OBLIGATION : un placement à moyen et long terme d'obligations françaises et étrangères.**

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.



**CREDIT LYONNAIS**  
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

## FRUCTI-COURT

Sicav Monétaire  
du Groupe des Banques Populaires

Le Conseil d'Administration réuni le 22 janvier 1991 a constaté l'évolution favorable de la Sicav au cours de l'année 1990.

En effet, durant cette période, l'actif net de FRUCTI-COURT s'est accru de 3,7 milliards de francs pour s'établir à 15,2 milliards de francs à la fin de l'année, tandis que la progression de la valeur liquidative ressort à 9,86% en taux annuel, soit une rémunération proche de celle obtenue sur le marché monétaire.

Lors de cette séance, il a été décidé une diversification des placements à compter de la présente parution. Ceux-ci, jusqu'alors réalisés exclusivement en titres français, pourront également s'orienter partiellement vers des valeurs émises par les sociétés européennes de première qualité, étant entendu que ce type d'actif ne sera en aucun cas pour la Sicav soumis aux variations de change.

Dans ce cadre, FRUCTI-COURT continuera de privilégier la sécurité et d'utiliser toute technique de gestion favorisant la progression régulière de la valeur liquidative.

Le Conseil a par ailleurs fixé le montant maximum des frais de gestion à 0,60% HT de l'actif net.

Cette dernière mesure entrera en vigueur trois mois après le présent communiqué.



BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

## ComptaValor

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION

GESTION CDC TRÉSOR

RIJALE DE LA CASSÉ DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

### DIVISION DE LA VALEUR DE L'ACTION

A compter du 1<sup>er</sup> mars 1991, afin de rendre l'action COMPTAVALOR encore plus accessible, la valeur de celle-ci sera divisée par deux : simultanément, le nombre d'actions sera doublé. L'échange d'une action ancienne contre deux actions nouvelles se fera automatiquement.

Cette opération n'affectera en aucune manière la valeur du portefeuille de chaque porteur et n'aura aucune incidence fiscale. En revanche, elle lui apporte un nouvel avantage : grâce à une valeur unitaire de l'action COMPTAVALOR plus faible, elle permettra à chacun d'effectuer une gestion optimale de ses liquidités.

Pour vos disponibilités à court terme, COMPTAVALOR constitue un produit sûr (capital investi essentiellement en titres émis ou garantis par l'Etat), rentable (performance de +9,80% sur 1990), et disponible (souscription quotidienne à cours connu).

**COMPTAVALOR : UNE VALEUR SUR LAQUELLE VOUS POUVEZ COMPTER À TOUT MOMENT**

trésor public

plus de 4 000 guichets à votre service

## ÉCONOMIE

### Un entretien avec le ministre des transports

« Les compagnies aériennes françaises doivent entretenir une concurrence saine et réelle »

nous déclare M. Louis Besson

Pour la première fois sur une large échelle, le gouvernement français organise, à partir du 1<sup>er</sup> mars, une concurrence franco-française dans le transport aérien. Il s'y était engagé, le 30 octobre 1990, en échange de l'acceptation des compagnies Air France, UTA et Air Inter. M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, explique dans l'entretien ci-dessous comment ont été choisis les futurs concurrents du groupe Air France.

« Quels ont été les buts poursuivis à l'occasion de ces affectations de lignes ? »

« L'accord du 30 octobre 1990 prévoit qu'au moins une compagnie extérieure au groupe Air France sera désignée, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1991, sur les lignes domestiques entre Paris et Ajaccio, Bastia, Nice et Strasbourg ainsi que sur quinze lignes internationales de plus de cent quarante mille passagers par an. Il s'agit d'une étape qui s'inscrit dans le processus de libéralisation lancé il y a un peu plus de deux ans et qui annonce la liberté tarifaire pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Nous avons essayé de respecter l'esprit de l'accord, c'est-à-dire de créer une concurrence saine et réelle. »

« Selon quels critères ? »

« Il s'agissait de ne pas perturber gravement les activités existantes et de faire en sorte que la concurrence demeure raisonnable. Il n'était donc pas question de désigner plus d'un concurrent sur une ligne. Le reste était affaire de solidité des compagnies et nous avons vérifié leur professionnalisme. En l'absence d'éléments financiers précis et à la demande de la compagnie, nous avons préféré nous appuyer sur l'attribution des lignes d'Ajaccio et de Bastia. »

« Parce que plusieurs compagnies demandaient les mêmes lignes, les rapporteurs du Conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) ont fait un effort de rationalisation. Ils ont pensé à affecter, par exemple, TAT, qui est plus

familière de la clientèle d'affaires, sur les lignes d'Europe du Nord et les compagnies Minerve et Air Liberté, habituées aux touristes, sur les lignes d'Europe du Sud. Le CSAM a trouvé, le 26 février, que la démarche pertinente des rapporteurs était néanmoins des distorsions trop fortes entre les clientèles et entre les compagnies. J'ai suivi le Conseil dans son souci de rééquilibrage et c'est ainsi que TAT reçoit la ligne de Milan et qu'Euralair obtient Madrid et EAS Lisbonne. »

#### Une offre diversifiée

« Est-ce que le consommateur profitera de cette concurrence ? »

« Il y aura une offre diversifiée, mais ce n'est pas le prix qui fera la différence puisque, à ma surprise, les transporteurs ont déclaré qu'ils aligneraient leurs tarifs sur ceux d'Air France et d'Air Inter et que la concurrence porterait sur la qualité du service. Un petit déjeuner en vol n'est pas négligeable. Je les comprends. Cette prudence crédibilise leur démarche. »

« Pourquoi n'avez-vous pas retenu les lignes de Roissy-Nice et de Roissy-Londres ? »

« Il ne semble pas possible, dans le contexte actuel, de désigner simultanément deux compagnies sur la même ligne au départ.

« Pourquoi avez-vous obligé les compagnies à partir plutôt de l'aéroport de Roissy alors qu'elles le trouvent coûteux et éloigné ? »

« L'avenir appartient à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Orly approche de la saturation et le couvre-feu qui lui est imposé ne saurait être modifié. Alors que Roissy pourra passer sans difficultés de 22 millions de passagers par an à 39 millions d'ici à 1996. L'arrivée du RER et du TGV au cœur des aéroports de Roissy-Charles de Gaulle en 1994 en fera une plateforme intermodale remarquable en Europe. Enfin, pour les dessertes internationales, l'octroi de droits de trafic au départ d'Orly risquerait de déclencher des demandes réciproques des transporteurs étrangers qui seraient délicates à satisfaire. »

« Certaines compagnies n'ont

pas été maltraitées. Qu'en pensez-vous ? »

« Nous n'en sommes qu'à la première phase. Je rappelle que, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, quinze autres lignes internationales seront attribuées ainsi que dix lignes qu'UTA et Air France détenaient en commun ; le 1<sup>er</sup> janvier 1992, dix autres lignes internationales et, le 1<sup>er</sup> mars 1992, les lignes domestiques entre Paris et Bordeaux, Marseille, Montpellier et Toulouse. Si des rééquilibrages s'avèrent souhaitables, ils pourront intervenir à ces occasions. »

« D'autre part, nous avons affecté dix-sept lignes aériennes internationales au départ de la province fermées par Air France en décembre dernier. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une conséquence de l'accord du 30 octobre 1990, mais d'une logique d'aménagement du territoire. »

« Pourquoi Air Outre-Mer et TEA ne reçoivent-ils aucune ligne ? »

« Air Outre-Mer n'exploite que des lignes long-courrier et les demandes dans ce secteur seront examinées plus tard. La première étape s'est concentrée sur la desserte de l'Europe et de la France, à l'exception de Paris-Montréal. Quant à TEA France, elle ne nous a pas encore fourni d'éléments financiers suffisamment détaillés. »

#### Le monopole

n'est pas « stimulant »

« Compte tenu de la crise due à la guerre du Golfe et de la raréfaction de la demande, les nouveaux concurrents pourront-ils ne pas exploiter immédiatement leurs droits de trafic ? »

« Ils auront un délai qui, pour l'instant, est fixé à six mois. De toutes façons, si ces transporteurs veulent demander d'autres lignes, ils auront intérêt à avoir fait leurs preuves. »

« Pensez-vous que cette concurrence aidera Air France à ne plus compter sur un monopole ? »

« Par principe, je ne suis pas pour le monopole. Celui-ci n'est pas stimulant. Mais notre démarche doit être responsable. La France est, désormais, dotée d'un grand groupe aérien, Air France, capable de rivaliser convenablement avec British Airways et Lufthansa. Il faut éviter un affrontement franco-français qui serait à très court terme et faire en sorte qu'Air France soit suffisamment solide lorsqu'il lui faudra affronter la liberté tarifaire, le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Mais il n'est plus possible de vivre replié sur son pré carré. L'instauration de cette nouvelle concurrence est l'occasion de tourner vraiment cette page. »

« S'il avait fallu passer sans transition à la liberté absolue, nous aurions pu nous faire du souci, mais le processus très réfléchi que nous avons adapté est garant de l'avenir. »

« Les deux milliards de francs de fonds propres que nous apportons à Air France, dans le cadre d'un contrat triennal du groupe qui sera négocié avant l'été 1991, aideront à se préparer également à cette concurrence, puisque la compagnie nationale investira 25 milliards de francs d'ici à 1993. M. Karel Van Miert, commissaire européen aux transports, a bien voulu exprimer sa compréhension à l'égard de cet effort. »

« Air France, qui est dispensée de demander des autorisations au CSAM, pourrait-elle être symboliquement placée dans le droit commun, ce qui serait la preuve qu'elle ne jouit plus d'un traitement privilégié ? »

« Je n'ai pas d'objection à ce qu'Air France défende ses dossiers devant le Conseil supérieur de l'aviation marchande. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Codetour

Le conseil d'administration de CODETOUR, SICOMI du groupe ISM SA, réuni sous la présidence de M. Henri CUCHE, a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Les engagements nouveaux de la société se sont élevés, au 31 décembre 1990, à 37 millions de francs, dont 30 millions de francs en location simple et 7 millions de francs en crédit-bail. Compte tenu de la levée d'option anticipée de deux contrats de crédit-bail, les engagements bruts totaux s'établissent à 724 millions de francs, en augmentation de plus de 12% sur le montant de l'exercice précédent.

Les recettes de l'exercice s'élèvent à 93,5 millions de francs, dont 70% provenant de l'activité de crédit-bail, et les amortissements totaux de 31,5 millions de francs, soit en augmentation de 37%. Le résultat net s'établit à 17,6 millions de francs, en progression de 12% sur celui de l'exercice 1989.

Compte tenu de l'importance du patrimoine loué en location simple et susceptible d'être cédé avec une forte plus-value dans le cadre de contrats de crédit-bail, l'intérêt de la société est de conserver son statut de SICOMI pendant les cinq ans à venir, conformément à l'option ouverte par la loi. Le conseil d'administration a donc décidé d'exercer ladite option.

Il sera proposé à l'assemblée générale la mise en distribution d'un dividende de 26 francs par action, en augmentation de plus de 10% par rapport à celui de l'année précédente. Cette assemblée se tiendra, le 30 mai 1991, au nouveau siège de la société : Grand Ecran, place d'Italie, 75013 PARIS.

## OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

### LION INSTITUTIONNELS

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1989-1990 et la capitalisation du résultat.

La valeur liquidative de LION INSTITUTIONNELS qui était de F 24.664,61 le 28 septembre 1990 s'établit à F 25.756,63 le 31 janvier 1991, soit une progression de 4,4% en 4 mois.

Rappelons que LION INSTITUTIONNELS peut figurer sans limitation comme représentation des réserves techniques des compagnies d'assurances.

**LION INSTITUTIONNELS : un placement à moyen et long terme d'obligations françaises pour les Institutionnels, notamment les Entreprises d'Assurances, Caisses de Retraites et Sociétés Mutualistes.**

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.



**CREDIT LYONNAIS**  
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

## INDUSTRIE

### Le groupe Philips a 12 milliards de francs

Conformément aux prévisions les plus sombres, Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

END-CAL

29 JANVIER 1991

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.

Le groupe Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de francs (12,72 milliards de francs en 1989) après avoir subi une dépréciation de 3,5 milliards de francs de la multinationale néerlandaise.



INDUSTRIE

# La multinationale va « clarifier » son organisation

## Le groupe Philips annonce 12 milliards de francs de pertes

Conformément aux prévisions les plus sombres, Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de florins (12,72 milliards de francs) et-on apprit jeudi 28 février à Eindhoven à l'ouverture de la conférence de presse annuelle de la multinationale néerlandaise.

EINDHOVEN

de notre envoyé spécial

La veille, la direction de Philips avait annoncé son intention de « simplifier » ses structures juridiques afin de « clarifier et rendre plus efficace » son organisation. Le changement le plus visible concernera le nom de la société mère du groupe qui ne s'appellera plus, comme c'était le cas depuis 1912, *Fabrique d'ampoules et filaments Philips*, mais qui sera dénommée, dans un style moins suranné, *Philips Electronics*. Une appellation qui pourrait montrer la volonté du groupe de mettre l'accent sur l'électronique grand public.

L'ancienne société de tête de la multinationale n'était pas cotée en Bourse et ses actions étaient détenues, à 0,1 %, par un petit groupe de personnes privées (dont les descendants des fondateurs) et à 99,9 % par la société de portefeuille N.V. Beitz.

C'est cette dernière, cotée en Bourse, qui sera promise société mère, ce changement impliquant que ses actionnaires pourront, à l'avenir, exercer directement leur droit à la parole jusqu'ici « filtré » par les représentants statutaires de N.V. Beitz.

### Simplification

Les actionnaires désigneront notamment les membres du conseil de surveillance, en accord toutefois avec l'assemblée des propriétaires des actions de priorité, qui constitue la parodie de Philips contre une éventuelle OPA hostile et qui, bien sûr, subsiste.

Le nombre de sièges du conseil sera ramené de 13 à 10, trois membres étant atteints par la limite d'âge. Les dix titulaires actuels subsistant resteront en fonctions, dont M. François-Xavier Ortol et M. Gillenhamer, ancien PDG de Volvo. Le président du conseil sera, comme actuellement, M. Wisse Dekker.

Les actionnaires auront également leur mot à dire quant à la nomination des cinq membres du conseil d'administration, qui seront proposés par le conseil de surveillance et les propriétaires des actions de priorité. M. Jan Timmer en sera le président, alors qu'il n'était jusqu'à présent « que » président du comité de management du groupe. Cette dernière instance n'en continuera pas moins d'exercer, dans sa composition actuelle et en constituant toujours la cellule de direction opérationnelle du groupe.

Selon Philips, ces changements de structures signifient que « le processus de décision à haut niveau traversera moins de couches administratives ». La simplification et la mise en ligne des structures supérieures du groupe s'inscrivent en tout cas dans la volonté affichée par M. Timmer de « décentraliser » Philips et d'en faire

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 27 février :

#### DES DÉCRETS

- N° 91-201 du 25 février 1991 fixant les conditions dans lesquelles les personnels des écoles normales primaires et des écoles normales nationales d'apprentissage peuvent opter pour l'exercice de fonctions au sein des instituts universitaires de formation des maîtres.

- 91-204 du 25 février 1991 modifiant le code des marchés publics et relatif au règlement amiable des litiges.

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 28 février :

#### UN ARRÊTÉ

- Du 6 février 1991 portant homologation du règlement général du Conseil du marché à terme.

## Rhône-Poulenc va supprimer 1 023 emplois dans la chimie

En comité central d'entreprise, le 27 février, la direction de Rhône-Poulenc a présenté son plan pour la suppression de 1 023 emplois, en France, dans le département chimie du groupe. Cinq sites sont visés : le siège social de Courbevoie (Hauts-de-Seine) avec 172 emplois, les usines de Saint-Fons (300) et de Belle Étoile Saint-Fons (339) dans le Rhône, de Melle dans les Deux-Sèvres (143) et de Champagnier dans l'Isère (69). Aucun

licenciement « sec » n'est prévu, la réduction d'effectifs devant être obtenue par des mesures d'âge - retraites et préretraites - par des mutations à l'intérieur du groupe et des allocations de formation en vue d'un reclassement (AFR). Tous les syndicats ont demandé la nomination d'un expert pour vérifier si ce plan était justifié. Le prochain comité central d'entreprise est fixé au 27 mars, mais l'expertise suspend toute décision.

### AVIS AU PUBLIC

#### ENQUÊTE PUBLIQUE

portant conjointement sur :

- Le projet de plan d'aménagement de zone de la S.A.C. du centre ville - creneau de Goulia.
- L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.

Par arrêté n° 67 du 6 février 1991, conformément au code de l'urbanisme et aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, monsieur le député et maître de la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de plan d'aménagement de zone de la S.A.C. du centre - ville - creneau de Goulia. Les enquêtes seront reçues pendant la durée de l'enquête d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.

L'enquête publique se déroulera en trois phases de la BAULE-ESCOUBLAC, où les pièces du projet seront déposées, du lundi 26 février au vendredi 27 mars 1991 inclus, dans les locaux du service de l'urbanisme, rue-de-Chauvée, 101.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux heures et jours habituels d'ouverture :

- du samedi 2 mars 1991 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
- le samedi 9, 16 et 23 mars 1991 de 9 heures à 12 heures
- le samedi 30 mars 1991 de 9 heures à 12 heures

Dimanche et jours fériés exceptés.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de l'arrêté n° 67 relatif à la mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, 7, avenue des Evénements, 44504 LA BAULE-CEDEX.

CHRISTIAN CHARTIER

## Square D a rejeté l'offre d'achat du groupe français Schneider

Bataille boursière, tentative de prise de contrôle directe du conseil d'administration de Square D : toutes les options sont désormais ouvertes à Schneider dont l'offre de rachat a été repoussée, jeudi 28 février, par les administrateurs du fabricant américain de matériel électrique.

Refus motivé par la conviction que « les intérêts des actionnaires de Square D, de ses clients, de ses employés seront mieux servis si le groupe reste indépendant et poursuit la stratégie mise en place pour renforcer son expansion dans l'avenir ainsi que sa rentabilité », a expliqué le patron de l'entreprise de Palatine (Illinois) dans un communiqué.

Schneider, qui n'entend pas

déposer les armes, a donc décidé de s'accorder un nouveau délai de réflexion pour examiner « en détail » toutes ses possibilités d'action et choisir la mieux adaptée. Le groupe français, qui dit recevoir chaque jour des témoignages favorables des actionnaires de Square D, semble très tenté de jouer la déstabilisation du conseil d'administration de la firme américaine, de préférence à une OPA plus brutale et incontestablement plus coûteuse.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

RADIO  
et Monde TÉLÉVISION

### AVIS AU PUBLIC

#### ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU DÉCLASSEMENT ET À L'ALIÉNATION PARTIELS DE LA VOIE COMMUNALE

Allée des Tamaris

Par arrêté n° 66 du 8 février 1991, M. le député et maître de la commune de La Baule a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant le projet envisagé dans les formes prescrites par le décret n° 76-790 du 20 août 1976.

Ladite enquête sera ouverte le lundi 25 février 1991 à la mairie de La Baule, où les pièces du projet seront déposées pendant 15 jours consécutifs, du 25 février au 11 mars 1991 inclus, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les samedis 2 et 9 mars de 9 h à 12 h, dimanches et jours fériés exceptés.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de l'arrêté n° 66 du député, maître de la commune de La Baule, 7, avenue des Evénements, R.P. 172 44504 LA BAULE CEDEX.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SODEXHO

### MESSAGE DU PRÉSIDENT

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 26 FÉVRIER 1991

#### L'EXERCICE 1989-1990

Le fait le plus marquant de l'année 1990 est l'évolution des rapports de Sodexho avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits. Les grandes lignes des nouveaux accords entre nos deux groupes ont été présentées dans le rapport du conseil d'administration.

Je suis heureux, aujourd'hui de vous annoncer, qu'ils ont été signés le 21 février. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 7 700 000 000 francs, soit à taux de change constants, une progression de 4,4 %. Cette faible croissance s'explique essentiellement par une réduction volontaire de notre chiffre d'affaires aux USA, et au Canada qui nous a permis d'améliorer la rentabilité de cette zone. Hors Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a progressé de 9,3 % à taux de change constants. Le résultat d'exploitation atteint 230 000 000 francs, soit une augmentation de plus de 19 %. Le résultat net consolidé, part du groupe, est de 151 500 000 francs, soit une croissance de 17,5 % et, à taux de change constants de 22 %.

La situation financière du groupe est bonne : l'endettement à plus d'un an a diminué et représente moins de deux ans d'autofinancement ; nos liquidités en fin d'exercice s'élèvent à 1 380 000 000 francs ; le rendement des capitaux propres est proche de 20 %.

#### LES PERSPECTIVES D'AVENIR

- L'exercice en cours se présente favorablement.
- Si les activités de loisirs, notamment le tourisme fluvial et portuaire et la restauration commerciale sont pénalisées par les événements actuels, la conjoncture internationale n'affectera pas notre progression dans son ensemble.
- La déconsolidation des participations financières avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits entraînera une déconsolidation, qui pèsera sur le résultat consolidé, part du groupe, pour environ 10 millions de FF.
- Cela dit, sur la base des informations connues à ce jour, je confirme nos estimations d'octobre dernier : une croissance pour l'exercice se terminant au 31 août 1991, de 10 % du chiffre d'affaires consolidé et d'au moins 15 % des résultats, part du groupe.

Au-delà de l'exercice en cours, et à moyen terme, les perspectives sont bonnes. Depuis sa création en 1986, notre groupe a connu une expansion rapide qui lui a permis de se hisser parmi les premiers mondiaux dans ses principales activités : n° 4 mondial dans la restauration collective, n° 2 mondial dans l'entretien de chèques de services, n° 1 mondial dans la gestion des bases-vie.

Certes, l'association avec Eurot ait permis aux deux groupes de progresser plus rapidement, mais les opportunités de croissance restent pour Sodexho très nombreuses.

- Nos marchés sont porteurs et peu sensibles à la conjoncture économique.
- Nos clients sont les entreprises, les administrations, les écoles, les collèges, les universités, les hôpitaux, les cliniques, les résidences pour personnes âgées.

Notre gamme de services est toujours plus large. Il y a 10 ans, à partir de notre métier de base la restauration, nous avons progressivement offert de nouveaux services : ingénierie, gestion hôtelière, nettoyage, maintenance technique, surveillance médicale, animation des loisirs, sécurité, boutiques, entretien des espaces verts... Il y a 5 ans, nous avons adopté le même processus dans les établissements de santé.

De même, à partir des chèques-restaurants, nous développons les chèques-cadeaux, alimentation, essence. Notre service devient de plus en plus complet.

Notre réseau international se renforce : nous opérons dans plus de 35 pays sur les cinq continents et envisageons de nouvelles implantations.

En combinant le développement des clientèles, des gammes de services, des zones géographiques notre potentiel de croissance est considérable.

2. Mais pour transformer ce potentiel en véritable croissance de notre chiffre d'affaires et de nos résultats, nous avons choisi trois axes majeurs :

- Encourager l'innovation permanente.
- En 1988, l'innovation est devenue une direction à part entière. Courant 1989, nous avons tenu notre premier Forum Mondial de l'innovation ; aujourd'hui se développent dans nos filiales, des comportements plus créatifs. Notre deuxième Forum aura lieu cette année sur le thème : "les offres innovantes".
- Promouvoir la qualité.

Lancé il y a 3 ans, le démarche qualité totale se développe aujourd'hui en France dans les filiales Entreprises et Santé, à un rythme de croisière et commence à porter ses fruits.

Notre objectif est, qu'à 3 ans, toutes les unités du groupe aient démarré un programme de qualité totale.

- Développer nos ressources humaines.
- Si il est vrai, que nous avons déjà, dans ce domaine, un certain nombre de réalisations à notre actif, les progrès à faire restent très importants, à tous les niveaux.

Si nous sommes capables de mener à bien tous ces plans d'actions, alors nous pourrions, dans les trois prochaines années, réaliser une croissance annuelle moyenne de 15 % du résultat consolidé.

Au nom des dirigeants de notre groupe, je tiens à remercier :

- d'une part les actionnaires pour la confiance qu'ils nous témoignent puisque sur les 90 000 000 francs de souscription d'actions qui venaient à échéance au 31/12/90, tous ont été souscrits à l'exception de 20 ;
- d'autre part, les 36 000 femmes et hommes qui, chaque jour de par le monde assurent le succès de Sodexho.

Pierre BELLON

#### Principaux chiffres consolidés\*

(en millions de francs)	1989/90	Variation sur 1988/89
Chiffre d'affaires	7 697	- 4,6 %
Résultat courant avant impôts	243	+ 17,6 %
Impôts	85	+ 38,0 %
Résultat consolidé **	177	+ 12,1 %
Résultat net part du Groupe	151,5	+ 17,5 %
Capacité d'autofinancement	277	+ 14,3 %

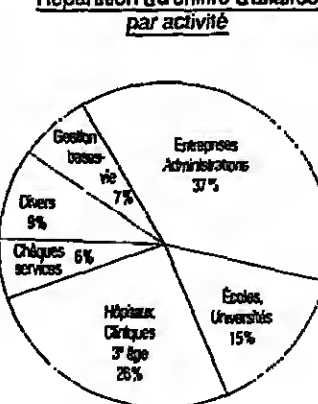
\* exercice clos au 31 août 1990

\*\* avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts hors

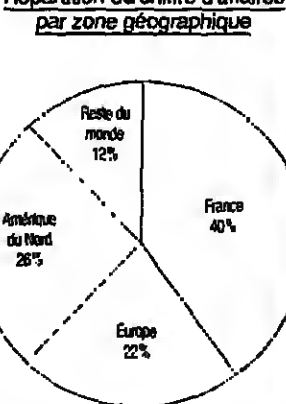
#### Chiffre d'affaires

1986/87	5 727 000 000 F
1987/88	7 104 000 000 F
1988/89	8 067 000 000 F
1989/90	7 697 000 000 F

#### Répartition du chiffre d'affaires par activité



#### Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



#### Résultats part du groupe

1986/87	96 000 000 F	1988/89	129 000 000 F
1987/88	112 000 000 F	1989/90	151 500 000 F

#### Effectifs

- 35 732 salariés
- 3 810 exploitations gérées :
- 1 770 restaurants d'entreprises et d'administrations
- 683 restaurants scolaires et universitaires
- 782 hôpitaux, cliniques, résidences du 3<sup>e</sup> âge
- 216 bases-vie
- 159 exploitations diverses : restaurants publics, mess pour l'armée, clubs, centres de formation, prisons

#### Dividende

Le dividende par action a été fixé à 13 F (19,50 F avant fiscal compris) et sera mis en paiement à compter du 5 mars 1991. Le montant distribué s'élève à 59,6 millions de francs et représente 39 % du résultat net consolidé part du groupe.

**SODEXHO**  
Là où vivent les hommes.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande en écrivant à SODEXHO : B.P. 57 - 73185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex. Information financière sur le groupe Sodexho 36-16 CLIFF.



## BANQUE SOVAC IMMOBILIER



Le conseil d'administration de la BANQUE SOVAC IMMOBILIER, dont le capital est entièrement détenu par SOVAC, s'est réuni le 25 février 1991 et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

## Activité commerciale

Malgré une concurrence vive, la BANQUE SOVAC IMMOBILIER, en développement de sa gamme de produits, a pu maintenir ses marges d'exploitation et accroître son volume de production dans le souci de limiter ses risques notamment sur un marché professionnel qui s'est légèrement tassé en fin d'année.

Ainsi, les financements nouveaux réalisés en 1990 par la BANQUE SOVAC IMMOBILIER pour son propre compte ont atteint 4.010 millions de francs en 1990, en progression de 8,5 % par rapport à 1989; ils concernent:

- les crédits aux acquéreurs, pour 2.618 millions de francs (- 2 %);
- les financements aux professionnels de l'immobilier, pour 1.392 millions de francs (+ 35 %).

Les encours gérés par la BANQUE SOVAC IMMOBILIER pour son propre compte s'élevaient, au 31 décembre 1990, à 15.759 millions de francs (+ 6 %).

## Résultats

Le bénéfice net de l'exercice 1990 est de 80,7 millions de francs, à comparer à 75,3 millions de francs en 1989. Aucun de ces deux exercices n'a enregistré de résultat hors exploitation.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 26 avril prochain, la distribution d'un dividende global de 73,1 millions de francs, qui concernera 3.323.250 actions, contre 49,5 millions de francs concernant 3.000.000 d'actions en 1989; le solde sera affecté aux réserves.

## CAP GEMINI SOGETI

RESULTATS PROVISOIRES 1990  
BENEFICE NET CONSOLIDE EN HAUSSE DE 17%

Les résultats provisoires et non encore audités de l'exercice clos le 31 décembre dernier font apparaître que le Groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 9.176 millions de francs, en progression de 30% sur celui de l'exercice précédent (7.055 millions).

Le bénéfice net après impôts devrait être d'environ 615 millions contre 525 l'an dernier, soit une progression de 17%. Sans la crise du Golfe - qui a empêché le Groupe de financer au moyen des opérations financières qui avaient été programmées pour cela les importantes acquisitions auxquelles

il a procédé en juillet en Angleterre et en Allemagne - ce bénéfice net aurait été de l'ordre de 660 millions de francs.

Pour 1991, CAP GEMINI SOGETI prévoit un chiffre d'affaires hors taxes d'environ 11,5 milliards de francs (+ 25%) et une rentabilité à peu près égale à celle constatée cette année.

A noter que pour sa part, le Groupe Consulting - rattaché directement à la société mère SOGETI - prévoit de réaliser en 1991 hors Bossard un chiffre d'affaires total d'environ 280 millions de dollars (1,4 milliard de francs).

**CAP GEMINI SOGETI**  
L'EXPERTISE INFORMATIQUE



Le Directoire a rendu compte au Conseil de Surveillance de SOVAC, le 27 février 1991, de l'activité de la société et lui a soumis les comptes et résultats de l'exercice 1990.

## Activité du Groupe

Les financements distribués par SOVAC et ses principales filiales ou participations directes s'élevaient à 15.025 millions de francs, en progression de 10 %.

Les financements distribués par CREDIPAR et ses filiales dans le secteur de l'automobile s'élevaient à 15.402 millions de francs, en progression de 10 %.

Globalement, le montant des financements nouveaux distribués par SOVAC, CREDIPAR et l'ensemble de leurs filiales s'élève à 31.229 millions de francs, en progression de 11 % par rapport à 1989.

A partir de mai 1990, le ralentissement progressif de la conjoncture économique avait entraîné une diminution de la demande de financement et une détérioration du comportement de paiement des débiteurs amplifiée par la mise en œuvre, à compter du deuxième trimestre de l'exercice, de la loi du 31 décembre 1989 relative au surendettement des particuliers.

## Activité commerciale du Groupe SOVAC

	FINANCEMENTS NOUVEAUX		ENCOURS GERES	
	ANNÉE 90 en millions de francs	% d'évolution 90/89	au 31.12.90 en millions de francs	% d'évolution 90/89
<b>SOVAC et filiales ou participations directes</b>				
Particuliers	15 025	+ 10	36 677	+ 14
Entreprises	2 707	+ 11	10 474	+ 19
Immobilier	2 711	+ 15	4 292	+ 19
Partenaires	4 207	+ 5	18 787	+ 4
	2 400	+ 42	3 144	+ 62
<b>CREDIPAR et filiales</b>				
Particuliers	15 402	+ 10	24 262	+ 11
Filiales d'autres usages	302	- 21	1 373	- 2
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>31 229</b>	<b>+ 11</b>	<b>62 262</b>	<b>+ 12</b>

A fin 1990, les encours gérés par ces sociétés ont atteint 62.262 millions de francs, en progression de 12 % par rapport à fin 1989.

## Résultats consolidés provisoires

Le produit net bancaire est passé de 2.501 millions à 2.731 millions, en progression de 9 %.

Avant dotations nettes aux provisions d'exploitation, produits et charges exceptionnelles, participation et impôt sur les sociétés, le bénéfice d'exploitation est passé de 1.059 à 1.152 millions de francs, en progression de 9 %. Après prise en compte des divers éléments ci-dessus, le résultat net consolidé provisoire s'élève pour 1990:

- part des tiers incluse, à 477 millions de francs (- 9 % par rapport à 1989);
- part des tiers exclue, à 425 millions de francs (- 9 %).

Le résultat net d'exploitation consolidé provisoire s'élève:

- part des tiers incluse, à 454 millions de francs (- 9 %);
- part des tiers exclue, à 402 millions de francs (- 8 %).

Les comptes consolidés définitifs de l'exercice 1990 seront arrêtés par le Directoire qui se réunira le 5 mars 1991.

## Fonds propres consolidés

Sous réserve de l'approbation des Assemblées Générales et après répartition proposée des résultats, les fonds propres consolidés, hors plus-values latentes, seront, à fin 1990, de l'ordre de 3.837 millions de francs, part des tiers incluse, et de 4.102 millions de francs, part des tiers exclue; ces chiffres sont à comparer, respectivement à 3.524 millions de francs et 3.780 millions de francs à fin 1989.

## Résultats sociaux de SOVAC

Le bénéfice net social ressort, pour 1990, à 331 millions de francs dont 35,2 millions de francs de plus-values nettes à long terme, contre respectivement 287,3 millions de francs et 11,7 millions de francs pour 1989.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale, qui se réunira le 29 avril 1991, la distribution d'un dividende net de 29,40 francs assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 14,70 francs, contre un dividende net de 28 francs majoré d'un impôt déjà payé au Trésor de 14 francs au titre de l'exercice 1989.

La distribution nette globale sera ainsi de 123,5 millions de francs contre 117,5 millions de francs pour l'exercice précédent, en progression de 5 %.

Le solde du bénéfice de l'exercice 1990 sera affecté aux réserves.

## Directoire

Le Conseil de Surveillance a pris acte avec regret de la décision de M. Yann L'KEVEDER, Directeur Général et membre du Directoire depuis 1972, de mettre fin à ses fonctions, pour raisons de convenance personnelle, à compter du 31 mars prochain. Le Conseil de Surveillance et le Directoire ont rendu hommage à l'importance exceptionnelle de sa contribution au développement du Groupe au cours des vingt dernières années.

Le Conseil de Surveillance a nommé Membre du Directoire M. Hervé DINEUR. Ses fonctions prendront effet le 1<sup>er</sup> avril 1991. A compter de cette date, la composition du Directoire sera donc la suivante: André WORMSER, Président; Gérard FABRY, Directeur Général; Antoine BERNHEIM, Gilles ETRILLARD, Hervé DINEUR.

## Notation Standard &amp; Poor's

La notation de SOVAC, jusqu'alors effectuée sur l'échelle ADEF, est désormais faite sur l'échelle Standard & Poor's. La notation qui vient d'être attribuée à SOVAC est: A1+ pour les certificats de dépôts à moins de deux ans et AA- pour les certificats de dépôts à plus de deux ans et les emprunts obligataires. Les mêmes notes ont été attribuées aux certificats de dépôts et emprunts obligataires de la BANQUE SOVAC IMMOBILIER, et aux bons de sociétés financières de CAVIA et SOVAC ENTREPRISES, ces trois sociétés étant filiales à 100 % de SOVAC.

Société Centrale des  
Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu - 75002 Paris Cedex 02.  
Société Anonyme créée par la loi du 4 Janvier 1973  
Capital Social: 3 171 756 980 Francs. RCS Paris B 303 265 128

## assurances

	1990	1989	Variation
AGF VIE	16,0	14,6	+ 9,6%
AGF IART	14,1	13,3	+ 5,7%
AGF International	11,0	7,3	+ 52%
Autres sociétés	4,4	3,0	+ 44%
Groupe AGF	45,5	38,2	+ 19%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe des AGF s'établit à 45,5 milliards pour l'exercice 1990, en augmentation de 19%. A structure constante, la progression est de 9%.

Le chiffre d'affaires d'AGF International augmente notamment en raison des acquisitions de NEM (Grande Bretagne et Irlande), MAA (Italie), Canadien Surety (Canada), ICI (Irlande) et L'Escaut (Belgique).

La progression du chiffre d'affaires des autres sociétés est due principalement à la SCOR, qui n'avait été consolidée que sur le deuxième semestre en 1989.

PARTENAIRE  
& ASSUREUR OFFICIEL  
DES XVI<sup>ES</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

PATRIMOINE  
RETRAITE

SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 7 février 1991 a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV PATRIMOINE-RETRAITE en assemblée générale extraordinaire, sur première convocation le mardi 2 avril 1991, ou, sur deuxième convocation le mardi 16 avril 1991, afin de leur soumettre un projet de modification des statuts modifiant la valorisation des titres de créances négociables conformément aux recommandations de la Commission des Opérations de Bourse. Par ailleurs, le conseil a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1990.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie le mardi 16 avril 1991 de capitaliser l'ensemble des revenus acquis par la SICAV et en conséquence d'affecter à un compte de réserves le montant des revenus distribuables, soit 31 648 789,71 francs.

Siège social et bureaux:  
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - tél.: (1) 49.27.63.00

**SUR**  
167 500 PROFESSIONNELS DE LA FINANCE,  
64 000 d'entre eux lisent le Monde.  
Le Monde est  
le premier titre d'information  
des professionnels  
de la finance.

(IPSOS 89)

**845 000 LECTEURS CADRES,**  
le Monde  
est le premier titre  
d'information des cadres.

(IPSOS 90)

La France  
à la traîne

Alors qu'un Français consomme en moyenne 142 litres de bière par an, un Espagnol 110 litres, un Danois 100 litres, les Français ne boivent que 68,7 litres de bière par an. Les Espagnols en boivent 68,7 litres, les Danois 100 litres, les Français 68,7 litres. Les Français sont donc à la traîne.

Et si elle est en retard sur la consommation de bière, la France est également en retard sur la consommation de vin. Les Français en boient 110 litres par an, les Espagnols 110 litres, les Danois 110 litres.

Conscience alerte, les Français ont décidé de rattrapper leur retard. Ils ont donc décidé de consommer plus de bière et de vin. Ils ont donc décidé de consommer plus de bière et de vin.

## DÉJE

Le Monde est le premier titre d'information des professionnels de la finance.

Le Monde est le premier titre d'information des cadres.



## Le Monde AFFAIRES

# Les brasseurs se poussent du col

La bière reste la première boisson consommée au monde. Après l'eau... Mais le marché stagne. Les industriels se battent avec de nouveaux produits : les sans-alcool, les spécialités...

**C**ENT milliards de litres ! Chaque année, le monde consomme un milliard d'hectolitres de bière ! Boisson ancienne - on trouve des traces chez les Mésopotamiens et les Égyptiens - la bière est aussi un produit universel. Le rapport annuel du groupe Heineken, par exemple, numéro trois mondial des brasseurs, est un véritable tour du monde : du Rwanda à la Papouasie en passant par l'Allemagne ou la Chine, la plupart des habitants de la planète apprécient ce liquide doré et pétillant.

Mais leurs goûts varient. Certains préfèrent les bruns aux blonds. D'autres préfèrent la qualité à la quantité. Et nombreux sont ceux qui maintenant préfèrent sans alcool. Si, au niveau mondial, la consommation augmente, elle stagne dans certaines zones, on même diminue, comme en France. Par ailleurs, les consommateurs sont à la recherche de produits originaux, ce qui fait le bonheur des fabricants de bières spéciales. Cette évolution du marché conduit à des bouleversements dans la distribution accroissant la concurrence entre les brasseurs et entraînant des révisions de stratégie des entreprises et une recomposition du paysage brassicole.

Pourtant les grands producteurs de bière sont restés relativement à l'écart des restructurations de ces dernières années. Il est vrai qu'une des caractéristiques de cette activité est sa faible internationalisation. Une situation due à la tradition et à la spécificité de ce produit : lourds à transporter et qui se vend peu cher. Longtemps les brasseurs ont eu tendance à se limiter à leurs marchés nationaux. Ils échangeaient peu d'informations sur leur activité. Jusqu'à la difficulté de réaliser un classement récent de leur production. Dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, une constatation de 1 200 brasseries approvisionnant des marchés locaux dans tout l'Allemagne. La Belgique à elle seule en compte 750. L'ex-RDA en a compté 150 dans la corbeille de la réunification. Bien que le marché mondial avec 9,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, l'allemand Anheuser-Busch est peu connu, car ses ventes dépassent peu le territoire des États-Unis.

Pourtant quelques événements récents indiquent un changement. Le japonais Asahi, par exemple, qui, avec 24,7 % du marché, est numéro deux dans son pays d'ori-

gine Kirin, envisage de construire une brasserie sur la côte ouest des États-Unis. Il a aussi fait l'acquisition de 20 % du capital de l'australien Elders IXL. Ce dernier, qui s'appelle maintenant Foster's Brewing Group, est par ailleurs impliqué dans les grandes manœuvres européennes. Sa filiale Courage vient de signer avec le britannique Grand Metropolitan un accord à deux volets qui vient de recevoir l'accord de la Commission européenne. Le premier volet porte sur la cession pour 2,6 milliards de francs par Grand Met de ses bras-

series. Par ailleurs, Grand Met et Elders créent une filiale commune, Intrepreneur Estates, qui regroupera 7 000 pubs qui pendant sept ans seront tenus de distribuer la bière Courage. Mais les deux groupes s'engagent à ne pas détenir plus de 20 % du marché local de la bière d'ici deux ans.

### La complexité britannique

La complexité de cet accord est révélatrice de la situation des brasseurs britanniques confrontés depuis mars 1989 à l'interdiction que leur a faite la commission britannique des monopoles de détenir plus de 2 000 pubs chacun. Une véritable révolution dans ce pays où depuis toujours les quelque 20 000 tenanciers de pubs étaient dans la totale dépendance des grands brasseurs. Une fois la surprise passée, ceux-ci ont commencé une série de jeu de Monopoly. Grand Met a donc choisi ses pubs plutôt que ses brasseries. En août dernier, Allied Lyons a cédé 332 pubs. Quant à Bass, le numéro un britannique dont la plus grosse part des bénéfices provient de sa chaîne de pubs, il a commencé par revendre en mai dernier les 47 hôtels de Trust House Forte. Mais pour l'instant, les six grands brasseurs Allied Lyons, Bass, Courage, Grand Met, Whitbread et Scottish & Newcastle ne semblent pas avoir encore fait de choix très clairs entre la production et la distribution.

A cette particularité du marché britannique s'ajoutent les perspectives de 1992 et l'évolution de la consommation dans les différents pays d'Europe. Il est évident par exemple que le subit engouement des Espagnols pour la bière n'est pas étranger au fait que le britanni-

que Guinness a récemment déboursé 5 milliards de francs pour l'acquisition de Cruzcampo dont les six brasseries couvrent 22 % du marché espagnol. L'événement est d'autant plus remarquable que Guinness semblait prendre ses distances avec la bière. « Guinness n'a pratiquement plus rien à voir avec la société de brasserie fondée à Dublin en 1759 », déclarait M. Tony Greener, directeur général, en présentant les comptes du groupe au printemps dernier. Et il est vrai que dans les

années. Dans ce but, le groupe a décidé de centraliser la communication de deux marques considérées comme stratégiques : la Heineken et la Buckler sans alcool. Désormais les publicités pour ces produits sont conçues et réalisées à Amsterdam pour le monde entier.

### 400 brasseries avant-guerre 28 aujourd'hui

Mais avant de se lancer dans des stratégies de développement, les brasseurs ont traversé une longue

période plutôt douloureuse de restructurations. Quelques chiffres le prouvent : en France il y avait 400 brasseries avant la seconde guerre mondiale ; il en reste seulement 28. Entre 1979 et 1988, les effectifs sont tombés de 11 800 à 7 504, conséquences d'une augmentation de la productivité de 40 % en dix ans et de nombreuses fermetures de brasseries.

Une des plus récentes est celle de Mutzig qui, avec Drancy, dans la région parisienne, sont les deux sites fermés par la Française de Brasserie au cours des deux dernières années. Devenue en 1986 filiale d'Heineken, la Française de Brasserie était elle-même le résultat de trois mariages : Heineken France, Pelforth et l'Union de brasseries. Chez BSN aussi, la restructuration a été longue et douloureuse : il est vrai qu'au fur et à mesure des rachats, des découvertes étonnantes ont été faites : dans les brasseries de la Meuse, par exemple, il y avait les Caves du Roy, 12 kilomètres creusés sous la col-

line de Sèvres. Outre-Manche, lors de la restructuration de sa filiale GBW Irlande, Guinness a réduit les effectifs de 300 personnes en deux ans. Ces mesures s'expliquent notamment par la forte intensité capitaliste de ce secteur. L'habitude est de dire que pour réaliser 1 franc de chiffre d'affaires, il faut investir 1 franc. Une chaîne d'embouteillage peut coûter plusieurs centaines de millions de francs (dix fois plus cher que pour le cognac par exemple) et pour ce produit de grande consommation les dépenses de communication atteignent facilement 4 à 5 % du chiffre d'affaires. Après avoir fait leurs calculs, les industriels ont estimé que pour être rentable une brasserie doit produire 3 à 4 millions d'hectolitres. Au moment du premier choc pétrolier, qui avait entraîné une augmentation du coût des transports, l'estimation du niveau de rentabilité était au moment redescendant à 1 million d'hectolitres.

Ces analyses ne pouvaient conduire qu'à une concentration du secteur et à une disparition des petits. Pourtant quelques-uns dans le nord et l'est de la France se sont trouvés des « niches » dans lesquelles ils réussissent très bien. Tous ont opté pour la valeur ajoutée plutôt que pour le volume. Et une politique commerciale agressive : en choisissant la publicité et l'exportation, la brasserie Duyck à Jeanlain (Nord), spécialiste des bières de garde, est parvenue à doubler son chiffre d'affaires en quatre ans (40 millions de francs en 1989). « Le petit brasseur résistera à condition de faire un produit différent », explique M. Michel Debus, PDG de Fisher, fondée en 1821 et qui réalise un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs. C'est notamment lui qui a en tête de réhabiliter le bon vieux bouchon en porcelaine et il fait un malheur avec sa 3615 Pêcheur, une bière « aphrodisiaque » qui vaut 2 000 francs l'hectolitre. Aussi cher qu'un vin ! Plutôt porté sur l'exportation, M. Debus est parti en guerre devant la Cour de Luxembourg contre le « protectionnisme » allemand : outre-Rhin, en effet, on brandit la *Reinheitsgebot* (loi de pureté) édictée au seizième siècle pour faire barrage à l'importation des bières étrangères.

Avec ses bières du Démon et du Démon fortement alcoolisées, et sa Celta sans alcool lancée en 1970, la brasserie des Enfants de Gayant, située à Douai (Nord), qui était au bord de la faillite en 1935, est certaine d'avoir trouvé les bons chemins du développement. « Si on fabrique de bons produits, on devrait pouvoir augmenter la consommation par habitant », assure M. Patrick d'Aubrey, PDG de cette société. L'exemple de la bière sans alcool est de ce point de vue significatif : en quelques années, ce produit a conquis 7 % du marché avec une progression de 30 % dans certains cas, comme la Tourtel de BSN. Il n'est cependant pas évident que la bière sans alcool ait conquis de nouveaux consommateurs à cette hauteur. Il semble plutôt que certains buveurs de bière ont décidé d'être plus raisonnables.

Cette création de produits originaux, vendus plus chers, qui ont permis aux petites entreprises de se trouver des niches, correspond à une évolution de la consommation que les grands groupes observent de près. Ainsi, chez Heineken on estime que les mutations dans l'assortiment permettent d'intervenir sur les segmentations croissantes qui caractérisent le marché international et qui, selon nos prévisions, ne sont pas achevées.

Outre les produits, la distribution elle-même est aussi un enjeu pour les brasseurs. Alors qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Belgique, les brasseurs sont plus ou moins propriétaires des débits de boisson, la France se caractérise par la présence d'un troisième intervenant que sont les entrepositaires-grossistes. Si, pour vendre sa bière outre-Manche, BSN doit en passer par un accord avec un brasseur anglais, en France, BSN avec l'UFB et la Française de Brasserie avec Franco-Boissons se sont assurés un contrôle sur leur distribution en filialisant des entrepôts. D'autres sont en train de faire la même démarche en prenant des participations chez des distributeurs indépendants. « Localement certains entrepôts risquent de disparaître car ils sont trop petits. Du même coup, nous y perdrons une partie de notre réseau », constate M. Jean-Pierre Toulouse, coordinateur commercial chez Interbrew France. Nous avons avec eux une politique de partenariat qui peut se traduire par des prises de participation ou l'acquisition totale.

Le fait que les Français soient en train d'intégrer leur distribution au moment où les Britanniques sont obligés de s'en séparer n'est pas le seul paradoxe de cette Europe de la bière. En réalité, il n'y a même pas de définition européenne de la bière. Une fois admis le fait que la bière est une boisson à base de céréales, les différents pays membres ne sont pas capables de se mettre d'accord sur la composition du produit, la part d'additifs qu'on peut y inclure, ni sur le degré en alcool. Quant aux brasseurs français, ils s'inquiètent des effets de la loi Evin qui va limiter leur possibilités de faire de la publicité. Et ils y voient un handicap supplémentaire contre leurs concurrents. A moins que la bière sans alcool ne réconcilie tout le monde !

FRANÇOISE CHIROT

### La France à la traîne

Alors qu'un Allemand ingurgite en moyenne 144 litres de bière par an, un Britannique 110 litres, un Danois 126 litres, que les Espagnols soient passés de 59 litres, en 1985, à 68,7 litres et les Portugais de 39,5 litres à 53,1 litres, les Français semblent être les seuls Européens à bouder cette boisson. De 1977 à 1988, la consommation est tombée en France de 46,2 litres à 39,2 litres.

Et si elle est légèrement remontée en 1989, c'est en grande partie dû à la chaleur de l'été, estimant les professionnels. D'ailleurs, les études de la Française de Brasserie montrent qu'un degré d'écart sur un mois d'hiver pèse sur 1 % des ventes, et sur 5 % pour un mois d'été. Il semble que l'augmentation de la consommation provienne des bières sans alcool qui ont conquis 7 % du marché.

Circonstance aggravante : les Français aiment les bières étrangères. Avec une production de 21 millions d'hectolitres et un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, la France se retrouve au treizième rang des producteurs mondiaux et au quatorzième en Europe. Mais elle importe 2,7 millions d'hectolitres alors qu'elle en exporte seulement 830 000. Des 3 000 brasseries qui existaient en 1900, il n'en reste que 28. Trois groupes, BSN, la Française de Brasserie, filiale de Heineken et Interbrew-France détiennent à eux trois 90 % du marché.

### Les dix premiers mondiaux (en millions d'hectolitres)

Rang	Société	1987
1	Anheuser-Busch Inc (Etats-Unis)	90,1
2	Miller Brewing Co (Phillip Morris) (Etats-Unis)	47,2
3	Heineken (Pays-Bas)	43
4	Kirin Brewery (Japon)	30,4
5	Bond Corp. (Australie)	29,9
6	The Stroh Brewery Co (Etats-Unis)	25,8
7	Elders Brewing Group (Australie)	21
8	Groupe BSN (France)	19,8
9	Adolph Coors Co (Etats-Unis)	19,2
10	Companhia Cervejaria Brahma (Brésil)	18

Source : Impact Databank.

### TABLES D'AFFAIRES

#### DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15 finis, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

#### RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont 25, rue Frédéric-Bastien (Métro-Midi) F. dim. le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ 43-26-44-91 SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau). 14, rue Dauphine, 6° F. lundi

### Rina Muller, retour aux sources

Rina Muller est probablement la seule femme au monde à diriger une brasserie qui est par ailleurs une des plus anciennes de France. Fondée en 1740, la brasserie Schutzenberger avait sous l'Ancien Régime le statut de brasserie royale, c'est-à-dire le monopole de la fourniture de la bière aux troupes du roi de France.

Durant deux siècles et demi, trois familles seulement se sont succédées à la tête de cette entreprise, qui est toujours restée indépendante. Une grande dynastie. Rina Muller est une descendante de la famille Walter qui l'a reprise en 1970. Avec un chiffre d'affaires de 75 millions de francs et 110 personnes employées, la brasserie Schutzenberger occupe 3 hectares à Schiltgheim, tout près de Strasbourg, qu'elle a achetée en 1844.

Comme les autres petits brasseurs, Rina Muller s'est installée sur le créneau des bières de spécialité à haute valeur ajoutée. « Notre gamme de produits est suffisamment large pour que nous soyons capables de fournir des bières différentes

tout au long de l'année », explique-t-elle. Pour ses deux cent cinquante ans, la brasserie Schutzenberger a créé la « cuit-rée », fabriquée dans des cuves en cuivre que possède encore la brasserie. La passé l'aide aussi à assouvir son développement financier. Propriétaire d'un important patrimoine immobilier et de cafés qui distribuent ses produits depuis toujours, la brasserie Schutzenberger dispose ainsi d'arguments qui plaisent aux banquiers.

Directeur général depuis 1980, Rina Muller dirige l'entreprise aux côtés de son père, qui en est resté le président. Diplômée de droit et de lettres, elle reconnaît que ses interlocuteurs brasseurs et cafetiers, un milieu plutôt masculin, ont montré dans les premiers temps une phase d'observation. « Mais, de mon côté, je n'ai pas joué la faiblesse, ni les yeux languoureux, précise-t-elle. J'essaie de faire les choses de façon neutre. » D'une certaine manière, elle a rendu aux femmes leur place dans la bière : en effet, dans l'Europe paternelle les femmes brassaient et les hommes buvaient !







AFFAIRES

# Le faux pas de Chevignon

En s'alliant avec la SEITA pour le lancement d'une cigarette portant son nom, le roi du blouson de cuir aurait-il fait sa première erreur dans une stratégie marketing jusqu'ici avisée et sans faille ?

**P**OUR avoir donné au blouson de cuir ses lettres de respectabilité et introduit, dans les familles bourgeoises, le Teddy (blouson fétiche des jeunes collégiens américains, longtemps apanage, en France, dans sa version toile uniquement, des rochers de banlieue), bref pour s'être positionné dans le bon goût, le cher et le chic, Chevignon pourrait être conduit aujourd'hui à faire machine arrière. « Pas question de tirer un trait sur dix ans d'efforts pour une simple histoire de cigarettes », dit-on chez Chevignon au lendemain de l'affaire. Alors que, à l'instar de Benetton, les leaders de la mode jeune ont désormais leur communication sur l'éthique, le roi de la mode filée-silence en France s'est payé le luxe, l'espace d'un semestre, d'être mis à l'index et d'être accusé de détourner la loi récemment adoptée qui interdit la publicité indirecte pour les cigarettes (le Monde du 22 février).

En dix ans, Chevignon a su imposer dans des cercles qui jusqu'ici lui étaient fermés le blouson de cuir et construire un mythe suffisamment attrayant pour les adolescents et acceptable par les parents. Michel Rocard était, semble-t-il, l'un des rares à ne pas connaître cette marque avant le lancement de la cigarette. Cette réussite, Chevignon la doit au flair de son fondateur, Guy Azoulay. La firme de prêt-à-porter est en effet une entre-

prise où l'on a toujours pratiqué le management au doigt mouillé. À l'origine de l'affaire : un produit, le blouson de cuir vieillit. Chêneux inventé, grand admirateur de l'Amérique des années 50, Guy Azoulay, alors âgé d'une vingtaine d'années à peine, décide, en 1979, de remettre à l'honneur le blouson d'aviateur des pilotes de l'US Air Force. Il s'installe dans un petit atelier, emprunte les capitaux nécessaires à un cousin et lance quelques modèles. Le produit s'arrache dès son lancement.

Deux ans plus tard, Guy Azoulay ouvre son premier magasin dans le sixième arrondissement, au cœur de Saint-Germain-des-Près. Et étend sa collection en puisant dans tous les classiques de la mode des années 50. Principaux thèmes d'inspiration : le cinéma américain, les figures du GI et de l'élève des high schools. Décidé à faire de sa marque un must, une valeur établie, il s'efforce de vendre non pas des vêtements mais un style de vie. Tout dans les magasins comme dans les publicités de la firme doit évoquer l'Amérique de la fin des années 50, celle des collégiés, des drive-in, des caissières de fast-food montées sur patins à roulettes, sur fond de standards d'Elvis Presley de retour du service militaire ou de vieux tubes de Buddy Holly.

La mayonnaise prend. La période s'y prête. En ce début des années 80, Eddy Mitchell triomphe à la télé-



sion avec « La dernière séance ». On redécouvre les Tex Avery. Les briques Zippo commencent une seconde jeunesse. L'Étudiant étranger, de Philippe Labro, fait un tabac en librairie.

Résultat : Chevignon, dont le chiffre d'affaires dépassait à peine les 20 millions de francs en 1983, atteint

aujourd'hui 600 millions de francs, auxquels il faut ajouter 140 millions de francs réalisés sous licence. Son résultat net tourne autour des 40 millions.

L'affaire est, donc, on ne peut plus rentable. Parti sur le créneau cuir, le fabricant de prêt-à-porter a su très

vite négocier une diversification sur les tennies décontractées et les vêtements de sport qui lui assurent désormais près de 60 % de son chiffre d'affaires. La gamme Chevignon, initialement perçue comme masculine, adolescente et jeune adulte, a été très rapidement complétée par des lignes « girl » (qui a toujours du mal à s'imposer, à peine 5 % du chiffre d'affaires) et junior (pour les moins de quinze ans, 15 % des ventes). Parallèlement, la commercialisation d'accessoires évoquant la mythologie fétiche : répliques de postes de radio, reproduction de réclames Coca-Cola en plaques émaillées et d'accessoires de mode (sacs, ceintures, gants, accessoires moto et plus récemment chaussures), a permis d'étendre le territoire naturel de la marque tout en maintenant de substantiels bénéfices. La plupart de ces articles sont fabriqués sous licence par une société de Mazzoni.

## Une diversification amorcée

Démarché par la SEITA, Chevignon a vu dans la cigarette une opportunité de plus. « Notre idée était de nous positionner sur le créneau de Marlboro. La cigarette, passeport pour les grands espaces, l'aventure », explique Bernard Chabaud, directeur commercial. Le paquet – totalement dessiné par Chevignon – emprunte aux références du groupe. Sur le papier

couleur havane, tamé jauni, figure un de ces écrivains gros porteurs qui, en France, largèrent leurs contingents de GI et les premières cargaisons de cigarettes blondes américaines.

Censé correspondre au style de vie Chevignon, ce nouveau produit a pris en porte-à-faux toute la stratégie de communication de la marque. Le lancement intervient alors même que le fabricant de cuir diffuse sur tous les écrans de cinéma un film très « famille », destiné à séduire les « parents » (inquiets, dit-on, car les blousons Chevignon sont devenus l'un des principaux objets de racket dans les cours de récréation) et à les équiper eux aussi de pied en cap. Sur-tout le groupe a préféré abandonner sa cigarette plutôt que de voir ses projets de développement 1991 atteints. Outre l'ouverture d'un second mégastore parisien prévu au printemps prochain en lieu et place de l'ancien haraï de la rue des Rosiers, Chevignon recherche toujours un « partenaire actif » pour l'aider à améliorer sa distribution aussi bien en France qu'à l'étranger. Il envisage aussi de lancer un parfum. Après s'être brûlé les doigts avec sa cigarette, Guy Azoulay sera, à n'en pas douter, plus prudent dans ses prochaines opérations.

CAROLINE MONNOT

## POINT DE VUE

# La SEITA et le « markéthique »

par Laurent Maruani

**L'**AFFAIRE de la volonté de mise en vente par la Seita, organisation publique, d'une cigarette ayant une marque connue de vêtements, n'est pas anecdotique. Elle est exemplaire de la confusion qui règne entre le marketing et la loi – « sauvagerie » – du marché. Le fait nouveau est, qu'à l'occasion de cette « affaire », la démarche se heurte à la loi. Laissons au juge le soin de trancher le caractère autorisé ou pas de cette mise en circulation par la Seita de petites doses bien ampaquetées de tabac au nom qui évoque la jeunesse et la prix élevé. Reste une question permanente : soit la Seita a réfléchi aux conséquences de sa démarche, soit elle agit en « naviguant à vue ».

La deuxième hypothèse, quoi qu'il en soit, serait navrante pour

une firme qui dépense des sommes importantes de publicité et n'en consacrerait pas une partie à une véritable réflexion éthique et stratégique. La première hypothèse est celle de la décision mûrie. La Seita se serait donc préparée à l'affrontement médiatique, institutionnel, parlementaire, politique et social, en misant sur le support et la victoire du marché et de ses règles. Il s'agirait alors, à notre avis, d'une double erreur.

D'abord un vassel d'affrontement au souverain, sauf s'il vise à le détruire, ce qui, dans le cas de la Seita, serait baroque. En second lieu, une telle attitude ignorerait le rôle majeur que joue l'éthique en matière de marché et d'opinion.

Je comprends bien que la Société des tabacs désire sortir de son enfermement, du mauvais rôle de « distributeur de poison »

qu'on lui fait jouer. Mais au lieu de répondre sur son identité d'entreprise, au lieu d'inscrire son action dans une double perspective d'entreprise qui, parce que publique, joue son rôle en essayant de privilégier le bien public dans ses arbitrages – fût-ce parfois à ses dépens mais en le faisant savoir, – la Seita apparaît sans un jour particulièrement négatif : elle est un monopole public qui ne respecterait pas les règles dans son domaine, sans pour autant empêcher la concurrence étrangère de lui prendre, depuis dix ans, des parts de marché. Elle serait donc à la fois inefficace et en train de la maraie publique. L'image de cette entreprise en matière de compétence et de légitimité est très dégradée parce qu'elle n'a pas joué sur ses deux atouts... sa légitimité publique et

ses compétences managériales. Se basant, aujourd'hui derrière Chevignon, et demain derrière d'autres encore, elle s'entend l'éthique publique et peut-être aussi la cohérence institutionnelle.

C'est une conception dépassée du marketing que de croire que le marché, lui aussi, n'aurait pas ses règles, parfois complexes et subjectives. Le consommateur ne réagit pas seulement au prix, à la qualité et à la marque, il a aussi une morale et des emportements. Lorsqu'une borne est dépassée, c'est la théorie des catastrophes qui se substitue à celle des marchés. L'éthique n'est pas gratuite, elle coûte, mais elle est aussi un garde-fou du marketing. Vive le marketing !

► Laurent Maruani est coordinateur du département marketing, Groupe HEC (Joury-en-Josas).

# La retraite du « garde rouge » nippon

Seiji Tsutsumi, le président du groupe Seibu, qui comprend une centaine de sociétés dans la distribution et l'immobilier, abandonne ses fonctions

## TOKYO

de notre correspondant

**S**EIJU Tsutsumi, président du groupe Saison (Seibu), quittera ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars. Il sera remplacé par un triumvirat composé de dirigeants du groupe : Sueki Takenaka, président de la chaîne des supermarchés Seibu, Toshio Takemichi, président de Credit Saison Co., et Shigeki Wada, président de Seibu Food System. Seiji Tsutsumi conservera simplement la présidence de Saison Corp., la holding qui coordonne les activités du groupe.

Annulée par l'intéressé lui-même au début de l'année, cette démission signifie le retrait du premier plan de la scène économique japonaise de l'une de ses personnalités les plus connues sur l'archipel comme à l'étranger, notamment en France. Le groupe qu'il dirigeait, Seibu-Saison, comprend une centaine de sociétés dans les secteurs de la distribution, de l'immobilier et de la promotion touristique et a un chiffre d'affaires annuel de 4 000 milliards de yens.

« Notre groupe avait besoin d'une direction personnalisée et furie lors de la période de crise, mais cette période a pris fin au cours de la dernière année », a déclaré Seiji Tsutsumi au cours d'une conférence de presse. Il a rejeté les spéculations selon lesquelles il demeurerait de facto le dirigeant du groupe après sa démission, précisant qu'il quittera graduellement ses fonctions de président des grands magasins Seibu et Parco. Il entend se consacrer davantage à l'avenir, aux activités culturelles du groupe Saison. L'un des piliers du Japon dans le domaine du mécénat.

## Groupe sans visage

Ce retrait est présenté comme un geste de Seiji Tsutsumi pour montrer que lui-même et son groupe sont différents de leurs rivaux. Seiji Tsutsumi, président mais aussi principal actionnaire d'une affaire qu'il a héritée de son père, passe le relais à des hommes qui ne sont pas de sa famille. Ce retrait paraît aussi dicté par des raisons plus prosaïques : le groupe Saison est gravement endetté, notamment à la suite de l'achat en 1988 de la chaîne d'hôtels Inter-Continental pour la somme de 2,2 milliards de dollars. En outre, les profits des grands magasins Seibu, qui furent longtemps la poule aux œufs d'or du groupe et contribuèrent à financer les nouveaux projets, sont en baisse. Il semble que Seiji Tsu-

tsumi n'ait guère eu d'autre choix que de se retirer.

Avec cette démission, Saison va devenir, comme beaucoup de grandes entreprises nipponnes à la suite du retrait de leur fondateur, un groupe sans visage. Seiji Tsutsumi, âgé de soixante-trois ans, qui a transformé le grand magasin d'importance moyenne légué par son père en un empire de la distribution et des loisirs, n'est pas un patron comme les autres.

Celui qu'on avait surnommé le « garde rouge » de l'establishment nippon pour ses engagements d'activités dans le mouvement étudiant avait certes fait passer le pragmatisme des affaires avant les idéaux révolutionnaires. Il n'en était pas moins resté un homme attiré par les ébous de l'esprit : poète et écrivain, il a publié une vingtaine de livres sous le pseudonyme de Takashi Tsuji. Il exerça aussi une grande influence dans le domaine de la promotion des arts : avec son musée, ses théâtres, des expositions remarquables et parfois des « coups de folie ». Seiji Tsutsumi mena à la tête du groupe Saison une réelle politique de mécénat d'entreprise.

Son père, un des barons de l'économie d'avant-guerre, lui avait légué le grand magasin, confiant à son demi-frère cadet, Yoshiaki, l'essentiel de son empire (notamment la société des chemins de fer privés Seibu qu'il avait fondée). Ce dernier passe aujourd'hui pour l'un des hommes les plus riches du monde. Selon le magazine américain *Forbes*, sa fortune est estimée à 15 milliards de dollars. Etant donné leur origine, les deux frères ne se sont jamais bien entendus.

Seiji Tsutsumi fut l'un des premiers hommes d'affaires japonais à sentir que le Japon allait devenir une prodigieuse société de consommation. Il fut notamment à l'origine de la transformation du quartier de Shibuya, à Tokyo, devenu aujourd'hui le quartier des jeunes par excellence, qu'il structura autour de ses grands magasins Parco, où sont constamment organisés des événements culturels. Le groupe Saison représente au Japon une soixantaine de sociétés étrangères, dont beaucoup sont françaises.

PHILIPPE PONS

# Une cure sans drame à la Lyonnaise

Anticipant sur les difficultés attendues, la Société lyonnaise de banque a réduit ses effectifs de 25 %

**D**ES effectifs réduits de 25 % en vingt-huit mois, sans grève et sans trop de drames ! Dans la banque, c'est encore rare. C'est pourtant ce qu'a réalisé la Lyonnaise de banque, filiale du groupe CIC et première banque régionale de France. La politique d'amaigrissement de ses effectifs et de restructuration de ses activités engagée par son président, M. Henry Moulard, préfigure pourtant celle que devrait suivre, dans un proche avenir, la plupart, sinon l'intégralité, des banques françaises pour redresser une situation devenue le plus souvent bien peu satisfaisante.

Désintermédiation, chute des activités de marché, bataille incessante sur les tarifs, vente de crédits à pertes, plafonnement des concours aux particuliers, après une croissance explosive et, surtout, une montée des provisions sur les activités domestiques, tout se ligue, actuellement, pour mener la vie dure aux établissements. C'est en anticipant sur cette perspective que la Lyonnaise de banque a voulu prendre les devants, sans attendre une trop profonde dégradation de ses résultats, déjà en recul de près de 44 % en 1989 (71 millions de francs, pour 126 millions de francs en 1988).

A cet effet, la Lyonnaise a procédé à la suppression de 1 100 postes de travail en vingt-huit mois, ce qui, compte tenu de la création de 200 postes dans les filiales, a ramené les effectifs de la maison de 4 450 personnes en 1987 à

3 526 personnes à la fin du mois de février 1991, soit une diminution nette de neuf cents personnes. La direction a pu éviter tout licenciement « sec », en utilisant les mesures d'aide au départ volontaire (MADIV), avec des primes de départ atteignant 275 000 francs en moyenne pour un coût total de 275 millions de francs. L'âge médian des partants a été de quarante et un ans, 25 % d'entre eux consacrant leur prime à créer une petite affaire ou à racheter un commerce, 25 % trouvant un autre emploi, 25 % arbitrant de travailler (essentiellement des femmes), le flou demeurant sur les intentions du dernier quart. L'entreprise, il est vrai, avait le plus grand besoin de réduire ses frais généraux. Une politique très ambitieuse, trop ambitieuse, de création de filiales tous azimuts (crédits spécialisés, services bancaires, immobilier, gestion-intermédiation) avait gonflé les effectifs de 10 % de 1980 à 1987, alors que ceux des établissements réunis au sein de l'Association française des banques (AFB) restaient stables sur la période 1980-1990, et que ceux des trois grands (BNP, Crédit lyonnais et Société générale) régressaient de 6 % sur la même période. La cure d'amaigrissement décrite précédemment ramène, tout de même, le personnel de la Lyonnaise de banque à 16 % au-dessous de son niveau de 1980.

Cette cure doit, au surplus, être effectuée au moment où des provisions pour créances douteuses doivent être constituées massivement par la banque sur ses crédits aux PME et PMI, sa grande spécialité dans la région Rhône-Alpes. Actuellement, on se fait la mortalité de ces PME-PMI augmenter, surtout pour celles créées depuis trois ou quatre ans, et à qui la prospérité récente a permis de se développer et de subsister, même si leur financement de départ était mal verrouillé et leur gestion défectueuse. Le ralentissement de l'économie amorcé depuis le printemps 1990 et aggravé par la crise du Collège leur est fatal. Ainsi la Lyonnaise de banque a-t-elle dû augmenter à nouveau ses provisions, déjà majorées de 70 % en 1989, et encore relevées de 35 % en 1990 pour la maison mère, plus de 24 % en consolidé, le tout pour près de 400 millions de francs.

## Recentrage

Par ailleurs, la Lyonnaise de banque a ramené de 14 % à 6 % la progression de ses crédits aux entreprises, en conformité avec les déclarations de son président, M. Moulard, qui, l'an dernier, avait affirmé : « Je vais recentrer la banque », allusion ou désencadrement auquel avait précédé une banque commerciale après « la libération » du début 1987. Quant aux crédits aux particuliers, ils sont purement et simplement stabilisés. De plus, tout accroissement des emplois est refinancé au taux du marché, c'est-à-dire à 10 %, majoré d'une marge de 1,50 %, soit 11,50 % au minimum, ce qui consacre une augmentation d'un point complet en un an. En

outre, la part des opérations inter-bancaires dites de trésorerie, si importantes en France, a été ramenée à moins de 30 %, contre 50 % en 1980, tandis que les activités inter-bancaires en devises revenaient de 12 milliards de francs à 2,8 milliards de francs dans l'année. Enfin, l'effectif de la salle de marché est retombé de 110 personnes à 45, après les pertes enregistrées en 1989 et 1990.

Globalement, la Lyonnaise veut se concentrer sur ses activités commerciales traditionnelles (crédits aux entreprises, essentiellement PME-PMI, et aux particuliers). Elle veut recentrer ses opérations de diversification en arrêtant ou en revendant un bon nombre de ses filiales diversifiées, en renforçant son secteur haut de bilan et en améliorant sa productivité.

Résultat : elle a ramené la progression de ses frais généraux de 11 % en 1986 à pratiquement zéro en 1990. Objectif pour 1991 : une baisse de 7 % ! Son résultat brut d'exploitation augmente de 14 %, d'importantes plus-values sur des opérations de crédit-bail compensant le coût des primes de départ au personnel, de sorte qu'en 1990 son résultat net amorcé une remontée d'environ 12 %. Certes, la Lyonnaise avait un besoin urgent de resserrer les écrous, mais elle a pris ainsi de l'avance sur un processus dans lequel, cette année, l'ensemble de la profession devra s'engager, bon gré mal gré, et qui laissera des traces dans les comptes d'exploitation et les bilans.

FRANÇOIS RENARD

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION







## BOURSE DU 1<sup>er</sup> MARS

## Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

28/82

VALEURS	% du cours	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emis. Inc.	Rachet net	VALEURS	Emis. Inc.	Rachet net	VALEURS	Emis. Inc.	Rachet net
<b>Obligations</b>			CITRAM PR	2805		Moral Délégué	555	558	<b>Etrangers</b>			A.A.A.	1015 97	951 10	Franch-Associé	31 79	31 79	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 8.25/87	120 85	6.75	265			122	122 80		A.E.C.	680		Action	210 46	202 82	Franch-Cap.	31 79	31 79	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 8.25/87	120 20	6.22	363	363		Navigation Ind.	208	210	Alcan Al. Can.	110	110	Appareil	738 48	723 30	Franch-Prod.	12882 189	12882 189	Placement M.	5053 97	5023 90
10.80% 7/9/84	102 80	5.25	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	American Bond	215	220	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
10.80% 7/9/84	110	2.57	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90
Emp. B. 12.25/84	104 35	4.81	324	324	324 50	Opport.	324	324 50	Asahi	590	590	Appareil	723 30	723 30	Franch-Exp.	224 28	224 28	Placement M.	5053 97	5023 90

**Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



## MAROC

Hassan II  
attendu  
en France

Hassan II pourrait se rendre à Paris la semaine prochaine, a-t-on appris, vendredi matin 1<sup>er</sup> mars, de source autorisée. Les derniers voyages en France du souverain remontent à décembre 1989 lorsqu'il avait coprésidé avec M. Mitterrand la conférence euro-arabe, et à juin 1990 lorsqu'il avait assisté à La Baule au sommet franco-africain.

Depuis lors, la publication du livre de Gilles Perrault *Notre ami le roi*, puis le déplacement décommandé de M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand dans les camps de réfugiés sahraouis avaient provoqué un refroidissement des relations entre Paris et Rabat. La visite de M. Roland Dumas, début novembre, dans la capitale marocaine avait, semble-t-il, permis de lever certains malentendus sans les dissiper complètement.

Lire également page 10

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Quation d'Orient : « L'éternel retour », par Simone Zaghidour. 2

Le conflit du Golfe... 3 à 9

Le journal d'un amateur « Etats-Unis », par Philippe Boucher... 9

Les élections au Bangladesh

Le succès annoncé de la bégum Za... 10

Simone Weber condamnée

Vingt ans de réclusion criminelle... 13

Bibliothèque de France : débat relancé

M. Marc Fumaroli répond à M. Dominique Janet... 14

« Le Bloc-Notes » au Studio

des Champs-Élysées

Michael Etchavarry fait revivre la chronique de François Mauriac 14

M. J.-M. Rausch en Egypte

Une ralanée de la coopération économique... 19

Les difficultés de Philips

Des pertes records en 1990 mais le rachat de la filiale en 1991... 21

## AFFAIRES

Les brasseurs se poussent du col

Le faux pas de Cheyenne

La finance fait son entrée dans les agences photos... 23 à 25

## SECTION B

## SANS VISA

Zurich, miroir de Zurich

Shanghai, ville debout

Une maison de France sur le Golfe... 29 à 36

## LIVRES • IDÉES

Plaisir de Chine

Lacan, directeur

Le feuillage de Michel Breudeau

Le chroniqueur de Nicole Zand... 37 à 44

## SECTION C

## Services

Abonnements... 2

Bulletin d'enseignement... 15

Carnet... 18

Foins et Salons... 16

Jeux... 34

Loto... 18

Marchés financiers... 26-27

Météorologie... 15

Philatélie... 15

Radio-Télévision... 17

Spectacles... 16

Week-end d'un chineux... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3616 LM

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> mars 1991

a été tiré à 289 800 exemplaires.

## ÉTATS-UNIS : le procès de l'ancien dictateur panaméen

Un des principaux témoins à charge  
contre Manuel Noriega a été tué  
dans un accident de voiture

Un témoin important de l'accusation dans le procès pour trafic de drogue de l'ancien homme fort du Panama, Manuel Noriega, et de deux de ses co-accusés, le Colombien William Saldarriaga et l'Américain Brian Davidow, est mort, mercredi 27 février, dans un accident de voiture, ont annoncé jeudi les autorités. Le témoignage de Ramon Navarro aurait impliqué directement les trois hommes dans une tentative d'introduction illégale de 322 kilos de cocaïne aux États-Unis en mars 1986. Ramon Navarro devait témoigner, en effet, sur la tenue d'une réunion à Panama entre Saldarriaga et Davidow, au cours de laquelle ils avaient mis au point l'envoi en Colombie, à partir de Panama, d'un millier de fusils d'assaut M-16, qui devaient être échangés contre de la cocaïne auprès de l'organisation colombienne du cartel de Medellín. La drogue devait ensuite être convoyée aux États-Unis à bord d'un yacht, le *Krill*. Au cours de cette réunion, les deux hommes se seraient entretenus par téléphone avec Manuel Noriega, qui leur aurait assuré que le *Krill* pourrait transiter sans risque par le

canal, les ports et les eaux de Panama.

L'affaire du *Krill* est l'une des quinze charges pesant sur Noriega et ses quatorze co-accusés. Saldarriaga et Davidow avaient obtenu du juge William Hoeweler d'être jugés séparément, car ils craignaient que la publicité faite autour du procès Noriega n'affecte leur droit à un procès équitable et serein. L'accusation a toutefois reconnu avoir payé Navarro 170 000 dollars et lui avoir assuré l'immunité pour plus d'une centaine de délits de trafic de drogue en échange de son témoignage dans cette affaire. L'accident dans lequel est mort Navarro s'est produit mercredi soir, à proximité de l'établissement pénitentiaire dans lequel Noriega et l'un des deux autres co-accusés sont prisonniers. Cet accident, dont la première conséquence sur le procès Noriega est de priver l'accusation d'un témoin important, est actuellement l'objet d'une enquête approfondie, a-t-on indiqué de sources policières.

Le procès des deux co-accusés de M. Noriega avait commencé lundi à Miami, tandis que celui de l'ancien homme fort panaméen doit commencer le 24 juin. — (AFP, Reuters)

## ALBANIE

Premier procès  
de manifestants

Le premier procès de manifestants ayant participé en renversement, dans le centre de Tirana, de la statue d'Enver Hoxha, fondateur de l'Albanie communiste, a commencé mercredi 27 février dans la capitale albanaise, selon la télévision locale. Soixante-quatre personnes sont inculpées en relation avec les événements du 20 février. Par ailleurs, un représentant de l'opposition a assuré jeudi que dans deux villes de province, Korçe et Fier des communistes conservateurs ont rétabli les statues de M. Hoxha qui avaient été renversées. Elles se trouvent désormais sous la protection de l'armée.

Sur le plan économique, en revanche, le gouvernement tente de jouer la carte de l'apaisement. Le conseil des ministres a décidé mercredi d'autoriser les Albanais à disposer de moyens de transport privés tels que automobiles, « petits camions » et même « taxis privés au service du peuple ». En outre, le gouvernement a annoncé la présentation prochaine d'un programme destiné à améliorer l'approvisionnement de la population, qui consisterait notamment à réserver la production alimentaire à la consommation locale et à accroître les importations dans ce secteur. — (AFP, Reuters)

## GRÈCE : victoire des « orthodoxes »

M<sup>me</sup> Aleka Papariga a été élue  
à la tête du Parti communiste

## ATHÈNES

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Aleka Papariga, quarante-cinq ans, représentante de l'aile « dure » du Parti communiste grec (KKE), a été élue contre toute attente, mercredi 27 février, secrétaire générale à l'issue du 13<sup>e</sup> congrès. Première femme élue à ce poste depuis la création du PC, elle a recueilli 57 voix au nouveau comité central, contre 53 pour le candidat du courant rénovateur, M. Yannis Dragasakis, un jeune économiste considéré comme l'étoile montante de la nouvelle génération communiste.

La candidature de M<sup>me</sup> Papariga, membre du comité central depuis 1978 et du bureau politique depuis 1987, a été présentée par le dirigeant historique du parti, M. Harilaos Trikoupi, alors que le secrétaire général sortant, M. Grigoris Farkas, proche des rénovateurs, refusait de briguer le poste. La victoire des conservateurs, majoritaires de quelques voix au comité central, intervient après un congrès confus et souvent brouillé où prédominaient les querelles entre les deux courants.

La bataille entre les deux courants se poursuivra la semaine prochaine pour la désignation des onze membres du bureau politique. L'avenir du parti est en jeu et les deux tendances ont lancé des appels à l'unité, qu'il sera cependant difficile de maintenir.

## PRATIQUEZ

Le sport de la personnalité !

## ET GAGNEZ

- Impact sur un public
- Qualité des contacts
- Influence en réunions
- Maîtrise en entretiens
- Force de conviction
- Rayonnement de votre personnalité

## CONFÉRENCES D'INFORMATION

de 19h précises à 20h45

PARIS 33 Av. de Wagram

le 5, 12 et 19 Mars

SAINT GERMAIN

Mardi 5 mars

Pavillon Henry IV

21 rue Thiers

ENTRAÎNEMENT DALE CARNEGIE®

Lecteur mondial de la formation

Présenté en France par la Sté Wayne

2, Rue de Marly - 75001 La Chapelle

Tél 1-39 54 01 06 - Fax 1-39 54 81 25

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAILLE

## Perspectives

**C**HAMPAGNE pour Tru-muche at Duehmola, gros, très gros marchands de canons et de béton. Finis, la guerre. Vive la paix ! Et vivement les affaires :

— A la nôtre, mon grand ! Dia donc, c'est pas tout ça, mais va falloir se magnifier le train, là, si on veut pas que les British et les Américains nous refassent la coupe du Koweït et nous piquent 90 % des contrats avec l'Irak.

— Il y a pas le feu ! Tu sais bien que Bush est décidé à prolonger l'embargo tant qu'il restera au pouvoir, Saddam.

— Tu rigoles, ou quoi ? Les concurrents sont tous là, à fourbir leurs armes, on va quand même pas leur abandonner le terrain. Bon, alors toi, tu t'occupes de lui reconstruire ses bunkers, et moi...

— Les bunkers, c'est pas évident. Il risque de faire à nouveau appel aux Allemands.

— Enfin, voyons, ils sont nuls ! Des taupinières, leurs abris souterrains.

— Remarque, même s'ils me les piquent, il me resta les ponts, les...

— Et moi, les missiles. Les Sov sont dans les choux avec leur Scud à la con. Je vais te leur en balancer des super-perfectionnés : longue portée, tir mieux ajusté et bonne patte à têtes chimiques bien pleines et bien faites. Quand je pense à tous les avions de combat, les tanks, et les chars français qui sont déjà pointés, prêts à partir, direction Bagdad, ça me rend malade.

— T'a pas diversifié, aussi. Là, dans la conjoncture actuelle, l'édition, tout ça, c'est du papier cristal, du papier de soie, rien de plus fragile ! Tandis que, moi, je vais me taper des kilomètres d'autoroutes, des aéroports, des gares, et alors, les casernes et les prisons, je te raconte pas ! Je souffrirai pas à la demande.

— Qu'est-ce que tu dirais d'un petit marché ? Leur télé, tu me la ramènes sur pied et j'y installe mon présentateur vedette à la place du son homme-tronc, à Saddam. Pourquoi pas la tienne ? Parce que pendant six mois on n'a vu que lui, là-bas. Et puis, bon, tu te rattrapes sur les usines bidoes de lait pour bébé, OK ?

## En 1990

Progression de 5,2 %  
du salaire horaire

Le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 1,2 % au quatrième trimestre 1990 contre 0,9 % au troisième trimestre, selon l'enquête trimestrielle publiée le 28 février par le ministère du travail. Sur l'ensemble de l'année écoulée, cette progression, qui constitue la base à partir de laquelle sont décidées les revalorisations du SMIC, atteint 5,2 %.

Rapportée à une hausse des prix de 3,4 % l'an passé, cette progression dégage une augmentation du pouvoir d'achat de 1,8 % (contre 0,8 % l'année précédente).

■ **PÉROU : seize morts** dans des affrontements entre l'armée et le Sentier lumineux. — Une bataille entre guérilleros maocistes et militaires a fait 16 morts au Pérou, dans le département d'Ayacucho à une vingtaine de kilomètres d'un village où des membres du Sentier lumineux avaient tué 31 paysans appartenant à une « milice paysanne », samedi dernier, a annoncé l'armée jeudi 28 février. — (AFP)

■ **James Brown en liberté conditionnelle**. — James Brown a été mis en liberté conditionnelle pour cinq ans le mercredi 27 février, après avoir purgé deux années de prison pour usage de stupéfiants. Le chanteur de soul compte maintenant finir d'enregistrer un nouvel album.

Report confirmé  
pour la navette spatiale  
Discovery

Après une semaine d'incertitude, les experts de la NASA ont tranché : la navette Discovery devra être réparée avant d'accomplir la mission militaire, prévue à l'origine pour le 9 mars. Les fissures de 15 centimètres découvertes dans les trappes du fuselage (le *Monde* du 21 février) ont été jugées trop dangereuses pour être laissées en l'état.

Les réparations ne pouvant être effectuées sur le pas de tir, Discovery sera reconstruite dans son hall d'assemblage. Le lancement, retardé de plusieurs semaines, aura donc lieu après celui d'Atlantis, qui doit, le 4 avril, mettre sur orbite le satellite d'astronomie GAO. Un contretemps qui pourrait repousser à 1992 au plus tôt le septième vol inscrit au calendrier de la NASA pour 1991. D'autant que des fissures similaires, bien que de plus petite taille, viennent d'être décelées sur la navette Columbia. — (UPI)

## LES FEMMES REAGISSENT...

## LES GRANDS

## "NON"

## DE LA MODE

NON, à cette petite robe noire toute simple à 4 900 F (Oh !).

NON, à ce chemisier de soie ravissant, mais l'énigme indique 2 800 F (Ah !).

NON, à ce tailleur plutôt sympé, mais le veston est à 5 400 F et le jupe à 1 800 F, alors NON.

NON et NON, à tous ces vêtements, qui dépassent 10 000 F (et aussi l'entendement), ces robes du soir à des prix éhontés. NON et NON.

OUI, il est bien plus amusant de faire des folles de tissus, plein de tissus, depuis 30 F le mètre.

## RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## SCIENCE &amp; VIE

GUERRE TERRESTRE :  
L'AFFRONTEMENT  
DE DEUX  
STRATÉGIES.

Les deux stratégies qui s'affrontent au Koweït ont été conçues dans les années 70 pour une guerre en Europe qui n'eût pas lieu.

L'« Air-Land-Battle » américaine contre l'« Opérativnyy Group » soviétique adoptée par l'Irak.

Deux dogmes militaires diamétralement opposés qui n'avaient jamais eu l'occasion de vérifier leur valeur respective sur le terrain. SCIENCE & VIE vous explique en détail ces deux conceptions de la guerre terrestre.

## ET AUSSI :

LES SECRETS DU PATRIOT

CANCER DU SEIN : LE COUPABLE IDENTIFIÉ

LA VIE APRÈS LA VIE

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

S A

Zurich

Lorsqu'on demande à des habitants comment ils voient Zurich, ils réfléchissent. Vous répondez : « Dans le canton de Zurich ». Surtout, ne s'étonnent : Zurich, c'est effectivement, à Zurich, nulle part ailleurs.

C'est ainsi que Zurich, la ville la plus sûre d'Europe, a vu son taux de criminalité baisser de 10 % en 1990. La plus grande ville d'Europe, avec ses 350 000 habitants, Zurich est une ville où l'on peut se promener sans crainte. C'est ainsi que Zurich, la ville la plus sûre d'Europe, a vu son taux de criminalité baisser de 10 % en 1990. La plus grande ville d'Europe, avec ses 350 000 habitants, Zurich est une ville où l'on peut se promener sans crainte.

C'est ainsi que Zurich, la ville la plus sûre d'Europe, a vu son taux de criminalité baisser de 10 % en 1990. La plus grande ville d'Europe, avec ses 350 000 habitants, Zurich est une ville où l'on peut se promener sans crainte.

## AU SOMMAIRE

Shanghai peut-être un nouveau Hong Kong ? Les nouveautés du monde sont arrivées à Paris. Saül, capitale en gastronomie. Les Shetland visités par les touristes. Escapes (p. 30) Jeux (p. 34) 1991

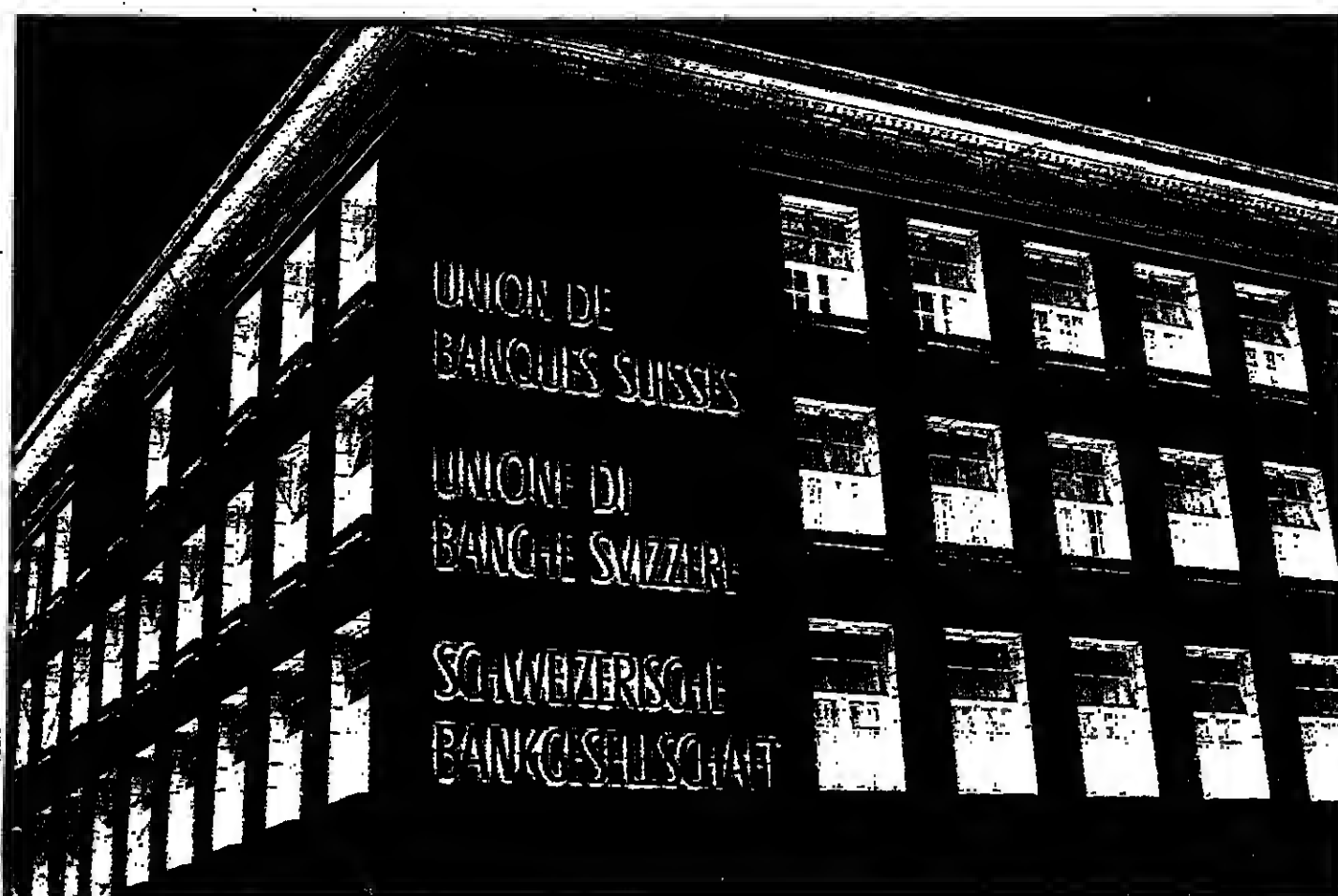
مركز لادبيل



سكدر من لايصل

# S A N S • V I S A

## Zurich miroir de Zurich



Lorsqu'on demande à ses habitants comment situer Zurich, ils réfléchissent, et vous répondent : « Au nord du lac de Zurich. » Et le lac ? « Dans le canton de Zurich. » Surtout, ne pas s'étonner : Zurich est, effectivement, à Zurich, et ailleurs part ailleurs.

C'est n'est pas aveuglement, ou orgueil. C'est. Avec satisfaction, vos hôtes s'honorent d'être à la croisée des chemins. Pas de l'univers, ne vous méprenez pas ! La plus grande ville de Suisse, trois cent cinquante mille âmes, dont quelques-unes nées bien loin des rives du lac, est *si* bien placée au carrefour de l'Oberland et du Littoral. Bref, des quatre points cardinaux du canton.

C'est ainsi, et cela ne vaut pas d'en rire. A l'époque des vanités promotionnelles, du tout-mondialisme, il y a comme un réconfort à écouter l'une des cités les plus célèbres au monde se prendre pour un village. Et puis, les soirs de folie, après quelques bières, dans les cafés bordant la Limmat, ce fleuve qui se croit roissin, les Zurichois pousseront l'audace, en se penchant à votre oreille pour ne pas choquer leurs voisins de table, jusqu'à vous concéder que la ville

même une discrète guerre de cent ans contre sa voisine Bâle, allemande comme elle, puissante, difficile à vaincre en raison de son éloignement. Et puis, derrière Bâle, peut-être Stuttgart, peut-être Francfort. Mais ce serait vanter-dise que de l'affirmer. Non, Zurich dans Zurich, c'est plus sage. Voir plus loin serait immoral, surprendrait Huldrych Zwingli, qui assura, face à Calvin, la particularité du protestantisme local.

Encore une fois, ce n'est pas manichéisme. Zurich vit à l'étroit sur ses rives, entre ses collines et face au lac, et s'en trouve fort bien. Un seul côté l'inquiète. Le Nord, par où peut arriver l'étranger, les dangers éventuels. Survenir. Le Nord et sa gare, énorme signe d'inquiétude, monstre de collections de lignes ferroviaires. Disproportionnée. Hauptbahnhof. Au cœur de cette ville qui se réverrait plus petite encore si elle l'osait, presque au bord de l'eau, un embarras permanent, une faille, une fêlure dans le dispositif culturel et géographique. Bien sûr, la gare, c'est pour aller à Winterthur sans les fatigues de la route. Mais au-delà de Winterthur ? Quelque chose d'autre commence, lourd de mauvais présages, une résonance planétaire. Quelque chose que les Zurichois comparent vaguement à Genève, cette ville débauchée, frontalière de l'inconnu, qu'ils sont aller visi-

ter, un jour, avec précautions, comme on s'avance dans une ruelle de perdición. Pour oublier le tourment permanent de cette gare trop voyante, Zurich applique la seule recette qu'elle connaisse : le bonheur à la zurichoise. Partout ailleurs, on soupçonnerait d'indifférence un tel comportement. Surtout en ces temps de déshirements. Par morale, rigide, on l'a compris, la

cité du bout du lac, estime sincèrement qu'être soi-même à la perfection est le meilleur service qu'on puisse, ici-bas, rendre à l'ordre des choses. Suisse avec constance, Suisse-Allemand, mieux encore, Zurichois. De son bureau, dans le centre, à sa maison, au-delà des collines, puisque la ville, trop petite, n'abrite pas ses habitants à la nuit tombée. De son bureau à la station de ski, dès le vendredi. De son bureau à son bureau, pour toute une vie, dès qu'on a assimilé l'art d'être banquier, employé de banque, sous-traitant de banque, contrôleur de banque...

urbaine, mille et une manières miniaturisées, identifiées dès l'enfance, entre le temple, l'école et la maison, et tout au long de la vie vérifiées. Pour les autres, affectivement, un folklore enfantin : les jouets de bois, la bière, la musique et les danses en costumes, les carnavals villageois, les fêtes cantonales. La face apparente d'une vertu. De tous les musées qu'offre cette ville, le plus prisé est celui qui protège les secrets de la vie rurale des aïeux. De tous les récits, le mieux raconté celui des batailles contre les cantons catholiques, au début du seizième siècle. L'histoire la plus sûre, celle du bourgmestre Hans Waldmann, qui résista, il y a longtemps, c'est-à-dire à peine hier, à Charles le Téméraire.

Et c'est ainsi. Personne n'en rit, à moins de venir de l'extérieur, de faire son bonheur de l'équivoque modernité, des messages suspects, des confusions de l'univers. Homme, sweet home, en patois zurichois, pour profession de foi. La ville astique ses églises des bords de la Limmat, vante les dentelles de sa mairie, dépense des fortunes pour rénover les quelques maisons de commerce sauvées des siècles, lorsque le centre n'était que marécage aux grenouilles. La colline de la rive gauche est scient-

ment abandonnée aux étudiants, à quelques artistes. C'est justice, conformité historique : la vieille université de théologie et de sciences veille, sur sa crête éternelle, à la conformité du présent. Réel plaisir, aussi, car cette jeunesse sagement cosmopolite paraît avoir pour fonction d'animer une sorte de Son et Lumière réglé une fois pour toutes par ses cris juvéniles, de remonter le ressort d'un automate dans quelque ruelle escarpée, aux angles rôtis, aux deux ou trois cafés sombres sauvés de l'avenir. Même le rock préserve, ici, les chansons d'alpages. Les objets flous fixent le bleu du lac, le blanc de la neige, au loin sur les cimes. Le vert parfait, écolo à souhait, comme tout dans Zurich, le strict vert de cet horizon de chromo.

Zurich n'a pas de murailles. Son autoprotection est toute spirituelle. Le monde entier y pénètre, et depuis déjà quelques siècles, le monde entier y est chez lui, plus sûrement que chez lui. Cette ville est une Mécène. Y entre qui veut, mais jamais en surface. En sous-sol, où Zurich ne revendique plus son particularisme, où plus rien n'est suisse allemand. La culture zurichoise est un curieux mirage. Le folklore, l'intimisme local, les pudeurs protestantes prévalent à l'air libre de cette cité sans âge, à 400 mètres d'altitude.

Ses caves brassent des pulsions qui scandaliseraient les prudents Zurichois, s'ils savaient. Ses caves collectionnent l'argent, comme une femme légère les amants généreux. Si elle devinait l'existence de ces trafics souterrains, la ville réagirait sans doute, c'est bien pourquoi ce même argent entre ici par le sol, s'abrite dans des coffres de ciment et d'acier, fait semblant de dormir.

Si Zurich, ce village, savait... Mais rien de ces universelles pratiques sataniques n'est ici visible. La Bahnhofstrasse ? La célèbre artère, si tranquille, plantée de tilleuls et réservée au lent ballet des trams, qui mène de la gare au lac ?

Philippe Boggio  
Lire la suite page 32

### AU SOMMAIRE



Shanghai peut-elle devenir un nouveau Hongkong — p. 33  
Les nourritures du monde sont arrivées à Paris — p. 30  
Soulieu, capitale en gastronomie — p. 31  
Les Shetland du pôle Sud visités par les touristes — p. 32  
Ecoles (p. 30) • Téléx (p. 30)  
Jeux (p. 34) • Table (p. 35)









55 ذر من الإصم

## Saulieu la gourmande

Les témoins de l'Etat dévient leur route jusqu'ici non plus pour nourrir leur appétit de pouvoir, mais pour se régaler de choses très terrestres. Et quelles! Mais il n'y a pas qu'eux à avoir repéré l'endroit. Saulieu, 3 000 habitants, capitale en gastronomie. Reportage.

CONDAMNÉE un triste jour à jouer le taureau de bronze de François Pompon contre l'autoroute triomphante, Saulieu (Côte-d'Or), en bonne logique marchande, aurait dû s'évader de la mémoire nationale. C'était en 1969. Une France rêvant de transports rapides, un Paris centralisateur mais aussi quelques dissensions municipales en avaient décidé ainsi. Loin de prendre le chemin le plus court, le ruban à péage contournerait l'étape ancestrale et pour aller d'Avallon sur Chalon-sur-Saône, on devrait à l'avenir se rapprocher de Beaune, plutôt que du Morvan. Ils sont nombreux encore à garder ici en mémoire l'annonce du désastre, l'ampleur du traumatisme attendu. « Ce fut d'autant plus douloureux, confie le docteur Philippe Lavault, maire et érudit, que les mois précédant l'ouverture de l'autoroute la ville était pleine. Les hôtels affichaient plus que complet et les cuisiniers avaient pris l'insupportable habitude de gargariser. Puis, du jour au lendemain, ce fut fini. On nous avait coupé l'artère vitale et la ville fut comme morte. »

La chronique locale assure que la pénitence soixante-huitarde ne dépassa pas trois à quatre ans. Convalescente, encore fragile mais prête à la revanche, la cité reprit goût à donner de la joie. Pour comprendre, il faut bien sûr sortir de l'autoroute et remonter quelque peu le temps. Saulieu, comme tant d'autres villes, s'était émergé que parce qu'elle était un lieu de grand passage, doublé d'une aire de repos. Les chemins antiques, déjà, annonçaient ici l'avenir.

C'était la voie d'Agrippa, qui venait d'Autun, passait à l'ouest de Liernais pour rejoindre la future nationale 6 vers Avallon. De Saulieu, on gagnait aussi l'Auxois par Precey-sous-Thil, Alesia, ou Vézelay au Quarré-les-Tombes. « Depuis l'époque gallo-romaine, tout est passé ici, les fautes, les armées, les maladies comme les idées », raconte le docteur Lavault.

La peste en 1349, les Anglais onze ans plus tard, une bande baptisée « les Ecorcheurs », en 1348, puis une autre - « les Tard-Venus » - en 1444, profitèrent de l'endroit. La peste encore, de mul-

tiples disettes, le fanatisme religieux, il fallut attendre le dix-septième et plus encore le dix-huitième siècle et ses diligences pour que la ville commence à bâtir sa réputation de haute hôtellerie et gastronomique. En août 1677, déjà, la question ne semblait plus se poser à M<sup>re</sup> de Sévigné. En chemin vers Vichy et ses eaux supposées anti-rhumatismales, elle fait étape à Saulieu et dans l'une de ses lettres confie la longueur sur place de la présence à table et, corollaire, la nécessité de boire beaucoup. Plus simplement, son cousin de Guitaut dira, lui, que la dame était alors « entre deux vins » et qu'il y aurait eu quelque gâchis, dans de telles conditions, à aller dépenser de l'argent pour de l'eau de Vichy.

Saulieu commençait à célébrer ses épousailles avec la table. Dans la seconde partie du dix-huitième siècle, une hostellerie à l'enseigne du Duc de Bourgogne (située aux numéros 11 et 13 de l'actuelle rue Danton) est tenue par un certain sieur Berger. Là, le 1<sup>er</sup> octobre 1753, lors d'un dîner de réception offert par la ville en l'honneur de l'évêque d'Autun, on servit un incroyable repas composé de près de cinquante plats dont on possède fort heureusement le relevé *in extenso*. Les cardons d'Espagne au parmesan y côtoient les saucisses au vin de Champagne, les poulets

inaugurer le monument aux morts d'une guerre qu'on imaginait naïvement sans suites. Ce sera douze plats (sans compter les petits fours et les mignardises) et cinq vins parmi lesquels un richebourg et un musigny millésimés 1911. Le lendemain, le chef Budin (Hôtel de la Côte-d'Or) présente aux mêmes convives officiels et pour la première fois un « jambon du pays à la crème » qui allait, durant quel-

qu'à recevoir - c'était le 18 octobre 1952 -, le maréchal Juin. Signe des temps, on a réduit le nombre des plats (six au total) qui égale celui des vins, parmi lesquels alors un Montrachet 1949, un La Tâche 1938 (du domaine de la Romanée-Conti) et un Clos des Goisses 1943.

Dumaine quitta un jour Saulieu pour d'autres festins. Il laissait la Côte-d'Or à François Minot, « chef de cuisine et propriétaire », qui, sans vraiment démentir, ne sut pas conserver les « trois étoiles » entre parenthèses que lui avait généreusement octroyées le Michelin. Mais l'appétit et la mémoire étaient trop puissants pour qu'on en reste là.

En 1975, grâce à Claude Vergé, Bernard Loiseau, vingt-quatre ans, s'installe à la Côte-d'Or. Une étoile en 1977, deux en 1981, il renouera à sa manière et non sans courage avec la magie séculocienne. Brocardé, parfois méchamment, parce que laissant la crème pour l'eau, il inventait une cuisine débarrassée des graisses d'une autre époque, Loiseau s'est lancé seul corps et âme dans l'une des aventures individuelles qu'autorise aujourd'hui la renommée internationale du petit club des grands cuisiniers français (28 millions de francs d'investissements en dix ans).

Après quelques tâtonnements, et après avoir notablement agrandi sa maison, Loiseau est en parfaite harmonie avec sa ville en attente d'une troisième étoile qu'on ne saurait sans grande injustice ne pas rapidement lui décerner. Avec lui, Saulieu a retrouvé le chef qu'elle réclamait, le leader admis d'une cité de 3 000 habitants qui compte treize restaurants, trois « bouches véritables », autant de charcutiers et de pâtisseries.

On ne s'enorgueillit plus ici des repas officiels, et c'est à peine si l'on uote les fréquents passages

chez Loiseau de l'actuel président de la République et de nombre de ses proches.

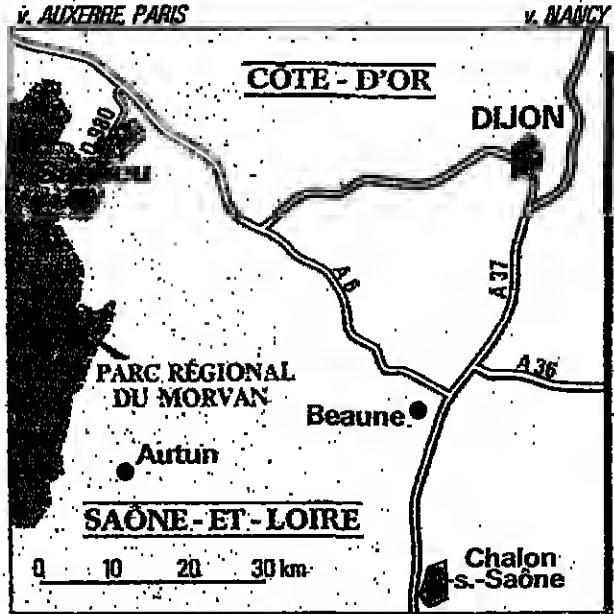
Face au Morvandiau de Paris, le Café de Paris, véritable hymne à Trenet, va ouvrir une salle pour un billard à la française avant que l'on ne fete, l'an prochain, son centenaire. La mairie met la dernière main à un musée qui, parce qu'il réunira, à l'ombre de la basilique Saint-Andoche, le sculpteur Fran-

çois Pompon et l'excellent Dumaine, se devra d'être inauguré un jour par l'actuel ministre de la culture. Ainsi la ville-étape s'est transformée en capitale de ce que l'on nomme trop vite « la table » alors qu'il s'agit avant tout d'affaire de goût et de quête du partage. Enfin, loin de l'autoroute, au bord de la voie Agrippa, se dresse, souriant, un charolais de bronze.

De notre envoyé spécial  
Jean-Yves Nau



Bernard Loiseau, chef du restaurant la « Côte-d'Or ».



au coulis d'écrevisse, les œufs au jus de mouton, les grives piquées ou la croquante au caramel.

Bien au-delà de l'anecdote, le détail des menus fit dès lors office de chronique municipale et ce, avec d'autant plus de raisons que les grands chefs commençaient à trinquier ouvertement avec les grands de ce monde. Le 10 décembre 1921, Victor Burtin officie à l'Hôtel de la Poste, quand Raymond Poincaré est à Saulieu pour

ques décennies, devenir l'une des plus belles célébrités de l'endroit. Trente ans plus tard, Alexandre Dumaine est à la place de Budin et fera bientôt de la Côte-d'Or - ce qu'il est aujourd'hui redevenu - l'un des plus hauts lieux de la gastronomie mondiale.

Les voitures automobiles sont de plus en plus puissantes et, hélicoptère aidant, on glisse vers la Méditerranée en faisant une halte obligée à Saulieu, chez Dumaine

## Guide

• De l'autoroute A-6, on rejoint Saulieu à partir de l'échangeur d'Avallon ou, mieux encore, de Bierre (km 235). Saulieu compte une dizaine d'hôtels de bonne facture, parmi lesquels ceux de la Poste (80-64-05-67) et du Lion d'Or (80-64-16-33).

Pour ce qui est de l'Hôtel (quatre étoiles, Releis et châteaux) de la Côte-d'Or (80-64-07-66), le prix des chambres se situe entre 260 et 1 800 francs. En salle (superbe

choix de vins bourguignons, service et sommelliers hors pair), comptez 500 francs et plus.

On fera, par ailleurs, un saut à l'auberge des Brizards dans le Morvan, à Querré-les-Tombes (86-32-20-12). Visitez enfin la basilique romane de Saint-Andoche ainsi que les œuvres de François Pompon, sculpteur, enfant de Saulieu, exposées au musée régional situé à proximité immédiate de la basilique. •

## ISLANDE geysers et volcans

avec votre voiture à bord du canotier "Norröna" de la Smyril Line  
Voyagez ADREPA  
42, rue Foch à Paris  
Tél. 01 47 00 81 93



384 PAGES 185 Frs.

# MUSÉART

Un grand magazine culturel qui vous ouvre avec passion les portes des villes du monde entier. Ce mois-ci: Fugue à Vienne et escapade à Salzbourg. 128 pages de plaisirs et de découvertes.

MUSÉART N°8 SPÉCIAL VIENNE 35 F  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

06400 CANNES  
HÔTEL LIGURE\*\*\*NN  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. 970275  
Fax 93-39-19-48  
A deux pas du Palais des congrès.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.  
DOC: id. 93-35-76-69. Fax 93-38-55-07.

06500 MENTON  
HÔTEL-VILLA NEW-YORK\*\*\*NN  
LOGIS DE FRANCE  
Chambres grand confort, climatisées, TV  
couleur, téléphone direct, vue panorami-  
que, jardin, parking clos. La tranquillité à  
100 m des plages. Forfait 7 J/7 N en  
1/2 pension à partir de 1 500 F.  
DOC: id. 93-35-76-69. Fax 93-38-55-07.

NICE  
HÔTEL LA MALMAISON  
Best Western\*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
CH. PERSONNÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. : 93-87-63-56 - Téléc. 470410.  
Télécopie 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
à 5 km de St-VÉRAN  
HÔTEL LE CHAMOIS\*\*  
LOGIS DE FRANCE  
Toutes possibilités de ski  
Demi-pension, Pension  
Tél. : 92-45-83-71.

74740 SIXT  
HÔTEL PETIT TÉTRAS\*\*\*NN  
Logis de France  
Au pied des pistes en hiver.  
Au départ des randonnées en été.  
26 chambres calmes et confortables.  
Piscine chauffée en été.  
Tél. : 50-34-42-51. Fax : 50-34-12-02.

Paris  
SORBONNE  
HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

AU CŒUR MÊME DE PARIS  
(Madeleine, Opéra, Concorde)  
L'HÔTEL BURGUNDY\*\*\*  
8, rue Duphot, 75001 Paris.  
Téléphone : 42-60-34-12.  
Téléc. : 47-03-95-20.  
Téléc. : 213 380 F.  
Parkings à proximité.  
Chambres 2 personnes : 660 F.  
Chambres 1 personne : 580 F.  
(Prix nets, petits déjeuners inclus.)  
Calme total.  
Excellent restaurant.

Suisse  
St-MORITZ (Engadine)  
Kulm - Hôtel  
L'hôtel 5 étoiles  
dans la grande tradition.  
Centre mondain et sportif.  
CH 7500 St-MORITZ - Tél. : 1941 82/2 11 51  
Fax 3 27 38.

TOURISME  
SUISSE  
VALAIS: Magnifique cbalet,  
soleil, vue. 0041 614020233.



## Zurich miroir de Zurich

Suite de la page 29

Méprise : ce ne sont que respectables façades de banques. Immeubles majestueux, surchargés de colonnes, nets, accueillants. Des banques, quoi de plus normal ! De plus rassurant ! L'une à côté de l'autre, et surtout à Paradeplatz, à mi-hauteur de ce cours, ou les trois principales institutions financières de Suisse ont pensé à border ce carrefour, comme ailleurs les monuments des ministères cernent les esplanades.

Des affiches prévenant : le service ici proposé ne s'interrompt pas à la nuit. Sur le mur de la Banque Leu, autre célébrité, érigée en 1715, une immense photographie montre un homme avançant, peut-être le directeur, un combiné à l'oreille, qui paraît veiller tard pour ses clients. Et un numéro - non de compte, de téléphone - « 01-219-23-10, ouvert 24 heures sur 24 ». Tout au long de ce trottoir, tous les signes de l'accueil helvétique. Des guichets automatiques, des panneaux informatiques avec les cotes de la Bourse. Dans les halls, si frais, si apaisants, des établissements, l'heure de Tokyo et de New-York. Partout, le premier mot, la première invite : *Kasse*. La caisse. Ces commerces, si l'on ne regarde qu'au ras du sol, semblent être tous propriété d'un seul homme. Un certain « Change ».

Zurich ne comprendrait pas que son boulevard vous donne le vertige, que vous y voyiez malice, ou mauvaise intention. La Bahnhofstrasse est comme l'alpage qui sommeille au cœur de tous les Zurichois. A sa juste place. Une autre

spécificité historique, un autre folklore qu'on chérit comme le chalet familial. Par devoir et conviction. L'argent est arrivé comme les mercenaires de l'Empereur, comme tous les événements qui perturbent parfois le bal en costume traditionnel de cette voisine, de Winterthur. Sans que l'alpage ait eu son mot à dire. Avec les protestants, les familles riches d'Europe qui avaient fui les persécutions de la première moitié du seizième siècle. Puis après la révocation de l'édit de Nantes. Puis à chaque bouleversement de la planète.

Avec respect, Zurich avait rangé l'or, l'avait compté, car les amis exilés n'étaient nulle part en sécurité, et que c'était la morale, après tout, qui commandait ce modeste soutien. Les exilés reviendraient peut-être. On avait ouvert les livres des absents. Depuis, on rangeait, on comptait, sans trop se demander pourquoi. Par éducation.

Aujourd'hui, cette singularité pourrait passer pour envahissante. Zurich gère le deuxième marché mondial des investissements financiers, la première place de l'or. 25 % de ses habitants travaillent dans la banque, ou ses annexes. On trouve ici plus d'avocats que n'importe où ailleurs, qui conseillent anonymement ceux qui n'ont pas la chance d'habiter Zurich. La Bahnhofstrasse est l'artère d'un certain dévouement.

On reste sceptique ? Les Zurichois ont l'habitude de ce soupçon. Les services secrets américains ont ici plus d'agents que dans n'importe quel autre point du monde. La ville est sur écoute. Les polices fran-



çaises et italiennes se déguisent en touristes, sur les bords du lac. Personne ne croit à cette histoire d'entraide à distance ? Le bourg veut l'ignorer. Certaines valeurs - morales - restent incompréhensibles. Que l'étranger se moque de cette hypocrisie apparente, de cette contradiction entre la surface et les caves, est habituel. Mais que des Suisses jettent l'anathème ! Qu'un Suisse francophone rompe le serment du secret ! Que Jean Ziegler, l'écrivain-député, après beaucoup de journaux belvétiques, prétende que le village enrichit des vovous, cela n'est pas convenable.

A ces accusations outrancières, Zurich se replie un peu plus sur sa passion du bonheur en miniature. Qu'y peut-elle, la ville de la Limmat, si les familles juives du continent avaient ici placé des fonds, et qu'après le malheur qui avait

donné du goût pour la neutralité à la Confédération, on n'avait pas été sûr de la légitimité des survivants ? Le trésor du FLN ? Celui des mafias ? Des dictateurs ? Le village n'a pas l'habitude de réclamer des comptes sur l'honorabilité de ses clients de hasard.

Dans un livre sulfureux, Jean Ziegler, l'an dernier, a mis en cause la tranquillité de la ville, dénoncé l'honnêteté des façades, de la gare au lac. Raconté, après d'autres, la proximité d'investisseurs douteux avec l'avocat Hans W. Kopp, l'époux du ministre de la justice, Elizabeth Kopp. L'avocat a ses bureaux en ville, des liens avec des sociétés fiduciaires, des cabinets de gestion, que les polices du monde entier suspectent de dissimuler les revenus de la drogue. L'affaire a fait grand bruit, dans la montagne. Des justiciers, bien sûr, venus de

Genève, ou de l'autre rive du Léman, ont même désigné « Platzspitz », ce quartier près de la gare, où les jeunes font mortelle provision de drogue, à quelques centaines de mètres des banques.

Sous la force du scandale, sous la pression des États-Unis, la loi protégeant le secret bancaire, un très calviniste sens de la parole donnée, a été légèrement modifiée. Les Philippiens ont pu récupérer les avoirs de leur cher dictateur, Ferdinand Marcos. Une première. Un manquement à la règle entre les banques et leurs clients inconnus.

Un mauvais souvenir, en cet hiver de guerre, où Zurich prie parfois pour qu'une autre campagne de dégellement ne la vogue pas à la complicité indirecte des crimes du Proche-Orient. De l'argent irakien ? Sans doute. Puisque toutes les fortunes prennent des vacances

dans cette irritable cité. Zurich n'y peut rien. L'histoire a décidé pour ses habitants, et eux, ils appliquent simplement, avec rectitude, la règle de l'habitude.

Et puis, ce serait méconnaître le village que de ne le croire qu'allié de l'or. Des hommes ont ici trouvé refuge. Des pacifistes de toutes les guerres. Des exilés, d'un autre genre, auxquels personne n'avait songé à demander le récit de leurs crimes. Léonie, avant sa révolution. Joyce, qui repose au cimetière de Fluntern. Le dadaïsme, au Cabaret Voltaire, sur la Spiegelgasse. Thomas Mann, Bertolt Brecht, Robert Musil. Zurich ne les a pas empêchés d'écrire, d'espérer, ou de désespérer, du reste du monde. A tous, Zurich a prêté son fameux silence, sa discrétion aujourd'hui décriée. Certains eurent même pour la ville un autre regard que Jean Ziegler. Elias Canetti, par exemple, qui passa ici quelques années d'une jeunesse heureuse. Même à se méprendre : « (...) Je m'imaginais aussi - je ne sais pas ce qui m'y poussa - que la richesse n'y était pas spécialement prise », écrit le Prix Nobel de littérature (2).

Alors, c'est assez dire que Zurich la prude, la familiale, Zurich l'heureuse, est une inconnue un peu dédaignée. C'est égal, expliquent ses habitants, tant que coulera la Limmat.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio

(1) Jean Ziegler, *La Suisse lave plus blanc*, Seuil, 1990.  
(2) Elias Canetti, *Histoire d'une jeunesse*, la langue sacrée, Albin Michel, 1980.

## DÉCOUVERTE

# Les Shetland du pôle Sud

Voyageurs hors limites, sept mille touristes fréquentent chaque année ce poste avancé du continent antarctique aux mains des scientifiques : les Shetland de l'hémisphère sud.

VIGIES courtes sur pattes, rivières à la plage caillouteuse, les manchots serrent l'horizon marin. Leur royaume immaculé serait-il menacé ? Le danger, pourtant, vient d'abord du ciel. Malheur au pinguin qui se pose sur sa colonie : les oiseaux de proie ont vite fait de fonder sur l'imprudent. Pour mieux s'en défendre, peut-être, les pingouins du pôle Sud tolèrent dans leurs rassemblements éléphants et loups de mer. Avachis entre les rochers, trompeusement flasques, les gardiens de la côte se dressent d'un bond sur leurs nageoires pour mieux montrer les crocs, lorsque la présence d'un intrus, animal ou humain, leur devient intolérable.

Au loin, la banquise bleutée s'effondre dans l'océan, se fragmente en icebergs qui dérivent vers le nord. C'est l'été austral. La mer n'est pas prise par les glaces, et seules les hauteurs de King-George, l'une des îles Shet-

land du Sud, sont couvertes de neige. Le thermomètre indique 3 degrés au-dessus de zéro, mais le vent augmente la sensation de froid.

Sept pays sont présents sur ce poste avancé du continent antarctique. A l'origine simple station météorologique, la base chilienne Teniente (lieutenant) Marsb tire sa fierté d'être aujourd'hui la plus importante de l'île, et la seule à accueillir femmes et enfants du personnel scientifique et militaire. Partant de Punta-Arenas, qui dispute à l'Argentine Ushuaia, plus connue des téléspectateurs français, le titre de la ville la plus australe du monde, un avio-cargo de l'armée de l'air assure un vol aussi régulier que les caprices du temps le permettent.

Car les tempêtes hivernales, lors desquelles les vents peuvent souffler à 350 kilomètres/heure, ou l'amoncellement de nuages rendant tout atterrissage impossible isolent souvent les bases du continent américain. Mais les 300 occupants de Teniente Marsb sont habitués aux intempéries. A en croire Valeria, qui y réside depuis deux ans, la vie au bout du monde serait même « fascinante, exempte d'égoïsme et d'hyppocrisie ». Cette jeune mère de trois enfants se réjouit de pouvoir, enfin, se consacrer pleinement à sa famille et d'éprouver aucune nostalgie de l'agitation de

la lointaine capitale. Splendide isolément ? Les pionniers, en tout cas, ne manquent de rien. Outre les confortables bungalows d'habitation, leur village compte une école primaire, un petit hôpital où sont déjà nés quatre enfants, un bureau de poste, une succursale bancaire, une supérette, et même une agence du Loto sportif ! Une radio locale transmet quotidiennement cambias et concertos, recettes de cuisine et leçons de premiers secours. Grâce au satellite, les images de la guerre du Golfe, fracas incongru dans le grand silence blanc, ont crevé l'écran, ici comme ailleurs.

Les loisirs ? Ski et luge l'hiver, grâce au remonte-pente installé dans les parages. Et l'été, certains audacieux, tout de même vêtus d'une combinaison d'homme-grenouille, font de la planche à voile sur la baie. Le soir, on se retrouve autour d'un barbecue ou pour animer une veillée folklorique à laquelle sont souvent conviés les voisins soviétiques, dont la base Bellinghansen se trouve littéralement à deux pas. Ces bons rapports ne doivent rien aux récents bouleversements politiques survenus dans les deux pays, puisque Chiliens et Soviétiques de l'Antarctique faisaient déjà assaut d'amabilité alors que leurs gouvernements se vouaient aux gémonies.

Car la terre des glaces est aussi terre des hommes. Les différences ethniques et politiques ne sauraient entamer la fraternité des conquérants du dernier « nouveau monde ». Au total, trois mille ressortissants de vingt-six nations peuplent une cinquantaine de bases. La plupart sont établies sur le pourtour du continent, dont les 13 millions de kilomètres carrés sont presque entièrement couverts d'une calotte glaciée épaisse de 2 000 mètres.

Mais l'Antarctique est aussi terre de convoitises. Principale réserve mondiale d'eau douce, recelant du pétrole et probablement aussi des minerais, entouré

d'eaux riches en krill, un petit crustacé dont les protéines porteraient, assure-t-on, de pallier la sous-alimentation chronique de l'humanité, le continent blanc est-il un trésor qu'il faudra bien exploiter, à mesure que s'épuisent les ressources naturelles de la planète ?

Les réponses divergent : révoque l'an dernier dans la ville chilienne de Vina-del-Mar, les vingt-six parties consultatives au traité de l'Antarctique (1) ne sont pas parvenues à un accord. La France, l'Australie, la Belgique et l'Italie demandent l'interdiction définitive de toute prospection et exploitation minières, par crainte de leurs conséquences sur l'environnement. D'autres pays, à l'instar des États-Unis, de la Grande-Bretagne et du Chili, sont favorables à un moratoire. Quoi qu'il en soit, les conditions climatiques rendront pendant longtemps improbables les activités minières sur le continent austral.

Sans prendre parti dans cette polémique, l'égyptien Mostapha Tolba, directeur du programme des Nations unies pour la protection de l'environnement, s'est rendu le 9 février à la base

Teniente Marsh afin de manifester la « préoccupation universelle pour l'avenir de l'Antarctique ». C'est la première fois qu'un haut fonctionnaire de l'organisme international posait le pied sur le continent, où l'ONU, a-t-il annoncé, désire installer une station d'observation.

M. Tolba a mis en garde contre les conséquences désastreuses du « trou » dans la couche d'ozone. L'ouverture s'est élargie en été sous l'effet des radiations solaires, au point d'être alors aussi étendue que le territoire des États-Unis. Comme les émanations de chlorofluorocarbures qui détruisent le gaz atmosphérique mettent une centaine d'années à se dissiper, la catastrophe est irréversible, même si les nations industrialisées observent le code de bonne conduite qu'elles ont adopté en 1987 à la conférence de Montréal et réduisent de moitié, d'ici à 1999, l'utilisation du produit dévastateur.

Outre qu'elle a part au réchauffement global de l'atmosphère terrestre, la gigantesque fenêtre ouverte sur le ciel austral expose le continent aux rayons ultraviolets. Premier à en être affecté, le

phytoplancton a souffert, en cinq ans, d'une diminution de 30 % de son rythme de reproduction. Du krill aux baleines, c'est donc la chaîne alimentaire de toutes les espèces animales qui pourrait être altérée.

Mais d'autres menaces pèsent sur l'écosystème antarctique. Les occupants des stations s'éliminent pas toujours leurs déchets conformément aux exigences de sauvegarde de l'environnement stipulées par le traité. Il existe aussi les risques inhérents au trafic maritime : le naufrage de deux navires, en 1989, a provoqué les premières marées noires dont ait en à pâtir l'océan Austral. Sans parler des sept mille touristes qui abordent chaque année cette terre de sciocce, de richesses... et d'incertitude.

De notre correspondant à Santiago du Chili  
Gilles Baudin

(1) Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Corée du Sud, Espagne, États-Unis, Équateur, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Suède, URSS, Uruguay.



THOMAS

## IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois  
le VENDREDI, daté SAMEDI,  
dans le supplément MONDE SANS VISA  
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

مركز من زليصل



سكس زرين لامل

# Shanghai ville debout

Il ne s'agit plus de « concessions » comme au temps des empires coloniaux, mais de « zones franches » : Shanghai se livre aux plus offrants et appelle l'Occident à l'aider dans son match engagé contre Hongkong. Qui gagnera ?

Q. Ul n'a rêvé de Shanghai ? De la fascination pour l'héroïque peuple rouge que décrit Malraux, aux secrets regrets d'un capitalisme triomphant, ou encore des attraits inavouables de plaisirs obscurs qu'offrait la « putain de l'Orient » ? Tout le monde a en tête une page de cette ville mythique. Une page déformée ou dépassée, une page qu'il nous tarde d'écrire avant que Shanghai ne disparaisse derrière un projet qui devrait tout au moins la transformer en profondeur.

Depuis peu, en effet, le gouvernement de la Chine populaire, afin de marquer la continuation de sa politique d'ouverture, a dévoilé un programme ambitieux, visant à refaire de Shanghai la première ville industrielle, commerciale et financière d'Asie.

Après l'avoir purgée, nettoyée de ses vices, après l'avoir ponctionnée et délimitée de 90 % de ses ressources pendant quarante ans, Pékin change de politique et veut désormais réhabiliter Shanghai « l'infâme » de « sur mesure » aux couleurs capitalistes. On peut-elle faudrait-il dire de « sur mesure », puis il s'agit de rien de moins que de faire d'elle le Wall Street doublé de la Silicon Valley du vingt et unième siècle.

Les objectifs sont ambitieux, voire irréalistes ; ils marquent néanmoins un tournant dans la politique d'aménagement du territoire chinois. Fini les vieux dogmes, la première Bourse chinoise viendra s'installer face au fameux Bund des années 30, au cœur d'une cité financière et commerciale qui n'aura rien à envier à ses sœurs occidentales et que dominera la plus haute tour d'Asie. Une tour de télévision de 450 mètres de haut, symbole de la chaîne prospérité chinoise ! Au-delà du nouveau centre d'affaires, les entreprises high tech s'installeront dans la plus moderne zone industrielle du pays et, pour compléter le tableau, Shanghai accueillera un aéroport international, un port en eau profonde, une zone franche...

De rêve, de l'esbroufe ? Pas si sûr depuis que le gouvernement s'est engagé fermement sur ce projet, consacrant une partie du budget de l'Etat au développement de Shanghai et l'inscrivant dans le VIII<sup>e</sup> Plan. Bien sûr, il faudra un financement extérieur, des capitaux étrangers, mais la dette vient à point nommé, et Shanghai ne se ménage pas pour faire sa pub. On ne parle évidemment plus de « concessions », mais de zone franche, zone de dégrevements fiscaux où les investisseurs étrangers pourront trouver des baux de soixante-dix ans à des conditions très avantageuses. Remake de l'histoire, véritable révolution économique... De toute façon, tout reste à faire.

La mer Jaune s'engouffre dans la terre, et soudain, au milieu de l'estuaire, une île. Nous sommes maintenant sur le plus grand fleuve de l'empire du Milieu, le Yangtze. Un fleuve de plusieurs kilomètres de large, navigable jusqu'à plus de 1 500 kilomètres à l'intérieur des terres, mais le paquebot fait route sur Shanghai, vire et s'engouffre dans le premier fleuve sur bâbord. Un fleuve plus modeste, à peine arrivons-nous sur le Yangtze qui déjà s'écoule la première ville industrielle de Chine.

Mais Shanghai, c'est aussi le premier port du pays, ce qui donne à cette arrivée de nuit un caractère magique. Un trafic incroyable : cargos, paquebots, ferries entre lesquels se faufilent des trains de péniches tirés par d'antiques remorqueurs.

Sur des dizaines de kilomètres les quais du fleuve sont encombrés de minéraliers, pétroliers, vragiers de tous âges et de tous pays, qui déchargent à la lumière crue et éblouissante de leurs projecteurs. Derrière les entrepôts et les chantiers navals rouillent encore les usines. Un paysage de brique, de tôles, de cheminées, avec parfois celles des hauts-fourneaux qui brusquement crachent leurs langues de feu.

Nous n'en finissons pas de traverser le port de Shanghai, mais le Bund n'est toujours pas en vue. Sur tribord, les usines, les quartiers laborieux, sur bâbord, un immense triangle de marécages, de rizières, d'usines et de cités ouvrières qui s'étirent jusqu'à la mer Jaune : Pudong. C'est justement là que devrait s'épanouir le Shanghai du troisième millénaire.

Mais le bateau arrive et le fameux Bund apparaît à la sortie d'un coude du fleuve. Toutes les gloires ou les misères de Shanghai ont eu pour symbole cette orgueilleuse façade. Une riche façade prenant pied et s'appuyant sur le fleuve sans jamais avoir osé le franchir. D'un côté de la rive, des grattoirs des années 30 version Manhattan, magnifiquement illuminés, où jadis pas moins de trois cents banques et institutions financières avaient élu domicile, de l'autre rien, ou presque. Quelques lugubres entrepôts s'élevaient. Sensation de plat contrastant tant avec la ville du Bund, toute en hauteur. Un Bund anachronique, disposé comme les gradins d'un amphithéâtre, calé dans la courbure du fleuve et regardant curieusement Pudong de toute sa hauteur, une scène vide où rien ne se passe encore.

C'est pourtant là que se focalisent tous les regards du monde économique depuis que le maire de Shanghai, M. Zhu Rongji, a dévoilé l'ambitieux programme de développement de ce qui n'est encore qu'une « zone ».

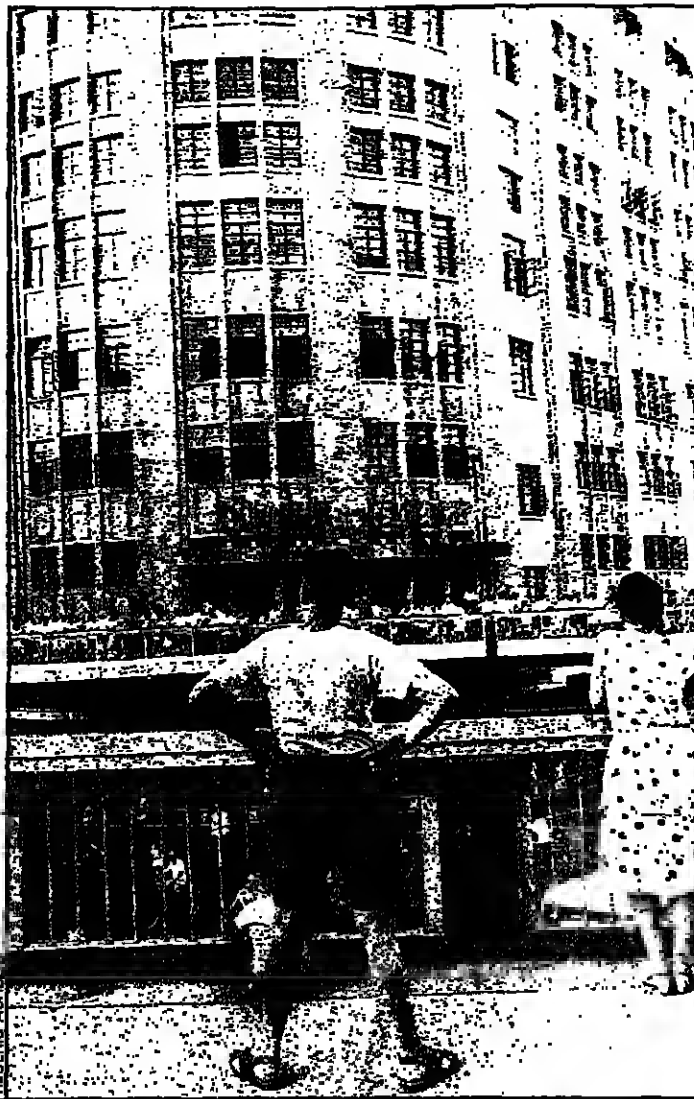
Le projet Pudong, c'est à la fois tout et rien. Tout, parce que les projets sont immenses, les potentialités de développement de la zone exceptionnelle, et rien puisqu'il s'agit pour l'instant d'une vaste zone de 500 kilomètres carrés, sous-équipée, coupée de Shanghai par un large fleuve et actuellement considérée comme l'un des bas-fonds de la ville. Ce qui pourrait faire passer du rien au tout : l'argent et la stabilité politique, ce qui va de pair. L'argent, il faudrait au bas mot quelque 80 milliards de dollars sur trente ans pour faire de Pudong, et par là même de Shanghai, le nouvel Hongkong dont rêvent ses dirigeants.

La stabilité politique, c'est peut-être beaucoup demander, et la municipalité a déjà assez de difficultés à réunir les 10 milliards de dollars nécessaires au financement de la première phase du projet, qui s'attelle au cruel manque d'infrastructure. « C'est le plus bel espace de la ville, dira un urbaniste, mais qui n'a jamais pu être développé faute de lien entre les deux rives. » Première tâche, en effet, relier cette zone désertique au centre de Shanghai. Un vieux tunnel existe depuis 1944, une armada de petits ferries font l'aller-retour, mais cela est bien insuffisant pour désenclaver un espace aussi grand, qui représente tout de même plus d'un million d'habitants et 10 % de la production de la ville.

Déjà un tunnel routier reliant rapidement les deux rives a été inauguré l'année dernière, cinq autres devraient suivre d'ici à 1995, tandis qu'au-dessus de l'eau un gigantesque pont suspendu sera ouvert l'année prochaine.

Lorsque M. Deng Xiaoping, il y a douze ans, engagea sa politique d'ouverture sur le monde extérieur après trente années d'isolement, il décida la création de cinq zones économiques spéciales, véritables fenêtres sur le monde capitaliste et d'ailleurs localisées à proximité de Hongkong, de Taïwan et de l'Asie du Sud-Est. Le projet Pudong est présenté comme une deuxième étape de l'ouverture, et cette fois-ci il s'agit d'ouvrir le centre de la Chine afin de doper toute la vallée du Yangtze. Après le succès des fenêtres, c'est une porte royale qui

devrait s'ouvrir sur le monde extérieur. Car, si les règlements annoncés concernant les conditions d'investissement et d'implantation des entreprises étrangères n'offrent que peu d'avantages supplémentaires comparés à ceux des autres « ZES », il faut souligner que l'originalité de Pudong tient à sa taille exceptionnellement grande, en plein cœur de la première ville industrielle chinoise. De plus, il ne s'agit pas d'attirer des unités manufacturières de peu d'importance, mais des industries de forte valeur ajoutée. D'autre part, l'importance économique de Shanghai est d'une tout autre force.



Les deux provinces immédiates entourant la ville représentent une population de proximité de cent millions d'habitants et, si l'on considère l'arrière-pays, c'est-à-dire le bassin du Yangtze, il faut compter sur un tiers de la population chinoise. Evidemment, l'effet multiplicateur est dans ce cas-là d'une tout autre échelle.

Le maire est tellement décidé à refaire de Shanghai la « perle de l'Orient » qu'il se dit prêt à rendre à leur fonction initiale les buildings du fameux Bund aujourd'hui occupés par diverses administrations. Réel retour des banques ou poudre aux yeux, une chose est sûre, les urbanistes travaillent d'arrache-pied pour intégrer le développement du futur centre financier de Pudong dans la continuité du centre-ville et du Bund.

Dès cet hiver, un concours international d'urbanisme organisé en collaboration avec la France sera lancé pour trouver la meilleure forme urbaine des 27 kilomètres carrés de ce futur centre d'affaires. Alors, le rêve ? Beaucoup y croient dur comme fer, et un diplomate enthousiaste ajoutera qu'il ne s'agit déjà plus tout à fait d'un rêve lorsque la volonté politique se fait à ce point sentir.

Ce serait, dit-on, l'enfant chéri de M. Deng Xiaoping, et le premier ministre Li Peng a lui-même inauguré l'agence de développement de Pudong au printemps dernier.

Alors Shanghai, ville incroyablement dynamique, ne se le laissera pas dire deux fois. Même pillée outrageusement par le gouvernement central, la ville a réussi à résoudre bon nombre de problèmes, ce qui fait dire à un directeur d'une

banque française : « Pour une personne qui connaît Shanghai depuis les années 50 et qui sait que la ville a été la vache à lait de Pékin, on mesure le chemin parcouru, et, en fin de compte, on constate que la ville ne s'en sort plutôt pas trop mal. Maintenant, Shanghai va pouvoir profiter et investir dans son développement : on peut donc penser que tout est permis. Pudong, cela se passera sur des décennies, mais tout le monde pousse très fort de l'avant, et ça bouge. »

Mais il reste du chemin à parcourir, notamment dans le domaine des transports. 85 % de la population se déplaçant en bus et à vélo. « Il y a dix ans, dira un homme d'affaires, il n'y avait pas une voiture à Shanghai. Aujourd'hui, même si ce n'est rien comparé aux pays occidentaux, elles sont de plus en plus nombreuses, et la cohabitation avec les vélos est une véritable catastrophe. » Quelle surprise effectivement pour celui qui s'attend à une ville écologique, sans bruit de moteur, avec juste le paisible frotement des pédales.

Grande déception. Le paysage sonore est plus qu'épouvantable. Dans un roulement perpétuel de milliers de sonnettes de vélo, quelques voitures, dont il est stipulé dans le code de la route chinois qu'elles doivent signaler aux cyclistes leur présence par un bref coup de klaxon, obéissent effectivement dans une cacophonie continue face au torrent de vélos qui déferle dans les rues. Le problème est tel que tout un réseau de rues et d'avenues est interdit aux cyclistes et qu'un bataillon de menaçants petits hommes tout habillés de jaune, armés de petits drapeaux rouges, ont pour charge à chaque

carrefour d'empêcher une infiltration des deux-roues.

Les transports en commun ne sont guère plus performants dans ce décor, et quel terrible spectacle que de voir ce peuple d'ordinaire souriant ou indifférent aux autres soudain prendre d'assaut un vieux bus, s'invectivant, se bousculant avec une violence inouïe, sans plus aucune règle de politesse envers quiconque et surtout pas des femmes et des enfants. Pour résoudre ces problèmes, un métro est en cours de percement, mais il n'est pas près d'améliorer la circulation.

L'autre grand problème concerne les logements. Un programme de villes nouvelles à la périphérie avait bien été mis en place, mais l'échec fut total : au lieu que cela aboutisse à décongestionner une ville où chaque habitant dispose en moyenne de 4 à 6 mètres carrés, ce sont les populations des campagnes qui se sont encore rapprochées de Shanghai.

Selon la municipalité elle-même, la moitié des familles sont mal logées. Evidemment, les disparités sont grandes entre les quartiers périphériques faits d'immeubles récents et le centre-ville où s'entassent littéralement les familles. Les vieux quartiers du centre sont les plus dégradés, ce qui n'empêche pas la population résidente d'y être particulièrement attachée puisque tout est à proximité, commerces, restaurants, artisans, petits marchés, image réelle de l'Asie trépidante. Les familles du vieux Shanghai s'entassent, pour les plus chanceuses, dans les anciennes villas des concessions. De grandes maisons bourgeoises bien cosues, mais redistribuées de

manière à loger le plus possible de ménages. Les autres, et il s'agit de 75 % des habitants, sont installés dans les *liangs*. Il s'agit d'un habitat typiquement shanghaien apparu au siècle dernier, lorsqu'il fallut faire face au développement accéléré de la ville. Sorte d'habitat populaire, construits comme le furent les corons du nord de la France pour loger les ouvriers des manufactures environnantes, ils offrent, dans un mélange de style chinois et de style occidental, une originalité propre. Chaque *liang* répondait à une classe sociale bien déterminée et se présentait comme un ensemble homogène d'habitations qui s'organisaient autour d'une ruelle ou d'un réseau de ruelles.

Bien que l'habitat soit dégradé, la qualité architecturale de ce qu'a légué l'époque des anciennes concessions est indéniable. Chacune de ces concessions offrait son type d'habitat, sa sensibilité, son architecture. Le centre de Shanghai est donc un patchwork bien découpé de sensibilités diverses, française, anglaise, japonaise et autres. Cette diversité, pour agréable qu'elle soit, n'en est pas moins la cause de nombreux problèmes urbains. Chaque concession en effet était construite selon les normes du pays auquel elle appartenait. Il en résulte ainsi d'importants problèmes de connexion des réseaux. « Ce manque d'infrastructure, dira M. Zou, ancien ingénieur des ponts, a été accentué par le boom de l'immobilier qui a suivi la réforme économique de Deng Xiaoping il y a douze ans. Avant cette réforme, on ne construisait rien. Depuis, ça s'est élevé de partout, des tours par-ci, des blocs par-là, mais l'infrastructure, elle, n'a pas suivi. D'où les problèmes de pollution, de transport, de réseaux, que nous connaissons aujourd'hui. »

Le boom a par ailleurs mité par le haut le vieux Shanghai. Chaque quartier a voulu sa tour, son symbole de richesse quel qu'en ait été le prix urbain et architectural à payer. Il aura fallu attendre cette année pour que les autorités municipales interdisent les constructions de plus de dix niveaux dans l'intention de préserver le patrimoine architectural aujourd'hui reconnu. Cette fois-ci, après les massacres de la révolution culturelle et les récentes menaces du boom immobilier, il semblait que la municipalité ait réellement pris conscience de l'importance et de la qualité de son patrimoine en décidant de le préserver et de le restaurer. Une équipe d'architectes français, en collaboration avec le ministère de l'équipement, est en train de réaliser un programme de réhabilitation des quartiers populaires, travaillant sur les *liangs*, tandis que d'autres pays européens tentent également de se placer dans ce fantastique marché potentiel du bâtiment et des travaux publics. Que ce soit dans la construction, la réhabilitation, les infrastructures de transport (métro gagné par les Allemands, les Français ayant la charge de percer les tunnels) et les réseaux de toute sorte, les Shanghaiens ne manquent pas de travail.

Shanghai a certainement la population la plus dynamique et la plus pragmatique de Chine. Loin, très loin de la grande politique de Pékin, les Shanghaiens veulent s'enrichir et consommer. La nuit tombée, même après l'extinction des éclairages du Bund marquant la limite officielle des heures décentes, d'immenses rues commerçantes continuent à vivre jusque tard dans la nuit. Des rues illuminées d'enseignes accrocheuses, des rues où il est possible de choisir entre des dizaines de restaurants, où il est possible de chanter et danser dans les karaoké d'importation japonaise ou encore de chiner et d'essayer la mode de Hongkong ou de Tokyo dans un foisonnement de petites échoppes privées. Les Shanghaiens ont la réputation d'être les plus jolies filles de Chine, elles ont en tout cas de quoi s'habiller, et il semble bien qu'elles aient définitivement tiré un trait sur le col Mao de papa.

Ephraïm Sandelin



# Bridge

n° 1424

## LA DOUZIÈME LEVÉE

Le chelem suivant a été gagné par l'équipe américaine qui allait remporter le titre mondial à Venise quelques mois plus tard. Même avec les mains adverses cachées la solution n'était pas difficile à condition de bien compter jusqu'à... douze.

AR 1095  
D 962  
AD 109  
R 5432  
S 87  
D 1095  
R 5432  
S 87  
D 1095  
R 5432  
S 87

Ann : S. don. Tous vuln. (don. 74)  
Sud Jacoby Nord Hamman Robinson  
Passe 1 contre passe 6  
3 contre 6

Ouest a entamé le Roi de Cœur sur lequel Est a fourni le 3. Le déclarant a compté avec le 3 de Carreau, puis il a joué le 9 de Carreau pour le 4 et le 7 pris par le Roi de Carreau d'Ouest qui a continué avec le 8 de Carreau sur lequel Est a fourni le 3. Comment Jim Jacoby en Sud a-t-il ensuite gagné ce PETIT CHELEM A CARREAU contre toute défense ?

## RÉPONSE

Il faut partir du principe que Ouest, qui a ouvert, a au moins cinq Cœurs et le Roi de Trèfle. En comptant les levées disponibles on arrive à deux Piques, trois Cœurs (dont deux coups du mort), trois Carreaux et quatre Trèfles si le Roi de Trèfle est troisième. Cependant, si Ouest a plus de trois Trèfles, il manquera une levée. Où pourrait-on la trouver ?

Deux possibilités : 1- faire un troisième Pique si la couleur est répartie 3-3 ou si O.V. sont exacts ; 2- serrer Ouest à Trèfle et Cœur (après deux coups du mort à Cœur)...

Ainsi, après avoir pris la main au second tour d'atout, Sud coupe une deuxième fois Cœur avec le dernier atout du mort. Puis il tire As et Roi de Pique afin de prendre la main en coupant le troisième Pique et en espérant que Ouest n'a pas un singleton à Pique et le troisième atout. Il ne lui reste plus qu'à tirer son quatrième atout sur lequel Ouest est serrer dans cette position :

10 4 A O 10 9  
2 R 5 4 3 2  
8 7 6 5 4 3 2

Sur le Valet de Carreau, Ouest jette un Trèfle, mais Sud joue le Valet de Trèfle et refait l'impasse pour faire tous les Trèfles.

Remarque : en fait dans la donne réelle Ouest avait la Dame de Pique sèche.

## ANALYSE LOGIQUE

Quand on a le choix entre deux cartes maîtresses pour se défendre des perdantes, il est utile d'analyser la situation en raisonnant avec logique. Dans la donne suivante le déclarant, un fameux champion de... golf, n'a pas poussé son analyse assez loin et il a chuté.

Essayez de jouer mieux que lui après avoir caché les mains d'Est-Ouest :

AR 1095  
D 962  
AD 109  
R 5432  
S 87  
D 1095  
R 5432  
S 87  
D 1095  
R 5432  
S 87

Ann : S. don. Tous vuln.  
Sud Jacoby Nord Hamman Robinson  
Passe 1 contre passe 6  
3 contre 6

Ouest a fait l'entame normale de la Dame de Trèfle prise par le Roi du mort sur lequel Est a fourni le 6. Le déclarant a ensuite tiré As Roi de Cœur et tout le monde a fourni. Comment Tim Holland en Sud aurait-il dû jouer pour gagner ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

## NOTE SUR LES ENCHÈRES

Oans les annonces une grosse faute a été commise, laquelle ?

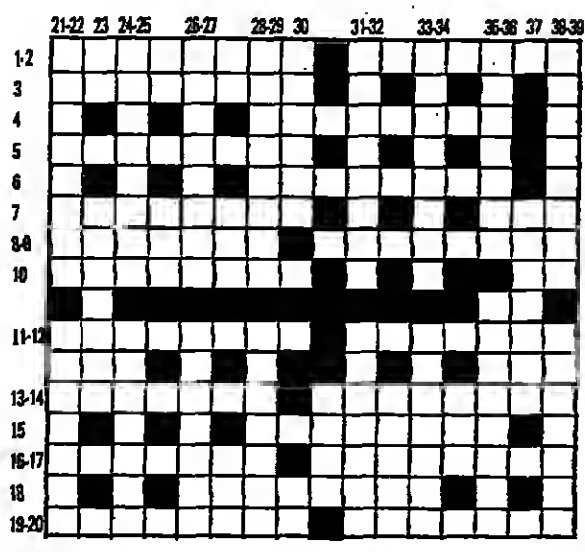
Nord n'aurait jamais dû dire « 5 SA » car ce Blackwood de Roi garantit que le camp a les quatre As, et il invite le partenaire à déclarer directement le grand chelem s'il détient des valeurs qu'il n'a pas pu encore indiquer. Attention, d'autre part, à ne pas confondre l'enchère de 5 SA précédée du Blackwood à 4 SA avec l'enchère directe de 5 SA appelée le « Josephite ». Si, par exemple, Nord avait eu une main différente et avait soutenu les Cœurs, un saut à 5 SA par lui au tour suivant aurait démasqué à Sud de bonifier au grand chelem à Cœur avec, à l'atout, As Roi, ou As Dame ou Valet.

Philippe Brugnol



# Anacroisés

n° 655



## HORIZONTALLEMENT

1. EFGHIO... - 2. CENOPRU (+ 1) - 3. AENNORST (+ 2) - 4. EEGINRRT (+ 2) - 5. ACEINORS (+ 6) - 6. EEEIPST - 7. EEEILRR - 8. ADLORSU (+ 2) - 9. ACEINTU (+ 1) - 10. ABCEEN - 11. AAFITUU - 12. ACEGILV - 13. AAEIRTV (+ 2) - 14. AACEIRTV (+ 3) - 15. AEEIRTV (+ 2) - 16. AEEINTX - 17. AEEIRST (+ 10) - 18. AAEIRTV (+ 1) - 19. AEEINRU (+ 1) - 20. AEEINRS.

## VERTICALEMENT

21. ACEFINRS (+ 1) - 22. AAEIRTV (+ 2) - 23. ABEIRTV (+ 2) - 24. ACEIOIRS (+ 5) - 25. EEFIMNN - 26. ADEINOR - 27. ACHIOU - 28. AEEILNT (+ 1) - 29. AAEIRTV - 30. EEEIPRT (+ 4) - 31. AAEINPRS - 32. AACHINT (+ 4) - 33. AEEINRTU - 34. ACEINR (+ 1) - 35. EEEIPRS - 36. AEEIRSV (+ 3) - 37. ADEINRU (+ 2) - 38. AAEIRPT (+ 2) - 39. ACEGERS (+ 2).

## SOLUTION DU N° 654

1. MIRACLE - 2. RENVIDER (DEVERNIR) - 3. ENQUAT - 4. ECOUMENE - 5. IMPULSIF -

## 6. REGITES (TIGREES) - 7. TRILOGIE - 8. TUAGES (AGUETS AUGETS) - 9. RANIMÉE (ANEMIER) - 10. PEINTURE - 11. ROSERAS (ARROSES ROSERAS) - 12. LIGNITES - 13. VALLEES - 14. MOCENES - 15. OLEODUC - 16. ENGRAMME (trace laissée dans le cerveau par un événement) - 17. RUINEUX (URINEUX) - 18. ELEVER (RELEVÉ REVELÉ) - 19. COSSER (COSSER COSSER) - 20. CULTURE - 21. MEPRISES (EMPIREES PERIMEES) - 22. IMPAYES - 23. ALEUSESE - 24. MEURTRE - 25. VRENNEL, en Suisse, pièce d'or de 20 francs - 26. INSERANT (ENTRAINS) - 27. ALLEGRO - 28. AQUILIN - 29. CUSTOM - 30. AGENAIS (NAGEAIS) - 31. EGEENNE - 32. ETISSES (MESSOIR REMOISES) - 33. EROSION (NOROISE) - 34. NOLITION (NOROISE) - 35. ECUILLER - 36. ODIUSE (ODEUSE) - 37. ECUILLER - 38. IMITATES (ESTIMATIF) - 39. ECREEEE - 40. DEFIGURE - 41. FERALIES (ALFERIES) - 42. REASSEES - 43. SECREEE (CETRES ECREEES TERCEES)

Michel Charlemagne et Michel Duguet

# Scrabble

n° 366

## Pauvre cholérique !

Pour satisfaire vos pulsions belléquistes nourries par les événements actuels, nous allons vous servir quelques épisodes de la guerre microcholé dont le protagoniste, après tout, n'est pas sans rappeler certain boute-feu de la guerre du Golfe.

« Un berger reçoit les FOUACIERS de Larne de IM BAILLER de la FOUACE (fougasse, galette de seigle), car c'est viande c'est manger à déjeuner raiains de PINEAU avec fousse fraîche pour ceux qui sont constipés de ventre, car ils les font aller long comme un VOUGE (arme à lame courbe), et souvent, croyant prier, ils se CONCHIENT... ADONC, le grand blâmoir de la confrérie des fougassiers, lui dit : « *Vraiment, tu es d'les CRÊTE* (comme un coq) ce matin » et lui bailla de son fouet à travers les jambes, mais le berger lui jeta un gros TRIBART qu'il portait sous son aisselle... Cependant les métayers, qui là auprès CIA-BLAIENT les noix, OYANT le cri du berger, accoururent avec leurs grandes gaules et frappèrent sur ces fougassiers comme sur seigne vert... En l'abbaye était un moine CLAUS-TRAL nommé Père Jean des Entom-

meures, jeune... bien à DEXTRE (adroit)... beau décroiseur de vigiles si ONCQUES en fut en MOINERIE. ICELU dit aux autres moines « *Fouaciers, que ne chanter vous Adieu, paniers, vendanges sont faites ?* ». Ce disant, se saisit du BASTON de la croix, qui était en cuir de CORMIER, sortit en beau SAYON (cassaque) et donna rudement sur les entomés, qui, sans ordre, vendangeaient : les trompettes étaient chargées de MOISSINES (branches de vigne avec les grappes et les feuilles), chacun était DELAYÉ (débarrassé) ; il choqua si rudement sur eux qu'il les renversa comme porcs, des uns déboulaient les SPONDYLES (vertèbres), des autres se décollaient les os comme par SPHACELE (gangrène)...

Picrocholé, ainsi désespéré, s'enfuit, mais son cheval BRONCHA par terre, à quoi tant fut indigné que de son épée le tua. Puis voulut prendre un âne au moulin, mais les moines le menèrent tout de coups, le détournèrent de ses habilllements et lui baillèrent pour soi couvrir une méchante souquenille (longue blouse).

Ainsi s'en alla le pauvre cholérique (belleux, colérique, sans moderne, malade du choléra).

Michel Charlemagne

N°	TIRAGE	MOT RETENU	RÉF.	PTS
1	EIKLNN	KINE	H 5	26
2	LNT+ADRU	DELURANT	8 G	60
3	AEIMNRY	MAYEUR (a)	J 4	36
4	AEIPRS	PRELASSA	L 1	76
5	EEMOVV ?	TOXEMITE	N 8	72
6	V+EEGIR	VERGER	O 1	36
7	V+DEGOU	DEGOUTE	O 1	36
8	II+ABET	BETIFIA (b)	13 G	82
9	EEFINU	JEUN	H 12	57
10	EEF+NSW	NEWS	10 G	34
11	EEF+LOT	FIL	14 J	34
12	EOT+UZT	OUZ(B)EK	5 C	46
13	ET+ADMPU	TUA	O 13	24
14	DEAD+AH	EP	N 5	28
15	ADIMP+NU	PUNA (c)	4 A	24
16	DIM+ACEL	PLACIDE	A 4	36
17	M+ANRST	SMART	11 A	25
18	AN+CEIST	ESTANCIA	C 8	72
19	EHLOTV	THALER	15 A	30
20	OV+BOOS	OS	15 M	20
21	BO+OV+IQ	ORVIE	G 1	14
22	IOQ	ROI	D 11	14
				876

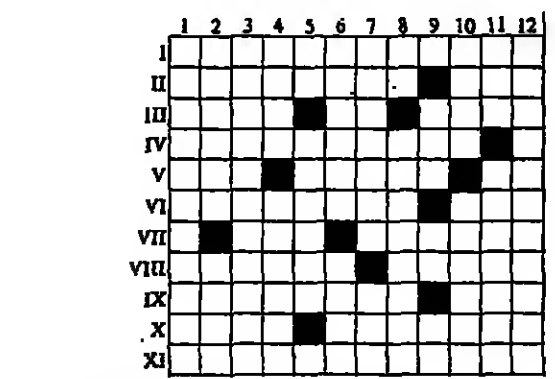
(a) Coup améliorable : MYRTALE, N 5, 39. (b) BEATIFIE, 14 G, perd 2 points. (c) Haute plaine des Andes, 1 M, Duguet ; 876, 2, E. Douillet ; 834.

Scrabble - Club Etelle, 7, rue Lescaur, 75116 Paris, 28 janvier 1991  
Tournais, lundi 21 h, mercredi et samedi 14 h 30 et 16 h 30, vendredi 14 h 30, 17 h et 20 h 30.

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O : les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

# Mots croisés

n° 653



## HORIZONTALLEMENT

1. Plus complètes ici. - II. Là il n'y a pas de fumée sans eau. Il nous en faut plus d'un. - III. Certains l'ont bien dur. Sa. Ne vous donne pas l'air d'un homme d'action. - IV. Donnent des perspectives proches ou lointaines. - V. Naturellement il promet. Dans l'électrode. Une chaque jour, c'est ce que demandent certaines organisations. - VI. Avec lui, difficile de fermer la bouche. A été choisi. - VII. Un fleuve, de l'estuaire à la source. Commencent généralement à la première page. - VIII. Manchoir. Fait obstruction. - IX. Met sur les nerfs. Ne fonctionne plus. - X. A se mettre sur la tête, on alors dans les mers. Se met au mur. - XI. Finet accierier.

## VERTICALEMENT

1. Il plaidera qu'il peut y avoir de la fumée sans feu. - 2. Traduit un malaise. Fit la richesse de maintes régions. - 3. C'est une malhonnêteté. - 4. Un loup pour l'homme, si l'on fait des histoires. Métallurgiste. - 5. Fera du chemin. Se crispa. - 6. Rapaces.

Ainsi soit-il pour les désordonnés. - 7. Sulfate. C'est une réponse assez habituelle. - 8. Pronom. Produite à plusieurs. - 9. Pour le fils. Pronom. A lire. - 10. Lestes. Après la moisson. - 11. Il réussit à sauver les espèces. Quand il était noir on le redoutait. - 12. Font gagner des centimètres.

## SOLUTION DU N° 652

### Horizontalement

1. Dispositions. - II. Incertains. Ay. - III. Stentor. Tram. - IV. Pond. Risée. - V. Aïse. Ervah. - VI. Tère. Fr. Ego. - VII. Cri. Relation. - VIII. Hasarde. AL. - IX. Intraitables. - X. Nici. Tallait. - XI. Gestionnaire.

### Verticalement

1. Dispatching. - 2. Intolérante. - 3. Scénariste. - 4. Pendis. Arit. - 5. Ort. Serra. - 6. Store. Editio. - 7. Irat. Fléan. - 8. Ti. Sera. ALN. - 9. Inter. Tabla. - 10. Réveillai. - 11. Naa. Ago. Eir. - 12. Symphoniste.

François Dorlet

## Tournoi des Hauts Fourneaux

Wijk aan Zee, 1991.

Blancs : M. Adams.

Noirs : I. Sokolov.

Partie espagnole.

Contre gambit Marshall.

1. 44. 2. 23. 3. 23. 4. 23. 5. 23. 6. 23. 7. 23. 8. 23. 9. 23. 10. 23. 11. 23. 12. 23. 13. 23. 14. 23. 15. 23. 16. 23. 17. 23. 18. 23. 19. 23. 20. 23. 21. 23. 22. 23. 23. 23. 24. 23. 25. 23. 26. 23. 27. 23. 28. 23. 29. 23. 30. 23. 31. 23. 32. 23. 33. 23. 34. 23. 35. 23. 36. 23. 37. 23. 38. 23. 39. 23. 40. 23. 41. 23. 42. 23. 43. 23. 44. 23. 45. 23. 46. 23. 47. 23. 48. 23. 49. 23. 50. 23. 51. 23. 52. 23. 53. 23. 54. 23. 55. 23. 56. 23. 57. 23. 58. 23. 59. 23. 60. 23. 61. 23. 62. 23. 63. 23. 64. 23. 65. 23. 66. 23. 67. 23. 68. 23. 69. 23. 70. 23. 71. 23. 72. 23. 73. 23. 74. 23. 75. 23. 76. 23. 77. 23. 78. 23. 79. 23. 80. 23. 81. 23. 82. 23. 83. 23. 84. 23. 85. 23. 86. 23. 87. 23. 88. 23. 89. 23. 90. 23. 91. 23. 92. 23. 93. 23. 94. 23. 95. 23. 96. 23. 97. 23. 98. 23. 99. 23. 100. 23.

## NOTES

a) Marshall expérimenta toute sa vie ce gambit qu'il joua pour la première fois contre Capablanca lui-même à New-York en 1918 avec la suite 9. dxd5, Cxd5 ; 10. Cxd5, Cxd5 ; 11. Tx45, Cf6. Il essaya ensuite, à plusieurs reprises, la suite 11... Fb7 avant de découvrir la continuation 11... g6 qui est aujourd'hui la variante principale.

b) La réponse courante. 12. g3 ;

12. Td1 ; 12. Fxd5 ; 12. d3 sont des raretés envisageables alors que 12. Fc2 semble réfuté par 12... Fd6 ; 13. Td1, Fxd2 ; 14. Rxd2, Dh4 ; 15. Rg1, Fg4 ; 16. F3, Fxd3.

c) Un premier tournant. La variante principale consiste en 15. Fd3, Fg4 ; 16. Dd3, Ta-8 ; 17. Cd2, Td6 ; 18. a4, f5, position sans cesse analysée depuis des dizaines d'années souvent jusqu'au trentième coup sans qu'un jugement définitif s'impose. Pour cette raison, certains joueurs préfèrent éviter les variations trop fouillées et dévier dès le quinzième coup, soit par 15. Fxd5, soit par 15. Td4 qui interdit 15... Fg4 comme 15... Ff5 et menace 16. Th4 suivi de Fc2. Il semble aujourd'hui que la suite 15. Td4 n'est plus considérée comme dangereuse, la menace 16. Th4 pouvant être parée par le fort coup 15... g5 (sans crainte 16. Fg5 ?, Df5 ?) suivi de Ff5.

d) Craignant peut-être une amélioration, les Noirs renoucent à la variante 15... g5 ; 16. Df3, Ff5 ; 17. Fxd5 ; 18. Td3, Ff4 ; 19. Txd4, Dxd4 ; 20. Df6, Dg4 ; 21. Dg5, Dg5 ; 22. Fg5 et, selon certaines parties par correspondance, la finale serait peut-être en faveur des Blancs. Outre 15... Dd7, on a tenté également 15... Fb7 et 15... Fd7. Après 15... Cf6 ; 16. Th4, Df5 ; 17. Ff4 les Blancs sont mieux.

e) Plus fort que 16... Cf6 ; 17. Th4, Fb7 ; 18. Cf3, g5 (si 18... Ta-8 ; 19. Fg5, Cg4 ; 20. Fc2, f5 ; 21. Fd3, Tf7 ; 22. Ff4, abandon.

f) Si 19. Cxd6 ? f3 et sur 19. Cg5, Df5 ; 20. Cg4, Dh3 la nulle est possible par répétition de coups.

g) Si 20. f3 ? Fg3 ; 21. Fg4, Tf2 ou 21. Cxd6, Tf2.

h) Le Fd6 est toujours imprenable : si 21. Cxd6, Fg3 ; 22. hpg3, Ff3.

i) Après 23... Fc7 ; 24. Fd2 les Blancs ont achevé leur développement et conservent un pion de plus.

j) Mais les Noirs profitent brillamment de ce retard de développement.

k) Si 24. Dxf2, Dxd1+ ; 25. Df1, Dg4 ; 26. Dg2 (ou 26. Cxd6, Dg3+ et 27... Dxd6), Td8 ; 27. Cf2, Dh4 ; 28. Cg3 (si 28. Dh3, Fg3+), Fg3+ avec gain. D'autre part, si 24. Cxf2, Fg3 ; 25. Dg2, Fd2, il ne reste plus aux Blancs qu'à donner la D pour deux T mais le R blanc reste en position précaire.

l) Le F-d blanc ne sait où aller : si 28. Fg5, Fxh2 ; 29. Txf2, Dg4+.

m) Le gain des Noirs est simple.

n) Ou 41. Rh1, g5, etc.

# Echecs

n° 1426

## Tal-Krogius, 1971 ; 19. Ff4 ou Fg5 avec avantage aux Blancs. Au cours du même tournoi, Sokolov choisit contre Nunn une autre suite : 16... Fb7 mais n'obtint rien : 17. Td1, g5 ; 18. Cg4, e4 ; 19. Fg2, Fb7 ; 20. Cg5, Fg5 ; 21. Fg5, Ta-8 ; 22. f3, h6 ; 23. Fd2 et fut par rester avec un pion de moins sans véritable attaque et perdit au quarante et unième coup.

## SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1425

1. Kraline (1989)

(Blancs : Rh1, Dg1, Fc5, Fg6, g2. Noirs : Rg8, Da2, Fd2, Fd4, g6.)

1. Df1 menaçant mat en quatre coups, Rg7 ; 2. Dd5 menaçant mat en deux coups, Da4+ ; 3. Fg1.

A) 3... Fd3 menaçant mat en un coup ; 4. Dd7+, Rd6 ; 5. Dd7+, Rg5 (si 5... Rg5 ; 6. Dg7+ ; 6. Dd7+, Dxd7 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+).

B) 3... Dh8+ ; 4. Fh2+, Fh4 ; 5. Dd7+, Rd6 ; 6. Dd8+, Dxd8 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+.

Un bel échec.

Claude Lemoine

## ÉTUDE N° 1426

V. BRON (1948)

(Blancs : Rh1, Dg1, Fc5, Fg6, g2. Noirs : Rg8, Da2, Fd2, Fd4, g6.)

1. Df1 menaçant mat en quatre coups, Rg7 ; 2. Dd5 menaçant mat en deux coups, Da4+ ; 3. Fg1.

A) 3... Fd3 menaçant mat en un coup ; 4. Dd7+, Rd6 ; 5. Dd7+, Rg5 (si 5... Rg5 ; 6. Dg7+ ; 6. Dd7+, Dxd7 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+).

B) 3... Dh8+ ; 4. Fh2+, Fh4 ; 5. Dd7+, Rd6 ; 6. Dd8+, Dxd8 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+.

Un bel échec.

Claude Lemoine

## ÉTUDE N° 1426

V. BRON (1948)

(Blancs : Rh1, Dg1, Fc5, Fg6, g2. Noirs : Rg8, Da2, Fd2, Fd4, g6.)

1. Df1 menaçant mat en quatre coups, Rg7 ; 2. Dd5 menaçant mat en deux coups, Da4+ ; 3. Fg1.

A) 3... Fd3 menaçant mat en un coup ; 4. Dd7+, Rd6 ; 5. Dd7+, Rg5 (si 5... Rg5 ; 6. Dg7+ ; 6. Dd7+, Dxd7 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+).

B) 3... Dh8+ ; 4. Fh2+, Fh4 ; 5. Dd7+, Rd6 ; 6. Dd8+, Dxd8 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+.

Un bel échec.

Claude Lemoine

## ÉTUDE N° 1426

V. BRON (1948)

(Blancs : Rh1, Dg1, Fc5, Fg6, g2. Noirs : Rg8, Da2, Fd2, Fd4, g6.)

1. Df1 menaçant mat en quatre coups, Rg7 ; 2. Dd5 menaçant mat en deux coups, Da4+ ; 3. Fg1.

A) 3... Fd3 menaçant mat en un coup ; 4. Dd7+, Rd6 ; 5. Dd7+, Rg5 (si 5... Rg5 ; 6. Dg7+ ; 6. Dd7+, Dxd7 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+).

B) 3... Dh8+ ; 4. Fh2+, Fh4 ; 5. Dd7+, Rd6 ; 6. Dd8+, Dxd8 ; 7. Fxd3+ et 8. Fxd3+.

Un bel échec.

Claude Lemoine



## TABLE

## Crosnologie

Il y a de nombreux restaurants japonais à Paris : en connaissez-vous affichant à leur carte le *chorogi* ?

Il y a des milliers de restaurants japonais en France : leur avez-vous souvent vu proposer du *kanlu* ?

Ce légume - car il s'agit du même - venu de là-bas, les Français ne le connaissent que depuis l'an 1887. Et encore ! S'il fut un temps recherché, on ne le trouve guère sur les marchés (et encore moins au restaurant, où les chefs l'ignorent !) sous son nom français de crosne.

C'est en 1882 qu'un cultivateur passionné de plantes nouvelles reçut de la Société nationale d'acclimatation quelques tubercules envoyés par le docteur Bretschneider, médecin de la légation russe à Pékin.

Les savants allaient nommer *Stachys tuberifera* ce qui était le *kanlu* chinois, le *chorogi* japonais. Et M. Paillex ayant ses champs de Seine-et-Oise à Crosne... vous imaginez ! D'autant que ces petits tubercules blancs crème devenant vite jaunes, puis noircissant rapidement, torturés comme « des pieds de chaise Louis XIII », allaient fournir, dès l'hiver 1887, une abondante récolte de 3 tonnes. Les crosnes du Japon furent-ils la mode.

C'est alors que dans sa pièce *Francillon*, Alexandre Dumas fils fait un de ses personnages donner la recette d'une salade : moitié moules pochées et ébarbées, moitié pommes de terre cuites à l'eau, émincées et marinées au chahuis (1), le tout recouvert de lames de truffe. Restaurateur du



Boulevard (avec un « B » majuscule), Paul Brébant mit à sa carte une salade *Francillon* « japonaise » dans laquelle les pommes de terre étaient remplacées par

les fameux crosnes du père Paillex. Ce fut une curée bien parisienne, un emballement : les crosnes prenaient le dessus du panier de la ménagère dans le

vent ! Pourquoi pas ? C'est un excellent légume, d'une saveur tenant le milieu entre salsifis et artichaut et qui, s'il contient 0,12 % de matières grasses, propose par contre 2,81 % de matières azotées. Facile à digérer, ce légume d'hiver se prépare facilement, mais il convient de le bien nettoyer. On le débarrasse de ses radicules, on le mélange à bonne quantité de gros sel et on le frotte vigoureusement sous l'eau du robinet. Après plusieurs lavages, il n'est que de le cuire (dix minutes environ) : fritt, sauté au beurre, simplement bouilli à l'eau salée.

Le succès des crosnes dura jusqu'après la guerre de 1914-1918, puis, petit à petit, sa consommation diminua. Lorsqu'on le trouve sur les marchés et dans les magasins d'alimentation de luxe,

il est déjà jaunasse, séché. C'est peut-être ce qui en a lassé le chaland. Dommage ! Encore une fois, c'est un légume remarquable.

Les ouvrages de cuisine n'en donnent plus de recettes. Escotier les ignore. Pellaprat les propose soit aux fines herbes, soit nappés d'une sauce veloutée. Alfred Grérot les veut « à la grecque ». Et je les cherche en vain dans le très beau livre *Saveurs de Chine* venant de paraître chez Flammarion.

La saison se termine. Espérons, l'an prochain, trouver un peu plus de crosnes sur nos marchés. Et que les « grands » de l'imagination culinaire, de Sendernes à Robuchon, nous préparent alors la réhabilitation de ce légume merveilleux !

La Reynière

(1) Ou au Château d'Yquem ?

## Semaine gourmande

## Armand au Palais-Royal

Il y avait Raymond (Oliver) au Palais-Royal. Il y a *Pierre au Palais-Royal* et aussi *Armand au Palais-Royal*. Dans les anciennes écuries du duc de Richelieu, la patronne de cette belle petite maison voulait passer la main. Elle a cédé avec sagesse à son chef Jean-Pierre Ferron (dieu du Vivarois), associé à son ami et aussi cuisinier Bruno Roupie. L'enseigne est en passe de devenir le parrain gourmand de cette rue de Beaujolais. Parfait foie gras en gelée de sauternes, mais aussi salade de homard, tian de saumon, bûches chaudes au curry, feuilleté d'étrilles aux langoustines. De la queue de bœuf braisée au vin rouge à la noix de ris de veau « bonne femme », du rognon aux trois moutardes à l'estouffade de pigeon aux paupiettes de chou, en passant par un rouget « genevoise » et une escalope de saumon sur blini. Un honnête plateau de fromages. Quelques desserts savoureux (ébarlotte caramel et réglisse), et une cave qui s'efforçera. Un menu aux dîneurs (170 F) : à la carte, compter 350 à 400 F.

Armand au Palais-Royal, 6, rue de Beaujolais, 75001 Paris. Tél. : 42-80-05-11. Service jusqu'à 22 h 30. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Bourser. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

## Chez Tante Louise

Maison bien connue des touristes venus visiter la Madeleine ou admirer les vitrines d'Hermès, hôtes des grands hôtels du coin. Mais le soir un peu oubliée, et c'est justement le soir que les sages Parisiens pourront tranquillement, sans huyance ni chichis, se conforter d'une bonne, sage et copieuse cuisine.

Un menu à 190 F m'a permis de goûter la terrine de foie gras de canard, un panaché de poissons, le canard de Challans à l'orange avant les profiteroles au chocolat (qui dit mieux ?). A la carte, découvrez le filet de sole Tante Louise (du temps ancien de cette vieille charmante dame au fourneau), les cinq variations sur les foies gras (canard et oie), le rognon de veau sauté à la moutarde, les bons desserts. Le patron, M. Lhiabastres, se passionne pour les vins (et vous fera goûter, au verre, ses découvertes : en ce moment, un corbier blanc 1989 Bois-des-Dames). A la carte, compter 300-400 F.

Chez Tante Louise, 41, rue Boissay-d'Angles, 75008 Paris. Tél. : 42-65-06-85. Fermé samedi et dimanche. Parking : Madeleine. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

## L'Entre-Siècle

J'avais écrit qu'il n'y avait plus d'ambassade de cuisine belge à Paris. J'avais oublié ce charmant restaurant clair et discret tenu par Olivier et Odile Simon, lui s'attachant à mettre à sa carte de plus

en plus de plats de son pays : anguille fumée en gelée de lapereau, morue fraîche sur lit de chicons, anguille au vert, rognon à la liégeoise, ris de veau à la hière. Avec aussi, au menu du déjeuner (160 F), le jambon d'Ardenne, les carbonades ou le waterzooï. Et surtout quinze bières en bouteilles, dont la célèbre Westvleteren des trappistes, bière forte pouvant se boire en digestif (et faisant merveille sur le fromage de Herve !). On peut espérer que, le succès aidant, la carte s'agrandisse du côté belge, mais c'est déjà beureuse rencontre.

L'Entre-Siècle, 29, avenue de Lowendal, 75015 Paris. Tél. : 47-83-51-22. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

## Le Saint-Vincent

C'est un rappel, mais comment, en ces temps d'inflation et de désolation restauratrice, ne pas rappeler ce restaurant-bistrot où Pierre Cambin, sa femme, sa fille, un bon personnel amical, servent une nourriture solide et honnête, des filets de hareng pommes à cri à l'andouillette AAAAA de Duval, du tablier de sapeur au cassoulet, du coq au vin aux pieds et paquets, du fontaine-héan du jour au haba au rhum, avec des vins en pichets de prix abordables. Compter 150-200 F.

Le Saint-Vincent, 26, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. Tél. : 47-34-14-94. Fermé dimanche. Parking : 2, rue Camborne. CB.

## Miettes

BLINI. - Ce traditionnel accompagnement ou plat principal composé de farine, lait, œufs, levure, crème et sel (ou sucre), de la cuisine russe est mal connu. Au restaurant, on le propose avec le caviar (qui s'en passe très bien), mais il peut faire merveille avec les poissons fumés, le tarama, voire les terrines, fromages, confitures. Difficile à préparer chez soi ? Certes, mais désormais vous irez l'acheter frais (on sous atmosphère modifiée permettant une conservation de trois semaines) chez Blini (8, villa Poirier, 75015 Paris ; tél. : 47-34-60-09). Vous y achèterez aussi du tarama et des pancakes !

restaurants de banlieue (pas assez). Aux éditions Ramsay/François Bourin, 99 F.

A PEU PRÈS. - Ne pourrait-on exiger des chefs qu'ils respectent les appellations ? Ce serait le travail de la profession et aussi, quelquefois, du service des fraudes. Mais ne pourrait-on pas aussi exiger des chroniqueurs qu'ils fassent le travail ? Et ne valent pas, comme l'autre semaine, une « brandade de morue salée » (à la carte d'un restaurant du seizième arrondissement, dont le chef-patron a peut-être aussi l'idée de nous « sortir » une brandade de cabillaud ?).

(Publicité)

A côté de la porte d'Auteuil dans un cadre rustique cuisine traditionnelle. Formule à 120 francs. Carte 200 francs. LE PETIT BOULOGNE, 23, rue Gambetta, 92100 Boulogne. Tél. : 46-05-25-53.

## EN BALADE

## Chez les Biarrots

SANS remonter aux temps lointains où il n'était tel qu'un phare et quelques bicoques, sans même évoquer le « coup de cœur » de l'impératrice Eugénie et la construction de son palais (aujourd'hui l'hôtel du Palais), on ne saurait oublier qu'avant-guerre et après cette guerre encore, Biarritz fut un « pole » du tourisme mondain. De Madrid comme de Londres, les avions atterrissaient sur l'aérodrome de Parne (doté, de surcroît, d'un excellent restaurant folklorique animé par Robert Laporte). Et l'hôtel du Palais, le casino et ses fêtes, d'autres beaux hôtels, attirant les touristes enthousiasmés par une longue et belle plage.

Puis tout changea. Biarritz sombra dans une monoté, un engourdissement, que la « huit-dingisation » accentua, les haut-parleurs, rengaines tonitruantes aux carrefours, n'entraînant rien à la médiocratisation de la plage aux mois de vacances et à l'isolement de la combien morte-saison. Le Palais se délaissait. Les grands hôtels fermaient. Les visiteurs réduits au voyage boursoufflé d'Air Inter... La cuisine MacDonald triompha des spécialités du pays et la Confrérie de l'opéra n'osait même plus célébrer ce gastronomique anatife local.

Depuis quelques années, Biarritz semblait renaitre. La transformation de l'obsoleète Miramar

en un centre de thalassothérapie révéla Biarritz. Un nouveau directeur à l'hôtel du Palais, homme de qualité, M. J.-L. Leimbacher (des travaux permettront, dès l'ouverture le 12 mars, aux clients, de découvrir une vingtaine de chambres-duplex supplémentaires, avec vue directe sur l'océan) ou un nouveau chef, Jean-Marie Gautier (il a travaillé à l'Auberge des Templiers) n'aura pas de mal à remplacer l'ancien.

Enfin, le célèbre Café de Paris d'autrefois (la transformation de la place Bellevue en parking en gâche le paysage) devrait devenir aussi un petit hôtel de luxe et Pierre Laporte (fils de Robert) entend ainsi réveiller tout le coin romantique du casino de Bellevue.

Il n'en faudrait pas plus, avec aussi des lignes directes régulières Londres-Biarritz et Madrid-Biarritz (Le Miramar a, deux fois par semaine, une ligne directe Genève-Biarritz d'Air France, pour faire revivre l'éclatance de l'accueil biarrot. Les bons restaurants n'y manquent point, ici, du Galion (17, boulevard du Général-de-Ganille) aux Jardins de l'Océan (hôtel Régina, 52, avenue de l'Impératrice ; des Platanes (32, avenue Beausoleil) d'Arnaud Daguin au Petit Doyen (87, avenue de la Mer) avec aussi la charmante Auberge du Relais (44, avenue de la Mer). Mais c'est à l'en-

tour que l'on annonce aussi du neuf, le golf d'Arcanques qui doit ouvrir en juin ; l'arrivée de l'excellent chef (second jusqu'ici au Miramar) au Grand Hôtel de Saint-Jean-de-Luz ; enfin la reprise, à Ciboure, de Dominique (2, quai Maurice-Ravel) par Georges Piron, venu du Relais Louis-XIII parisien.

Malheureusement les vieux Biarrots et les estivants éventuels sont inquiets du raz-de-marée immobilier. Le projet municipal de remplacement du vieux casino par un casino-hôtel quatre étoiles défilerait le site de la Grande Plage (tout autant qu'en face de la mairie la statue du Manneken pijs). Et ce n'est pas le restaurant Luis Mariano qui compensera, malgré les fans visiteurs de sa tombe au cimetière d'Arcanques.

La Reynière

Mais Biarritz reste Biarritz. La tradition c'est, par exemple, cinq générations au service de la succulente (des vieux bordelais comme cet yquem 1875 aux whiskeys écossais (quelque cent vingt marques), au château basque et autres délices du pays. La maison Arosteguy (aujourd'hui Félix Arosteguy et son petit-fils Pierre), au 5 de l'avenue Victor-Hugo, « maintenant ». Et pour eux, la Grande Plage doit rester ce qu'elle est !

## GASTRONOMIE

## La Medina

Spécialités orientales  
56, bd du Colonel-Fabien  
92240 Malakoff  
Tél. : 46-45-94-57  
Fermé le dimanche soir et lundi

EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

## CHEZ DIEP A L'OPÉRA

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong.

Des MENUS EXPRESS, 72 F et 88 F Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, champagne, cantonnais ou alligators de crevettes. Si vous êtes passionnés par le « chinois », crevettes à l'ail, travers de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pâté de soja, les calamars ou le crabe au gingembre. Si vous « voyagez thaïlandais », le rouleau pimenté, la salade de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambes grillées.

Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pincées de crabes farcies en beignets, un de crabes laqué à la pékinoise, servi en

2 figures (la peau croustillante avec gelée de riz, et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La rosbife : cochon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix.

Pour inviter vos amis, les surprises des matinales, tout sera dépayssé.

Salons divertisibles. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 30.

28, rue Louis-le-Grand (2<sup>e</sup>). Tél. 47-42-31-58 et 94-47 et aussi, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Pontalba. Tél. 42-56-23-94, tous les jours ; chez DIEP, 55, rue Pierre-Claude. Tél. 45-63-52-76, tous les jours.

## ALLIGATORS

BAR AMÉRICAIN  
Restaurant : cuisine italienne.  
Dîner avec orchestre de jazz de 21 h à 2 h du matin.  
Réservation : 42 84 11-27  
23, av. du Maine (15<sup>e</sup>)

## ZOMBI NELSON

Spécialité Antillaise  
17, rue de la Ville Neuve  
75002 PARIS  
Réservation : 42.33.76.57

## LES MARRONNIERS

53 bis, bd Ango (13<sup>e</sup>) - 47-07-58-57  
Son andouillette  
Ses volailles de la ferme  
Ses poissons (arrivage direct)  
TOUS LES JOURS  
UN NOUVEAU PLAT  
FERMÉ LE DIMANCHE

## Le Sybille

DINER AUX CHANDELLES  
138 F sc  
8, rue de Sébastopol - PARIS-8<sup>e</sup> - 42-22-21-58  
Saint-Germain-des-Près

LES TROIS FRANÇAIS  
2000  
recettes  
365 recettes

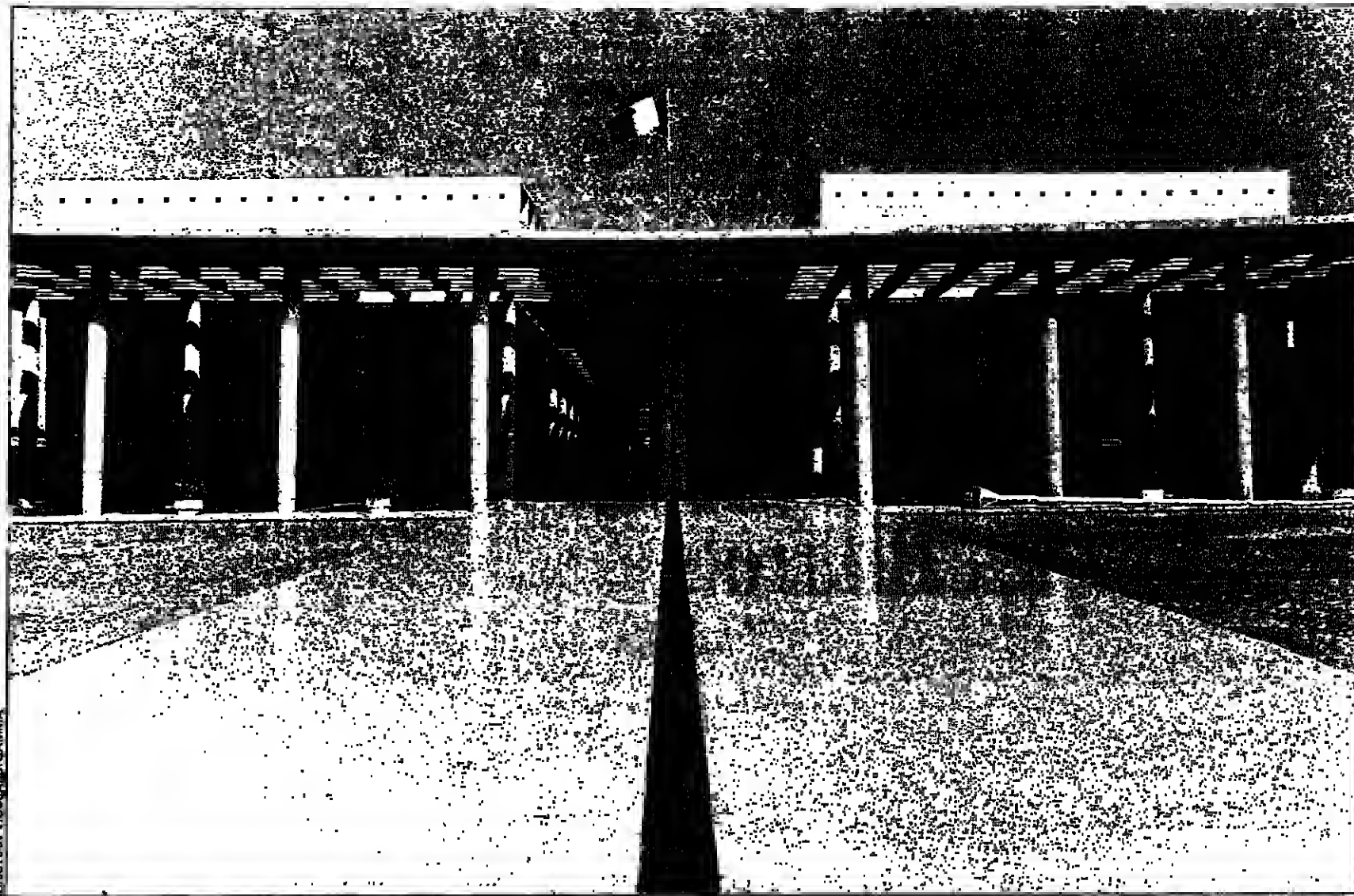
Livre en couleur de 320 p. Prix 145 F  
Vente en librairie ou sur commande adressée  
avec votre règlement (port offert)  
BUSINESS DIFFUSION - Garbette 107  
0650 VALBOISSE - (1) 93.96.82.15

LE  
MARCHE  
DU  
GASTRONOME



# Une maison de France sur le golfe Persique

Rendant sa politesse au sultan Qabous I<sup>er</sup> d'Oman qui l'avait visité à Paris en 1989, le président Mitterrand devait se rendre à Mascate à la fin de l'année dernière et y inaugurer notamment la nouvelle ambassade de France et le Musée franco-omanais. La crise dans le golfe Persique a obligé à remettre sine die ce projet. Cependant les diplomates français ont déjà pris possession de cet « œil » nouveau de la France à l'entrée du Golfe.



LOUIS XVI, puis son neveu Napoléon I<sup>er</sup>, tentèrent d'établir des liens avec la dynastie des Bou-Saïd, installée sur le trône d'Oman depuis le milieu du dix-huitième siècle. Les Anglais firent échouer ces tentatives, car si, pas plus que le Grand Turc ou le calife de Bagdad, Albion n'établir jamais formellement sa souveraineté ou son protectorat sur l'Etat omanais, elle contrôla longtemps et sans faiblesse cette vigie essentielle sur la route des Indes.

Néanmoins, quelques décennies après les approches diplomatiques ratées de Paris, un consul de France parvint à obtenir son exequatur du dynaste local, lequel fut taquin à l'égard de Londres jusqu'à offrir au diplomate une spacieuse maison arabe, presque palatiale, sous les fenêtres mêmes de son propre palais. Cela ne dura d'ailleurs qu'un temps. Lorsque de véritables relations, au niveau des ambassadeurs, furent établies à notre époque entre Paris et Mascate, *Belt-França*, la « maison de France », fut mise de côté à la disposition des Français.

Le Quai d'Orsay fit aménager l'ancien consulat, mais lorsque l'épouse de l'ambassadeur qui devait y résider l'inspecta, elle refusa catégoriquement de vivre dans ce « *harem* ». Le sultan d'Oman poussa la galanterie non seulement jusqu'à rengainer sans histoire le rembourso à l'Etat français le montant des réparations effectuées. Et c'est dans ce bâtiment qu'a été installé le musée en instance indéterminée d'inauguration (*le Monde* du 29 décembre 1990).

Une autre version, mais qui peut s'emboîter dans la précédente, veut que le souverain actuel, soucieux de regrouper toutes les missions étrangères dans un espace vierge et dégagé, loin des ruelles incertaines du cœur de ville, au reste soumises à une semi-muséification, ait poussé les Français à l'abandon de leur implantation originelle.

Toujours est-il qu'ayant campé un temps dans un banal immeuble « moderne », au Vieux-Mascate, les représentants de la France sont, depuis peu, beaucoup plus noblement installés dans le Nouveau-Mascate, à Kbonwair, large morceau de plage sableuse entre la vieille cité

sultanienne et le flamboyant neuf aéroport international de Sib.

Au reste, quoique n'abritant qu'environ trois cent mille âmes, soit à peu près le quart de la population totale du Sultanat, la capitale omanaise, après vingt ans de travaux, s'étend aujourd'hui sur une soixantaine de kilomètres, formant sur le littoral un tissu très lâche de villas, immeubles, mosquées, autoroutes, jardins, garages, où la teinte orientale est maintenue par la loi : moucharabieh ou coupoles obligatoires sous peine de poursuites. Le laisser-aller propre à tant de villes sudistes est en contrepartie traqué à Mascate jusqu'à infliger des amendes aux propriétaires de voitures sales. Et des hindous en gants fluorescents ramassent nuit et jour, le long des autoroutes, mégots ou papiers jetés des automobiles.

La nouvelle maison de France, qui a la chance, par nos temps d'insécurité, d'habiter à la fois la résidence ambassadrice et les bureaux, est située, ainsi que la chancellerie koweïtienne qui la jouxte, à peu près au milieu de cette immense agglomération non agglomérée et quasiment sans piétons qu'est à présent Mascate.

Nombre de personnes pénétrant pour la première fois dans la nouvelle ambassade de France ont ressenti une impression « de tremblement de terre », comme si « le décor chavirait ». Ce fait indéniable, auquel on s'accoutume vite, a été voulu par l'équipe (1) d'Architecture Studio qui, à la suite d'un concours, fut chargée en 1988, par le ministère français des affaires étrangères, de concevoir le nouveau siège de notre représentation en Oman.

Colonnes inclinées, portiques penchés, cloîtres larges comme des façades et donnant l'illusion de vaeiller, le prime abord du bâtiment n'est pas commun. Et le béton nu est évidemment riche. Heureusement, quelques colonnes rectangulaires ont été « cirées » et bleuies jusqu'à un outremier intense, moiré. Cela déjà apprivoise le chalard. Et puis, très vite, on achève de se détendre, avant même d'accéder à l'entrée de la partie couverte de l'édifice, car il y a l'ombre des colonnes, les roudelles de lumière tamisée venant des voûtes, l'air rafraîchi par une eau

circulant au niveau des dalles ; on avait même prévu une petite machinerie dévidant un voile aquatique entre une partie des fûts mais impossible de la mettre en marche, du moins le jour où nous étions là...

L'effet fraîcheur est toutefois assuré. Nous avions oublié de nous munir d'un thermomètre portable, mais notre confrère de la revue *Techniques et Architecture* y avait pensé, lui, et il assure que par quarante-cinq degrés à l'ombre, chaleur qui n'est pas rare durant l'interminable été omanais, la température sous les arcades aérées et baignées, affichait dix degrés de moins (2). Les placages de marbre livide de Carrare posés sur certaines façades contribuent peut-être aussi au rafraîchissement, au moins pour l'impression oculaire.

L'eau qui coule sous l'ambassade, sous ses deux cents colonnes et son millier d'alvéoles plafonniers, provient-elle ou non d'un véritable *folaj*, ces antiques conduites souterraines imitées jadis des *gonats* de Perse et qui ont fait et font encore la réussite de l'agriculture omanaise ? En tout cas ce dispositif ancre tant soit peu dans l'environnement local ce palais étrange et étranger. Bien plus évidemment que la classique piscine turquoise, sur la façade maritime, assez insolite à deux pas d'un rivage de sable fin où peut, il est vrai, toujours débarquer quelque ennemi. Mais dans ce cas, le « *moucharabieh métaphorique* » en dur et en verre qui ceinture l'espace extraterritorial français deviendrait très vite aussi ridicule que l'expression architecturale le définissant.

Entrons dans la chancellerie, ordonnée autour d'un dôme aplati, sur pilotis, lequel, primitivement, devait être renversé comme une coupelle offerte au ciel ; jusqu'à ce que les autorités omanaises, propriétaires du terrain de 8 000 mètres carrés (dont 5 000 mètres carrés occupés maintenant par les constructions), loué à Paris pour vingt-cinq ans et comme tel devenu un morceau de France pour ce quart de siècle, exigent cependant que la *koubba* (coupole) soit remise à l'endroit. Mascate, dit-on, aurait craint quelque machine inédite à espionner... Autre anecdote : en Oman, même la hampe des dra-



peaux étrangers plantée en territoire diplomatique est sujette à caution : elle ne doit pas être fiévreuse dans le sol même, mais au-dessus de lui, sur une terrasse ou une toiture...

A l'étage, le bureau de l'ambassadeur, après tant de pas perdus, étonne par ses exiguës 45 mètres carrés, toilettes comprises ; par ses deux seules étroites nicoles à l'ouest. Une fois meublé, il n'est guère possible d'y faire pénétrer une délégation un tant soit peu nombreuse. Les appartements, dans une construction séparée en forme de H, regardant le large, ont la superficie plus généreuse, une ample porte, de Folon, en verre opaque troué d'oiseaux

transparents y donnant joliment accès.

Par les baies, on voit encore des colonnes en béton penchées (on s'y habitue mais, également, on s'en lasse), le gazon en plastique vert entourant le bassin de natation, à gauche en regardant l'horizon, une usine de dessalement de l'eau de mer, à droite, l'ambassade du Koweït déjà citée. Heureusement, il y a la mer d'Oman, mer d'Arabie, antichambre du golfe Persique, d'où les pêcheurs omanais rapportent du menu fretin dont se régalaient les chameaux. Dans votre dos, une bande de désert et les contre-forts violets du djebel Akhdar, la

« montagne verte », qui dépasse 3 000 mètres et recèle des oasis d'altitude uniques en leur genre.

On est au crépuscule. C'est pour cela que le gris cendre des monts a viré au violet. Mais autour de vous, dans les patios et sous les colonnades, s'allument des néons bleus. Surgissent alors des réminiscences de l'Institut du monde arabe, là-bas sur la Seine, à Paris ; des réminiscences de grandeur froide, mais aussi un pressentiment que le bâtiment, finalement, vieillira plutôt bien. Architecture Studio (fondé en 1973) a été, avec Jean Nouvel, l'un des concepteurs de l'immeuble franco-arabe du quai Saint-Bernard.

Il faudra y vivre et travailler un petit bout de temps pour juger définitivement cette nouvelle ambassade qui a coûté près de 60 millions de francs mais est déjà trop exigüe pour accueillir nos services commerciaux restés à Rouwi, principal quartier des affaires de la capitale omanaise. Comme toujours, le travail des architectes ne livrera qu'à la longue ses secrets, ses détails, ses avantages et ses inconvénients. On pressent que subsistera peut-être un certain excès de sévérité, en harmonie, involontaire ou non, avec l'islam ibadite, religion officielle du Sultanat, rite sobre mais plutôt indulgent.

Sans doute faut-il voir également dans les quatre vitraux horizontaux bleu, rouge, jaune, de l'artiste Denis de Rougemont, placés au-dessus d'un des axes de circulation extérieure, un aimable renvoi aux turbans très colorés du sultan et de ses sujets, portés sur des soutanes blanches. Blanches comme les murs de cette ambassade aux entrées patriciennes et aux pièces monacales, inaugurée *de facto* et sans bruit à l'heure où le golfe des Arabes et des Iraniens entrait dans une nouvelle phase tragique de son histoire. Mascate est redevenue une vigie, non plus vers les Indes mais vers la Mésopotamie. L'œil français s'y est mis à l'aise à temps pour observer et si possible agir.

de notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Péroncel-Hingoz

(1) Martin Robain, Rodolphe Tsiandou, Jean-François Galmiche, Jean-François Bonne, Dominique Leabegueris, architectes-urbanistes.  
(2) *Techniques et Architecture*, mars 1990.



## L I V R E S • I D E E S

## Plaisirs de Chine

La poésie comme la littérature érotique chinoises sont, avant tout, évidence

**LE VOLEUR DE POÈMES**  
de Claude Roy.  
Mercure de France, 448 p., 160 F.

**ENTRE SOURCE ET NUAGE**  
la poésie chinoise réinventée  
de François Cheng.  
Albin Michel, 254 p., 95 F.

**NUAGES ET PLUIE**  
AU PALAIS DES HAN  
et BELLE DE CÂNDÉUR  
traduits du chinois  
par Christine Koulter.  
208 p., 85 F et 152 p., 80 F.

**DU ROUGE AU GYNÉCÉE**  
traduit du chinois  
par Martin Mourey.  
144 p., 80 F.

**DE LA CHAIR À L'EXTASE**  
de Li Yu.  
Traduit du chinois  
par Christine Cornia.  
288 p., 100 F.

Ces quatre derniers ouvrages,  
romans érotiques chinois,  
sont publiés aux éditions  
Philippe Picquier.



« La contemplation de tableaux érotiques à imiter... »

Si la Chine, aujourd'hui plus que jamais, dans l'hypocrisie générale, est enfermée dans un carcan policier, il nous revient de retrouver en nous, pour l'avenir, sa philosophie et sa littérature profondes, sans cesse méconnues, seulement écoutées par quelques isolés obstinés. On ne le dira jamais assez : la Chine est aussi une expérience intérieure, universelle, qui devrait être accessible à tous ; une recomposition de l'espace et du temps, de l'audition et du geste, que notre civilisation planétaire, monomaniacale, affairiste, partiale et morbide, ne peut que vouloir déformer et nier. Si nous souhaitons aider les Chinois dans leur dur combat pour la démocratie, commençons par être un peu plus chinois nous-mêmes : ouvrons les fenêtres, de l'air.

Cette poésie est une des plus merveilleuses de l'Histoire. Oserai-je dire la plus nette, la plus convaincante ? C'est mon sentiment depuis toujours. Elle frappe directement au cœur, comme si le corps tout entier, ici, à travers le poignet, le son et le souffle, trouvait, de façon instantanée, sa juste place oubliée. Il faudrait relire l'ensemble de la poésie mondiale depuis l'expérience chinoise (c'est, en somme, ce que propose Claude Roy dans son étonnant *«Voleur de poèmes»*). Comme le dit Han Yu (768-824) : «Les hommes cherchent ce qui les fera le mieux résonner. Le langage est l'essence de la parole, la littérature est l'es-

sence du langage, et les plus experts à les utiliser sont choisis par l'humanité pour rendre le son qu'elle cherche à exprimer.»

Voyez ce poème de Tao Yuan-Ming (365-427) :

*Je lis la chronique des temps très anciens,*

*Je regarde les images du vaste monde.*

*Je dis oui à l'univers. Si cela n'est pas*

*le bonheur, où donc est le bonheur ?*

Qu'en dire, et je ne crois pas que le lecteur pourra me repro-

cher de citer ce poème fabuleux de Po Kien-Yi (772-846) :

*On dirait une fleur. Ce n'est pas une fleur.*

*On dirait une brume. Ce n'est pas une brume.*

*Cela vient à minuit.*

*Cela part au matin.*

*Cela vient comme un rêve de printemps*

*qui s'efface au réveil.*

*Cela vient comme un nuage du matin.*

*Vous ne trouverez cela nulle part.*

Simplicité, concentration, méditation, aucun embarras psychique, détachement, pas d'effet inutile.

La vibration chinoise s'écrit comme d'elle-même, elle laisse passer la pointe d'évidence de l'être-au-monde atteint par la

«Triple Excellence» : poésie, calligraphie, peinture (on retrouve cette présence si étonnante de la main et des caractères dans le

livre de François Cheng à qui nous devons le rappel de tant de

trésors). Je vois en même temps que je trace, j'entends ce que je

vois, la respiration maintient les intervalles et les fait vivre, je fais tourner et disparaître la composition dans le souffle qui vient du paysage et de moi. Le taoïsme, sur quoi tout cela repose en secret, n'est pas une «religion», mais, soudain, l'évidence. Quelle joie de dire qu'on a été là comme si la seule chose à faire était d'être là :

*Au loin le monde entier se fait la guerre.*

*Assis sur mon lit, j'écoute et réfléchis.*

*(Tou Fou, 712-770.)*

Huitième siècle en Chine ? Fin du vingtième siècle en Amérique ? Non : ici, tout de suite.

## Le yin et le yang

De la mystique «quid n'a l'air de rien» au roman érotique, le pas-

sage, à travers une immense littérature technique analysée par

Henri Maspero (1), est à la fois logique et, pour nous, Occiden-

taux, bizarre. On ne comprendra rien aux fictions classiques chi-

noises, comme le fameux *Jin Ping Mei* (2), si on n'a pas

présentes à l'esprit, outre «la

Voie» (Tao), la dialectique per-

manente des deux principes fémi-

nin et masculin, yin et yang. Ce

qui nous déconcerte le plus, c'est

la crudité des relations sexuelles

toujours analysées comme rap-

ports de pouvoir. Peu de litté-

rature, d'ailleurs (sauf la française

du dix-huitième siècle), où les

femmes aient autant de place

consciente et agissante. Les

héros jouent aux échecs, elles

savent chanter les poèmes, elles

s'intéressent passionnément au

«plaisir du vent et de la lune»,

aux «nuages et pluies», autrement

dit à l'amour physique considéré

comme un affrontement interne

des éléments.

L'histoire, dans le roman, n'a

pas grande importance (quel sou-

lagement), ce sont les scènes qui

comptent, la gradation des exem-

ples, leur capacité de surprise et

d'échauffement, la découverte

inlassable, par des corps toujours

neuveaux, des effets du plaisir sur

la prudence vaincue. L'imagination

chinoise déborde et tisse un

mouvement de métaphores toutes

plus fantastiques et précises les

unes que les autres. Comment se

définit la séduction ? «voter le

parfum et dérober le jade». Le sexe

féminin ? «la chambre fleurie» ou

«le cœur de la fleur». Le sexe

masculin ? «la poignée de jade».

Le gland du pénis ? «la tête de tor-

ture». Le combat érotique ?

«déployer les étendards et frapper

du tambour». Le coït anal ? «por-

ter le feu de l'autre côté de la mon-

tagne». La position de la femme

sur l'homme pendant l'acte ? «le

faïen se renverse et le phénix

tombe». Est-il besoin de traduire

«le dragon noir qui pénètre puis-

samment dans la mer profonde» ?

Les personnages n'apparaissent,

en somme, que pour remplir ces

fonctions mythiques strictes, ce

qui est propre, reconnaissons-le, à

dérouter ou à dégouter profondé-

ment nos habitudes d'amour

fusionnel idéalisé.

L'escroquerie sexuelle est, pour

la Chine, une donnée de base

réglée, il s'agit de la faire tourner

en lucidité. Le plaisir est décrit

dans ses variations mais aussi sa

finalité qui, au-delà de la procré-

ation ou des perversions, au-delà

des intrigues sociales, consiste,

pour chaque sexe, à se compléter

grâce à l'autre (quitte, justement,

à lui voler ce complément). La

narration avance par des lectures

communes, la contemplation de

tableaux érotiques à imiter, l'ab-

sorption de pilules aphrodisia-

ques : le résultat étant soit la ruine

physiologique, soit, au contraire,

une possibilité d'immortalité.

Voyez «le lion qui fait rouler la

balle brodée». Il s'agit, nous

dit-on, d'une «technique omon-

reuse où les mouvements de

l'amant sont comparés à ceux d'un

lion, symbole de puissance, jouant

avec une balle brodée, symbole de

l'univers et de la Terre». Puis-

sance ? Oui, mais retenue, distan-

ciée, en douceur.

Nous appartenons à une vieille

histoire de péché qui nous pousse

à considérer le sexe comme une

affaire de mort. Ce délire récur-

rent, et d'ailleurs fondé, atteint

probablement, de nos jours, un

niveau maximum. Les romans

chinois nous montrent autre

chose : oui, la mort habite le sexe,

le désir de domination et de

meurtre font partie de lui. Mais la

sexualité ouvre aussi, de façon

débordée, sur la vraie vie en actes.

Un Occidental peut-il lire tran-

quillement cette règle énoncée par

un traité taoïste : «Il faut changer

de femme après chaque excitation :

c'est en changeant de femmes

qu'on obtient la vie éternelle» ?

Peut-il imaginer ce passage insen-

sible où «les os deviennent d'or et

la chair de jade» ? Que peut vou-

loir dire pour lui «faire revenir

l'essence pour préparer le cer-

veau» ? Et voici que même la

fidélité est prévue comme possibi-

lité ultime : les amants deviennent

alors des «canards mandarins»,

«unis comme glu et loque». Ré-

flétons sur tout cela, donc, comme

sur le nom étranger du

saint taoïste en chinois : «l'Homme

véritable selon son bon plaisir».

Philippe Sollers

(1) Henri Maspero, *Le Taoïsme et les Religions chinoises* (Gallimard, 1971). Voir aussi Van Gulik, *La Vie sexuelle dans la Chine ancienne* (Gallimard, 1971), et, bien entendu, Marcel Granet, *La Pensée chinoise* (Albin Michel, 1968).

(2) *Jin Ping Mei, Fleur en robe d'ur*, traduction d'André Lévy, «Pléiade», Gallimard, 1985.

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

## Le don d'insularité

«Chaque Sicilien est, en fait, un modèle unique d'ambiguïté psychologique et morale. Tout comme l'île entière est un mélange de deuil et de lumière.» Ainsi parle Gesualdo Bufalino, natif de Comiso, province de Raguse. Ce modeste, «exquis disciple d'Hercule», le plus vertigineux des hommes, selon Pietro Citati, a attendu la soixantaine pour écrire son premier roman. Mal connu en France, il est pourtant — après Pirandello, Sciascia ou Lampedusa, autres Siciliens — un auteur de premier ordre en Italie. L'insularité favoriserait-elle les vocations d'écrivain ?

Page 38

## SCIENCES HUMAINES

## Lacan, dira-t-on

Il y a dix ans mourait le psychanalyste Jacques Lacan. Au-delà de la polémique sur les conditions dans lesquelles il est aujourd'hui édité, la parution, ces jours-ci, de deux nouveaux livres de son Séminaire le confirme : la texte et le contexte de l'œuvre lacanienne éclairent toute l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

Page 39

## SOCIÉTÉ

## Les femmes et l'histoire

Cinq volumes, dont trois sont encore à paraître, regroupant soixante-douze collaborations : l'Histoire des femmes est une grande entreprise. Et un grand défi : prouver qu'il n'est plus possible d'écrire ni de penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Pages 40 et 41

## Excessives comme des images

Madones ou démons : s'il faut en croire les gravures de la Renaissance, les femmes n'avaient alors pas d'autre choix

## ANGE OU DIABLESSE

La représentation de la femme au XVI<sup>e</sup> siècle

de Sara F. Matthews Grieco

Flammarion, 496 p., 170 F.

Les images parlent ; elles tiennent un discours qui est aussi riche, aussi cohérent, aussi autonome que l'écriture. Elles sont une source de renseignements d'autant plus captivante que leur exploitation systématique est encore une aventure nouvelle. Personne, depuis Fran-

castel, depuis Gombrich, Barthes ou Eco, ne s'aventurerait à nier que les images sont à la fois des miroirs dans lesquels une société se regarde et l'un des moyens par lesquels cette société diffuse ses valeurs et ses principes.

Ce consensus établi, les difficultés commencent : ce discours que tiennent les images, comment l'analyser ? Comment en établir les

codes qui, comme tous les objets culturels, varient avec le temps ? Comment en saisir les articulations ? Comment en mesurer l'influence ? Dans ce domaine, il convient d'avancer avec plus de prudence encore que dans la jungle de l'écriture, toute interprétation naïve, tout emportement théorique risquant de nous entraîner loin, très loin de la réalité.

Souvenons-nous donc irrémédiablement condamnés à d'arides et savantes études réservées à une poignée de spécialistes ? Le livre de Sara Matthews Grieco sur la représentation de la femme au XVI<sup>e</sup> siècle démontre que l'on peut échapper à cette fatalité et concilier la rigueur scientifique avec l'attrait de la lecture. Encore faut-il pour cela construire un objet historique qui permette cette alliance et vaine entre la lecture précise et analytique des images et les vastes synthèses sur l'évolution du rôle de la femme au cours de la Renaissance française.

L'étude de Sara Matthews Grieco s'appuie sur deux séries d'images complémentaires : les livres d'émblèmes, dont la vogue au XVI<sup>e</sup> siècle est immense, et les estampes sur feuilles, qui ont circulé par millions sur tout le territoire français et qui, des plus savantes, des plus nobles, des plus riches — gravées sur cuivre — par des artistes célèbres — aux plus frustes taillées dans le bois, ont pénétré les châteaux, les maisons bourgeoises, mais aussi les tavernes, les boutiques et les campagnes les plus reculées.

## Des «dictionnaires iconologiques»

Grâce aux livres d'émblèmes, pas de discussion possible sur l'interprétation des images, pas de risque d'anachronisme. Ces ouvrages se présentent, en effet, comme de véritables «dictionnaires iconologiques», offrant à côté de chaque image un court texte qui en livre le

code. Des symboles graphiques qui pourraient aujourd'hui nous sembler obscurs ou hermétiques sont ainsi livrés dans la traduction qui était immédiatement comprise par les femmes et les hommes du XVI<sup>e</sup> siècle. A partir de cette grille, il est ensuite possible à l'auteur de lire le vaste corpus — six mille estampes environ — constitué par les gravures à la feuille qui ont subsisté jusqu'à nos jours. Ces milliers de gravures, conservées pour l'essentiel à la Bibliothèque nationale, ne représentent qu'une infime partie de la production de l'époque. L'image, affichée, clouée, exposée dans les lieux publics, n'était pas considérée comme un objet de valeur. Largement consommée, introduite dans le décor du quotidien, elle a connu la destruction des choses usuelles. Sa disparition atteste de sa présence.

Pierre Lepape

Lire la suite page 40

## ANNIE KRIEGLER

## Ce que j'ai cru comprendre

Mérialiste, historienne, témoin privilégié : une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

Un monument de mémoire et d'histoire.

Mona Ozouf / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel : notre passé rebrousse une âme.

Georges Siffert / LE FIGARO

Collection «Notre époque»



ROBERT LAFFONT

des livres courts sur la vie



## DERNIÈRES LIVRAISONS

## BIOGRAPHIES

**JEAN GARRIGUES** : la *Général Boulanger*. Derrière les nombreuses caricatures et images d'épave, il y avait un homme complexe qu'il pouvait sembler. « Qui était donc le général Boulanger ? Pourquoi ce personnage parfois médiocre, voire risible, a-t-il provoqué pareil engouement ? » C'est à ces questions que tente de répondre l'ouvrage de Jean Garrigues. (Olivier Orban, 370 p., 145 F.)

**GEORGES LACOUR-GAYET** : *Talleyrand*. Voici réédité le monumental portrait de Talleyrand publié entre 1928 et 1931. Portrait en pied, dans la manière biographique de l'époque : il ne manque pas une once de poudre sur le perruque de cet aristocrate qui son opportunisme militant plaça aux premières loges de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration. La préface de François Furet est inédite. (Payot, relié, 1 454 p., 390 F.)

## LITTÉRATURE

**ISMAIL KAOARÉ** : *Enlacements avec Eric Faye*, et *ERIC FAYE* : *Ismaïl Kadaré*. Prométhée porte-feu. Une série d'entretiens, entre avril 90 à Tirana et décembre, après l'agil en France de l'auteur albanais, qui abordent le champ de la littérature, l'histoire, la totalitarisme et le destin du peuple albanais, émaillé d'un essai sur un univers littéraire fondé sur les légendes et les mythes des Balkans et de la Grèce ancienne. (José Corti, coll. « En lisant et en écrivant », 112 p., 75 F. et 176 p., 130 F.)

**ISMAIL KAOARÉ** : *Printemps albanais*. Chronique, lettres, réflexions. L'écrivain s'explique sur sa décision de demander l'asile politique à la France le 25 octobre dernier dans un livre qui paraît simultanément en français et en albanais. Traduit de l'albanais par Michel Métais (Fayard, 320 p., 98 F. Voir la critique dans le Monde du 23 février.)

**PATRICE REPUSSEAU** (sous la direction de) : *William Goyen*. Premier cahier d'une revue, *Littératures*, publiée fort soigneusement par le Castor Astral, au premier ouvrage d'ensemble (thème : un numéro de la revue de Montpellier Delta, en 1979) paru en France sur l'écrivain américain, mort en 1983 et dont le roman *Le Grand Réparateur* a été traduit l'an dernier (Fayard) par le coordonnateur du présent cahier. Plusieurs textes inédits de Goyen complètent une étude sur la « préhistoire de son œuvre » et des « repères bibliographiques ». Plusieurs photographies. Préface de Claude Mettra (le Castor Astral, 206 p., 150 F.)

**OTÉTOURS D'ÉCRITURE** : *Octavio Paz*. Entretiens. Un cahier spécial de cette revue — qui avait déjà consacré un numéro (13/14, 1989) au poète mexicain — reprend l'essentiel des entretiens qui s'étaient tenus à Aix-en-Provence autour de l'œuvre et avec Octavio Paz. Claude Esteban, Hector Bianciotti, Florence Delay, Severo Sarduy, Cornelius Castaneda, notamment, ont participé à ces « rencontres croisées » (Gd. Noël Blandin, 11, rue Germain-Pilon, 75018 Paris, 100 p., 100 F.)

## LITTÉRATURE

**JEAN-PIERRE GIRAUDOUX** : *Angeline disparue*. Réédition d'un roman paru en 1955 sous le titre *Ce n'est pas Angeline*. « Angeline ! Pendant cinq ans une femme avait disparu, domestiquée mes rêves... » (Gallimard, 206 p., 90 F.) Du même auteur, toujours chez Gallimard, dans la collection « Le Manuscrit d'Arlequin », paraît une « fantaisie dramatique », *Le Vœu enchanteré* (142 p., 75 F.). Enfin, le Livre de poche reprend la biographie du fils de Jean Racine que Jean-Pierre Giraudoux avait publié en 1982 : *Jean-Baptiste Racine. Une vie comédienne* (n° 6923).

## CORRESPONDANCE

## A propos de l'œuvre d'Antonin Artaud

A la suite de l'information consacrée par Nicole Zand aux procès qui opposent les éditions Gallimard et les ayants droit d'Antonin Artaud G. et S. Malaussena (le Monde du 8 février), nous avons reçu de ces derniers la lettre suivante que nous publions en vertu du droit de réponse :

Dans chaque droit de réponse, nous dirons sans cesse : nous ne censurons pas, nous ne censurons jamais censuré et nous ne censurons jamais le moindre mot écrit par Antonin Artaud. La censure n'est pas de notre bord.

Nous ne sommes plus en 1948, où l'on a obligé une famille à faire procès sur procès pour laver son honneur ; procès qui ont toujours été gagnés.

Afin de rassurer tout de suite les lecteurs spécialisés et assidus d'Artaud, nous sommes amenés à les renseigner au sujet des affirmations mentionnées dans un article de ce même journal du 8 février 1991.

Une de ces affirmations, que nous n'osons juger volontaire, bien que répétée deux fois, tente de faire croire que le premier tome des *Œuvres complètes* est sorti en 1976. C'est faux.

Aussi pour ne pas laisser ces mêmes lecteurs dans l'expectative, nous tenons à redresser cette méprise : le premier tome des *Œuvres complètes* d'Antonin Artaud chez Gallimard a bien été publié en 1956.

C'est en 1976 que ce premier tome a été réédité. Enorme nuance ! L'autre affirmation nous donne également la possibilité de répondre : Antonin Artaud en 1946, à la signature du contrat avec Gallimard, n'a chargé personne pour collationner, déchiffrer, classer, annoter ses manuscrits.

Depuis sa mort, le 4 mars 1948, aucune personne n'a été mandatée par les ayants droit pour faire ce travail. La liberté que quelqu'un s'accorde en travaillant dans un certain anonymat ne doit certaine-

ment pas être prise aux dépens d'une œuvre aussi gigantesque.

Artaud apparaît-il en rêve afin de raturer, corriger, modifier ses textes posthumes ?

Cela rectifié, nous pensons qu'il est plus important de s'attacher à l'œuvre tout entière d'Artaud.

Puisque l'on nous empêche actuellement d'exercer normalement les droits qui nous sont dévolus, et parce que ces mêmes personnes veulent faire censure à ces droits, nous sommes obligés de faire appel à la justice afin que l'œuvre d'Antonin Artaud soit respectée et diffusée comme elle le mérite.

Il serait présomptueux de faire croire que nous sommes les meilleurs connaisseurs d'une œuvre aussi importante. Qui pourrait également le faire croire ?

Si pour nous faire taire, il suffisait de nous verser légalement nos « droits », nous ne serions pas des Artaud. Mais nous sommes des Artaud ! Alors ces droits moraux, nous les assurons afin que l'œuvre de notre oncle soit préservée.

Nous apprenons qu'Artaud a failli ne pas exister.

Heureusement il y a eu : « celle sans qui Artaud ne serait simplement pas ce qu'il est ».

Méditations. De qui se souviendra-t-on dans le futur : d'Artaud ou de son interprète ?

Pour sauvegarder ce nom, nous nous battons pour que la transcription de ses écrits ne soit pas laissée aux mains d'une seule personne, mais confiée à un collectif afin, sans aucune polémique, de diffuser un Artaud pur, intégral et authentique.

[On peut se demander s'il n'est pas excessif de « faire appel à la justice afin que l'œuvre d'Antonin Artaud soit respectée et diffusée, comme elle le mérite », alors que vingt-huit tomes ont déjà été publiés par Paul Thévenaz, l'anonyme maître d'œuvre des œuvres complètes. C'est cette « personne » qui a consacré plus de quarante ans aux écrits de leur oncle que récusent maintenant les ayants droit d'Artaud.]

Une assignation à comparaître le 17 avril vient d'être, par ailleurs, signifiée par les ayants droit aux éditions Gallimard et à Paul Thévenaz afin de constater les manuscrits. N.Z.]

## CIRCS PERDUES

de Gesualdo Bufalino. Traduit de l'italien par Jacques Michaux-Pateno. Julliard, 246 p., 140 F.

LA LUMIÈRE ET LE DEUIL de Gesualdo Bufalino. Traduit de l'italien par Jacques Michaux-Pateno. Julliard, 216 p., 100 F.

L y a des îles qui semblent être vouées à l'écriture mieux que de vastes pays, comme si l'étrémité des lieux ou la singularité de la vie qu'on y mène, à cause du climat, de la situation géographique, stratégique, du poids concentré de l'histoire, devaient engendrer la littérature, l'imagination et le goût de conter, favoriser l'éclosion de ces oiseaux bizarres que sont les écrivains. L'Irlande en est une des plus fameuses au monde, une autre — égale en génie, en mystère et en beauté — est la Sicile, patrie de Pirandello, de Sciascia, de Verga, de Lampedusa et de Gesualdo Bufalino. Comme le note ce dernier, les hasards de la guerre et de diverses invasions, l'apprentissage des canicules d'été, le très ancien mélange des cultures, le brassage de rationalisme européen et de magie africaine, ont réussi à composer un type d'hommes et d'écrivains particulièrement insaisissables et merveilleux, et pourtant dissimulés comme les visages de l'île plurielle : « Il y a une Sicile « babu », autrement dit douce au point de paraître stupide ; une Sicile « experte », autrement dit rusée, vouée aux pratiques les plus utilitaires de la violence et de la fraude. Il existe une Sicile paresseuse, une Sicile frénétique ; une Sicile qui s'étend dans l'angoisse des choses, une autre encore qui joue la vie comme un scénario de carnaval... »

On connaît mal Gesualdo Bufalino en France, jusqu'à présent, bien qu'il soit considéré comme un auteur de premier ordre en Italie et que l'on ait déjà traduit quatre de ses romans : *Le Semeur de peste* (prix Campiello 1981), *Argos l'aveugle* — aux éditions de L'Age d'homme —, *Le Voleur de souvenirs* et *les Mensonges de la nuit*, chez Julliard. Il faut dire que l'homme n'est pas exactement un animal médiatique à l'affût des caméras, ce qui n'empêche pas la célébrité sans doute, mais la retarde parfois.

L n'est pratiquement jamais sorti de sa ville de Comiso — où il est né en 1921, — dans la province de Raguse, au sud de la Sicile, sauf pour faire la guerre. Professeur de lettres à Comiso, il a pris sa retraite à Comiso, sans jamais se lasser de Comiso ni cesser d'en vanter les beautés. Si dans les vingt ans à venir la municipalité n'inaugure pas une avenue, un groupe scolaire au nom de son enfant fidèle — et même un petit stade Bufalino, — c'est à désespérer de la gratitude humaine.

Après une vie consacrée à l'enseignement de la littérature italienne, Bufalino occupe tout naturellement ses loisirs à lire, à écrire, comme avant, comme toujours. A la sortie des *Mensonges de la nuit*, Pietrini Citati (lire le Monde du 9 juin 1989) fit un beau portrait de cet « exquis disciple

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Gesualdo Bufalino : comme un rôdeur.

## Le don d'insularité

d'Horace, le plus vertigineux des hommes », retiré dans son château de papier, cet ermite ennemi du voyage et du bruit, lisant éperdument derrière ses volets clos. Comme le prince Tomasi di Lampedusa écrivant le *Guépard* à cinquante-neuf ans, Bufalino attendit la soixantaine pour publier son premier roman. Peu de modesties parmi les mieux endurcies souffrent une aussi longue patience. Il fallut toute la clairvoyance et la générosité de son ami Leonardo Sciascia pour l'amener à se faire connaître un peu plus loin que Comiso.

On eût très vite d'autres témoignages imprimés de son talent divers et prolifique, outre les romans, des poésies, des recueils d'aphorismes, un dictionnaire des personnages de roman, et de nombreux essais consacrés tantôt à la littérature, ses « *elzévirs* », tantôt à la Sicile, ses « *sicilianeries* », encore que la frontière ne soit pas forcément tranchée entre les deux registres, les deux ciels de sa réflexion et de sa rêverie. Précisons qu'en plus de tout cela, Bufalino est un connaisseur de la littérature française tout à fait exceptionnel et un traducteur de Bandelaire, Giraudoux, Toulet, entre autres.

DANS la *Lumière et le Deuil* (une « *sicilianerie* »), Bufalino explique superbement que pour un Sicilien, comprendre la Sicile signifie se comprendre soi-même, s'absoudre ou se condamner, définir « la dimension fondamentale qui nous travaille », entre la claustrophobie et la claustrophilie, la haine et l'amour de l'isolement, l'envie de « vivre sa vie comme un vice solitaire » et la tentation de l'expatriation. « Je veux dire par là que l'insularité n'est pas une ségrégation uniquement géographique, elle entraîne d'autres qui ont pour nom la province, la famille, la chambre, le cœur de chacun. Ce qui explique notre orgueil, notre méfiance, notre pudeur ; le sentiment que nous avons d'être différents. [...] Chaque Sicilien est, en fait, un

modèle unique d'ambiguïté psychologique et morale. Tout comme l'île entière est un mélange de deuil, et de lumière. Là où le deuil est plus noir, la lumière est plus éclatante, et fait paraître la mort inacceptable. Ailleurs, la mort peut éventuellement se justifier comme l'issue naturelle de tout processus biologique ; ici, elle fait figure de scandale, elle est une envie des dieux ».

Il rend hommage aux voyageurs étrangers qui ont visité son île et l'ont aimée, de Dumas père à Paul de Musset, de Maupassant à Anatole France, de Valéry Larbaud à Paul Morand, sans oublier Goethe, bien sûr. Il apprécie notamment l'ouvrage de Roger Peyrefitte, *Du Vésuve à l'Etna*, qui sait prendre son temps, dont la curiosité et l'aisance cordiale rappellent « le beau tourisme du temps jadis, le vêtement du gentilhomme des *Lumière en déplacement* ». Il propose aussi son propre parcours de vagabond amoureux, nous guide à travers Ibla, Messina, Linguaglossa, Herakleia, Minoa, Racalmuto (le bastion natal de Sciascia), Cima, Val d'Ispica, Noto, Gela, Syracuse, Canicattì. S'interroge, comme tant de visiteurs avant lui, Goethe en particulier, sur l'origine de la folie de Ferdinand-François Gravina II, prince de Palagonia, qui peupla sa villa de plusieurs centaines de monstres sculptés dans du tuf. Relève un peu partout les noms du diable. Exhume des trésors touchants, comme ces photographies prises pendant quinze ans, à partir de 1896, par un certain Caruso de tous ceux qui vivaient sur son domaine, ou la correspondance échangée entre deux époux illettrés, le mari travaillant en Allemagne, la femme restée au pays avec les enfants, curieux pictogrammes, entre rébus et bandes dessinées.

« On dit de la cire qu'elle est « perdue » lorsque, exposée au feu, une fois modelée par le sculpteur entre deux blocs de terre réfractaire, elle fond, ne laissant d'elle qu'une empreinte vide », indique

Bufalino en tête de ses essais littéraires, veillant précisément à ce qu'aucune de ses empreintes ne soit perdue. Il n'aime pas l'idée de voir disparaître ses articles de journaux : « Bons pour le pilon, alors ? Ne servant à rien d'autre qu'à protéger le thorax d'un cycliste pris de froid ou à envelopper moelleusement le goûter d'un écolier ? Ce n'est pas dit, s'il est vrai qu'un auteur confie bien souvent au secret de feuilles occasionnelles son portrait le plus crédible ; et que derrière les bribes de ses pensées et de ses humeurs peut finalement apparaître un paysage moral et sentimental cohérent... »

Sans doute, ce ne sont pas toujours les meilleurs journalistes qui compilent et publient leurs chroniques ; dans le cas de Bufalino, il aurait été vraiment dommage de se priver d'une aussi belle intelligence, d'une culture aussi éclectique et baroque.

Il reconnaît volontiers sa passion pour Bandelaire, qu'il place au sommet de son panthéon personnel, à la hauteur de Pouchkine et de Léopardi, « un auteur héroïque, ment exalté, dépositaire de la quintessence morale, idéale et sentimentale de son époque », et comme lui un voyageur, en chambre, que les cartes émerveillent et qui déteste le déplacement, un rôdeur. « Un *Ulysse* réticent choisissant pour ses cabotages de préférence à la pleine mer la piscine fuligineuse des banlieues ». Il étudie avec tendresse les premiers écrits du jeune Flaubert, les *Mémoires d'un fou*, notamment, où il déchiffre les causes des vertiges et des éblouissements dont cet autre ermite allait souffrir, très tôt. Et la passion de Gide pour Dostoevski ; le bon usage des infirmités d'écrivains, le délirium de Poe, la cécité de Borges ; le plaisir des romans policiers ; les bénéfices de l'insomnie...

POURQUOI écrit-on, demande Bufalino à plusieurs reprises en proposant plusieurs réponses, alors que la vie est là, dorée, disponible, immédiate ? Pourquoi se mettre en avant alors qu'on pourrait jouir de l'impunité du silence ? « Pourquoi assister à la vie plutôt que la jouer sur scène ; parmi tant et tant d'hommes qui brûlent d'arriver, choisir de ne pas partir ! » On écrit pour peupler le désert, pour se souvenir, parfois pour être heureux, pour laisser son testament, pour jouer, conjurer, évoquer, baptiser. On écrit pour remplacer la vie, pour séduire, prophétiser, rendre la réalité vraisemblable. On écrit surtout pour ne pas mourir. « Dans cette vie-ci s'entend », parce que la postérité est leur de plus en plus infréquentable. Bufalino envisage les temps à venir sombrement, nous retournons à une civilisation purement orale et dans dix mille ans la bibliothèque d'Alexandrie aura brûlé d'innombrables fois, avec tous les lecteurs dans son genre. N'importe, écrire est une fuite en prison, une victoire perdue, mais c'est « l'unique route qui nous protège un instant de la malédiction d'Héraklès ».

LE TRANSFERT  
Séminaire 1960-1961

L'ENVERS  
DE LA PSYCHANALYSE  
Séminaire 1969-1970

de Jacques Lacan  
1960-1961  
1969-1970  
Lectures de  
Lacan  
par Jacques  
Lacan  
Paris 1960-1961

Jacques Lacan, après sa rupture avec le mouvement psychanalytique, a écrit une série de textes qui ont été publiés par le Seuil. Ces textes sont des conférences données à l'École de la psychanalyse de Paris, et ils ont été traduits en français par Jacques Lacan lui-même.

La raison pour laquelle ces textes ont été publiés est simple : le Séminaire par ce dernier pendant trente ans a été publié, édité, au sein d'un terme, et donc dans la proportion d'un tiers, en incluant les jours de deux semaines de la Trinité, et l'Envers de la psychanalyse (1969-1970).

Étrange actualité ! Au moment même où l'on annonce cette édition, des psychanalystes, six cents à ce jour, publient une pétition appelée au ministre de la Culture pour que les œuvres de Lacan soient publiées dans leur intégralité, et que les versions existantes de la Bibliothèque nationale de France et d'une autre bibliothèque de papier de Lacan.

Ressentiment  
et nostalgie

Si le souvenir de la vie est offensif, et si, au moment même où l'on annonce cette édition, des psychanalystes, six cents à ce jour, publient une pétition appelée au ministre de la Culture pour que les œuvres de Lacan soient publiées dans leur intégralité, et que les versions existantes de la Bibliothèque nationale de France et d'une autre bibliothèque de papier de Lacan.

Jean-Philippe LACAN

ANTICHAMBRE

« Domagala est un homme de la génération d'Artaud, il a publié (1) il est un capital »

« Comment m'expliquer le gouffre d'Artaud »

مكتبة لسان



## SCIENCES HUMAINES

## Lacan, dira-t-on...

Dix ans après la mort du psychanalyste, son œuvre reste d'une étrange actualité. Qui en détient vraiment les clés ?

**LE TRANSFERT**  
Séminaire 1960-1961  
de Jacques Lacan.  
462 p., 190 F.

**L'ENVERS DE LA PSYCHANALYSE**  
Séminaire 1969-1970  
de Jacques Lacan.  
246 p., 140 F.  
Les textes de ces deux volumes  
ont été établis par  
Jacques-Alain Miller et sont à  
paraître au Seuil, le 6 mars.

Jacques Lacan : 1901-1981. Jacques Lacan pas mort, dix ans après sa radiation des listes de l'état civil. Tandis qu'une large fraction du mouvement psychanalytique français n'en finit pas de panser des plaies presque aussi vieilles que l'invention de Freud, mais copieusement ravivées par l'auteur des *Écrits*, ses adversaires, ses épigones, ses héritiers... l'œuvre théorique – controversée, comme le personnage – fait son chemin.

Lentement. Et la complexité des textes lacaniens, souvent redoublée par un baroque d'expression ici où là exacerbé jusqu'à l'aphorisme, n'en est pas la seule cause. Car le plus difficile, du moins pour le plus grand nombre, est de prendre une mesure d'ensemble – vue, perspective et poids relatif de chaque élément – de l'œuvre de Jacques Lacan.

La raison principale en est simple : le Séminaire, dispensé par ce dernier pendant près de trente ans (à partir de 1951 et, publiquement, de 1953), n'est édité, au sens classique du terme, et donc accessible, que dans la proportion d'un petit tiers, en incluant la parution, ces jours-ci, de deux *Livres du Séminaire* : le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970).

Etrange actualité du Séminaire ! Au moment même où est annoncée cette double publication, des psychanalystes (plus de six cents à ce jour) rendent publique une pétition (1) qui, en appelle au ministre de la culture « pour préserver l'œuvre de Jacques Lacan ». Mus par des intentions variées, les signataires estiment que, « au rythme actuel, il faudrait cent cinquante ans pour assurer la publication des dix-huit Séminaires inédits ». Et de réclamer la mise en lieu sûr (la Bibliothèque nationale) de toutes les versions existantes du Séminaire et d'une copie de l'ensemble des papiers de travail de Lacan.

## Ressentiment et nostalgie

Si le souci de ce plaider offensif est, avant tout, de lire et faire lire Lacan, tout Lacan, la principale cible en est cependant Jacques-Alain Miller : gendre de Jacques Lacan ; détenteur du droit moral sur son œuvre ; transcripteur autorisé (depuis

1973, année de parution du premier *Livre* publié) du Séminaire ; gestionnaire, avec son épouse Judith Miller, de l'héritage intellectuel de Lacan et d'un ensemble complexe d'activités, associant la transmission technique, l'enseignement et l'expansion géographique de ce qui serait une psychanalyse lacanienne « orthodoxe » (pourant difficile à définir, si elle existe), Jacques-Alain Miller s'est, en dépit ou à cause de cette position, fait progressivement beaucoup d'ennemis dans le milieu psychanalytique. Cet univers labyrinthique, atomisé au fil des décennies par une série de scissions, de bromilles, de luttes d'influence féroces... et de phénomènes de transferts mal résolus, retrouve à grand-peine, ces temps-ci, quelques repères. Mais l'ombre portée du « père » (Lacan) trouble encore plus d'un esprit : ressentiment ou nostalgie, quelquefois les deux mêlés.

S'il n'était présent que comme un label ou sous les espèces alternées d'hostie perpétuelle ou de cigne prolongée pour analystes en mal d'on ne sait quoi, d'on ne sait rien, heureusement. D'une part, l'évaluation et l'exploitation théorique de ce travail singulier, défilé sur près d'un demi-siècle, n'en est en fond qu'à ses débuts.

Mais de plus, toute plongée, même « profane », dans le texte et le contexte d'un, et mieux encore, puisque l'occasion rare en est aujourd'hui offerte, de deux Séminaires, éclaire à plus d'un titre l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

## Une décennie capitale

Plus précisément, le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970) bornent une décennie capitale pour la perception de Lacan et de son œuvre, pour l'évolution de la psychanalyse en France. En septembre 1960, deux mois avant le début du séminaire consacré au transfert, a eu lieu, à Bonneval, un colloque sur l'inconscient dont Jacques Lacan a été le centre et sa pensée, le principal sujet. « C'est le moment », dit le psychanalyste Serge Leclaire, où a lieu la première reconnaissance de fait du travail de Lacan dans l'ensemble du mouvement analytique. Quelque chose d'un interdit implicite s'est levé au cours de cette réunion.

Le médecin-psychanalyste snob et brillant qui agace et fascine à déjà une réputation, encore cantonnée à des cercles restreints, médicaux, littéraires ou intellectuels. Une réputation et une œuvre menées de pair avec l'exercice de la psychanalyse.

Pourquoi aller écouter Lacan ? Pourquoi chercher à être de ces quatre-vingts à cent personnes que, chaque mercredi, dans un petit amphithéâtre de l'hôpital

Sainte-Anne, il captive et déroute ?

Comme c'est le cas depuis 1953, une génération nouvelle d'internes en psychiatrie, que l'enseignement officiel sélectisé laisse indifférent ou ennui, vient goûter une saveur intellectuelle insolite : un zeste de radicale nouveauté, un brin d'hermétique et de préciosité, mais surtout des kilos de freudisme dépoissés, arrachés à la gangue des panvres lieux communs et de culture éclectique toujours brillamment convoquée. Il y a là tous ceux, ou presque, qui comptent plus tard dans la psychanalyse française : Jean

ment découragés par la formalisation du propos, commencement de langue date et qui finira par devenir extrême. Jusqu'au bout : jusqu'au Lacan terriblement marqué par l'âge, venu des splendeurs de la parole, échoué aux confins de l'aphasie.

## La grande affaire

Ainsi va ce qui fut sans doute la grande affaire de la vie de Lacan, ce Séminaire qu'il préparait toute la semaine, même en écoutant ses analysants. Prenons-le aussi, sans irrévérence, comme une gigantesque tenta-

tion n'est pas référée à la situation infantile chez Lacan. Il a manqué la théorie de la séduction qui suppose la relation adulte-enfant. Pour Patrick Guyamard, issu de la génération venue à Lacan et à la psychanalyse autour de 1968, le Séminaire de 60-61, mais décisif que ceux consacrés dans la même période à l'angoisse et à l'identification, n'entre pas dans « la question de la parole de l'analyste que met en jeu le transfert » et laisse entier le problème de l'analyse « réussie », celle dont « les résultats subsistent une fois les effets du transfert disparus ».

De la guerre d'Algérie aux lendemains de mai 68, de l'auditoire restreint de Sainte-Anne aux foules du Panthéon (près d'un millier d'assistants, en moyenne), des scribes méticuleux à la farfê de micros de magnétophones, du *Transfert* à l'*Envers de la psychanalyse*, que de changements ! Jacques Lacan, exclu en novembre 1963 de la Société française de psychanalyse, a fondé, sept mois plus tard, l'Ecole freudienne de Paris. Autour de lui, les départs se sont multipliés. Comme s'il voulait exorciser son échec auprès de ceux à qui il s'adressait longtemps exclusivement. L'artisan vieillissant du « retour à Freud » en appelle, non sans amère ironie parfois, à un public considérablement élargi.

La psychanalyse fait son entrée à l'Université (Vincennes), à l'instigation de Michel Foucault. L'histoire chaotique du département psychanalyse de Vincennes prendra bientôt l'allure fautive d'un lacanisme conquérant sous lequel percent en fait les premières manifestations du « millénisme ».

## Marchandise culturelle

Le maître, qui précisément déçoit, cette année-là, les « quatre discours » (discours du maître, discours universitaire, discours de l'hystérique et discours de l'analyste), théorise (sans le savoir ?) la spirale de son échec : sa parole inspirée des débuts est en train de se muer en discours du maître ; son « enseignement » si singulier d'analyste analysant se mue insensiblement en dogme obscurci par le recours aux formules de type algébrique ; l'hystérisation du discours va ravager une partie des disciples.

En même temps, le paradoxe de Lacan est à ce moment aussi éblouissant que l'équivoque qui commence à lui coller à la peau est terne : beaucoup de jeunes viennent à lui, qui comptent parmi les endeuillés les plus singuliers de la culture française de toute l'intelligence française : le philosophe Alexandre Kojève, qui exerça sur lui une forte influence ; l'anthropologue Claude Lévi-Strauss à qui il emprunta ou crut emprunter plus encore que ce que ses hommages appuyés à l'auteur des *Structures élémentaires de la parenté* donnaient à penser ; le philosophe Maurice Merleau-Ponty, mort en 1961. On lit du reste cette phrase étrange, au symposium, dans l'éloge funèbre par lequel s'ouvre la séance du 10 mai : « C'est de visites différentes que nous nous trouvons l'un et l'autre en posture d'enseigner. Il avait toujours voulu enseigner, et je puis dire que c'est bien malgré moi que j'occupe cette chaire ».

Or, Jacques Lacan avait, à l'évidence, une passion compliquée pour cet enseignement (même irréductible à ce terme). Au point d'avoir cherché, parmi tant d'autres formes de reconnaissance, à tenir le plus officiellement du monde son Séminaire (trois ans avant le *Transfert*), dans le cadre de l'Ecole des hautes études. Et le Séminaire commencé à Sainte-Anne le conduira, d'éviction en éviction, à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, puis à la faculté de droit du Panthéon. Non sans que le hasard lui ménage une « posture » d'enseignant qu'il ne dédaignait pas, en dépit de ses dénégations théoriques.

Le Séminaire de 1960-1961, ample introduction à « la grande énigme de l'amour de transfert » qui s'ouvre par un vaste et étonnant commentaire du *Banquet* de Platon, continue à susciter beaucoup d'interrogations et de critiques. Il s'agit, il est vrai, d'une notion à la fois décisive et particulièrement complexe de la psychanalyse. Pour les uns, Lacan échoue en ne se préoccupant pas du « transfert négatif ». Pour Jean Laplanche, « le trans-

fert n'est pas référé à la situation infantile chez Lacan. Il a manqué la théorie de la séduction qui suppose la relation adulte-enfant. Pour Patrick Guyamard, issu de la génération venue à Lacan et à la psychanalyse autour de 1968, le Séminaire de 60-61, mais décisif que ceux consacrés dans la même période à l'angoisse et à l'identification, n'entre pas dans « la question de la parole de l'analyste que met en jeu le transfert » et laisse entier le problème de l'analyse « réussie », celle dont « les résultats subsistent une fois les effets du transfert disparus ».

L'équivoque, encore : que sont les quatre discours examinés dans l'*Envers de la psychanalyse* s'ils ne sont référés à leurs effets qui, en retour, les informent et les modifient ? L'acte psychanalytique peut-il être assimilé, comme le laisse entendre le Lacan de la dernière période, à de purs effets de modifications de structures ?

Le paradoxe, toujours : une partie – une partie seulement – du destin de Lacan. L'accession embarrassante au statut de marchandise culturelle s'esquisse au début des années 70 et il en parle lui-même, comme de lui-même : « Nous sommes de plus en plus familiers avec les fonctions d'agent. Nous vivons à une époque où nous savons ce que cela véhicule, du loc. de la publicité, des trucs qu'il faut vendre. Mais nous savons aussi que c'est avec ça que ça marche, le point où nous sommes de l'épanouissement du paroxysme, du discours du maître dans une société qui s'y fonde ».

Il y reviendra quelques années plus tard, au cours d'un entretien radiophonique : « Ce qu'on appelle un fait de culture, c'est en somme un fait commercial. Je parle de publications, cela n'a absolument rien à faire avec l'analyse, on peut en passer à l'analyse, on peut en passer à l'analyse, on peut en passer à l'analyse, on peut en passer à l'analyse, on peut en passer à l'analyse ».

Cette insistance de Jacques Lacan à renvoyer – à se renvoyer ? – à l'ailleurs de l'analyse fera goûter les Séminaires pour ce qu'ils sont : la trace malgré tout flamboyante d'un long combat de psychanalyste divisé par le paradoxe glorieux et l'équivoque triviale qui l'habitaient.

Michel Kajman

(1) Le Monde du 15 février.



Jacques Lacan : entre paradoxes et équivoque.

Laplanche, Jean-Bertrand Pontalis, Serge Leclaire, beaucoup d'autres.

## Une parole inspirée

Poussés par Lacan ou de leur propre chef, nombreux sont – déjà ! – ses patients qui viennent aussi chercher là des interprétations, une parole dont il est plus qu'avare lorsqu'ils sont sur son divan (Jean Laplanche : « Il déversait l'interprétation dans le Séminaire »). Quelle parole, au demeurant ? « Inspirée et inspirante » se sauvent encore J. Laplanche, et J.-B. Pontalis parle d'« une forme orale inouïe et singulière, avec tout ce que cela pouvait avoir d'irritant et de fascinant ». Impossibles pour lui de décrire complètement le côté « initiatique, les effets de suspens, l'air de ne jamais conclure (...), ce qu'il y avait de flamboyant, d'insaisissable, de plus énigmatique ».

Pontalis, qui, avec Laplanche et Leclaire, fait à l'époque passer dans les Temps modernes le message lacanien et tente en vain de provoquer l'hypothétique jonction intellectuelle Sartre-Lacan, ne tardera pas à s'éloigner, avec et avant bien d'autres, des eaux lacaniennes : « Je commençais modestement ma pratique. L'écart entre ce que j'avais entendu de Lacan et ce que je rencontrais dans mon expérience naissante était grand. C'était presque sans rapport. Je ne pouvais rien en faire. » Du Séminaire comme « phénomène massif de séduction, de fascination », il se détache donc par refus du « rôle de servitude volontaire », dévolu selon lui à l'auditoire.

Ces réactions disent toute l'histoire du Séminaire et de ses perceptions contrastées, parfois chez une même personne. Mais il faut le dire aussi : les auditeurs de Lacan seront un certain nombre à suivre le Séminaire jusqu'au bout ou presque, nulle-

Jean-Philippe Domecq  
ANTICHAMBRE

-Domecq est un de ces très rares écrivains de sa génération à faire vieillir tout le reste de ce qui se publie (...). Il est vraiment un contemporain capital.

Jacques-Pierre Amette / Le Point

-Comment un homme ordinaire tombe dans le gouffre... Un roman vraiment très réussi.

Bernard Rapp

Quai Voltaire

VENDREDI  
 A CARACTÈRES

SYLVIE  
GERMAIN  
L'ENFANT MÉDUSE

roman

GALLINARD







# face à face

de l'Antiquité au Moyen Age

nines pour les veuves ou les diaconesses et reconnaît aux femmes un rôle important dans la transmission de la foi. A la veille de son martyre, sainte Perpétue, dans un rêve, combat un gladiateur (un homme) dont elle triomphe aux applaudissements de la foule. En s'éveillant, elle comprend qu'elle va maintenant avoir à affronter le diable.

Le Moyen Age chrétien n'allait pourtant pas, loin s'en faut, modifier radicalement les rapports sociaux entre les sexes. Ce sont les hommes encore qui parlent et qui écrivent, des clercs et des moines qui, par leur statut, se refusent à la société des femmes. Le volume sur l'Antiquité s'ouvre sur les déesses, celui sur le Moyen Age s'ouvre avec les saintes : entre les figures emblématiques d'Eve et de Marie, qui portent l'une la mort et l'autre la vie, grandit, à la fin du onzième siècle, celle de Marie-Madeleine, la pécheresse repentie et rachetée.

## Châtier les corps

Malgré cette ouverture, le discours cléricotal misogyne est rejoint par le discours médical. Par Eve, et d'abord par son sexe, sont entrés dans le monde la mort, la souffrance et le travail pénible. Il convient donc de châtier les femmes et leur corps, qui doit être orienté uniquement vers la reproduction. Le plaisir ne leur est concédé que dans la mesure où la médecine avance qu'il produit chez elles un sperme féminin nécessaire à la conception.

Les choses s'aggravent avec la redécouverte d'Aristote, chez qui l'on va trouver la justification théorique de la faiblesse « naturelle » de la femme. De sa nécessaire soumission à l'homme, de son exclusion de la vie publique et de son confinement au domestique. Les prédicateurs traduisent cela en termes d'obéissance, de tempérance et de chasteté, d'humilité et de silence. Et le législateur combat les vêtements et les parures par lesquels les corps féminins rappellent trop ce qu'ils sont : des instruments de perdition.

Le mariage est un moment critique de la vie des femmes : s'y

croisent les contraintes du milieu et la fonction assignée aux femmes dans la reproduction de la société. Mais il est le lieu de stratégies avant tout masculines, même s'il devient le lieu aussi de réflexions théologiques ouvrant la possibilité d'une expression de la volonté des femmes.

Pas de promotion féminine en revanche par le travail : quand des femmes accèdent au travail artisanal à la fin du Moyen Age, c'est dans la production de marchandises de qualité inférieure.

Pas de promotion féminine non plus dans l'amour courtois, jeu dont les hommes sont les maîtres, qui, au contraire, raffermir les rapports de soumission des femmes aux hommes en les purifiant de leurs à-côtés perturbateurs. Pourtant, ce jeu d'hommes amène ceux-ci à modifier leur regard sur les femmes et à les relever parfois de leur abaissement.

Et des voix de femmes parviennent à se faire entendre au Moyen Age. Voix prestigieuses d'abbesses, de reines ou d'impératrices dans le haut Moyen Age. Voix venues de tous les milieux après le treizième siècle, littéraires et de plus en plus mystiques, dont les hommes se méfient jusqu'à les condamner à mort, mais qui manifestent que les modèles masculins de la femme peuvent être contestés et refusés.

« Une histoire des femmes est-elle possible ? » (1) interrogeait une partie des mêmes auteurs il y a sept ans. La réponse est, définitivement : oui... Mais à la condition, parfaitement remplie ici, de sortir de l'histoire des femmes pour l'insérer dans une histoire des relations entre les sexes. La bonne question serait alors plutôt : une histoire sans les femmes est-elle possible ? Ainsi posée, tout le monde répondra non. Mais ces deux beaux volumes sont une provocation aux historiens - et aux historiennes ? - à tous les amateurs d'histoire en tous cas, à ne pas écrire ni penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Michel Sot

(1) Sous la direction de Michelle Perrot, éd. Rivages, 1984.

## des images

ces personnages poétiques, diaphanes ou héroïques, que chantent les poètes dans la tradition néo-platonicienne, ni à ces fortes femmes « à part » que sont les nooées. Les femmes, disent les images, sont des créatures excessives ; elles ne connaissent pas le juste milieu : lorsqu'elles ne sont pas des anges, ce sont des déesses, des filles d'Eve toujours attentives à la séduction du démon. Si l'imagerie savante destinée à la culture des élites insiste davantage sur les qualités esthétiques du corps féminin, sur la beauté, sur la douceur, sur le rôle apaisant de la femme gardienne du foyer, les gravures citadines dénoncent au contraire, avec une

violence qui ne s'apaise pas avec le siècle, la femme luxurieuse, envieuse, vaniteuse, cupide, violente, glorieuse, paresseuse, véritable cauchemar de l'homme - et notamment de l'époux - facteur permanent de désordre social et de dégénérescence morale.

Les hommes, de toute évidence, ont peur des femmes, comme ils ont peur de la nature. En haut de l'échelle sociale, on tente de répondre à cette peur par l'appropriation, l'idéalisation, la tutelle morale ; ailleurs, c'est l'état de guerre qui domine. L'homme de la Renaissance part à la conquête du monde dans un total sentiment d'insécurité : il vient de se découvrir, à l'intérieur, un adversaire qu'il n'est plus certain de pouvoir dominer.

Pierre Lepage

## NORBERT ELIAS

PAR LUI-MÊME

traduit de l'allemand par Jean-Claude Caplet

Fayard, 186 p., 89 F.

## LA SOCIÉTÉ DES INDIVIDUS

de Norbert Elias.

Traduit de l'allemand par Jeanne Eloré.

Avant-propos de Roger Chartier.

Fayard, 301 p., 120 F.

L'ÉTÉ dernier, un sociologue hors du commun, un penseur d'une rare vigueur disparaissait sans provoquer un grand remue-ménage idéologique. Norbert Elias (1897-1990) venait de presque accomplir sa traversée du siècle, dans les turbulences et les épreuves, sans avoir jamais renoncé à la réalisation d'une ambition précieuse : « contribuer au savoir de l'humanité ». Il y parvint, envers et contre tout, bien que la reconnaissance de son œuvre ait été tardive ; et notamment celle de son ouvrage majeur qui traite du « processus de civilisation » en Occident (1). Il s'est imposé à diverses reprises de marquer un arrêt, d'expliquer son cheminement, de préciser sa pensée et de clarifier ses concepts. Aujourd'hui, la publication conjointe d'une biographie (« par lui-même ») et d'un ensemble théorique, composé de trois textes d'époques différentes (de 1939 à 1987), place sous un double éclairage sa vie, son travail scientifique et les événements dont ils furent indissociables.

Cette histoire personnelle est aussi celle d'une éducation européenne comme il l'en est plus, Elias est fils unique dans une famille juive de Breslau (Wrocław) de « bonne société » et de culture germanique. Il en porte les espoirs, étudie la médecine et la philosophie ; il atteint l'âge d'homme en ayant l'expérience de la première guerre mondiale, de la défaite, du déclin économique familial qui le conduit à travailler provisoirement dans une petite entreprise. Il reprend son parcours intellectuel à Heidelberg, abandonne alors la philosophie pour la sociologie. La ville en est le foyer le plus actif : Max Weber a été le fondateur, son frère Alfred a repris l'héritage avec moins de brillance, et Marianne, sa femme, tient un salon où les idées nouvelles sont éprouvées. Mais c'est Karl Mannheim, jeune rival de Weber, qui exerce sur Elias l'attrait le plus fort. Il le suivra d'ailleurs à Francfort en qualité d'assistant officiel et il y devient responsable d'un célèbre Institut de recherches sociales.

Les notes biographiques livrent son témoignage sur l'Allemagne des dernières années 20 et des premières années 30. Sur l'effacement culturel, la fécondité créatrice durant la République de Weimar. Sur le glissement vers la droite, l'« aigreur presque fanatique » des classes moyennes et supérieures, la montée de la violence armée, qui entraînent l'effacement de l'État et la progression du pouvoir hitlérien. La « conscience qu'une catastrophe allait survenir » se forme cependant avec retard. En 1933, Mannheim, pourtant décapité de tous les vermes idéologiques, effaceur des apparences et des illusions, affirme encore que « toute cette histoire avec Hitler ne durera pas plus de six semaines ».

C'EST cette même année que Norbert Elias choisit l'exil ; conscient du danger montant et assuré quant à sa « mission » : travailler à la connaissance de la société « aussi réaliste que possible », faire du sociologue un « chasseur de mythes », refuser les idées dominantes, les modes, et

## SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



## Norbert Elias chasseur de mythes

parvenir à « voir des relations que d'autres ne voient pas ». Commence l'errance à la recherche d'un lieu de travail, en Suisse, en France, puis en Angleterre, où Elias s'établit pour une période de quarante ans. Non seulement, il y rédige son livre le plus important - où sont considérés le « processus de civilisation » de l'homme occidental et son rapport aux mutations du pouvoir - mais il y multiplie les relations avec les milieux psychanalytiques, fait une analyse individuelle et pratique l'analyse de groupe. Son équipement théorique s'en trouve marqué, comme la certitude que le problème de l'« identité individuelle de l'homme » doit être une préoccupation centrale.

Ce n'est qu'en 1954, à l'université de Leicester, qu'il accède à l'enseignement de la sociologie ; il tirera de son cours d'introduction à la discipline un ouvrage où il précise sa position : *Qu'est-ce que la sociologie ?* Huit années plus tard, la retraite lui donne la possibilité d'une mobilité cette fois volontaire (« Je suis un voyageur », dit-il). Il est un temps professeur au Ghana et trouve là une « expérience indispensable », un « autre éclairage ». Il retourne en Angleterre, est invité aux Pays-Bas et en Allemagne, puis il partage sa vie entre Amsterdam où il mourra et le Centre de recherches interdisciplinaires de Bielefeld. C'est une période de travail acharné qui affirme la continuité de la pensée, c'est aussi celle de la consécration.

La *Société des individus*, ouvrage triptyque précédé d'un éclairant avant-propos de Roger Chartier, est celui qui permet le mieux d'apprécier l'ampleur et l'ambition de l'œuvre. Par reprises successives, les refus sont nettement formulés. Refus d'une philosophie

au-delà de l'être humain ». Ce qui est donné à voir, c'est une société des individus, des réseaux d'interrelations et d'interdépendances, des multiples imbrications des « je » et des « nous ». De là, le double rejet de l'individualisme (même webérien ou méthodologique) et de son contraire, le holisme (la société, unité organique supra-individuelle). Deux notions centrales marquent la position. Celle de configuration, qui permet de penser le monde social comme un tissu de relations où s'effectue le contrôle des impulsions et des affects, où la personne entière est engagée dans des rapports à la fois d'alliance et d'affrontement. Celle d'habitus social, qui désigne l'empreinte, la « marque spécifique » partagée avec les autres membres de la société, à partir de quoi se forment les « caractères personnels ». Et les deux notions s'appliquent à tous les niveaux d'intégration, à toutes les échelles selon lesquelles se constituent les rapports humains.

L'APPROCHE s'effectue en termes de mouvements, de décalages et de processus sociaux « à long terme ». Tout en affirmant la nature « intégralement sociale » de l'homme, Elias souligne l'effet des tensions, des pouvoirs inégaux propres à chaque configuration ; il en résulte une marge d'exercice de la liberté, un champ de possibles ouvert aux individus. Dans la longue durée, il est identifiée une corrélation entre le processus d'individualisation et le processus de civilisation ; la montée de l'individualisme s'effectue en Occident à partir de la Renaissance, elle s'accélère - et entraîne une autre économie psychique, une autre commande des comportements individuels - avec l'événement de l'État moderne et la différenciation toujours plus poussée et plus complexe des fonctions vers des « niveaux supérieurs d'intégration » et le pouvoir se déplace d'un niveau à l'autre. Les dépendances réciproques deviennent plus denses, avec cet effet paradoxal que les individus en acquièrent une conscience plus forte de leur autonomie.

L'œuvre est ouverte ; on ne peut, dans la brièveté, en retracer tous les cheminement ou en signaler les avancées risquées. C'est son ampleur qu'il faut souligner ; la manifestation d'un devenir où les hommes sont constamment producteurs de leurs relations et d'eux-mêmes, une évolution accomplie dans une « direction qu'aucun individu n'a véritablement voulue ni décidée ». Il n'y a pas de main cachée (2).

(1) *Über den Prozess der Zivilisation* (1939) a été publié en traduction française (incomplète) en deux volumes : *La Civilisation des mœurs et la Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1973 et 1975.

(2) *Qu'est-ce que la sociologie ?* a été publié aux éditions Pandora en 1981. D'autres publications sont prévues en traduction française, notamment : *Involution and Detachment*, publié en anglais en 1987.

## Pour l'Allemagne

### ECRITS POLITIQUES

de Jürgen Habermas.

Traduit de l'allemand par

Christian Bouchindhomme

et Rainer Rochlitz.

Editions du Cerf, 272 p., 145 F.

Politiques, ces écrits du philosophe Jürgen Habermas le sont en un sens très large. On trouve en effet, dans le recueil d'articles que viennent de publier les Editions du Cerf, des textes de nature différente. Des essais sur Hans Heine ou sur l'architecture post-moderne, par exemple, aussi bien que des réflexions sur la crise de l'État-providence ou sur le renouveau, dans les années 80, des idéologies néo-conservatrices en Europe de l'Ouest (« nouvelle droite ») et aux États-Unis.

Les articles les plus intéressants restent cependant ceux par lesquels Habermas est intervenu dans les deux grands débats qui ont, ces derniers temps, agité l'Allemagne. Et l'intérêt premier de ces interventions, pour un lecteur français, réside dans la façon dont elles éclairent les liens profonds unissant l'un à l'autre ces deux débats : celui sur l'interprétation qu'il convient de donner aujourd'hui de la période nazie, d'une part, et, d'autre part, celui qu'ont déclenché la chute

du Mur, l'effondrement du socialisme et la réunification de la nation allemande.

A propos de la période nazie, Habermas insiste sur le nécessaire moral, pour les Allemands d'aujourd'hui, de respecter cette triple exigence : ne pas oublier (alors même que tout est fait pour qu'ils oublient) ; ne pas minimiser le génocide (contrairement au projet fallacieux des historiens « révisionnistes ») ; ne pas non plus le considérer comme un événement d'exception, qui n'aurait aucune source ou ne plongerait aucune racine dans les aspects les plus douloureux de la tradition culturelle germanique.

Heureusement, cette tradition est riche de bien d'autres aspects qui n'ont rien d'équivoque, et Habermas a eu raison de se dire confiant, dès 1989, au lendemain d'une Allemagne enfin réunifiée. Pourvu, toutefois, que soient pris en compte l'héritage stalinien de l'ex-RDA aussi bien que les défaillances du capitalisme libéral de l'Ouest, lequel n'a rien du modèle absolu que certains veulent y voir. Pourvu, surtout, que la confiance retrouvée - et justifiée - des Allemands en eux-mêmes ne débouche pas sur une nouvelle et irrationnelle explosion de nationalisme.

Christian Delacampagne

# Dérapiage.

Basile. Une route. Le dérapage. L'accident. Trop bête. L'hôpital, la douleur. L'Angleterre. Si laide. Si belle aussi. Sortie de l'hôpital. Retrouver le monde, les autres, le passé. Dérapiage. Un roman de Henri-Michel Gautier.

LA TRAVERSÉE  
DE LA MANCHE

HENRI-MICHEL GAUTIER



CRITERION



## HISTOIRE LITTÉRAIRE

# Félix Fénéon, vu de biais

*Célèbre critique, il passait pour insaisissable auprès de ses contemporains. À en juger d'après la première biographie qui lui est consacrée, la réputation n'était pas usurpée*

**FÉLIX FÉNÉON**  
de Joan U. Halperin.  
Traduit de l'anglais par  
Dominique Aury et Nada Rougier.  
Gallimard, 442 p., 160 F.

**NOUVELLES  
EN TROIS LIGNES**  
de Félix Fénéon.  
Présentées par Patrick  
et Roman Wald Lusowski.  
Macula, 194 p., 85 F.





LIVRES • IDÉES  
EN VITRINE

ROMANS

La violence feutrée  
de Pierre Charras

« Moi, c'est personne. » Ce cri du cœur, un des rares qui échappent au principal personnage du quatrième roman de Pierre Charras, ne laisse aucun doute : Quotien Bollo n'a rien d'un héros positif. Pas d'ambition, pas d'affections, pas d'occupation. Il vit d'une rente, entre oisiveté et désœuvrement, sans autre combat à mener que, peut-être, contre l'ennui.

Et, pourtant, Pierre Charras parvient à nous intéresser au malaise de Quotien, qui traverse l'existence avec un détachement ironique, semblant passer d'un rôle à l'autre, sans jamais trouver sa place véritable. « Orphelin à deux pères », il apprend d'un mourant, par des phrases « minimales » griffonnées sur une ardoise, le secret de sa naissance : son vrai père serait l'oncle Charles, agent de change mort mystérieusement en 1929, dont il ne connaît que le portrait. « Ce mensonge ovale et sépia à petites lunettes rondes retouchées ou pincées ».

Fils frustré, adulte sans projet qui se lance « de toutes ses forces à reculer dans la vie » dans le secret espoir de retrouver le « temps sacré » et somnolent des maladies d'enfance, Quotien découvre brusquement, après avoir épousé Marie aux mains de musicienne, la passion de la paternité. Leur enfant, mort au bout de quelques mois, est le narrateur présumé de ces *Mémoires d'un ange* qui commencent au moment où, bouchant la bouche, Quotien réussit, sur une plage, l'exploit de mourir en public et tout seul, pour-

tant « une fois de plus, adieu » : c'est ou chagrin de dire le « temps sacré », anacorete, en exergue, une citation de Shakespeare. Il y a dans ce joli roman quelque peu d'écriture, sèche, ocre, habile à débusquer les douleurs aiguës que l'ouït exquises. La violence feutrée, contenue, se trahit par un tremblement des lèvres, un battement de paupières. Et Quotien est moins un monstre d'indifférence qu'un funambule, sans cesse en équilibre, les yeux clos, entre deux vertiges.

Monique Pétillon

► *Mémoires d'un ange, de Pierre Charras, Mercure de France, 220 p., 90 F.*

Le corps torturé  
de François Dolsky

La rage d'exister en dépit des blessures, la volonté de surmonter les rechutes pour échapper à l'enfer, sont au cœur de *Comme un pingouin sur la banquise*. François Dolsky, l'auteur de ce surprenant récit, n'est pas né sous l'étoile ordinaire des écrivains qui marchent et courent comme si les pas ou leur corps étaient pas comptés. Gravement handicapé dès l'enfance, il a lutté des années durant pour se débarrasser de l'énorme pitié des autres.

Son « pingouin » ne se veut pas un surhomme, même s'il ne résiste pas toujours au plaisir de se tresser au passage de petites couronnes. Il n'est pas plus le narrateur détaché qui contait ses malheurs d'une voix froide, mais un esprit torturé dans un corps souffrant. Ces membres informes, pour une fois, ne sont pas masqués par une vaine pudeur ou simplement passés sous silence. François Dolsky montre à quel point il a dû com-

poser avec la chair pour s'extirper de dessous son bandage, qu'il a en sortant armé de quelques griffes.

Nul angélisme dans ce récit et pas d'apitoiement inutile, ni même de considérations générales sur le sort des handicapés. En retraçant le combat d'une intelligence acérée par la douleur, l'auteur n'est sans doute pas objectif et la description de son parcours n'a rien de scientifique, mais c'est justement là ce qui fait l'intérêt de son livre. Une fois n'est pas coutume, ce « pingouin » pessimiste prend à revers les schémas ordinaires et rendant un regard et une voix à l'infirmité.

Raphaëlle Rérolle

► *Comme un pingouin sur la banquise, de François Dolsky, Babel, 258 p., 89 F.*



PHILOSOPHIE

Wittgenstein  
entre Weininger et Kraus

A tous ceux qui se passionnent pour les racines viennoises de l'œuvre de Ludwig Wittgenstein,

on aimerait recommander la lecture de l'ouvrage *Wittgenstein et la critique du monde moderne*, qui comporte des contributions remarquables de Christiane Chauvret, J.-P. Cometti, J. Le Rider, Aldo Gargani, Jacques Bouveresse et Ignace Verhac. Issu d'un colloque qui s'est tenu à Bruxelles sur le thème : « Tradition et rupture : Wittgenstein », cet essai montre tout ce que l'auteur de *Tractatus logico-philosophicus* (le titre fut trouvé par G.E. Moore) doit à Karl Kraus, à son pessimisme culturel, à sa défiance face à l'idée de progrès et à sa conviction que les grandes œuvres de la culture sont maintenant derrière nous.

Le rapport à Otto Weininger, ce jeune philosophe juif antisémite qui se suicida à l'âge de vingt-trois ans, est cerné par Jacques Le Rider. Ce dernier n'est pas loin de penser qu'on trouve chez Wittgenstein des traces du « *Jüdischer Selbsthass* », cette pathologie culturelle du juif assimilé dans une culture dominée par le discours de l'antisémitisme. Il s'attache à démontrer qu'il y a chez Wittgenstein une conception dépréciative de l'identité juive, conçue comme un obstacle, une limitation, presque comme une tare lovable, ou spectaculairement confessée. Quot à Jean-Pierre Cometti, il trace une parallèle originale entre Musil et Wittgenstein, tous deux de formation scientifique et fort étonnamment marqués par le sentiment par Karl Kraus, mais aussi par Oswald Spengler et son *Déclin de l'Occident*.

Roland Jaccard

► *Wittgenstein et la critique du monde moderne, Ed. La Lettre volée (124, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles), 140 p.*

EN BREF

□ Parution du dernier volume de « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé ». — Le dixième et dernier volume de la collection : « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé » a paru. Intitulé *D'un coup d'Etat à l'autre*, il couvre la période allant du coup d'Etat du 18 brumaire 1799 à celui de décembre 1851 ouvrant la voie au Second Empire. Ce dernier volume réalisé par M. André Rossel est une série de livres retraçant l'histoire de France, de 1604 à 1958, grâce à la vision qu'en donnent les journaux de l'époque. Édition de l'Arbre verdoyant, 15, rue Douy-Deleu, 93100 Montreuil, Tél. 16 (1) 48-57-30-06. (Distribution Distique.)

□ Spectacles de poésie. — Deux spectacles de poésie, mis en scène par Jean Gillibert, sont organisés par le Théâtre de l'Impossible. Du 6 au 16 mars, *Dialogue de poètes*, textes de Jean-Pierre Colas (avec Alain Cuoy, les 14 et 15 mars ; 16, rue Dagoroo, 75012 Paris, tél. 43-44-81-19) ; du 20 mars au 20 avril, *Aube*, spectacle Rimbaud, poésie, musique et chant (Théâtre de l'Athlétique, place Parmentier, Neuilly-sur-Seine, réservation 46-24-03-83).

□ Conférence. — Jacques Boocot donnera une conférence sur le thème « Liberté sexuelle ou perversion ? » dans le cadre de l'École de propédeutique à la connaissance de l'inconscient (EPCI), vendredi 8 mars à 20 h 30 (chambre des métiers, 72, rue de Reuilly, 75012 Paris).

ROMANS POLICIERS

Le noir absolu

LA CONFESSION  
DE JOE CULLEN  
de Howard Fast.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Patrick Couton.  
L'Atlantique, 384 p., 79 F.

JE T'ATTENDS  
AU TOURNANT  
de Charles Williams.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Bruno Martin.  
Gallimard, « Série noire »,  
218 p., 21,50 F.

INJECTION MORTELLE  
de Jim Nisbet.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Freddy Michalski.  
Rivages/Noir, 201 p., 45 F.

L'ÉTOILE POLAIRE  
de Martin Cruz Smith.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Dominique Defert.  
Robert Laffont, 254 p., 110 F.

Ceux qui cherchent à justifier, autrement que par le simple aveu du plaisir, leur passion coupable pour la littérature policière, disent que c'est là seule à pouvoir donner une image juste et complète de notre société. A les entendre, les auteurs de polar ne seraient donc que des sociologues élandistes travaillant pour les archéologues des siècles futurs. Pourvu qu'ils se trompent, et que nos lointains rejetons puissent trouver de nous d'autres traces qui les incitent à nous absoudre. Car, à en juger par la noirceur de la production récente, l'oubli serait encore trop doux...

On ne pouvait guère attendre de

Howard Fast qu'il se montrât tendre envers les institutions de son pays : membre actif du Parti communiste américain, victime particulièrement gâtée du maccarthysme, l'auteur de *Spartacus* et de *Max* est, avec Horace McCoy, l'un des plus vigoureux pourfendeurs des dévies du rêve américain. Malgré cela, on reste surpris par la violence du réquisitoire que constitue le dernier roman de Fast contre la politique des Etats-Unis au Salvador et au Honduras. Joe Cullen, ancien pilote de combat au Vietnam, est embauché par une organisation de soutien à la guérilla antisandiniste au Salvador. A aller, il envoie des armes ; au retour, de la cocaïne. Le tout, bien entendu, avec la bénédiction de la CIA, du FBI et de toutes les instances occultes qui gouvernent ce pays, champion mondial de la transparence.

Rien de plus, en fait, que ce que le « procès North » a réussi à étouffer. *La Confession* de Joe Cullen est l'histoire terrible d'un homme qui découvre soudain qu'il est bien l'un des coauteurs de tous les crimes que son pays a fait commettre à ceux qui, comme lui, croient que leur responsabilité individuelle pouvait se dissoudre dans celle de l'Etat, et que nul ne peut l'absoudre du péché d'avoir fait son devoir. Magnifiquement construit, tendu jusqu'à son point final, le roman de Fast est une œuvre noire et, paradoxalement, naïve par l'étrange force de son discours sans artifices ; l'œuvre urgente d'un homme qui, à près de quatre-vingts ans, peut se passer de mettre des gants.

Le plus grand mérite de *Hot Spot*, le dernier film de Dennis Hopper, est d'avoir incité la « Série noire » à rééditer le roman oublié de Charles Williams, et si l'on peut se passer d'aller voir le film, on aurait tort de priver sa bibliothèque d'un des bouquins les plus représentatifs de la qualité « Série noire » des années 50. Tout ce qui a construit le mythe y est : l'enroulement d'un hied du Texas et sa chaleur torride ; les femmes qu'on aime et celles qu'on désire ; une banque offerte et un héritage qu'on aurait tort de prendre pour un plouc ; un petit chantage bien crado ; du sang ; de l'espoir ; et cette bonne vieille poisse qui plane et attend le dernier chapitre pour signifier au lecteur qu'un échappé pas à la fatalité. C'est noir, sale, désespéré et parfaitement envoûtant. C'est tellement bien qu'on dirait un pastiche. Seulement, et comme disent les Américains, « c'est ça, le vrai truc ».

Le Texas n'a pas aboli la peine de mort : il a simplement inventé

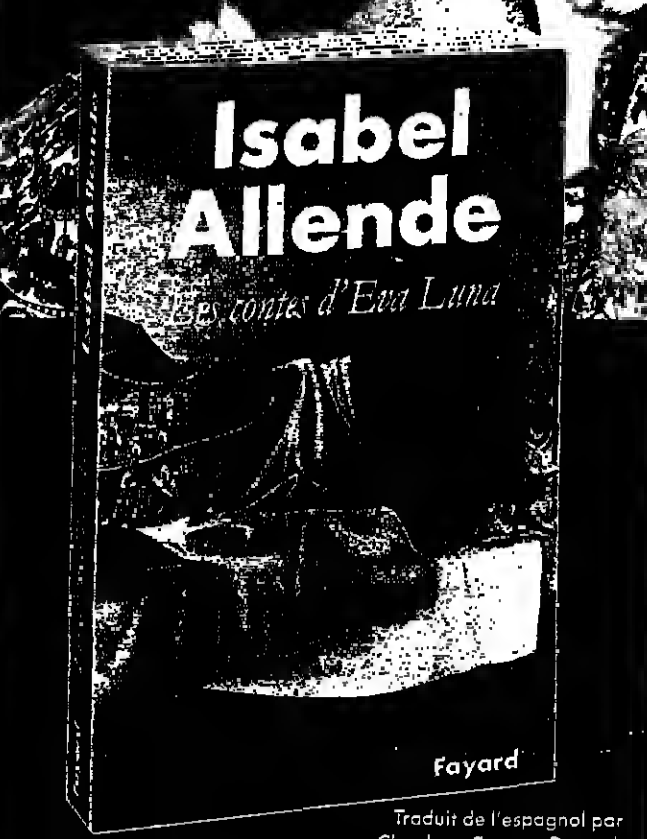
un nouveau moyen de l'appliquer : un truc passablement compliqué, qui consiste à injecter un cocktail de substances toxiques dans les veines du condamné, après l'avoir légèrement anesthésié pour qu'il ne sente pas la piqûre. Où va se cacher l'humanité ? Pour ce travail, il faut un médecin. Franklin Royce, personnage principal, est un médecin suffisamment dans la débile pour accepter ce genre de boulot. En quarante pages, il exécute son condamné tout en succombant à son charme et en piquant qu'il vient de participer au dénouement d'une erreur judiciaire. Pour le réhabiliter, Royce abandonne le monde des vivants et se réfugie dans le monde des morts, jusqu'au cauchemar, le chemin qui mène au crime. Comme dans son précédent roman (*Les damnés ne meurent jamais*, Rivages/Noir), Jim Nisbet joue sur le registre de l'absolue noirceur. En cela, il est un vrai disciple de Jim Thompson. Ses personnages, comme ceux de Thompson, portent en eux le germe de leur déchéance ; ils sont vaincus avant même d'avoir commencé à lutter, puisque le monde est un équilibre à sens unique : tout droit vers l'abîme. De ce monde absurde, Nisbet brosse un tableau très littéraire (l'excellente traduction de Freddy Michalski en est le parfait reflet) et la qualité de son style, à la fois riche et précis, offre un surprenant contrepoint au dénuement tragique de cette humanité.

ET voici Arkadi Renkin, l'inoubliable inspecteur de *Gorki Park*. Déchu jusqu'à l'extrême, il patrouille dans les cales d'un navire de pêche soviétique en pleine mer de Béring. Un meurtre va pourtant inciter le capitaine de l'*Etoile polaire* à faire appel aux talents de ce flic hors du commun, marqué par le sceau lofantant de « l'instabilité politique ». Crime dans le vase clos immense des solitudes du grand Nord, peinture désabusée d'une réalité soviétique entre les sories du stalinisme et les incertitudes de la perestroïka, l'*Etoile polaire* est un passionnant roman noir, l'œuvre d'un écrivain exigeant qui n'hésite pas à prendre pour cadre le plus étonnant des paysages et le plus exotique des systèmes politiques pour mettre en scène un suspense rigoureux, grave et divertissant de bout en bout. Martin Cruz Smith confirme qu'il est bien l'un des maîtres du genre. A quand la parution d'une grande œuvre soviétique sur les misères du sous-prolétariat américain ?

Patrick Raynal

# Isabel Allende

« Isabel Allende nous avait raconté les aventures d'Eva Luna, Schéhérazade des antipodes. Elle lui donne à présent la parole dans ce recueil qui constitue un véritable concentré de littérature sud-américaine. On pense tantôt aux ambiances moites et parfumées de Garcia Marquez, tantôt aux personnages fantasques de Vargas Llosa...



Traduit de l'espagnol par Claude et Carmen Durand.  
336 p., 98 F.

... Les contes d'Eva Luna sont des archétypes si parfaits qu'ils mettent en évidence certaines caractéristiques propres à la plupart des écrivains d'Amérique latine. Entre le Rio Grande et la Terre de Feu, les nuits d'amour sont plus brûlantes que partout ailleurs, les crimes plus violents ou plus astucieux, les châtements plus raffinés. Nulle part l'amour et la mort ne sont aussi inséparables qu'à l'ombre de la cordillère des Andes, ni l'adultère aussi voisin de la sainteté...

Didier Senechal, Lire

FAYARD

Lire aux Sources pour comprendre...

**LE QORAN**  
Nouvelle traduction sur la Vulgate arabe  
par René R. KHAWAM (Intégrale)  
448 pp., 144 FF.

**LE FLAMBEAU**  
ou les Sentences  
de Mouhammad  
le Prophète  
par M. Al Qoudsi (in. en 454 H.)  
Première traduction en français  
sur les manuscrits arabes,  
par René R. KHAWAM.  
144 pp., 88 FF.

Maisonneuve & Larose

مكتبة الأمل



## PRAGUE

de notre envoyée spéciale

**P**RAGUE, l'hiver... La neige souligne les lignes des toits, des clochers et des maisons noires, éclairées, illumine la ville qui semble encore la même, où les rues, les magasins, la forme des enseignes, le silhouette du château semblent n'avoir pas changé depuis Kafka, depuis le Golem... Pourtant, on ne peut pas ne pas remarquer les transformations de l'année écoulée : le lieu du supplice de Jan Palach couvert de fleurs, le Musée Walter-Ullrich qui a été désaffecté, les nombreuses boutiques des changeurs qui ont pignon sur rue, petites sources de devises ouvertes la nuit, le dimanche... Une certaine amabilité avec les étrangers qui a succédé à la peur, une loquacité même. Mais aussi un vrai désarroi devant l'avenir : les hausses des prix (44 % en moyenne pour une hausse des salaires de 5 %), le fait que vient de doubler la scission du Forum civique, une ignorance du fonctionnement de l'économie de marché et, de plus en plus, une certaine défiance à l'égard de ces intellectuels du Château - Havel excepté - de bonne volonté, mais qui ne savent pas gouverner en professionnels.

Une nostalgie aussi. Notamment pour la République et son président T. M. Masaryk (1850-1937), figure emblématique du « libérateur » républicain pendant quinze ans, dont les « démocrates » se réclament aujourd'hui, à propos de qui la cinéaste Vera Chytilová a réalisé un documentaire et dont les Editions de l'Aube publient justement (en fac-similé de l'édition Stock de 1936) un volume d'Entretiens. Réalisé par Karel Capek, l'auteur, entre autres, de la Guerre des salamandres, ce livre de Mémoires du fils d'un cocher slovaque des Habsbourg, devenu philosophe avant d'être le premier président de Tchécoslovaquie, parle simplement et est une grande leçon d'histoire venue d'une Europe centrale en effervescence. Pleine d'enseignements pour les choix d'aujourd'hui, et pas seulement « aux sources de la pensée d'Havel », comme le dit la bande publicitaire.

Nostalgie de Prague qui ébauge, qui va changer, réticence pourtant à se laisser envahir par le dollar, le mark et le Coca-Cola. Nostalgie de sa ville natale, pour Libuse Monkova, l'auteur de la Façade (Belfond, 1989) exilée depuis vingt ans de son pays et de sa langue (elle écrit en allemand) et qui avait, dans son premier roman, Pavane pour une infante défunte, tenté d'exorciser par la culture la douleur du déracinement et de la perte de Prague.

La capitale du plus occidental des pays de l'Europe de l'Est, qui ne sent pas de liens réels avec Varsovie ou Budapest, fièvre de langue française se souvient encore avoir joué son rôle dans le surréalisme, l'École de Paris, le Grand Jeu. Influence de la France qui se prolonge par la publication, la semaine passée, de Maximum, une

anthologie de la poésie française contemporaine : Michaux, Char, Ponge et leurs cadets traduits en tchèque. Influence de la France qu'on retrouve, si forte, dans les deux belles expositions au Musée du château et à la maison de la Cloche, sur la Vieille-Place, à propos des peintres tchèques depuis 1900 et d'un hommage aux Editions Avenium qui étaient dans les années 20 Apollinaire, Francis Carco, Clara d'Ellebeuse, de Francis Jammes illustrés par Jan Zrzavy, Cocteau illustré par Frantisek Muzika, Pierre Maréchal avec des couvertures de Josef Capek, L'Europe galante de Paul Morand ou un album Louis Delluc illustré par Josef Sima, qui vécut plus de la moitié de sa vie à Paris.

Hier dans cette même rue, Derrière la vitre du buffet, les ivrognes debout comme aujourd'hui.

Et la neige descendait si étrangement. Tout était si triste. Plus triste que d'habitude.

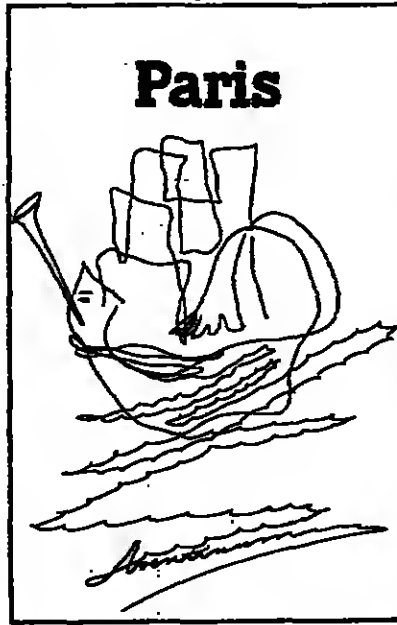
Est-ce parce que la journée était d'hiver?

Cette question que pose le poète Ivan Wernisch (né en 1942) dans un poème de 1989 repris dans l'anthologie de la Poésie tchèque moderne qui vient de paraître chez Belin ne peut que vous banter alors que vous descendez, la nuit, la rue Jan-Neruda en foulant la neige vierge... « La poésie existe, c'est tout ce dont nous sommes sûrs à son sujet », écrit le poète d'inspiration réaliste Petr Kral, notre ancien collaborateur du Monde des livres, exilé à Paris depuis 1968 et devenu l'un des derniers conseillers culturels, qui a voulu, dans ce choix de textes inédits en français, délimiter le territoire poétique tchèque d'aujourd'hui dans une culture où la poésie continue à tenir une grande place. « On remarquera leur goût constant pour le concret du monde sensible, perçu à travers de nombreux détails « empiriques » qui abondent même là où — comme chez Vladimir Holan — s'affirme en même temps un goût de la réflexion métaphysique », note Petr Kral pour présenter une soixantaine de ces poètes nés entre 1878 et 1963, si longtemps emprisonnés par le réalisme

## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## Prague sous la neige



Josef Sima, Paris, 1927.

socialiste, depuis le prêtre Jakub Deml (1878-1961), les surréalistes Jindrich Styrsky (1899-1942) ou Vitezslav Nezval (1900-1958), le métaphysique Frantisek Halas (1901-1949), l'esprit expérimental d'un Jiri Kolar (né en 1914), les dissidents, les exilés, jusqu'aux paroliers du rock underground et de la revue Revolver.

SANS oublier Jaroslav Seifert (1901-1986), le poète unanimement admiré de Prague, dont les Editions Belfond publient Toutes les beautés du monde, le premier volume des Souvenirs et histoires vécues du Prix Nobel de littérature 1984, paru en 1979 en samizdat. C'est une sorte d'initiation à la poésie mélancolique et sensuelle du poète de Prague qui avait été comme la conscience de la culture nationale. Une mosaïque de vignettes délicates dans

lesquelles l'enfant du quartier prolétaire de Zizkov évoque l'atmosphère d'été de Zizkov et ses sortilèges méditerranéens, en même temps que le souvenir de ses amis artistes, musiciens et poètes (pour réparer nos ignorances, l'index des noms des personnes, des mouvements littéraires et artistiques, des repères géographiques de Prague et de Tchécoslovaquie est tout à fait bienvenu). Évoquant la rupture des glaces sur la Vltava, les incursions de l'adolescent à Mala Strana vers la rue des maisons closes qu'on nommait la rue des Trépassés, la patinoire de Zizkov où patinaient Lénine en 1912, une bouteille de bourgogne offerte par Nezval, Seifert transmet simplement la mémoire des sensations, la mémoire de la beauté et des paysages aux différentes saisons. Libre en soi-même dans l'attente de la liberté.

Cependant, la liberté, si elle a fait naître depuis 1989 des quantités de journaux, d'hebdomadaires, de revues, des centaines de maisons d'édition, laisse la culture dans une situation difficile. Le théâtre n'a pas trouvé un nouveau souffle, le cinéma est échangé et on ne sait pas encore ce que vont devenir les Studios Barrandov. L'édition souffre des variations de prix, les Tchèques ont dû réduire leur budget-livres. « Après la Révolution, on était aux anges. On a fait des projets d'un plan éditorial. Mais, après quelques mois, on a commencé à avoir beaucoup de problèmes, puisque les barrières idéologiques ont été remplacées par des barrières économiques », expliquait un des responsables de l'ancienne maison d'édition de l'Union des écrivains, Odeon, spécialisée dans la littérature étrangère et les beaux livres qui, déjà, a dû licencier la moitié de son personnel, surseoir à plus d'une moitié de son programme de publication, et va bientôt quitter des locaux dont le loyer est devenu inaccessible.

Les librairies ne sont plus rentables : avec ce qu'on appelle la petite privatisation, elles vont être vendues. L'ancien Centre de diffusion du livre, qui existe encore, ne veut prendre aucun risque et n'a pas d'argent. « Ainsi, continue l'éditeur, si nous publions un livre sollicité par les lecteurs, nous n'avons pas les moyens de le lui faire parvenir, parce que ce Centre de diffusion ne fonctionne plus, qu'il ne veut pas acheter les livres des éditeurs parce que la Banque nationale refuse de lui donner de l'argent... A l'heure actuelle, nous essayons de trouver des modes de vente, par exemple dans les galeries d'art, même dans les rues... Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le prix du papier a doublé ; alors, le livre devient un objet de luxe, et beaucoup des membres de notre Club des lecteurs (quelque 350.000 adhérents) se désabonnent. D'autant plus que ce que les lecteurs recherchent actuellement, c'est la littérature tchèque ; mais même ce boom ne va pas durer, parce que ces livres commencent déjà à perdre le goût du fruit défendu. Il soupire, comme prêt à assumer la mauvaise conscience de tous. Incapable d'en vouloir à ces jeunes qui prétendent découvrir le rock et le pop, Ladislav Klíma et les Souffrances du prince Stenochoch ou bien Stenochoch, mais pour qui on ne traduira pas le Traité des merveilles de Vaclav Jemel. Prix Médicis inconnu dans son pays). Nous existons avant et on a écrit de bons livres, alors on nous reproche d'avoir servi à légaliser le totalitarisme. »

« Si ces gens-là attendent qu'on leur règle leurs problèmes, il n'y aura aucun avenir possible », explique notamment l'écrivain Ivan Klíma, déporté à onze ans par les nazis avec ses parents au camp de Terezin, interdit, mais déjà très largement traduit en anglais et publié dans vingt-deux langues depuis vingt ans (les éditions du Seuil préparent l'Amour et l'ordre. Mes métiers en or).

DEPUIS la « révolution de velours », quelques cent-cents éditeurs privés auraient été enregistrés, mais on considère qu'une centaine seulement ont édité des livres. Parmi les plus importants : Lidové noviny, filiale du quotidien de Prague et de son hebdomadaire Literární noviny. Archa qui dirige Martina Simecka à Bratislava, Atlantis à Brno que dirige M<sup>me</sup> Uhelova, la femme de l'actuel ministre de la culture. Coopérative indépendante de huit personnes établie dans la capitale morave, la jeune maison Atlantis a déjà reçu, depuis le printemps 1990, 1680 manuscrits, certains qui remontent à 1948 et étaient restés dans les tiroirs ; et elle a publié neuf titres d'écrivains tchèques,

slovaques et moraves : Pavel Kohout, Ivan Klíma (à paraître aux Editions du Seuil), Eda Kriscova, Jan Trefulka, Karel Pecka (publié aux Editions de l'Aube), Ludvik Vaculik (dont l'indispensable Cité des songes tchèques a paru chez Actes Sud), Milan Simecka, Jiri Grusa, actuellement ambassadeur à Bonn, Vaclav Havel, le best-seller, avec les Lettres à Olga (paru en français aux Editions de l'Aube). Et elle prépare la publication des œuvres complètes d'un enfant de Brno de nationalité française, Milan Kundera, en commençant par la Plaisanterie et Risibles Amours...

Autre enfant de Brno, qui aime Prague et ses brasseries, le plus connu et le plus populaire des écrivains tchèques d'aujourd'hui, Bohumil Hrabal, rendu célèbre grâce aux films de Jiri Menzel, notamment Trains étroitement surveillés (d'après le roman paru chez Gallimard, 1969), puis grâce à ces chefs-d'œuvre de dérision grinçante et d'humour angoissé que sont Une trop bruyante solitude (Laffont, 1983), ou bien son autobiographie déguisée, Les Noces dans la maison (Laffont, 1990) et surtout ce chef-d'œuvre, Moi qui ai servi le roi d'Angleterre (Laffont, 1981), génial monologue du serveur de restaurant opportuniste et philosophe qui considère l'Histoire. C'est le même Hrabal, avec ses personnages extravagants et bavards, pleins de bière, de goulash et de rêves, issus à la fois de Kafka et de Hasek, qu'on trouve déjà dans les premières nouvelles de Hrabal réunies sous le titre les Palabres, parues dans deux volumes en 1963 et 64, histoires réelles et fausses, naïves dans la « Prague dorée » où des poètes empruntent l'entrepôt des pompes funéraires pour une soirée de leur groupe surréaliste qui rappelle au feu les pompiers, de Forman Palabres à l'épaisse « tchèque » parfois difficile à exporter dont se réclame Bohumil Hrabal : « Membre correspondant de l'Académie de palabres ; auditeur à la chaire d'euphorie ; Dionysos, jeune homme suave et saoul, est mon dieu ; Socrate l'ironique, qui engage la conversation avec tout un chacun, pour le mener par la langue et par le bout de la langue du seul même de la connaissance de son ignorance, est le père de mon Eglise, et Jaroslav Hasek, en est le fils aîné, lui qui inventa, vécut généralement et consigna l'histoire de Hrabal. (...) Je suis un lauréat exsangue de Hrabal, dont on mange le cerveau à la petite cuiller, comme de la glace. » (Mamel de l'apprenti palabreur).

A U-DELA du Château, les pentes couvertes de neige du parc du couvent de Strahov, créé en 1140 par l'ordre des prémonstrés, avec ses splendides bibliothèques qui en font un des monuments les plus visités de Prague. Occupé après 1948 par le Musée de la littérature nationale, le couvent a été restitué aux religieux ; ils ont déjà entrepris des travaux dans les anciens bureaux du musée socialiste qui a l'air d'y vivre ses derniers mois.

Les redécouvertes vers le pont Charles en laissent la trace de mes pas : Devant l'église Saint-Nicolas de Mala Strana glisse une grande voiture noire avec le drapeau américain. Décidément, Prague est « magique », comme le savait Perutz et Ripellino, l'auteur de Praga magica (jamais traduit en français) : j'ai vu passer Shirley Temple !!! (1)

(1) Shirley Temple Black (Blackova-Templova) est ambassadrice des Etats-Unis en Tchécoslovaquie.

## Dernières parutions tchécoslovaques

Entretiens avec Masaryk, de Karel Capek, traduit du tchèque par M. David, préface de Jan Rubes, Editions de l'Aube, 270 p., 95 F.

La Poésie tchèque moderne (1914-1989), textes choisis, traduits et présentés par Petr Kral, Belfond, 256 p.

Toutes les beautés du monde, souvenirs et histoires vécues, par Jaroslav Seifert, volume 1, traduit du tchèque par Milena Baud, Belfond, 334 p., 140 F.

Les Palabres, de Bohumil Hrabal, nouvelles traduites du tchèque par Marie-Claire Canavaggio, postface de Claudio Magris, Albin : Michel, 320 p., 140 F. Du même auteur : Moi qui ai servi le roi d'Angleterre, traduit par Milena Baud, Livre de Poche/Biblio, 256 p.

Pavane pour une infante défunte, de Libuse Monkova, traduit de l'allemand par Dominique Kagler, Belfond, 190 p., 120 F.

Lire aussi : Prague, Secrets et métamorphoses... (Autismant, 1990) ; le Grand guide de Prague, (Gallimard. Bibliothèque du voyageur, novembre 1990) ; l'Infini, n° 33 : du nouveau à l'Est ? (Printemps 1991).

## Ambiguïtés roumaines

## LIBERTÉ ?

Entretiens avec Michel Combes de Doïna Cornes.

Criterion, 272 p., 99 F.

ROUMANIE, LE LIVRE BLANC

La réalité d'un pouvoir néo-communiste

de Mihnea Berindei, Ariadna Combes, Anne Planché.

La Découverte, 260 p., 95 F.

« Lorsque la guerre a éclaté, notre ville a été occupée et j'ai dû fréquenter malgré moi une école hongroise. Les juifs y étaient encore plus persécutés que nous, les Roumains. Un jour, on a organisé une grande assemblée de tous les élèves dans la salle des fêtes du collège, et le directeur, en montrant les juifs du doigt, les a fait mettre debout, un à un, devant nous. Finalement, après un petit discours injurieux, il a mis à la porte ces enfants de quatorze ans, comme des êtres malfaisants. J'avais une amie juive, Feny... lorsqu'elle a dû sortir, je me suis levée, moi aussi, et je suis sortie avec elle et les autres enfants juifs... », écrit Doïna Cornes dans les premières pages de son livre de souvenirs, Liberté ?

L'essentiel tient dans ces quelques lignes. Quelques lignes qui expliquent pourquoi la frêle silhouette de Doïna Cornes émerge bien au-dessus de la grande majorité des « personnalités » qui ont fait l'actualité roumaine depuis la chute de Nicolae Ceausescu. D'abord parce que Doïna Cornes n'a pas attendu, comme beaucoup, la révolution de décembre pour se découvrir, « a posteriori », une vocation de dissidente. Ses premiers ennemis avec la Securitate, les services secrets roumains, ne datent-ils pas de 1948, lorsqu'elle envisage de distribuer des tracts appelant les fidèles gréco-catholiques à la résistance contre l'interdiction de l'Eglise ? « Je n'étais pas trop croyante à l'épo-

que, raconte-t-elle, c'était plutôt un sentiment d'honneur que j'éprouvais, une sorte de respect pour la religion elle-même et surtout pour les gens qui étaient en prison. » Tout le reste de sa vie sera un combat éternel, tenace, contre un régime qui n'a peut-être pas été le plus sanguinaire des anciens dictatures communistes mais sûrement la plus humiliante.

Enseignante, Doïna Cornes, dont on estime les cours non conformes à l'idéologie ambiante — elle avoue aimer Baudelaire, Verlaine, Pascal et, crime absolu, Lamartine et Chateaubriand ! — est humiliée devant tous ses collègues lors d'une réunion politique et se voit obligée de déposer, tous les matins, ses cours sur une petite table à l'entrée de la salle des professeurs pour que tout le monde puisse les contrôler. Après le frêle et fugace espoir que l'arrivée de Ceausescu au pouvoir en 1965 a suscité parmi la population roumaine, Doïna Cornes continue sa lutte contre le nouveau dictateur et passe dans une résistance plus active : tracts, samizdat, interventions sur Radio Free Europe.

## Une nouvelle lutte

Emprisonnée, assignée à résidence, chassée de l'université, totalement isolée du reste du pays, elle apprend par la radio les événements de Timisoara. Elle a peu le temps de se réjouir de la chute de la dictature car va très vite commencer pour elle une nouvelle lutte, celle qui va l'opposer, et l'opposera encore, aux « néo-communistes ». Un nouveau pouvoir qui ne cesse, selon elle, d'opposer les Roumains entre eux : jeunes contre vieux, « Hongrois » contre « Roumains », intellectuels contre ouvriers.

Aujourd'hui, dans les journaux de l'extrême droite roumaine, Doïna Cornes, devient Doïna Cornes-Jubasz (du nom, meyeris, de son mari) et est régulièrement traitée de « psycho-

pethe », de « poule pondeuse », de « vendeuse aux Hongrois ». C'est ce que nous apprend Roumanie, le livre blanc de Mihnea Berindei, Ariadna Combes et Anne Planché, consacré aux journées tragiques de juin au cours desquelles les mineurs de la vallée du Jiu firent une descente sanglante sur Bucarest. Composée presque intégralement de témoignages recueillis auprès des acteurs-victimes, ce livre permet mieux que toute analyse de se rendre compte de l'ambiguïté fondamentale du régime en place à Bucarest depuis le chute de Nicolae Ceausescu. Qui était ces mineurs ? Qui leur a donné l'ordre de descendre sur Bucarest ? Qui a manipulé les manifestants ? Qui est à l'origine du prétendu complot ayant donné prétexte à cette mise à sac de la capitale ? Point par point les auteurs, tous quatre membres de la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, s'efforcent de donner les réponses, jusqu'à ce jour les plus claires, à ces interrogations.

Le livre se termine pourtant sur une note d'espoir : la rencontre, les 7 et 8 septembre à Brasov, des intellectuels du Groupe du dialogue social avec les représentants des mineurs. Les agressés et les agresseurs de juin sont face à face. « Après un premier temps de méfiance, Marian Munteanu, le leader des étudiants, et Mircea Cozma, le numéro un des mineurs, s'embrassent par un geste symbolique qui soulève l'enthousiasme. » La poétesse Ana Blandiana déclare : « Nous nous sommes rencontrés pour nous convaincre nous-mêmes, pour nous convaincre les uns et les autres, pour essayer de convaincre le pays tout entier et le monde que la haine mantréuse qui nous oppose les uns les autres (...) n'est jamais de notre âme mais est le résultat d'une machine infernale à produire la haine qui nous domine depuis quarante-cinq ans (...). La solidarité est le supérieur de la liberté. »

Jose-Alain Fralon

## La logique de reconstruction

LES Français veulent-ils que le pays du Golfe, à l'instar de la Koweït, les délogent de son territoire ? Les Français ont-ils le droit de se précipiter sur le coup de vergogne militaire ?

M. Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur, a déclaré lors d'un voyage dans le pays du Golfe, à l'occasion d'une conférence de presse, que le Koweït n'est pas un pays du Golfe. M. Michel Charasse, ministre du Budget, a déclaré, à l'occasion d'un voyage dans le pays du Golfe, que le Koweït n'est pas un pays du Golfe. M. Jean-Marie Rausch, ministre du Commerce extérieur, a déclaré lors d'un voyage dans le pays du Golfe, à l'occasion d'une conférence de presse, que le Koweït n'est pas un pays du Golfe.

LES Français veulent-ils que le pays du Golfe, à l'instar de la Koweït, les délogent de son territoire ? Les Français ont-ils le droit de se précipiter sur le coup de vergogne militaire ?

Quelques points sur la situation en Koweït, il est vrai de dire que l'essentiel est de savoir si les Français ont le droit de se précipiter sur le coup de vergogne militaire.

Que les entreprises françaises essaient de vendre dans le pays du Golfe, au prorata de l'effort français entre autres, pense, dans ce pays, le ministre de l'Industrie et du Commerce.

D'ABORD, la région est si pauvre, si pauvre que les Français ne peuvent pas y aller. Les Français ne peuvent pas y aller, car la région est si pauvre, si pauvre que les Français ne peuvent pas y aller.

Ces « grands contrats » peuvent-ils faire la fortune de la France ? Les Français ne peuvent pas y aller, car la région est si pauvre, si pauvre que les Français ne peuvent pas y aller.

L'an passé, le gouvernement français a décidé de se « précipiter » en Koweït. Avec, apparemment, des succès économiques. Les Français ne peuvent pas y aller, car la région est si pauvre, si pauvre que les Français ne peuvent pas y aller.

Autre motif d'interdiction.